

Ce texte constitue seulement un outil de documentation et n'a aucun effet juridique. Les institutions de l'Union déclinent toute responsabilité quant à son contenu. Les versions faisant foi des actes concernés, y compris leurs préambules, sont celles qui ont été publiées au Journal officiel de l'Union européenne et sont disponibles sur EUR-Lex. Ces textes officiels peuvent être consultés directement en cliquant sur les liens qui figurent dans ce document

► **B** **ACCORD DE PARTENARIAT ÉCONOMIQUE D'ÉTAPE**
entre la Côte d'Ivoire, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre
part
(JO L 59 du 3.3.2009, p. 3)

Modifié par:

		Journal officiel		
		n°	page	date
► <u>M1</u>	Décision n° 1/2019 du Comité APE institué par l'accord de partenariat économique d'étape entre la Côte d'Ivoire, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, du 11 avril 2019	L 185	83	11.7.2019
► <u>M2</u>	Décision n° 2/2019 du Comité APE institué par l'accord de partenariat économique d'étape entre la Côte d'Ivoire, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, du 2 décembre 2019	L 49	1	21.2.2020

▼B

ACCORD DE PARTENARIAT ÉCONOMIQUE D'ÉTAPE
entre la Côte d'Ivoire, d'une part, et la Communauté européenne et
ses États membres, d'autre part

TABLE DES MATIÈRES

PRÉAMBULE

TITRE I: **OBJECTIFS**

TITRE II: **PARTENARIAT POUR LE DÉVELOPPEMENT**

TITRE III: **RÉGIME COMMERCIAL POUR LES MARCHAN-**
DISES

CHAPITRE 1: Droits de douane et mesures non tarifaires

CHAPITRE 2: Instruments de défense commerciale

CHAPITRE 3: Régime douanier et facilitation du commerce

CHAPITRE 4: Obstacles techniques au commerce et mesures sani-
itaires et phytosanitaires

TITRE IV: **SERVICES, INVESTISSEMENTS ET RÈGLES LIÉES**
AU COMMERCE

TITRE V: **PRÉVENTION ET RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS**

CHAPITRE 1: Objectif et champ d'application

CHAPITRE 2: Consultation et médiation

CHAPITRE 3: Procédures et règlement des différends

CHAPITRE 4: Dispositions générales

TITRE VI: **EXCEPTIONS GÉNÉRALES**

TITRE VII: **DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES, GÉNÉRALES**
ET FINALES

▼B

LA RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE,

d'une part,

et

LE ROYAUME DE BELGIQUE,

LA RÉPUBLIQUE DE BULGARIE,

LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE,

LE ROYAUME DU DANEMARK,

LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE,

LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE,

L'IRLANDE,

LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE,

LE ROYAUME D'ESPAGNE,

LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE,

LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE,

LA RÉPUBLIQUE DE LA LETTONIE,

LA RÉPUBLIQUE DE LITUANIE,

LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG,

LA RÉPUBLIQUE DE HONGRIE,

MALTE,

LE ROYAUME DES PAYS-BAS,

LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE,

LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE,

LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE,

LA ROUMANIE,

LA RÉPUBLIQUE DE SLOVÉNIE,

LA RÉPUBLIQUE SLOVAQUE,

LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE,

LE ROYAUME DE SUÈDE,

LE ROYAUME-UNI DE GRANDE BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD,

et

LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE,

d'autre part,

▼B

PRÉAMBULE

VU l'accord de partenariat entre les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000, révisé à Luxembourg le 25 juin 2005, ci-après dénommé «accord de Cotonou»;

VU que le régime commercial préférentiel transitoire de l'accord de Cotonou expire le 31 décembre 2007;

VU le possible impact négatif de l'expiration de ces préférences commerciales transitoires prévues à l'accord de Cotonou sur les échanges commerciaux entre les deux parties si un accord compatible avec les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) n'est pas en place au 1^{er} janvier 2008 pour lui succéder;

RECONNAISSANT donc la nécessité d'établir un accord de partenariat économique d'étape pour sauvegarder les intérêts économiques et commerciaux des parties;

CONSIDÉRANT le souhait des parties de renforcer leurs relations économiques et commerciales et d'établir des relations durables fondées sur le partenariat et la coopération;

CONSIDÉRANT l'attachement des parties aux principes et règles régissant le commerce international, en particulier les droits et obligations découlant des dispositions de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT de 1994) et des autres accords multilatéraux annexés à l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (accord instituant l'OMC), et à la nécessité de les appliquer d'une manière transparente et non discriminatoire;

RÉAFFIRMANT leur attachement au respect des droits de l'homme, des principes démocratiques et de l'État de droit, constitutifs des éléments essentiels de l'accord de Cotonou, et à la bonne gouvernance, qui constitue l'élément fondamental de l'accord de Cotonou;

CONSIDÉRANT la nécessité de promouvoir et d'accélérer le développement économique, culturel et social des États de l'Afrique de l'Ouest, en vue de contribuer à la paix et à la sécurité et de promouvoir un environnement politique stable et démocratique;

CONSIDÉRANT l'importance que les parties attachent aux objectifs de développement convenus sur le plan international et aux objectifs du Millénaire pour le développement des Nations unies;

RÉAFFIRMANT leur attachement à travailler ensemble à la réalisation des objectifs de l'accord de Cotonou, notamment l'éradication de la pauvreté, le développement durable et l'intégration progressive des membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (États ACP) dans l'économie mondiale;

DÉSIRANT créer de nouvelles opportunités pour l'emploi, attirer l'investissement, et améliorer les conditions de vie dans le territoire des parties, tout en promouvant le développement durable;

CONSIDÉRANT l'importance des liens traditionnels existants, et notamment les liens historiques, politiques et économiques étroits entre la Communauté européenne, ses États membres, et les États de l'Afrique de l'Ouest;

RECONNAISSANT la différence de niveaux de développement économique et social existant entre les États de l'Afrique de l'Ouest et la Communauté européenne;

▼B

CONVAINCUS que le présent accord créera un nouveau climat plus favorable à leurs relations dans les domaines de la gouvernance économique, du commerce et des investissements et ouvrira de nouvelles perspectives de croissance et de développement;

RECONNAISSANT l'importance de la coopération au développement pour la mise en œuvre du présent accord;

EN ATTENDANT la signature d'un accord de partenariat économique global entre l'Afrique de l'Ouest et l'Union européenne devant assurer le développement et l'intégration soutenus et harmonieux de la région Afrique de l'Ouest;

RÉAFFIRMANT leur engagement de soutenir le processus d'intégration régionale au sein de l'Afrique de l'Ouest, et en particulier de promouvoir l'intégration économique régionale comme instrument essentiel pour son intégration dans l'économie mondiale, en l'aidant à relever les défis de la mondialisation et à réaliser le développement économique et social qu'elle vise;

SONT CONVENUS DES DISPOSITIONS QUI SUIVENT:

TITRE I**OBJECTIFS***Article 1***Accord d'étape**

Le présent accord établit un cadre initial pour un accord de partenariat économique (APE).

*Article 2***Objectifs**

Les objectifs du présent accord sont les suivants:

- a) permettre à la partie ivoirienne de bénéficier de l'accès au marché amélioré offert par la partie CE dans le cadre des négociations APE et, par la même occasion, éviter une perturbation du commerce entre la Côte d'Ivoire et la Communauté européenne à l'expiration du régime commercial transitoire de l'accord de Cotonou le 31 décembre 2007, en attendant la conclusion d'un APE global;
- b) établir les bases pour la négociation d'un APE qui contribue à la réduction de la pauvreté, promeuve l'intégration régionale, la coopération économique et la bonne gouvernance en Afrique de l'Ouest et améliore les capacités de l'Afrique de l'Ouest en matière de politique commerciale et sur les questions liées au commerce;
- c) promouvoir l'intégration harmonieuse et progressive de l'Afrique de l'Ouest dans l'économie mondiale, en conformité avec ses choix politiques et ses priorités de développement;
- d) renforcer les relations existantes entre les parties sur une base de solidarité et d'intérêt mutuel;
- e) créer un accord compatible avec l'article XXIV du GATT de 1994.



TITRE II

PARTENARIAT POUR LE DÉVELOPPEMENT

*Article 3***Coopération pour le développement dans le cadre du présent accord**

Les parties s'engagent à coopérer afin de mettre en œuvre le présent accord et à contribuer à accompagner la partie ivoirienne dans la réalisation des objectifs de l'APE. Cette coopération prend des formes financières et non financières.

*Article 4***Coopération pour le financement du développement dans le cadre du présent accord**

1. Les dispositions de l'accord de Cotonou relatives à la coopération et à l'intégration économiques et régionales seront mises en œuvre afin de maximiser les bénéfices du présent accord.

2. Le financement de la Communauté européenne⁽¹⁾ relatif à la coopération au développement entre la partie ivoirienne et la Communauté européenne appuyant la mise en œuvre du présent accord sera effectué dans le cadre des règles et procédures appropriées prévues par l'accord de Cotonou, notamment les procédures de programmation du Fonds européen de développement (FED) et dans le cadre des instruments pertinents financés par le budget général de l'Union européenne. Dans ce contexte, le soutien à la mise en œuvre du présent accord sera l'une des priorités.

3. Les États membres de la Communauté européenne s'engagent collectivement à soutenir, par le biais de leurs politiques et instruments de développement respectifs, des actions de développement en faveur de la coopération économique régionale et de la mise en œuvre du présent accord, tant au niveau national que régional, en conformité avec les principes d'efficacité et de complémentarité de l'aide.

4. Les parties coopéreront en vue de faciliter l'intervention d'autres bailleurs de fonds disposés à appuyer les efforts de la partie ivoirienne pour réaliser les objectifs du présent accord.

5. Les parties reconnaissent l'utilité de mécanismes de financement régionaux tel qu'un fonds régional APE établi par et pour la région pour canaliser le financement au niveau régional et national et mettre en œuvre de manière efficace les mesures d'accompagnement au présent accord. La Communauté européenne s'engage à canaliser ses appuis à travers soit les mécanismes de financement propres à la région, soit ceux choisis par les pays parties au présent accord dans le respect des règles et procédures prévues dans l'accord de Cotonou et en conformité avec les principes d'efficacité de l'aide de la déclaration de Paris, en vue d'assurer une mise en œuvre simplifiée, efficace et rapide.

6. Dans la mise en œuvre des dispositions des paragraphes 1 à 5 du présent article, les parties s'engagent à coopérer de manière financière et non financière dans les domaines définis aux articles 5, 6, 7, et 8.

⁽¹⁾ États Membres non compris.

▼B*Article 5***Cadre des affaires**

Les parties estiment que le cadre des affaires constitue un vecteur essentiel de développement économique, et que, par conséquent les dispositions du présent accord visent à contribuer à cet objectif commun. La Côte d'Ivoire, signataire du traité de l'organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA), réaffirme son engagement à appliquer les dispositions de ce traité.

Les parties s'engagent, conformément aux dispositions de l'article 4, à œuvrer constamment à l'amélioration du cadre des affaires.

*Article 6***Appui à la mise en œuvre des règles**

Les parties conviennent que la mise en place des règles liées au commerce, dont les domaines de coopération sont détaillés dans les différents chapitres du présent accord, constitue un élément essentiel pour atteindre les objectifs du présent accord. La coopération dans cette matière sera mise en œuvre en conformité avec les modalités prévues à l'article 4.

*Article 7***Renforcement et mise à niveau des secteurs productifs**

Dans le cadre de la mise en œuvre du présent accord, les parties affirment leur volonté de promouvoir la mise à niveau de la compétitivité des secteurs productifs de la Côte d'Ivoire concernés par le présent accord.

Les parties conviennent de coopérer par le biais des instruments de coopération et conformément aux dispositions de l'article 4 et d'appuyer:

- le repositionnement du secteur privé vis-à-vis des nouvelles opportunités économiques créées par le présent accord;
- la définition et la mise en œuvre de stratégies de mise à niveau;
- l'amélioration de l'environnement du secteur privé et du climat des affaires visé aux articles 5 et 6;
- la promotion du partenariat entre les secteurs privés des parties.

*Article 8***Coopération en matière d'ajustement fiscal**

1. Les parties reconnaissent les défis que l'élimination ou la réduction substantielle des droits de douane prévues par le présent accord peuvent poser à la Côte d'Ivoire, et elles conviennent d'instaurer un dialogue et une coopération dans ce domaine.

2. À la lumière du calendrier de démantèlement agréé par les parties dans le présent accord, celles-ci conviennent d'établir un dialogue approfondi sur les mesures d'adaptation fiscale pour assurer à terme l'équilibre budgétaire de la Côte d'Ivoire.

▼B

3. Les parties conviennent de coopérer, dans le cadre des dispositions de l'article 4, notamment par la facilitation de mesures d'assistance, dans les domaines suivants:

- a) contribution dans des proportions significatives à l'absorption de l'impact fiscal net en pleine complémentarité avec les réformes fiscales;
- b) appui à la réforme fiscale en accompagnement du dialogue dans ce domaine.

*Article 9***Coopération dans les enceintes internationales**

Les parties s'efforceront de coopérer dans tous les forums internationaux dans lesquels les thèmes intéressant le présent partenariat sont traités.

TITRE III

RÉGIME COMMERCIAL POUR LES MARCHANDISES*CHAPITRE 1****Droits de douane et mesures non tarifaires****Article 10***Droits de douane**

1. Par droits de douane, on entend les droits ou impositions de toute nature prélevés à l'importation ou à l'exportation ou à l'occasion de l'importation ou de l'exportation de marchandises tels que prévus par les règles de l'OMC.

Cette disposition ne saurait être interprétée comme s'appliquant aux prélèvements intérieurs ou d'effet équivalent perçus au moment de la sortie du territoire.

2. Pour chaque produit, le droit de douane de base auquel les réductions successives s'appliquent est celui spécifié dans les calendriers de démantèlement tarifaire de chaque partie.

*Article 11***Redevances et autres charges**

Les parties réaffirment leur engagement à respecter les dispositions de l'article VIII du GATT de 1994.

*Article 12***Droits de douane sur les produits originaires de la Côte d'Ivoire**

Les produits originaires de la Côte d'Ivoire sont importés dans la partie CE libres de droits de douane, excepté pour les produits indiqués et aux conditions définies à l'annexe 1.



Article 13

Droits de douane sur les produits originaires de la partie CE

Les droits de douane sur les produits originaires de la partie CE à destination de la Côte d'Ivoire sont réduits ou éliminés conformément au calendrier de démantèlement tarifaire figurant à l'annexe 2.

Article 14

Règles d'origine

1. Au sens du présent chapitre, «originaire» s'applique à des marchandises conformes aux règles d'origine en vigueur au 1^{er} janvier 2008 sur le territoire des parties.

2. Les parties établiront un régime commun réciproque gouvernant les règles d'origine au plus tard le 31/07/2008, fondé sur les règles d'origine issues de l'accord de Cotonou et prévoyant leur simplification en tenant compte des objectifs de développement de la partie ivoirienne. Ce nouveau régime sera intégré au présent accord par décision du Comité APE. À défaut d'accord entre les parties, le régime en vigueur sera le régime le plus favorable pour la Côte d'Ivoire entre le régime en vigueur par la partie CE et les règles issues de l'accord de Cotonou améliorées.

3. Au plus tard trois ans après la date d'entrée en vigueur du présent accord, les parties réviseront les dispositions en vigueur qui régissent les règles d'origine, avec comme objectif de simplifier les concepts et méthodes utilisés pour déterminer l'origine au regard des objectifs de développement de la Côte d'Ivoire en cohérence avec ceux de l'Afrique de l'Ouest. Dans le cadre de cette révision, les parties prendront en compte le développement technologique, les processus de production et tous autres facteurs, y compris les réformes en cours concernant les règles d'origine, qui pourraient nécessiter des modifications du régime réciproque négocié. Toute modification ou remplacement sera effectué par décision du Comité APE.

Article 15

Statu quo

1. Aucun nouveau droit de douane à l'importation ne sera introduit au commerce entre les parties et ceux actuellement appliqués au commerce entre les parties ne seront pas augmentés à partir de la date d'entrée en vigueur du présent accord.

2. Nonobstant le paragraphe 1, dans le cadre de la finalisation de la mise en place du tarif extérieur commun de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Côte d'Ivoire pourra réviser jusqu'au 31 décembre 2011 ses droits de douane de base s'appliquant aux marchandises originaires de la Communauté européenne dans la mesure où l'incidence générale de ces droits n'est pas plus élevée que celle résultant des droits mentionnés à l'annexe 2. Le Comité APE modifie l'annexe 2 en conséquence.

▼B*Article 16***Droits, taxes ou autres redevances et charges sur les exportations**

1. Aucun nouveau droit de douane sur les exportations ou charges d'effet équivalent ne sera introduit, ni ceux déjà en application augmentés, dans le commerce entre les parties à partir de la date d'entrée en vigueur du présent accord.
2. Dans des circonstances exceptionnelles, si la partie ivoirienne peut justifier des besoins spécifiques de revenus, de protection d'industrie naissante, ou de protection de l'environnement, elle pourra à titre temporaire, et après consultation avec la partie CE, introduire des droits de douane sur les exportations ou charges d'effet équivalent sur un nombre limité de marchandises additionnelles ou augmenter l'incidence de ceux existants.
3. Les parties conviennent de revoir les dispositions du présent article dans le cadre du Comité APE au plus tard trois ans après l'entrée en vigueur du présent accord, en tenant pleinement compte de leur impact sur le développement et la diversification de l'économie de la partie ivoirienne.

*Article 17***Traitements plus favorables résultant d'accords de libre-échange**

1. Concernant les domaines couverts par le présent chapitre, la partie CE accordera à la partie ivoirienne tout traitement plus favorable qui pourrait résulter du fait que la Communauté européenne devienne partie à un accord de libre-échange avec des parties tierces après la signature du présent accord.
2. Concernant les domaines couverts par le présent chapitre, la partie ivoirienne accordera à la partie CE tout traitement plus favorable qui pourrait résulter du fait que la partie ivoirienne devienne partie à un accord de libre-échange avec un partenaire commercial majeur après la signature du présent accord.
3. Si la partie ivoirienne obtient d'un partenaire commercial majeur un traitement substantiellement plus favorable que celui offert par la partie CE, les parties entreront en consultation et décideront ensemble de la mise en œuvre des dispositions du paragraphe 2.
4. Les dispositions du présent chapitre ne peuvent être interprétées comme obligeant les parties à s'accorder réciproquement des traitements préférentiels qui seraient applicables du fait de l'appartenance de l'une des parties à un accord de libre-échange avec une tierce partie à la date d'entrée en vigueur du présent accord.
5. Dans le cadre du présent article, «accord de libre-échange» s'entend comme un accord libéralisant substantiellement le commerce et supprimant ou éliminant substantiellement les discriminations entre les parties, à travers l'élimination des mesures discriminatoires existantes et/ou l'interdiction de nouvelles mesures discriminatoires et de mesures plus discriminatoires, soit à l'entrée en vigueur du présent accord, soit sur la base d'un calendrier raisonnable.

▼B

6. Dans le cadre du présent article, «partenaire commercial majeur» signifie tout pays développé, ou tout pays ayant une part des échanges commerciaux mondiaux supérieure à 1 pour cent dans l'année précédant l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange visé au paragraphe 2, ou tout groupe de pays agissant individuellement, collectivement ou à travers un accord de libre-échange ayant une part des échanges commerciaux mondiaux supérieure à 1,5 pour cent dans l'année précédant l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange visé au paragraphe 2 ⁽¹⁾.

*Article 18***Interdiction des restrictions quantitatives**

Nonobstant les dispositions des articles 23, 24 et 25, à l'entrée en vigueur du présent accord, sont éliminées toutes les interdictions ou restrictions à l'importation ou à l'exportation affectant le commerce entre les parties, autres que les droits de douane, taxes, redevances et autres charges visées à l'article 11, qu'elles soient mises en œuvre au moyen de contingentements, licences d'importation ou d'exportation ou par d'autres mesures. Aucune nouvelle mesure ne pourra être introduite.

*Article 19***Traitement national en matière de taxation et réglementation intérieures**

1. Les produits importés originaires de l'autre partie ne peuvent être assujettis directement ou indirectement à des taxes intérieures ou autres charges intérieures de tout type dépassant celles qui sont appliquées directement ou indirectement à des produits nationaux semblables. En outre, chaque partie s'interdit d'appliquer de toute autre manière des taxes ou autres charges internes dans le but de fournir une protection à la production nationale.

2. Les produits importés originaires de l'autre partie bénéficient d'un traitement non moins favorable que le traitement accordé à des produits nationaux semblables dans le cadre de toutes les lois, réglementations et exigences s'appliquant à leur vente, leur mise en vente, leur achat, leur transport, leur distribution ou leur utilisation sur le marché national. Les dispositions du présent paragraphe n'empêchent pas l'application de tarifs pour les transports intérieurs différenciés fondés exclusivement sur l'utilisation économique des moyens de transport et non sur l'origine du produit.

3. Nonobstant les dispositions sur les règles d'origine, chaque partie s'interdit d'instituer ou de maintenir en vigueur une réglementation intérieure quelconque portant sur le mélange, la transformation ou l'usage de produits selon des quantités ou proportions spécifiées qui exigerait, directement ou indirectement, qu'une quantité ou une proportion spécifiée du produit objet de ladite réglementation provienne de sources nationales. En outre, chaque partie s'interdit d'appliquer de toute autre manière une réglementation quantitative interne dans le but de fournir une protection à sa production nationale.

4. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux lois, règlements, procédures ou pratiques relatives aux marchés publics.

⁽¹⁾ Pour ce calcul, les données officielles de l'OMC sur les principaux exportateurs mondiaux de marchandises (excluant le commerce intra-UE) seront utilisées.

▼B

5. Les dispositions du présent article sont sans préjudice du chapitre 2 concernant les instruments de défense commerciale.
6. Concernant les questions relatives au versement de subventions à des producteurs nationaux, les parties se référeront à l'OMC.

*Article 20***Sécurité alimentaire**

S'il s'avère que la mise en œuvre du présent accord conduit à des difficultés de disponibilité ou d'accès à des produits alimentaires nécessaires pour assurer la sécurité alimentaire, et lorsque cette situation pose ou risque de poser des difficultés majeures pour la Côte d'Ivoire, celle-ci pourra prendre des mesures appropriées en accord avec les procédures établies à l'article 25.

*Article 21***Disposition spéciale sur la coopération administrative**

1. Les parties conviennent que la coopération administrative est essentielle pour la mise en œuvre et le contrôle du traitement préférentiel accordé dans le présent chapitre et soulignent leur engagement à combattre les irrégularités et fraudes en matière de douane et domaines liés.
2. Lorsqu'une partie obtient la preuve, sur la base d'une information objective, d'un défaut de coopération administrative et/ou d'irrégularités ou de fraude, cette partie concernée peut suspendre temporairement le traitement préférentiel accordé au(x) produit(s) concerné(s) conformément au présent article.
3. Aux fins du présent article, un défaut de coopération administrative se définit, entre autres, comme:
 - a) un non-respect récurrent de l'obligation de vérifier le statut originaire du ou des produits concerné(s);
 - b) un refus répété de ou un retard indu pour conduire et/ou communiquer les résultats d'une vérification subséquente de la preuve de l'origine;
 - c) un refus répété de ou un retard indu pour octroyer l'autorisation de conduire une mission de coopération pour vérifier l'authenticité de documents ou l'exactitude de l'information pertinente pour l'octroi du traitement préférentiel en question.
4. L'application d'une suspension temporaire est soumise aux conditions suivantes:
 - a) La partie qui obtient la preuve, sur la base d'une information objective, d'un défaut de coopération administrative et/ou d'irrégularités ou de fraude, doit notifier sans retard indu le Comité APE de l'obtention de cette preuve ainsi que de l'information objective, et doit entrer en consultation avec le Comité APE pour trouver une solution acceptable pour les deux parties, sur la base de toutes les informations pertinentes et preuves objectives.

▼B

- b) Lorsque les parties sont entrées en consultation avec le Comité APE tel que prévu ci-dessus et n'ont pu s'accorder sur une solution acceptable dans les trois mois suivant la notification, la partie concernée peut suspendre temporairement le traitement préférentiel accordé au(x) produit(s) concerné(s). Une suspension temporaire doit être notifiée sans retard indu au Comité APE.
- c) Les suspensions temporaires prévues par le présent article se limitent à ce qui est nécessaire pour protéger les intérêts financiers de la partie concernée. Elles n'excèdent pas une période de six mois, qui peut être renouvelée. Les suspensions temporaires sont notifiées immédiatement après leur adoption au Comité APE. Elles font l'objet de consultations périodiques au sein du Comité APE visant en particulier à leur abrogation dès que les conditions de leur application n'existent plus.

5. En même temps que la notification au Comité APE prévue au paragraphe 4, point a) du présent article, la partie concernée publie une notice aux importateurs dans son journal officiel. Cette notice aux importateurs indique que, pour le produit concerné, sur la base d'une information objective, une preuve a été obtenue de défaut de coopération administrative et/ou d'irrégularités ou de fraude.

*Article 22***Gestion des erreurs administratives**

En cas d'erreur des autorités compétentes dans la gestion des systèmes préférentiels d'exportation, et en particulier dans l'application des dispositions concernant la définition du concept de «produits originaires» et les méthodes de coopération administrative, lorsque cette erreur a des conséquences en termes d'importation et d'exportation, la partie exposée à ces conséquences peut demander au Comité APE d'examiner les possibilités pour adopter toutes les mesures appropriées dans le but de remédier à la situation.

*CHAPITRE 2**Instruments de défense commerciale**Article 23***Mesures antidumping et compensatoires**

1. Sous réserve des dispositions du présent article, rien dans le présent accord ne saurait empêcher la partie CE ou la Côte d'Ivoire d'adopter des mesures anti-dumping ou compensatoires en conformité avec les accords OMC pertinents. Aux fins du présent article, l'origine est déterminée en accord avec les règles d'origine non préférentielles des parties.

2. Avant d'imposer des mesures antidumping ou compensatoires définitives sur des marchandises, les parties considéreront la possibilité de solutions constructives telles que prévues dans les accords OMC pertinents. Elles pourront notamment à cette fin tenir des consultations appropriées.

3. La partie CE notifie à la Côte d'Ivoire la réception d'une plainte documentée adéquatement avant d'ouvrir une enquête.

▼B

4. Les dispositions du présent article sont applicables à toutes les enquêtes ouvertes après l'entrée en vigueur du présent accord.

5. Les dispositions du présent article ne sont pas soumises aux dispositions du mécanisme de règlement des différends du présent accord.

*Article 24***Mesures de sauvegarde multilatérales**

1. Sous réserve des dispositions du présent article, rien dans le présent accord ne saurait empêcher la Côte d'Ivoire et la partie CE d'adopter des mesures en accord avec l'article XIX du GATT de 1994, l'accord sur les sauvegardes, et l'article 5 de l'accord de l'OMC sur l'agriculture. Aux fins du présent article, l'origine est déterminée conformément aux règles d'origine non préférentielles des parties.

2. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 1, à la lumière des objectifs généraux de développement du présent accord et de la petite taille de l'économie de la Côte d'Ivoire, la partie CE exclura les importations de la Côte d'Ivoire de toute mesure prise en application de l'article XIX du GATT de 1994, de l'accord sur les sauvegardes, et de l'article 5 de l'accord de l'OMC sur l'agriculture.

3. Les dispositions du paragraphe 2 s'appliqueront pour une période de cinq ans, à compter de la date d'entrée en vigueur du présent accord. Au plus tard 120 jours avant la fin de cette période, le Comité APE réexaminera la mise en œuvre de ces dispositions à la lumière des besoins de développement de la Côte d'Ivoire, dans l'objectif de déterminer s'il y a lieu de prolonger leur application pour une période plus longue.

4. Les dispositions du paragraphe 1 ne sont pas soumises aux dispositions du mécanisme de règlement des différends du présent accord.

*Article 25***Mesures de sauvegarde bilatérales**

1. Après avoir examiné les solutions alternatives, une partie peut prendre des mesures de sauvegarde d'une durée limitée qui dérogent aux dispositions des articles 12 et 13, dans les conditions et conformément aux procédures prévues par le présent article.

2. Les mesures de sauvegarde visées au paragraphe 1 peuvent être prises lorsqu'un produit originaire d'une partie est importé dans le territoire de l'autre partie en quantités tellement accrues et dans des conditions telles que cela cause ou menace de causer:

- a) un dommage grave à l'industrie domestique produisant des produits similaires ou directement concurrents sur le territoire de la partie importatrice,
- b) des perturbations dans un secteur de l'économie, en particulier si ces perturbations engendrent des problèmes sociaux importants ou des difficultés qui pourraient provoquer une détérioration sérieuse de la situation économique de la partie importatrice, ou

▼B

- c) des perturbations des marchés des produits agricoles similaires ou directement concurrents ⁽¹⁾ ou des mécanismes régulant ces marchés sur le territoire de la partie importatrice.

3. Les mesures de sauvegarde visées au présent article n'excéderont pas ce qui est strictement nécessaire pour remédier ou empêcher le dommage grave ou les perturbations, tels que définis aux paragraphes 2, 4 et 5. Ces mesures de sauvegarde de la partie importatrice ne pourront consister qu'en l'une ou plusieurs des mesures suivantes:

- a) la suspension de toute nouvelle réduction du taux du droit de douane à l'importation applicable pour le produit concerné, telle que prévue par le présent accord,
- b) l'augmentation du droit de douane pour le produit concerné à un niveau n'excédant pas le droit de douane appliqué aux autres membres de l'OMC, et
- c) l'introduction de contingents tarifaires sur le produit concerné.

4. Sans préjudice des dispositions des paragraphes 1 et 2, lorsqu'un produit originaire de la Côte d'Ivoire est importé dans des quantités accrues et conditions telles que cela cause ou menace de causer l'une des situations décrites aux paragraphes 2, points a), b) et c), dans une ou plusieurs régions ultrapériphériques de la partie CE, la partie CE peut prendre des mesures de surveillance ou de sauvegarde, telles que prévues au paragraphe 3, limitées à la ou les régions concernées, en accord avec les procédures définies aux paragraphes 6 à 9.

- 5. a) Lorsqu'un produit originaire de la partie CE est importé dans des quantités accrues et conditions telles que cela cause ou menace de causer l'une des situations décrites aux paragraphes 2, point a), b) et c), la Côte d'Ivoire peut prendre des mesures de surveillance ou de sauvegarde limitées à son territoire en accord avec les procédures définies aux paragraphes 6 à 9.

- b) Sans préjudice des dispositions des paragraphes 1 et 2, la Côte d'Ivoire peut prendre des mesures de sauvegarde, telles que prévues au paragraphe 3, lorsqu'un produit originaire de la partie CE est importé dans des quantités accrues et conditions telles que cela cause ou menace de causer des perturbations à une industrie naissante produisant des produits similaires ou directement concurrents.

Cette disposition est applicable uniquement pour une période de dix ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent accord. Toutefois, ce délai peut être prorogé d'accord parties, lorsque malgré le potentiel de développement de l'industrie et les efforts effectivement mis en œuvre, cet objectif n'a pas été atteint en raison notamment de la conjoncture économique mondiale ou de troubles graves affectant la Côte d'Ivoire.

Les mesures doivent être prises en conformité avec les dispositions des paragraphes 6 à 9.

- 6. a) Les mesures de sauvegarde visées au présent article ne seront maintenues que pour la période nécessaire pour empêcher un dommage grave ou des perturbations tels que définis aux paragraphes 2, 4 et 5 ou y remédier.

⁽¹⁾ Aux fins du présent article, les produits agricoles sont ceux couverts par l'annexe I de l'accord de l'OMC sur l'agriculture.

▼B

- b) Les mesures de sauvegarde visées au présent article seront appliquées pour une période n'excédant pas deux ans. Lorsque les circonstances justifiant l'imposition de mesures de sauvegarde continuent d'exister, ces mesures peuvent être prolongées pour une nouvelle période de deux ans maximum. Lorsque la Côte d'Ivoire applique une mesure de sauvegarde, ou lorsque la partie CE applique une mesure limitée au territoire de l'une ou de plusieurs de ses régions ultrapériphériques, cette mesure peut néanmoins être appliquée pour une période n'excédant pas quatre ans, et, lorsque les circonstances justifiant l'imposition de mesures de sauvegarde continuent à exister, être prolongée pour une nouvelle période de quatre ans.
 - c) Les mesures de sauvegarde visées au présent article qui excèdent un an seront assorties d'éléments clairs conduisant progressivement à l'élimination des causes des dommages et des perturbations, ainsi que des mesures, au plus tard à la fin de la période établie.
 - d) Sauf en cas de circonstances exceptionnelles soumises à l'appréciation du Comité APE, aucune mesure de sauvegarde visée au présent article ne sera appliquée à un produit qui aura précédemment fait l'objet d'une telle mesure, pour une période d'au moins un an à compter de la date d'expiration de cette mesure.
7. Aux fins de la mise en oeuvre des paragraphes 1 à 6, les dispositions suivantes s'appliquent:
- a) lorsqu'une partie est d'avis que l'une des circonstances définies aux paragraphes 2, 4 et/ou 5 existe, elle en réfère immédiatement au Comité APE;
 - b) le Comité APE peut faire toute recommandation nécessaire pour remédier aux circonstances qui se sont produites. Si le Comité APE n'a pas fait de recommandations pour remédier aux circonstances, ou s'il n'a pas été trouvé de solution satisfaisante dans les trente jours suivant la notification audit comité, la partie importatrice peut adopter les mesures appropriées pour remédier aux circonstances, conformément au présent article;
 - c) avant de prendre une mesure prévue par le présent article ou, dans les cas prévus au paragraphe 8, dès que possible, la partie concernée communiquera au Comité APE toutes les informations utiles pour un examen complet de la situation, en vue de trouver une solution acceptable par les parties;
 - d) dans la sélection des mesures de sauvegarde, la priorité doit être donnée à celles qui permettent de corriger efficacement et rapidement le problème posé, tout en perturbant le moins possible le bon fonctionnement du présent accord;
 - e) toute mesure de sauvegarde prise conformément au présent article est notifiée immédiatement au Comité APE et fait l'objet, au sein de celui-ci, de consultations périodiques, notamment en vue d'établir un calendrier pour sa suppression dès que les circonstances le permettent.

▼B

8. Lorsque des circonstances exceptionnelles exigent de prendre des mesures immédiates, la partie importatrice concernée, qu'il s'agisse de la partie CE ou de la Côte d'Ivoire, selon le cas, peut prendre les mesures prévues aux paragraphes 3, 4 et/ou 5 sur une base provisoire, sans se conformer aux exigences du paragraphe 7. Cette action peut être prise pour une période maximale de 180 jours lorsque les mesures sont prises par la partie CE et 200 jours lorsque les mesures sont prises par la Côte d'Ivoire ou lorsque les mesures de la partie CE sont limitées à l'une ou plusieurs de ses régions ultrapériphériques. La durée de ces mesures provisoires sera comptée comme une partie de la période initiale ou de toute prolongation définie au paragraphe 6. Dans la prise de ces mesures provisoires, les intérêts de toutes les parties prenantes doivent être pris en compte. La partie importatrice concernée informe l'autre partie et saisit immédiatement le Comité APE pour examen du sujet.

9. Si une partie importatrice soumet les importations d'un produit à une procédure administrative ayant pour objet de fournir rapidement des informations au sujet de l'évolution des flux commerciaux susceptibles de provoquer les problèmes visés au présent article, elle en informe sans retard le Comité APE.

10. Les accords de l'OMC ne seront pas invoqués pour empêcher une partie d'adopter des mesures de sauvegarde au titre du présent article.

*Article 26***Coopération**

1. Les parties reconnaissent l'importance de la coopération en matière d'instruments de défense commerciale.

2. Les parties conviennent de coopérer, conformément à l'article 4, y compris par la facilitation des mesures d'assistance, notamment dans les domaines suivants:

- a) développement des réglementations et institutions pour assurer la défense commerciale;
- b) développement des capacités pour l'utilisation des instruments de défense commerciale prévus par le présent accord.

*CHAPITRE 3**Régime douanier et facilitation du commerce**Article 27***Objectifs**

1. Les parties reconnaissent l'importance des questions douanières et de la facilitation du commerce dans le contexte évolutif du commerce mondial. Elles conviennent de renforcer leur coopération dans ce domaine afin de s'assurer que la législation et les procédures pertinentes ainsi que la capacité administrative des administrations concernées remplissent les objectifs visés en matière de contrôle effectif et de facilitation des échanges commerciaux, et contribuent à la promotion du développement et de l'intégration régionale des pays signataires.

2. Les parties conviennent que les objectifs légitimes de politique publique, y compris les objectifs de sécurité et de prévention de la fraude, ne seront compromis d'aucune façon.

▼B

3. Les parties s'engagent à assurer la libre circulation des marchandises couvertes par le présent accord dans leurs territoires respectifs.

*Article 28***Coopération douanière et administrative**

1. Afin d'assurer la conformité avec les dispositions du présent titre, et de répondre efficacement aux objectifs définis par l'article 27, les parties:

- a) échangent les informations sur la législation et les procédures douanières;
- b) développent des initiatives conjointes relatives aux procédures d'importation, d'exportation et de transit, ainsi que des initiatives visant à proposer un service efficace à la communauté d'affaires;
- c) coopèrent en matière d'automatisation des procédures douanières et autres procédures commerciales et, s'il y a lieu, visent à l'établissement de standards communs d'échanges de données;
- d) établissent dans la mesure du possible des positions communes au sein d'organisations internationales dans le domaine douanier, telles que l'OMC, l'Organisation mondiale des douanes (OMD), l'Organisation des Nations unies (ONU) et la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED);
- e) coopèrent en matière de planification et de mise en œuvre de l'assistance technique, notamment pour faciliter les réformes douanières et de facilitation du commerce conformément aux dispositions du présent accord; et
- f) encouragent la coopération entre toutes les agences concernées, tant à l'intérieur du pays qu'entre les pays.

2. Nonobstant le paragraphe 1, les administrations des parties se fournissent une assistance administrative mutuelle pour les questions de douane, conformément aux dispositions du protocole relatif à l'assistance administrative mutuelle en matière douanière.

*Article 29***Législation et procédures douanières**

1. Les parties conviennent que leurs législations commerciales et douanières respectives, leurs dispositions et leurs procédures sont fondées sur les instruments et les normes internationales dans les domaines douanier et commercial, notamment les éléments de substance de la convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers faite à Kyoto le 18 mai 1973, révisée à Bruxelles le 26 juin 1999 (convention de Kyoto révisée), le cadre de normes de l'OMD visant à sécuriser et à faciliter le commerce mondial, le modèle de données de l'OMD et la convention internationale sur le système harmonisé de désignation et de codification des marchandises («SH»).

Les parties veillent au libre transit de marchandises à travers leur territoire, en empruntant l'itinéraire convenant le mieux pour le transit.

▼B

Les restrictions, contrôles ou exigences éventuels doivent être fondés sur un objectif légitime de politique publique, être non discriminatoires, proportionnés et appliqués de manière uniforme.

Sans préjudice de la poursuite de contrôles douaniers légitimes, les parties accordent aux marchandises en transit à destination ou en provenance du territoire de l'autre partie un traitement non moins favorable que celui accordé aux marchandises domestiques, aux exportations, importations et à leur mouvement.

Les parties mettent en place des régimes de transport sous douane permettant le transit de marchandises sans devoir payer des droits de douane et autres charges, sous réserve de la remise de garanties appropriées.

Les parties s'emploient à promouvoir et à mettre en œuvre des régimes de transit régionaux visant à réduire les obstacles au commerce.

Les parties recourent aux normes et instruments internationaux en matière de transit de marchandises.

Les parties assurent la coopération et coordination de toutes les instances concernées dans leurs territoires pour faciliter le trafic en transit et promouvoir la coopération transfrontalière.

2. Afin d'améliorer les méthodes de travail, et pour veiller à ce que les principes de non-discrimination, de transparence, d'efficacité, d'intégrité et de responsabilisation soient respectés, les parties vont:

- a) prendre les mesures nécessaires afin de réduire, simplifier et standardiser les données et documents requis par les douanes et autres instances connexes;
- b) simplifier les exigences et formalités douanières dans la mesure du possible pour réaliser la mainlevée et le dédouanement rapides de marchandises;
- c) prévoir des procédures efficaces, rapides et non discriminatoires assurant un droit de recours contre des actions administratives, des arrêts, et des décisions par les douanes affectant des importations, des exportations ou des marchandises en transit. Ces procédures seront aisément accessibles aux requérants, y compris les petites et moyennes entreprises, et les frais afférents seront raisonnables et en proportion des coûts encourus dans l'introduction de recours;
- d) veiller au maintien des normes d'intégrité les plus élevées par l'application de mesures reflétant les principes consacrés par les conventions internationales pertinentes et les instruments dans ce domaine.

*Article 30***Relations avec la communauté d'affaires**

Les parties conviennent:

- a) de veiller à ce que toutes les législations, procédures, redevances et charges, ainsi que leur justification, puissent être connues du public, et ce autant que possible par des moyens électroniques;

▼B

- b) de la nécessité de concertations menées en temps utile et régulièrement avec les représentants du commerce sur des propositions législatives et procédures relatives aux questions de douane et de commerce. À cet effet, des mécanismes appropriés et réguliers de consultation entre les administrations et la communauté d'affaires sont établis par chaque partie;
- c) qu'un délai suffisant doit s'écouler entre la publication et l'entrée en vigueur d'une législation, d'une procédure, d'un droit ou d'une charge nouveaux ou amendés.

Les parties publient des informations administratives, portant notamment sur les exigences d'agence, les procédures d'entrée, les heures d'activité et les procédures opérationnelles des douanes aux ports et aux postes frontières, ainsi que sur les points de contact pour obtenir des renseignements;

- d) d'encourager la coopération entre les opérateurs et les administrations compétentes par l'emploi de procédures non arbitraires et publiquement accessibles tels que les protocoles d'accord, fondés sur ceux qui ont été promulgués par l'OMD;
- e) de veiller à ce que leurs exigences douanières et connexes respectives et les prescriptions et procédures qui y sont associées continuent de répondre aux besoins de la communauté d'affaires, se conforment aux meilleures pratiques et demeurent aussi peu restrictives que possible pour les échanges commerciaux.

*Article 31***Valeur en douane**

1. L'article VII du GATT de 1994 et l'accord de l'OMC relatif à la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994 régissent les règles de détermination de la valeur en douane appliquées au commerce réciproque entre les parties.
2. Les parties coopèrent en vue de parvenir à une approche commune pour les questions relatives à la valeur en douane.

*Article 32***Intégration régionale**

Les parties conviennent de faire progresser les réformes douanières visant à faciliter les échanges commerciaux dans le cadre régional de l'Afrique de l'Ouest.

*Article 33***Poursuite des négociations en matière de douanes et de facilitation du commerce**

Dans le cadre des négociations d'un APE global, les parties conviennent de poursuivre les négociations sur le présent chapitre afin de le compléter dans un cadre régional.

▼B*Article 34***Comité spécial en matière de douanes et de facilitation du commerce**

Dans le cadre du Comité APE, les parties mettront en place un comité spécial sur la douane et la facilitation du commerce, composé de représentants des parties. Ce comité fera rapport au Comité APE. Il discutera de toutes les questions douanières de nature à faciliter les échanges commerciaux entre les parties et suivra la mise en œuvre et l'administration du présent chapitre ainsi que la mise en œuvre des règles d'origine.

*Article 35***Coopération**

1. Les parties reconnaissent l'importance de la coopération en matière douanière et de la facilitation du commerce pour la mise en œuvre du présent accord.

2. Les parties conviennent de coopérer, conformément aux dispositions de l'article 4, y compris par la facilitation des mesures d'assistance, notamment dans les domaines suivants:

- a) élaboration des dispositions législatives et réglementaires appropriées et simplifiées;
- b) information et sensibilisation des opérateurs, y compris la formation du personnel concerné;
- c) renforcement des capacités, modernisation et interconnexion des administrations douanières.

*CHAPITRE 4****Obstacles techniques au commerce et mesures sanitaires et phytosanitaires****Article 36***Obligations multilatérales**

Les parties réaffirment leurs droits et obligations aux termes de l'accord instituant l'OMC et, en particulier, des accords OMC sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (accord SPS) et sur les obstacles techniques au commerce (accord OTC). Les parties réaffirment également leurs droits et obligations aux termes de la convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV), du Codex Alimentarius et de l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA).

Les parties réaffirment leur engagement d'améliorer la santé publique en Côte d'Ivoire, en particulier par le renforcement de ses capacités à identifier les produits non conformes.

Ces engagements, droits et obligations encadrent l'activité des parties au titre du présent chapitre.

▼B*Article 37***Objectifs**

Les objectifs du présent chapitre sont de faciliter le commerce de marchandises entre les parties, d'augmenter leurs capacités à identifier, prévenir et éliminer les obstacles au commerce non nécessaires, du fait de réglementations techniques, de normes, et de procédures d'évaluation de la conformité appliquées par l'une ou l'autre des parties, tout en préservant la capacité des parties à protéger la santé publique, les animaux et les plantes.

*Article 38***Champ d'application et définitions**

1. Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux réglementations et normes techniques, ainsi qu'aux procédures d'évaluation de la conformité définies dans l'accord OTC et aux mesures sanitaires et phytosanitaires (ci-après dénommées «normes SPS»), dès lors qu'elles affectent les échanges commerciaux entre les parties.

2. Aux fins du présent chapitre et sauf indication contraire, les définitions des accords SPS et OTC, du Codex Alimentarius, de la CIPV et de l'OMSA s'appliquent, y compris pour toute référence aux «produits» dans le présent chapitre et dans les appendices au présent accord.

*Article 39***Autorités compétentes**

Les autorités des parties compétentes pour la mise en œuvre des mesures prévues par le présent chapitre sont indiquées à l'appendice II.

Conformément à l'article 41, les parties s'informent mutuellement et en temps utile de tous changements significatifs des autorités compétentes figurant à l'appendice II. Le Comité APE adopte tout amendement nécessaire de l'appendice II.

*Article 40***Détermination des zones sanitaires et phytosanitaires**

En ce qui concerne les conditions d'importation, les parties peuvent au cas par cas proposer et identifier des zones de statut sanitaire et phytosanitaire défini, en se référant à l'article 6 de l'accord SPS.

*Article 41***Transparence des conditions du commerce et échange d'informations**

1. Les parties s'informent mutuellement de tout changement de leurs règlements techniques pour les produits (notamment d'animaux vivants et de végétaux).

▼ B

2. Les parties conviennent de s'informer mutuellement, par écrit et dans les meilleurs délais, des mesures prises pour interdire l'importation de marchandises dans le dessein d'intervenir face à un problème quelconque concernant la santé (publique, animale ou phytosanitaire), la prévention et l'environnement, conformément aux recommandations prévues dans l'accord SPS.

3. Les parties conviennent d'échanger des informations dans un esprit de collaboration afin que leurs produits respectent les réglementations techniques et les normes requises pour leur permettre d'accéder à leurs marchés respectifs.

4. Les parties échangeront également directement des informations sur d'autres domaines sur lesquels les parties conviennent qu'ils revêtent une importance potentielle pour leurs relations commerciales, y compris les questions de sécurité alimentaire, l'apparition soudaine de maladies animales et végétales, les avis scientifiques et d'autres événements notables liés à la sécurité des produits. En particulier, les parties s'engagent à s'informer mutuellement quand elles appliquent le principe de zones exemptes de parasites ou de maladies et de zones à faible prévalence de parasites ou de maladies comme prévu à l'article 6 de l'accord SPS.

5. Les parties conviennent d'échanger des informations sur la surveillance épidémiologique des maladies animales. En ce qui concerne la protection phytosanitaire, les parties échangeront également des informations sur l'apparition de parasites présentant un danger connu et immédiat pour l'autre partie.

6. Les parties conviennent de coopérer en vue de s'alerter mutuellement et rapidement quand de nouvelles règles régionales peuvent avoir un impact sur leur commerce mutuel.

*Article 42***Coopération au sein des organismes internationaux**

Les parties conviennent de coopérer avec les organismes internationaux de normalisation, y compris dans le but de faciliter la participation des représentants de la partie ivoirienne aux réunions de ces organismes.

*Article 43***Coopération**

1. Les parties reconnaissent l'importance de coopérer dans les domaines de la réglementation technique, des normes, et de l'évaluation de la conformité pour réaliser les objectifs du présent chapitre.

2. Les parties conviennent de coopérer, conformément aux dispositions de l'article 4, en vue d'améliorer la qualité et la compétitivité des produits prioritaires pour la Côte d'Ivoire et l'accès au marché de la Communauté européenne, y compris par des mesures d'assistance, notamment financière, dans les domaines suivants:

a) mise en place d'un cadre approprié d'échange d'informations et de partage d'expertise entre les parties;

▼B

- b) adoption des normes et réglementations techniques, procédures d'évaluation de la conformité, et mesures sanitaires et phytosanitaires harmonisées au niveau régional, sur la base des standards internationaux pertinents;
- c) renforcement des capacités des acteurs publics et privés, y compris l'information et la formation, en vue de se conformer aux normes, réglementations et mesures de la Communauté européenne, et de participer dans des instances internationales;
- d) développement des capacités nationales pour l'évaluation de la conformité des produits et l'accès au marché de la Communauté européenne.

TITRE IV

SERVICES, INVESTISSEMENTS ET RÈGLES LIÉES AU COMMERCE*Article 44*

En se basant sur l'accord de Cotonou, les parties s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires ou à coopérer pour favoriser la négociation et la conclusion, dans les meilleurs délais, d'un APE global, conformément aux dispositions pertinentes de l'OMC, entre la partie CE et l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, dans les domaines suivants:

- a) le commerce des services et le commerce électronique;
- b) les investissements;
- c) les paiements courants et mouvements des capitaux;
- d) la concurrence;
- e) la propriété intellectuelle;
- f) les marchés publics;
- g) le développement durable;
- h) la protection des données à caractère personnel.

Les parties prendront toutes les dispositions utiles en vue de favoriser la conclusion d'un APE global entre la partie CE et l'Afrique de l'Ouest avant la fin de l'année 2008.

TITRE V

PRÉVENTION ET RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS*CHAPITRE 1****Objectif et champ d'application****Article 45***Objectif**

L'objectif du présent titre est de prévenir et de régler les différends qui pourraient survenir entre les parties afin de parvenir, dans la mesure du possible, à une solution mutuellement satisfaisante.

▼B*Article 46***Champ d'application**

1. Le présent titre s'applique à tout différend concernant l'interprétation ou l'application du présent accord, à l'exception des dispositions du titre II et sauf dispositions contraires expresses.
2. Nonobstant le paragraphe 1, la procédure prévue à l'article 98 de l'accord de Cotonou est applicable en cas de différend concernant le financement de la coopération au développement tel que défini dans l'accord de Cotonou.

*CHAPITRE 2***Consultation et médiation***Article 47***Consultations**

1. Les parties s'efforcent de résoudre les différends qui sont couverts par l'article 46 en engageant des consultations de bonne foi afin de parvenir à une solution mutuellement satisfaisante.
2. Une partie souhaitant engager des consultations le fait en présentant une requête par écrit à l'autre partie avec copie au Comité APE en précisant la mesure en cause et les dispositions de l'accord avec lesquelles, à son avis, ladite mesure n'est pas conforme.
3. Les consultations sont engagées dans les 40 jours de la date de présentation de la requête. Elles sont réputées conclues dans les 60 jours de la date de la requête à moins que les parties ne conviennent de les poursuivre au-delà du délai susvisé. Les informations échangées au cours des consultations restent confidentielles.
4. Dans les situations urgentes, notamment celles impliquant des denrées périssables ou saisonnières, les consultations sont engagées dans les 15 jours suivant la date de présentation de la requête et sont réputées conclues dans les 30 jours de la date de présentation de la requête.
5. Si les consultations ne sont pas engagées dans les délais prévus au paragraphe 3 ou au paragraphe 4, ou si les consultations sont conclues sans parvenir à un accord sur une solution mutuellement satisfaisante, la partie plaignante a la faculté de demander la constitution d'un groupe spécial d'arbitrage conformément à l'article 49.

*Article 48***Médiation**

1. Si les consultations n'aboutissent pas à une solution mutuellement satisfaisante, les parties peuvent, par accord amiable, recourir à un médiateur. À moins que les parties n'en décident autrement, les termes de référence de la médiation seront ceux exposés dans la requête de consultations.

▼B

2. À moins que les parties au différend ne conviennent d'un médiateur dans les 10 jours suivant la présentation de la demande de médiation, le président du Comité APE, ou son représentant, désigne par tirage au sort un médiateur parmi les individus figurant sur la liste visée à l'article 64 et qui ne sont pas des ressortissants des parties. La sélection se fait dans les 20 jours suivant la présentation de la demande de médiation en présence d'un représentant de chacune des parties. Le médiateur convoque une réunion des parties au plus tard 30 jours après avoir été désigné. Le médiateur reçoit les soumissions de chaque partie au plus tard 15 jours avant la réunion et fait connaître son avis au plus tard 45 jours après avoir été désigné.

3. Dans son avis, le médiateur peut formuler des recommandations sur la manière de résoudre le différend qui soient conformes aux dispositions visées à l'article 53. L'avis du médiateur n'est pas contraignant.

4. Les parties peuvent convenir de modifier les délais visés au paragraphe 2. Le médiateur peut également décider de modifier ces délais à la demande de l'une quelconque des parties ou de sa propre initiative en fonction des difficultés particulières affectant la partie concernée ou de la complexité de l'affaire.

5. Les procédures de médiation et en particulier l'information échangée et les positions prises par les parties au cours de ces procédures, restent confidentielles.

*CHAPITRE 3**Procédures de règlement des différends*

Section I

Procédure d'arbitrage*Article 49***Engagement de la procédure d'arbitrage**

1. Si les parties n'aboutissent pas à une résolution de leur différend après avoir recouru aux consultations prévues à l'article 47 ou après avoir recouru à la médiation visée à l'article 48, la partie plaignante peut demander la mise en place d'un groupe spécial d'arbitrage.

2. La demande d'une mise en place d'un groupe spécial d'arbitrage est adressée par écrit à la partie mise en cause et au Comité APE. Dans sa demande, la partie plaignante précise les mesures spécifiques qui sont en cause et explique les raisons pour lesquelles ces mesures sont en violation des dispositions du présent accord.

*Article 50***Constitution d'un groupe spécial d'arbitrage**

1. Un groupe spécial d'arbitrage est composé de trois arbitres.

2. Dans les 10 jours de la remise de la demande de mise en place d'un groupe spécial d'arbitrage au Comité APE, les parties se concertent en vue de convenir de la composition du groupe spécial d'arbitrage.

▼B

3. Dans le cas où les parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur la composition du groupe spécial d'arbitrage dans les délais prévus au paragraphe 2, chaque partie peut demander au président du Comité APE ou à son représentant de sélectionner les trois membres du groupe spécial d'arbitrage par tirage au sort dans la liste établie aux termes de l'article 64, un de ces membres figurant parmi les personnes qui ont été désignées par la partie plaignante, un autre figurant parmi celles qui ont été désignées par la partie mise en cause, et le troisième parmi celles qui ont été désignées par les deux parties en vue de présider aux séances. Si les parties sont convenues de la sélection d'un ou de plusieurs des membres du groupe spécial d'arbitrage, le ou les membres restants sont sélectionnés en suivant la même procédure.

4. Le président du Comité APE ou son représentant sélectionne les arbitres dans les cinq jours de la requête visée au paragraphe 3 et émanant de l'une ou l'autre partie, en présence d'un représentant de chaque partie.

5. La date de la constitution du groupe spécial d'arbitrage est celle à laquelle les trois arbitres sont réputés sélectionnés.

*Article 51***Rapport intérimaire du groupe spécial d'arbitrage**

Le groupe spécial d'arbitrage remet aux parties un rapport intérimaire contenant aussi bien les sections descriptives que ses constatations et conclusions, en règle générale 120 jours au plus tard à compter de la constitution du groupe spécial d'arbitrage. Dans les quinze jours de la remise du rapport intérimaire par le groupe spécial, chaque partie peut présenter à celui-ci des observations écrites sur des aspects précis dudit rapport.

*Article 52***La décision du groupe spécial d'arbitrage**

1. Le groupe spécial d'arbitrage remet sa décision aux parties et au Comité APE 150 jours au plus tard à compter de la mise en place du groupe spécial d'arbitrage. S'il considère que cette date limite ne peut pas être respectée, le président du groupe spécial d'arbitrage en informe par écrit les parties et le Comité APE, en précisant les raisons du retard et la date à laquelle le comité prévoit de conclure ses travaux. La décision d'arbitrage ne devrait en aucune circonstance être rendue au-delà de 180 jours à compter de la mise en place du groupe spécial d'arbitrage.

2. Dans les cas urgents, y compris ceux où des denrées périssables et saisonnières sont en jeu, le groupe spécial d'arbitrage fait diligence pour rendre sa décision dans les 75 jours suivant sa constitution. Il ne devrait en aucun cas rendre sa décision dans plus de 90 jours à compter de sa mise en place. Dans les dix jours suivant sa mise en place, le groupe spécial d'arbitrage peut rendre une décision préliminaire sur la question de savoir s'il juge l'affaire urgente.

3. Chaque partie peut demander au groupe spécial d'arbitrage de fournir des recommandations sur la façon dont la partie mise en cause pourrait se mettre en conformité.

▼B

Section II

Mise en conformité*Article 53***Mise en conformité avec la décision du groupe spécial d'arbitrage**

Chaque partie prend toutes mesures nécessaires pour mettre en œuvre la décision du groupe spécial d'arbitrage, les parties s'employant à convenir d'un délai d'exécution de la décision.

*Article 54***Délai raisonnable pour la mise en conformité**

1. Trente jours au plus tard après que les parties auront été avisées de la décision du groupe spécial d'arbitrage, la partie mise en cause avise par écrit la partie plaignante et le Comité APE du délai qui lui sera nécessaire pour se mettre en conformité (ci-après dénommé «délai raisonnable»).

2. En cas de désaccord entre les parties sur ce qui constitue un délai raisonnable pour se conformer à la décision du groupe spécial d'arbitrage, la partie plaignante, dans les 20 jours suivant la notification faite par la partie mise en cause, demande par écrit au groupe spécial d'arbitrage de déterminer la durée du délai raisonnable. Cette demande est communiquée simultanément à l'autre partie et au Comité APE. Le groupe spécial d'arbitrage fait connaître sa décision aux parties et au Comité APE dans les 30 jours suivant la présentation de la demande.

3. Pour déterminer la durée du délai raisonnable, le groupe spécial d'arbitrage tient compte du temps dont la partie mise en cause aurait normalement besoin pour adopter des mesures législatives ou administratives comparables à celles que la partie mise en cause estime être nécessaires pour assurer la conformité. Le groupe spécial d'arbitrage peut aussi tenir compte de contraintes susceptibles d'affecter l'adoption des mesures nécessaires par la partie mise en cause.

4. Dans le cas où le groupe spécial d'arbitrage original ou certains de ses membres ne sont pas en mesure de se réunir de nouveau, les procédures de l'article 50 seront appliquées. Le délai pour rendre une décision est de 45 jours à compter de la présentation de la demande visée au paragraphe 2.

5. Le délai raisonnable peut être prolongé par accord mutuel entre les parties.

*Article 55***Réexamen des mesures prises pour la mise en conformité avec la décision du groupe spécial d'arbitrage**

1. La partie mise en cause avise l'autre partie et le Comité APE avant la fin du délai raisonnable des mesures qu'elle aura prises en vue de se conformer à la décision d'arbitrage.

▼B

2. En cas de désaccord entre les parties au sujet de la compatibilité des mesures notifiées aux termes du paragraphe 1 avec les dispositions du présent accord, la partie plaignante peut demander au groupe spécial d'arbitrage par écrit de statuer sur la question. La demande précise les mesures spécifiques qui sont en cause et explique les raisons pour lesquelles elles sont incompatibles avec les dispositions du présent accord. Le groupe spécial d'arbitrage fait connaître sa décision dans les 90 jours de la présentation de la demande. Dans les cas urgents, y compris notamment ceux dans lesquels des denrées périssables et saisonnières sont en jeu, le groupe spécial d'arbitrage fait connaître sa décision dans les 45 jours suivant la présentation de la demande.

3. Dans le cas où le groupe spécial d'arbitrage original ou certains de ses membres ne sont pas en mesure de se réunir de nouveau, les procédures prévues à l'article 50 sont appliquées. Le délai de notification de la décision est de 105 jours à compter de la présentation de la demande visée au paragraphe 2.

*Article 56***Remèdes temporaires en cas de non-conformité**

1. Si la partie mise en cause ne fait pas connaître, avant l'expiration du délai raisonnable, les mesures qu'elle a prises pour se plier à la décision du groupe spécial d'arbitrage ou si celui-ci statue que les mesures notifiées en vertu de l'article 55, paragraphe 1 ne sont pas compatibles avec les obligations de ladite partie aux termes des dispositions prévues à l'article 53, la partie mise en cause doit, si elle y est invitée par la partie plaignante, lui faire une offre d'indemnisation temporaire.

2. Si les parties ne conviennent pas d'une indemnisation dans les 30 jours à compter de la fin du délai raisonnable ou de la décision du groupe spécial d'arbitrage, visée à l'article 55, selon laquelle les mesures de mise en conformité qui ont été prises ne sont pas compatibles avec les dispositions visées à l'article 53, la partie plaignante est habilitée, après en avoir notifié l'autre partie, à adopter des mesures appropriées. En adoptant de telles mesures, la partie plaignante s'efforce de choisir des mesures qui affectent le moins possible l'atteinte des objectifs du présent accord et prend en considération leur impact sur l'économie de la partie mise en cause.

En tout état de cause, les mesures appropriées adoptées en vertu du présent paragraphe n'affectent pas la fourniture d'une assistance au développement à la Côte d'Ivoire.

3. La partie CE fera preuve de modération dans les demandes d'indemnisation ou dans l'adoption des mesures appropriées conformément aux paragraphes 1 et 2 et tiendra compte de la situation de pays en développement de la partie ivoirienne.

4. Les mesures appropriées ou l'indemnisation sont temporaires et ne sont appliquées que jusqu'au moment où la mesure reconnue être en infraction des dispositions visées à l'article 53 aura été révoquée ou amendée de manière à la rendre conforme auxdites dispositions, ou jusqu'au moment où les parties seront convenues de régler leur différend.

▼B*Article 57***Examen des mesures de mise en conformité consécutives à l'adoption de mesures appropriées**

1. La partie mise en cause notifie à l'autre partie et au Comité APE les mesures qu'elle aura prises pour se conformer à la décision du groupe spécial d'arbitrage, et, dans la notification, demande à la partie plaignante qu'il soit mis fin à l'application des mesures appropriées.

2. Si les parties ne parviennent pas à convenir de la compatibilité des mesures notifiées avec les dispositions du présent accord dans les 30 jours de la présentation de la notification, la partie plaignante demande par écrit au groupe spécial d'arbitrage de statuer sur la question. La demande est notifiée à l'autre partie et au Comité APE. La décision du groupe spécial d'arbitrage est communiquée aux parties et au Comité APE dans les 45 jours suivant la présentation de la demande. Si le groupe spécial d'arbitrage statue que des mesures quelconques prises pour parvenir à la conformité ne sont pas conformes aux dispositions du présent accord, il décide si la partie plaignante peut continuer à appliquer des mesures appropriées. Si le groupe spécial d'arbitrage statue que des mesures quelconques prises pour parvenir à la conformité sont conformes aux dispositions du présent accord, il sera mis fin aux mesures appropriées.

3. Dans le cas où le groupe spécial d'arbitrage original ou certains de ses membres sont dans l'impossibilité de se réunir de nouveau, les procédures prévues par l'article 50 sont appliquées. Le délai de notification de la décision est de 60 jours à compter de la présentation de la demande visée au paragraphe 2.

Section III**Dispositions communes***Article 58***Solution mutuellement satisfaisante**

Dans le cadre du présent titre, les parties peuvent à tout moment convenir d'une solution mutuellement satisfaisante à un différend. Elles avisent le Comité APE de leur accord sur une telle solution. Lors de l'adoption d'une solution mutuellement satisfaisante, la procédure doit être terminée.

*Article 59***Règlement de procédure**

1. Les procédures de règlement des différends prévues au chapitre 3 du présent titre sont régies par le règlement de procédure qui sera adopté par le Comité APE trois mois après sa constitution.

2. Les séances du groupe spécial d'arbitrage sont ouvertes au public conformément au règlement de procédure, à moins que le groupe spécial d'arbitrage n'en décide autrement, à sa propre initiative ou à la demande des parties.

▼B*Article 60***Informations générales et techniques**

À la demande d'une partie ou à sa propre initiative, le groupe spécial d'arbitrage peut obtenir des informations auprès d'une source quelconque, y compris des parties intéressées par le différend, s'il le juge opportun pour la procédure d'arbitrage. Le groupe spécial d'arbitrage est également habilité à obtenir l'avis d'experts selon qu'il le jugera opportun. Les parties intéressées ont la faculté de soumettre, à titre d'*amicus curiae*, des mémoires au groupe spécial d'arbitrage conformément au règlement de procédure. Toute information obtenue de la sorte doit être divulguée à chacune des parties et soumise à leurs commentaires.

*Article 61***Langue des soumissions**

Les soumissions orales et écrites sont présentées dans l'une quelconque des langues officielles des parties. Les parties s'efforceront néanmoins, autant que possible, d'adopter comme langue de travail commune une langue officielle commune aux deux parties, et tiendront notamment compte de la situation de pays en développement de la partie ivoirienne, en particulier eu égard aux difficultés de traduction.

*Article 62***Règles d'interprétation**

Le groupe spécial d'arbitrage s'oblige à interpréter les dispositions du présent accord en conformité avec les règles coutumières d'interprétation du droit public international, y compris la convention de Vienne sur le droit des traités. Les décisions du groupe spécial d'arbitrage ne sauraient augmenter ou diminuer les droits et obligations prévues par les dispositions du présent accord.

*Article 63***Les décisions du groupe spécial d'arbitrage**

1. Le groupe spécial d'arbitrage s'efforce de prendre ses décisions par consensus. Si cependant il s'avère impossible de parvenir à une décision par consensus, l'objet du litige est tranché à la majorité des voix, mais les avis divergents des arbitres ne seront en aucun cas publiés.

2. La décision expose les constatations sur le fond, l'applicabilité des dispositions pertinentes du présent accord, et le raisonnement sous-tendant les constatations et les conclusions auxquelles le groupe spécial d'arbitrage est parvenu. Le Comité APE porte la décision d'arbitrage à la connaissance du public à moins qu'il n'en décide autrement.



CHAPITRE 4

Dispositions générales

Article 64

Liste d'arbitres

1. Trois mois au plus tard à dater de l'application provisoire du présent accord, le Comité APE établit une liste de 15 personnes prêtes et aptes à faire office d'arbitres. Chaque partie sélectionne cinq personnes capables d'être des arbitres. Les deux parties s'accordent également sur le choix de cinq individus qui ne sont pas des ressortissants de l'une et de l'autre d'entre elles et qui pourraient être appelés à présider le groupe spécial d'arbitrage. Le Comité APE veille à ce que cette liste soit toujours maintenue à son effectif complet.

2. Les arbitres possèdent une connaissance ou une expérience spécialisée du droit et du commerce international. Ils sont indépendants, agissent à titre individuel et non selon les consignes d'une organisation ou d'un gouvernement quelconque, ne sont pas affiliés à l'administration de l'une quelconque des parties, et observent le code de conduite annexé au règlement de procédure.

3. Le Comité APE peut établir une liste supplémentaire de 15 personnes ayant des connaissances sectorielles spécialisées relatives aux questions particulières couvertes par le présent accord. S'il est fait recours à la procédure de sélection visée à l'article 50, paragraphe 2, le président du Comité APE peut faire usage d'une telle liste sectorielle moyennant l'accord des deux parties.

Article 65

Rapports avec les obligations de l'OMC

1. Les instances d'arbitrage créées aux termes du présent accord ne sont pas saisies des différends relevant des droits et obligations de chaque partie aux termes de l'accord instituant l'OMC.

2. Un recours aux dispositions de règlement des différends du présent accord est sans préjudice de toute action intentée dans le cadre de l'OMC, y compris une action en règlement de différend. Cependant, lorsqu'une partie a engagé une procédure en règlement de différend au regard d'une mesure donnée, soit aux termes de l'article 49, paragraphe 1, soit aux termes de l'accord instituant l'OMC, elle ne peut engager une procédure en règlement de différend sur la même mesure devant l'autre forum avant la conclusion de la première procédure. Au sens du présent paragraphe, une partie est réputée avoir engagé une procédure en règlement de différend aux termes de l'accord instituant l'OMC du moment où elle a présenté une demande de constitution d'un groupe spécial aux termes de l'article 6 du mémorandum d'accord sur le règlement de différends de l'OMC.

3. Le présent accord ne peut empêcher une partie d'appliquer la suspension d'obligations autorisée par l'organe de règlement des différends de l'OMC.

▼B*Article 66***Délais**

1. Les délais prévus dans le présent titre, y compris les délais pour la notification de leurs décisions par les groupes spéciaux d'arbitrage, sont comptés en jours calendaires à compter du jour suivant l'acte ou le fait auquel ils se rapportent.
2. Tout délai contenu dans le présent titre peut être prolongé par accord mutuel des parties.

*Article 67***Modification du Titre V**

L'initiative de la demande de modification du titre V appartient aussi bien au Comité APE qu'à chacune des parties. Les demandes de modification sont examinées par le Comité APE. La modification ne devient effective qu'après approbation des parties.

TITRE VI

EXCEPTIONS GÉNÉRALES*Article 68***Clause d'exception générale**

Sous réserve de l'exigence que de telles mesures ne soient pas appliquées d'une manière qui constituerait un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les parties alors que des conditions égales doivent prévaloir, ou une restriction déguisée affectant les échanges de produits et services et l'établissement, aucune disposition du présent accord ne peut être interprétée de manière à empêcher l'adoption ou l'application par les parties de mesures qui:

- a) sont nécessaires pour assurer la protection de la sécurité publique, de la moralité publique ou pour maintenir l'ordre public;
- b) sont nécessaires pour protéger la vie ou la santé humaine, animale ou végétale;
- c) sont nécessaires pour assurer la conformité aux lois ou règlements et qui ne sont pas incompatibles avec les dispositions du présent accord, y compris des mesures touchant à:
 - i) la prévention de pratiques trompeuses et frauduleuses et aux moyens de faire face aux conséquences de défauts de paiement dans le cadre de contrats;
 - ii) la protection de la vie privée des individus dans le contexte du traitement et de la dissémination de données personnelles et à la protection du secret de dossiers et de comptes individuels;

▼B

- iii) la sécurité;
 - iv) l'application des règlements et procédures douaniers; ou
 - v) la protection des droits de la propriété intellectuelle;
- d) concernent l'importation ou l'exportation d'or ou d'argent;
- e) sont nécessaires à la protection des trésors nationaux de valeur artistique, historique ou archéologique;
- f) concernent la conservation de ressources naturelles non renouvelables si ces mesures impliquent des restrictions sur la production ou la consommation domestique nationale de biens, la fourniture ou la consommation de services domestiques, et sur les investisseurs domestiques;
- g) concernent les produits du travail en prison; ou
- h) sont incompatibles avec l'article 19 sur le traitement national pour autant que la différence de traitement vise à garantir l'imposition ou la perception effective ou équitable de taxes directes sur les activités économiques d'investisseurs ou de fournisseurs de services de l'autre partie.

*Article 69***Exceptions de sécurité**

1. Aucune des dispositions du présent accord ne peut être interprétée:
- a) comme faisant obligation aux parties de fournir une information dont elles jugeraient la divulgation contraire à leurs impératifs de sécurité;
 - b) comme empêchant les parties d'entreprendre une action qu'elles jugeraient nécessaire pour la défense de leurs impératifs de sécurité:
 - i) relative à des matériaux fissibles ou fusibles ou aux matériaux dont ceux-ci sont dérivés;
 - ii) relative à des activités économiques entreprises directement ou indirectement dans le but de livrer des fournitures ou des approvisionnements à un établissement militaire;
 - iii) liée à la production ou le commerce d'armes, munitions et matériel de guerre;
 - iv) relative à des marchés publics indispensables pour la sécurité nationale ou pour les besoins de la défense nationale; ou
 - v) décidée en temps de guerre ou dans toute autre situation d'urgence dans les relations internationales; ou
 - c) comme empêchant les parties d'entreprendre toute action en vue d'honorer les obligations qu'elles ont acceptées dans le but de maintenir la paix et la sécurité internationales.
2. Le Comité APE est dans toute la mesure du possible tenu informé des mesures prises en vertu du paragraphe 1, points b) et c) ainsi que de la date à laquelle il y sera mis fin.



Article 70

Fiscalité

1. Aucune des dispositions du présent accord ou de tout aménagement adopté dans le cadre de celui-ci ne peut être interprétée comme empêchant les parties d'opérer des distinctions, dans l'application des dispositions pertinentes de leur droit fiscal, entre des contribuables qui ne sont pas dans la même situation, notamment en regard de leur lieu de domicile ou du lieu où leur capital est investi.
2. Aucune des dispositions du présent accord ou de tout accord adopté dans le cadre de celui-ci ne peut être interprétée comme empêchant l'adoption ou l'application de toute mesure visant à prévenir l'évasion fiscale ou l'évitement de l'impôt conformément aux conventions visant à éviter la double imposition ou en vertu d'autres aménagements fiscaux ou législations fiscales nationales.
3. Aucune des dispositions du présent accord n'affectera les droits et obligations des parties prévus par une convention fiscale quelconque. Dans le cas où il y aurait une incompatibilité entre le présent accord et une telle convention, cette dernière sera prépondérante en raison de l'incompatibilité.

TITRE VII

DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES, GÉNÉRALES ET FINALES

Article 71

Poursuite des négociations et mise en œuvre du présent accord

1. Les parties poursuivront les négociations conformément aux dispositions du présent accord.
2. Lorsque les négociations seront achevées, les projets d'amendements en résultant seront soumis pour approbation aux autorités internes pertinentes.

Article 72

Définition des parties et exécution des obligations

1. Les parties contractantes au présent accord sont la République de Côte d'Ivoire, dénommée «partie ivoirienne» ou «Côte d'Ivoire», d'une part, et la Communauté européenne ou ses États membres ou la Communauté européenne et ses États membres, dans leurs domaines respectifs de compétence prévus par le traité instituant la Communauté européenne, dénommés «partie CE», d'autre part.
2. Aux fins du présent accord, le terme «partie» se réfère à la Côte d'Ivoire ou à la partie CE, selon le cas. Le terme «parties» se réfère à la Côte d'Ivoire et à la partie CE.
3. Les parties prennent toute mesure générale ou particulière nécessaire à l'accomplissement de leurs obligations découlant du présent accord et veillent à ce que les objectifs définis par le présent accord soient atteints.

▼B*Article 73***Comité APE**

1. Pour la mise en œuvre du présent accord, un Comité APE sera constitué dans un délai de trois mois à compter de la signature du présent accord.
2. Les parties conviennent que la composition, l'organisation et le fonctionnement du Comité APE respectent le principe d'égalité. Le Comité APE détermine ses règles d'organisation et de fonctionnement.
3. Le Comité APE est responsable de l'administration de tous les domaines couverts par le présent accord et de la réalisation de toutes les tâches mentionnées dans le présent accord.
4. Afin de faciliter la communication et assurer la mise en œuvre efficace du présent accord, chaque partie désigne au sein du Comité APE un correspondant.
5. Les réunions du Comité APE peuvent être ouvertes à des tierces parties. Les Commissions de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et de la CEDEAO peuvent être invitées aux réunions du Comité APE selon leurs procédures internes.

*Article 74***Régions ultrapériphériques de la Communauté européenne**

1. Prenant en compte la proximité géographique des régions ultrapériphériques de la Communauté européenne et de la Côte d'Ivoire, et afin de renforcer les relations économiques et sociales entre ces régions et la Côte d'Ivoire, les parties s'efforceront de faciliter la coopération dans tous les domaines couverts par le présent accord ainsi que de faciliter le commerce des biens et services, de promouvoir les investissements et d'encourager le transport et les liens de communication entre les régions ultrapériphériques et la Côte d'Ivoire.
2. Les objectifs énoncés au paragraphe 1 sont poursuivis autant que possible en encourageant la participation conjointe de la Côte d'Ivoire et des régions ultrapériphériques à des programmes cadres et des programmes spécifiques de la Communauté européenne dans des domaines couverts par le présent accord.
3. La partie CE s'efforcera d'assurer la coordination entre les différents instruments financiers des politiques de cohésion et de développement de la Communauté européenne de façon à promouvoir la coopération entre la Côte d'Ivoire et les régions ultrapériphériques de la Communauté européenne dans les domaines couverts par le présent accord.
4. Rien dans le présent accord n'empêche la partie CE d'appliquer les mesures existantes visant à appréhender la situation structurelle, sociale et économique des régions ultrapériphériques conformément à l'article 299, paragraphe 2, du traité instituant la Communauté européenne.

▼B*Article 75***Entrée en vigueur et dénonciation**

1. Le présent accord sera signé, ratifié ou approuvé conformément aux règles constitutionnelles spécifiques à chaque partie ou, pour ce qui concerne la partie CE, à ses règles et procédures internes.
2. Le présent accord entre en vigueur au premier jour du mois consécutif à celui au cours duquel la partie ivoirienne et la partie CE se seront notifiés de l'accomplissement des procédures nécessaires à cet effet.
3. Les notifications sont à envoyer au secrétariat général du Conseil de l'Union européenne, qui sera le dépositaire du présent accord.
4. En attendant l'entrée en vigueur du présent accord, les parties conviennent de l'appliquer à titre provisoire, soit conformément à leurs lois respectives soit par ratification de l'accord.
5. Une application provisoire est notifiée au dépositaire. L'accord est appliqué provisoirement 10 jours après réception de la dernière notification d'application provisoire par la Communauté européenne ou la Côte d'Ivoire.
6. Nonobstant le paragraphe 4, la partie CE et la Côte d'Ivoire peuvent appliquer l'accord, en tout ou partie, avant son application provisoire, dans la mesure où cela est possible conformément à leur législation interne.
7. Chaque partie peut notifier par écrit à l'autre partie son intention de dénoncer le présent accord. La dénonciation prend effet six mois après la notification à l'autre partie.
8. Le présent accord sera remplacé par un APE global conclu au niveau régional avec la partie CE à sa date d'entrée en vigueur. Dans ce cas, les parties s'efforceront de faire en sorte que l'APE global au niveau régional préserve l'essentiel des acquis de la Côte d'Ivoire au titre du présent accord.

*Article 76***Application territoriale**

Le présent accord est applicable aux territoires dans lesquels le traité instituant la Communauté européenne est appliqué et ce, suivant les conditions fixées dans ledit traité, d'une part, et à la Côte d'Ivoire, d'autre part.

*Article 77***Adhésion de nouveaux États Membres à l'Union européenne**

1. Le Comité APE sera informé de toute requête d'un État tiers pour devenir membre de l'Union européenne. Durant les négociations entre l'Union européenne et l'État candidat, la partie CE fournira à la Côte d'Ivoire toutes informations pertinentes et la Côte d'Ivoire informera la partie CE de ses préoccupations pour que celle-ci puisse les prendre entièrement en compte. La Côte d'Ivoire se verra notifiée de toute adhésion à l'Union européenne.

▼B

2. Tout nouvel État membre de l'Union européenne adhérera au présent accord à compter de la date de son adhésion à l'Union européenne, par le biais d'une clause à cet effet dans l'acte d'adhésion. Si l'acte d'adhésion à l'Union européenne ne prévoit pas une telle adhésion automatique du nouvel État membre de l'Union européenne au présent accord, l'État membre concerné adhérera au présent accord en déposant un acte d'adhésion au secrétariat général du Conseil de l'Union européenne, qui enverra des copies certifiées conformes à la partie ivoirienne.

3. Les parties examineront les effets de l'adhésion des nouveaux États membres à l'Union européenne sur le présent accord. Le Comité APE peut statuer sur des mesures transitoires ou des amendements nécessaires.

*Article 78***Dialogue sur les questions financières**

Les parties conviennent de promouvoir le dialogue, la transparence et de partager les meilleures pratiques en matière de politique et d'administration fiscale.

*Article 79***Collaboration en matière de lutte contre les activités financières illégales**

La partie CE et la Côte d'Ivoire sont engagées à prévenir et à lutter contre les activités illégales, frauduleuses et de corruption, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. À cet effet, les parties prennent les mesures législatives et administratives nécessaires pour se conformer aux normes internationales, y inclus celles définies par la convention des Nations unies contre la corruption, la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée et ses protocoles, la convention des Nations unies pour la répression du financement du terrorisme et les recommandations du Groupe d'action financière. La partie CE et la Côte d'Ivoire conviennent de procéder à un échange d'informations et de coopérer dans ces domaines.

*Article 80***Rapports avec d'autres accords**

1. À l'exception des articles concernant la coopération au développement prévue au Titre II de la Partie III de l'accord de Cotonou, en cas d'incohérence entre les dispositions du présent accord et des dispositions du Titre II de la Partie III de l'accord de Cotonou, les dispositions du présent accord prévalent.

2. Aucune disposition du présent accord ne doit être interprétée comme empêchant l'adoption par la Communauté européenne ou par la Côte d'Ivoire de mesures, y compris de mesures commerciales, jugées appropriées et prévues par les articles 11b, 96 et 97 de l'accord de Cotonou.

3. Les parties conviennent que rien dans le présent accord ne les oblige à agir de manière incompatible avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC.

▼ **M1**

Article 81

Textes faisant foi

Le présent accord est établi en double exemplaire en langues allemande, anglaise, bulgare, croate, danoise, espagnole, estonienne, finnoise, française, grecque, hongroise, italienne, lettone, lituanienne, maltaise, néerlandaise, polonaise, portugaise, roumaine, slovaque, slovène, suédoise et tchèque, chacun de ces textes faisant également foi.

▼ **B**

Article 82

Annexes

Les appendices, les annexes et le protocole du présent accord font partie intégrante de celui-ci.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés ont apposé leurs signatures au bas du présent accord.

▼B

Съставено съответно в Абиджан на два̀сет и шести ноември две хиляди и осма година и в Брюксел на два̀сет и втори януари две хиляди и девета година.

Hecho en Abiyán el veintiséis de noviembre de dos mil ocho y en Bruselas el veintidós de enero de dos mil nueve, respectivamente.

V Abidžanu dne dvacátého šestého listopadu dva tisíce osm a v Bruselu dne dvacátého druhého ledna dva tisíce devět.

Udfærdiget i henholdsvis Abidjan, den seksogtyvende november to tusind og otte, og Bruxelles, den toogtyvende januar to tusind og ni.

Geschehen zu Abidjan am sechszwanzigsten November zweitausendacht und zu Brüssel am zweiundzwanzigsten Januar zweitausendneun.

Koostatud kahe tuhande kaheksanda aasta novembrikuu kahekümne kuuendal päeval Abidjanis ja kahe tuhande üheksanda aasta jaanuarikuu kahekümne teisel päeval Brüsselis.

Έγινε στο Αμπιτζάν στις είκοσι έξι Νοεμβρίου του έτους δύο χιλιάδες οκτώ και στις Βρυξέλλες στις είκοσι δύο Ιανουαρίου του έτους δύο χιλιάδες εννιά.

Done at Abidjan on the twenty-sixth day of November in the year two thousand and eight and at Brussels on the twenty-second day of January in the year two thousand and nine, respectively.

Fait respectivement à Abidjan, le vingt-six novembre deux mille huit et à Bruxelles, le vingt-deux janvier deux mille neuf.

Fatto ad Abidjan, il ventisei novembre duemilaotto, e a Bruxelles, il ventidue gennaio duemilanove, rispettivamente.

Abidžanā, divi tūkstoši astotā gada divdesmit sestajā novembrī, un Briselē, divi tūkstoši devītā gada divdesmit otrajā janvārī.

Priimta atitinkamai du tūkstančiai aštuntų metų lapkričio dvidešimt šeštą dieną Abidžane ir du tūkstančiai devintų metų sausio dvidešimt antrą dieną Briuselyje.

Kelt Abidjanban, a kétezer-nyolcadik év november havának huszonhatodik napján, illetve Brüsszelben, a kétezer-kilencedik év január havának huszonkettedik napján.

Magħmul f'Abdijan fis-sitta u għoxrin jum ta' Novembru fis-sena elfejn u tmienja u fi Brussell fit-tnejn u għoxrin jum ta' Jannar tas-sena elfejn u disgħa, rispettivament.

Gedaan te Abidjan op zesentwintig november tweeduizend acht, respectievelijk Brussel op tweeëntwintig januari tweeduizend negen.

Sporządzono w Abidżanie dnia dwudziestego szóstego listopada dwa tysiące ósmego roku oraz w Brukseli dnia dwudziestego drugiego stycznia dwa tysiące dziewiątego roku.

Feito em Abidjã, no dia vinte e seis de Novembro do ano de dois mil e oito, e em Bruxelas, no dia vinte e dois de Janeiro do ano de dois mil e nove.

Înceiat la Abidjan la douăzeci și șase noiembrie două mii opt, respectiv la Bruxelles la douăzeci și două ianuarie două mii nouă.

V Abidžane dvadsiateho šiesteho novembra dvetisícosem a v Bruseli dvadsiateho druhého januára dvetisícdeväť.

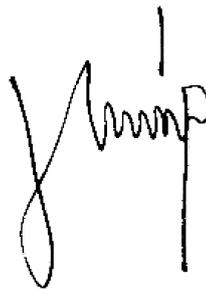
V Abidžanu, šestindvajsetega novembra leta dva tisoč osem, in v Bruslju, dvaindvajsetega januarja leta dva tisoč devet.

Tehty Abidjanissa kahdentenäkymmenentenäkuudentena päivänä marraskuuta vuonna kaksituhattakahdeksän ja Brysselissä kahdentenäkymmenentenätoisena päivänä tammikuuta vuonna kaksituhattayhdeksän.

Utfärdat i Abidjan den tjugosjätte november tjugohundraåtta och i Bryssel den tjuogoandra januari tjugohundraanio.

▼B*Pour la République de Côte d'Ivoire*

За Европéиската общност
Por la Comunidad Europea
Za Evropské společenství
For Det Europæiske Fællesskab
Für die Europäische Gemeinschaft
Euroopa Ühenduse nimel
Για την Ευρωπαϊκή Κοινότητα
For the European Community
Pour la Communauté européenne
Per la Comunità europea
Eiropas Kopienas vārdā
Europos bendrijos vardu
az Európai Közösség részéről
Għall-Komunità Ewropea
Voor de Europese Gemeenschap
W imieniu Wspólnoty Europejskiej
Pela Comunidade Europeia
Pentru Comunitatea Europeană
Za Európske spoločenstvo
Za Evropsko skupnost
Euroopan yhteisön puolesta
På Europeiska gemenskapens vägnar

*Pour la République française*

Voor het Koninkrijk België
Pour le Royaume de Belgique
Für das Königreich Belgien



▼B

Deze handtekening verbindt eveneens de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Cette signature engage également la Communauté française, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale.

Diese Unterschrift bindet zugleich die Deutschsprachige Gemeinschaft, die Flämische Gemeinschaft, die Französische Gemeinschaft, die Wallonische Region, die Flämische Region und die Region Brüssel-Hauptstadt.

За Република България

Za Českou republiku

På Kongeriget Danmarks vegne

Für die Bundesrepublik Deutschland

Eesti Vabariigi nimel

▼B

Thar cheann Na hÉireann

For Ireland

Για την Ελληνική Δημοκρατία

Por el Reino de España

Per la Repubblica italiana

Για την Ελληνική Δημοκρατία

Latvijas Republikas vārdā

Lietuvos Respublikos vardu

▼ B

Pour le Grand-Duché de Luxembourg



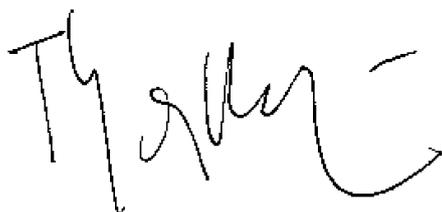
A Magyar Köztársaság részéről



Għal Malta



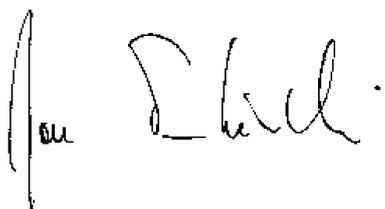
Voor het Koninkrijk der Nederlanden



Für die Republik Österreich



W imieniu Rzeczypospolitej Polskiej



▼B

Pela República Portuguesa



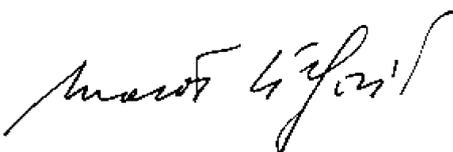
Pentru România



Za Republiko Slovenijo



Za Slovenskú republiku



Suomen tasavallan puolesta

För Republiken Finland

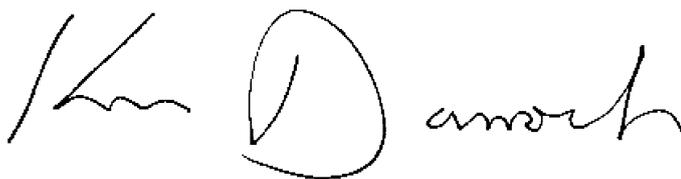


▼B

För Konungariket Sverige

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes that are difficult to decipher as specific letters.

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

A handwritten signature in black ink, starting with a large 'K' followed by a large 'D' and ending with the word 'annoch' in a cursive script.

▼B

APPENDICE I

Produits de la Côte d'Ivoire prioritaires pour l'exportation vers la Communauté européenne

Ces produits seront identifiés par la Côte d'Ivoire et notifiés au Comité APE dans un délai maximum de trois mois à compter de la date de la signature du présent accord.

▼B*APPENDICE II***Autorités compétentes****A. Autorités compétentes de la Communauté européenne**

Les activités de contrôle sont partagées entre les services nationaux des États membres et la Commission des Communautés européennes. Les dispositions suivantes sont applicables à ce sujet:

- en ce qui concerne les exportations vers la Côte d'Ivoire, les États membres sont responsables du contrôle des circonstances et des exigences de production, notamment l'exécution des inspections obligatoires et la délivrance de certificats sanitaires (ou de bien-être animal) attestant le respect des normes et exigences convenues;
- en ce qui concerne les importations en provenance de la Côte d'Ivoire, les États membres sont responsables du contrôle de la conformité de ces importations aux conditions d'importation fixées par la Communauté européenne;
- la Commission des Communautés européennes est responsable de la coordination générale, de l'inspection et des audits des systèmes de contrôle, et de la prise des initiatives législatives requises pour assurer l'application uniforme de normes et d'exigences dans le marché intérieur européen.

B. Les autorités compétentes de la Côte d'Ivoire

Ces autorités seront désignées par la Côte d'Ivoire et la liste sera communiquée au Comité APE dans un délai maximum de trois mois à compter de la date de signature du présent accord.



ANNEXE I

Droits de douane sur les produits originaires de la Côte d'Ivoire

1. Sous réserve des paragraphes 2, 4, 5, 6 et 7, les droits de douane à l'importation de la partie CE (ci-après dénommés «droits de douane CE») sont entièrement éliminés à la date d'entrée en vigueur du présent accord sur tous les produits originaires de la Côte d'Ivoire relevant des chapitres 1 à 97 du SH, à l'exclusion de ceux relevant du chapitre 93. Pour les produits relevant du chapitre 93, la partie CE continue d'appliquer les droits accordés à la nation la plus favorisée (droits NPF).
2. Les droits à l'importation sur les produits relevant de la position tarifaire 1006 sont éliminés à compter du 1^{er} janvier 2010, à l'exception des droits à l'importation sur les produits de la sous-position 1006 10 10 qui sont éliminés à partir du 1^{er} janvier 2008.
3. Les parties conviennent que les dispositions du Protocole 3 sur le sucre ACP de l'accord de Cotonou (ci-après dénommé «Protocole sucre») restent applicables jusqu'au 30 septembre 2009. Après cette date, la partie CE et la Côte d'Ivoire conviennent que le Protocole sucre ne sera plus en vigueur entre eux. Aux fins de l'article 4, paragraphe 1, du Protocole sucre, la période de livraison 2008/9 s'étendra du 1^{er} juillet 2008 au 30 septembre 2009. Le prix garanti du 1^{er} juillet 2008 au 30 septembre 2009 sera décidé à la suite des négociations prévues à l'article 5, paragraphe 4, du Protocole sucre.
4. Les droits de douane CE sur les produits relevant de la position tarifaire 1701 originaires de la Côte d'Ivoire sont éliminés à compter du 1^{er} octobre 2009. Aucune licence d'importation ne sera octroyée en ce qui concerne les produits à importer, à moins que l'importateur ne s'engage à acheter ces produits à un prix au moins égal aux prix garantis fixés par le Protocole sucre pour le sucre importé dans la partie CE.
5. a) La partie CE peut, durant la période allant du 1^{er} octobre 2009 au 30 septembre 2015, imposer le droit NPF appliqué sur les produits originaires de la Côte d'Ivoire de la position tarifaire 1701 importés en excès des niveaux suivants exprimés en équivalent sucre blanc, qui sont considérés comme causant une perturbation dans le marché du sucre de la partie CE:
 - i) 3,5 millions de tonnes dans une campagne de commercialisation pour les produits originaires des États membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (États ACP) signataires de l'accord de Cotonou, et
 - ii) 1,38 million de tonnes dans la campagne de commercialisation 2009/2010 pour les produits originaires des États ACP qui ne sont pas reconnus par l'ONU comme étant des pays moins avancés. Le chiffre de 1,38 million de tonnes sera augmenté jusqu'à 1,45 million de tonnes dans la campagne de commercialisation 2010/2011, et 1,6 million de tonnes dans les quatre campagnes de commercialisation suivantes.
- b) Les importations de produits de la position tarifaire 1701 originaires de n'importe quel État signataire de l'Afrique de l'Ouest qui est reconnu par l'ONU comme figurant parmi les pays les moins avancés ne sont pas sujettes aux dispositions du point a). Néanmoins, ces importations restent sujettes aux dispositions de l'article 25 ⁽¹⁾.
- c) L'imposition du droit NPF appliqué cessera à la fin de la campagne de commercialisation au cours de laquelle il a été introduit.

⁽¹⁾ A ces fins et par dérogation à l'article 25, des États d'Afrique de l'Ouest individuels reconnus par l'Organisation des Nations Unies (ONU) comme pays les moins avancés pourront faire l'objet des mesures de sauvegarde.

▼B

- d) Toute mesure prise conformément au présent paragraphe est notifiée immédiatement au Comité APE et fera l'objet de consultations périodiques au sein de cet organe.
6. A partir du 1^{er} octobre 2015, aux fins de l'application des dispositions de l'article 25, les perturbations dans le marché des produits de la position tarifaire 1701 peuvent être considérées comme étant survenues dans les situations dans lesquelles le prix moyen communautaire du sucre blanc est inférieur, pendant deux mois consécutifs, à 80 % du prix moyen communautaire du sucre blanc constaté durant la campagne de commercialisation précédente.
7. Du 1^{er} janvier 2008 au 30 septembre 2015, les produits des positions tarifaires 1704 90 99, 1806 10 30, 1806 10 90, 2106 90 59 et 2106 90 98 font l'objet d'un mécanisme de surveillance spécial de façon à assurer que les dispositions prévues aux paragraphes 4 et 5 ne sont pas contournées. Si, au cours d'une période de douze mois consécutifs, le volume des importations de l'un ou de plusieurs de ces produits originaires de la Côte d'Ivoire affiche une augmentation cumulée de plus de 20 % par rapport à la moyenne des importations annuelles sur les trois périodes de douze mois précédents, la partie CE analyse la structure des échanges, la justification économique et la teneur en sucre de ces importations et, si elle conclut que ces importations sont utilisées pour contourner les dispositions prévues aux paragraphes 4 et 5, elle peut suspendre le traitement préférentiel et introduire les droits NPF spécifiques appliqués aux importations conformément aux tarifs douaniers communs de la Communauté européenne pour les produits des positions tarifaires 1704 90 99, 1806 10 30, 1806 10 90, 2106 90 59 et 2106 90 98 originaires de la Côte d'Ivoire. Le paragraphe 5, points b), c) et d) s'applique mutatis mutandis aux actions prévues au présent paragraphe.
8. Du 1^{er} octobre 2009 au 30 septembre 2012, en ce qui concerne les produits de la position tarifaire 1701, aucune licence d'importation ne sera octroyée à moins que l'importateur ne s'engage à acheter ces produits à un prix qui ne sera pas inférieur à 90 % du prix de référence fixé par la partie CE pour la campagne de commercialisation pertinente.
9. Le paragraphe 1 ne s'applique pas aux produits de la position tarifaire 0803 00 19 originaires de la Côte d'Ivoire et mis en libre circulation dans les régions ultrapériphériques de la partie CE. Les paragraphes 1, 3 et 4 ne s'appliquent pas aux produits de la position tarifaire 1701 originaires de la Côte d'Ivoire et mis en libre circulation dans les départements français d'outre mer. Cette disposition sera applicable pour une période de 10 années. Cette période sera prolongée pour une nouvelle période de 10 années, à moins que les parties n'en conviennent autrement.

▼B

ANNEXE 2

Droits de douane sur les produits originaires de la partie CE

La Côte d'Ivoire libéralise des produits originaires de la partie CE importés sur son territoire.

À cet effet, elle établit quatre groupes de produits: A, B, C et D.

Le calendrier de libéralisation se présente comme suit:

Pour les produits du groupe A, la libéralisation s'étend du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2012, soit pendant une période de cinq ans;

Concernant les produits du groupe B, la libéralisation s'étend du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2017, soit pendant une période de cinq ans;

Pour les produits du groupe C, la libéralisation s'étend du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2022, soit pendant une période de cinq ans.

Les produits du groupe D ne sont pas libéralisés.

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
0101100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0101900000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0102100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0102900000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0103100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0103910000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0103920000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0104101000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0104109000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0104200000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0105110010	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0105110090	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
0105120000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0105190000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0105920000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0105930000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0105990000	20	A	1/01/2010	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0106110000	20	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0106120000	20	A	1/01/2010	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0106191100	20	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0106191900	20	A	1/01/2010	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0106199000	20	A	1/01/2010	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0106200000	20	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
0106310000	20	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0106320000	20	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0106390000	20	A	1/01/2010	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0106900000	20	A	1/01/2010	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0201100000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0201200000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0201300000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0202100000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0202200000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0202300000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0203110000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0203120000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0203190000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0203210000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0203220000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0203290000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0204100000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0204210000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0204220000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0204230000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0204300000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0204410000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0204420000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0204430000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
0204500000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0205000000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0206100000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0206210000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0206220000	20	A	1/01/2012	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0206290000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0206300000	20	A	1/01/2012	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0206410000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0206490000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0206800000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0206900000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0207110000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
0207120000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0207130000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
0207140000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0207240000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0207250000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0207260000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0207270000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0207320000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0207330000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
0207340000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0207350000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0207360000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
0208100000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
0208200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0208300000	20	A	1/01/2010	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0208400000	20	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0208500000	20	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0208900000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0209000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0210110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0210120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0210190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0210200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0210910000	20	A	1/01/2010	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0210920000	20	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0210930000	20	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0210990000	20	A	1/01/2012	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0301100000	10	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0301910000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0301920000	10	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0301930000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0301990010	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0301990090	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0302110000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0302120000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0302190000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
0302210000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0302220000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0302230000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0302290000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0302310000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0302320000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0302330000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0302340000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0302350000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0302360000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0302390000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0302400000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0302500000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0302610000	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
0302620000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0302630000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0302640000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0302650000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0302660000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0302690000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0302700000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0303110000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0303190000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0303210000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
0303220000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0303290000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0303310000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0303320000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0303330000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0303390000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0303410000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0303420000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0303430000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0303440000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0303450000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0303460000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0303490000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0303500000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0303600000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0303710000	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
0303720000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0303730000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0303740000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0303750000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0303760000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0303770000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0303780000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0303790000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
0303800000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0304100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0304200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0304900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0305100000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0305200000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0305300000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0305410000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0305420000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0305490000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0305510000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0305590000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0305610000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0305620000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0305630000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0305690000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0306110000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0306120000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0306130000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0306140000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0306190010	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0306190090	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0306210000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0306220000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
0306230000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0306240000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0306290010	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0306290090	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0307100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0307210000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0307290000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0307310000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0307390000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0307410000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0307490000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0307510000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0307590000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0307600000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0307910000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0307990000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0401100000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0401200000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0401300000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0402101000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0402102100	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0402102900	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0402211000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0402212100	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
0402212900	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0402291000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0402292100	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0402292900	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0402910000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0402990000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0403101000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0403102000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0403103000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0403109000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0403900010	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0403900090	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0404100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0404900000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0405100000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
0405200000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
0405900010	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
0405900090	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
0406100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
0406200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
0406300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
0406400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
0406900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
0407000010	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
0407000090	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0408110000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0408190000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0408910000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0408990000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0409000000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0410000000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0501000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0502100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0502900000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0503000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0504000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0505100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0505900000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0506100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0506900000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0507101000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0507109000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0507900000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0508000000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0509000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0510000000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0511100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0511910000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
0511990000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0601100000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0601200000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0602100000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0602200000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0602300000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0602400000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0602900000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0603100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0603900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0604100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0604910000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0604990000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0701100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0701900000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0702000000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0703100000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0703200000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0703900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
0704100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
0704200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
0704900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
0705110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
0705190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
0705210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0705290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0706100000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0706900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0707000000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0708100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0708200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0708900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0709100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0709200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0709300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0709400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0709510000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0709520000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0709590000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0709600000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0709700000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0709901000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0709909000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0710100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0710210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0710220000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0710290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0710300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
0710400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0710800000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0710900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0711100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0711200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0711300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0711400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0711510000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0711590000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0711900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0712200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0712310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0712320000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0712330000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0712390000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0712900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0713100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0713200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0713310010	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
0713310090	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0713320010	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
0713320090	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0713330010	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
0713330090	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
0713390000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0713400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0713500000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0713900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0714100000	20	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0714200000	20	A	1/01/2012	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0714901000	20	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0714909000	20	A	1/01/2010	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0801110000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0801190000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0801210000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0801220000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0801310000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0801320000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0802110000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0802120000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0802210000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0802220000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0802310000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0802320000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0802400000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0802500000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0802901000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0802909000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
0803001000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0803002000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0803009000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0804100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0804200000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0804300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0804400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0804501000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0804509000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0805100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0805200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0805400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0805500000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0805900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0806100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0806200000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0807110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0807190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0807200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0808100000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0808200000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0809100000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0809200000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0809300000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
0809400000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0810100000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0810200000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0810300000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0810400000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0810500000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0810600000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0810900000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0811100000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0811200000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0811900000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0812100000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0812900000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0813100000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0813200000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0813300000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0813401000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0813409000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0813500000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0814000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0901111100	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0901111400	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0901111700	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0901111900	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
0901112100	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0901112411	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0901112414	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0901112417	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0901112419	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0901112421	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0901112711	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0901112714	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0901112717	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0901112719	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0901112721	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0901112911	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0901112919	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0901113100	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0901113400	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0901113700	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0901113900	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0901114100	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0901114400	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0901114700	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0901114900	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0901115100	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0901115400	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0901115700	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
0901115900	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0901121000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0901122000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0901129000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0901211000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0901212000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0901220000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0901900000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0902100000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0902200000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0902300000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0902400000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0903000000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0904110000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0904120000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0904200000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0905000000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0906100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0906200000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0907000000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0908100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0908200000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0908300000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0909100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
0909200000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0909300000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0909400000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0909500000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0910100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0910200000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0910300000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0910400000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0910500000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0910910000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0910990000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1001100000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1001900000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1002000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1003000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1004000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1005100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1005900000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1006101000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1006109000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
1006200000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
1006301000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
1006309000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
1006400000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
100700000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
100810000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
100820000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
100830000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
100890000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
110100000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
110210000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
110220000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
110230000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
110290100	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
110290900	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
110311000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
110319000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
110320000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
110412000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
110419000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
110422000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
110423000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
110429000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
110430000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
110510000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
110520000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
110610000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
110620100	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
1106202000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1106209000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1106300000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1107100000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
1107200000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
1108110000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1108120000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1108130000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1108140000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1108190000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1108200000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1109000000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1201000000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1202101000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1202102000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
1202109000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
1202201000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
1202209000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
1203000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1204000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1205100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1205900000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1206000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1207100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
1207201000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
1207209000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
1207300000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1207400000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1207500000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1207600000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1207910000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1207991000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1207999000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1208100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1208900000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1209100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1209210000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1209220000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1209230000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1209240000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1209250000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1209260000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1209290000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1209300000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1209910000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1209990000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1210100000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1210200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
1211100000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1211200000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1211300000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1211400000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1211901000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1211902000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1211909000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1212100000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1212200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1212300000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1212910000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1212990000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1213000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1214100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1214900000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1301100000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1301200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1301900000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1302110000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1302120000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1302130000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1302140000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1302190000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1302200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
1302310000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1302320000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1302390000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1401100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1401200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1401900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1402000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1403000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1404100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1404200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1404901000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1404909000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1501000000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
1502001000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1502009000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
1503000000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
1504100000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
1504200000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
1504300000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
1505000000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
1506000000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
1507100000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
1507900000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1508100000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
1508901000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1508909000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1509100000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
1509901000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1509909000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1510000000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
1511101000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
1511109000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
1511901000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1511909000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1512110000	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
1512190000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
1512210000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
1512290000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1513110000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
1513190000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1513211000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
1513219000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
1513290000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1514110000	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
1514190000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
1514910000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
1514990000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1515110000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
1515190000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1515210000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
1515290000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1515300000	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
1515400000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
1515500000	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
1515901100	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
1515901900	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1515909000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
1516100000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1516200000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1517100000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1517901000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
1517909000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
1518000000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1520000000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1521100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1521901000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1521909000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1522000000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1601001000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1601009000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1602100000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
1602200000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1602310000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1602320000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1602390000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1602410000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1602420000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1602490000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1602500000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1602900000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1603000000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1604110000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1604120000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1604131000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1604139000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1604140000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1604150000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1604160000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1604190000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1604200000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1604300000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1605100000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1605200000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1605300000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1605400000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
1605900000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1701110000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1701120000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1701911000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1701919000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1701991000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1701999000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1702110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1702190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1702200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1702300000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1702400000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1702500000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1702600000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1702900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1703100000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1703900000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1704100000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
1704900000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1801001100	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
1801001200	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
1801001800	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
1801001900	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
1801002000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
1802000000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
1803100000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
1803200000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
1804000010	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
1804000020	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
1804000090	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1805001000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1805009000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1806100000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1806200000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1806310000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1806320010	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1806320090	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1806901000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1806909000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1901100000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
1901200000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1901900010	5	C	1/01/2021	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0
1901900090	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
1902110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
1902190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
1902200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
1902300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
1902400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
1903000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
1904100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
1904200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
1904300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
1904900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
1905100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
1905200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
1905310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
1905320000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
1905400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
1905900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
2001100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
2001900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
2002100000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2002901000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2002901010	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2002901090	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2002902000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
2002909000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2003100000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2003200000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2003900000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2004100000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2004900000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2005100000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2005200000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2005400000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2005510000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2005590000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2005600000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2005700000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2005800000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2005900000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2006000000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2007100000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2007910000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2007990000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2008111000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2008119000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2008190000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2008200000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2008300000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2008400000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2008500000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2008600000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2008700000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2008800000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2008910000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2008920000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2008990000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2009110000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
2009120000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
2009190000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
2009210000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
2009290000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
2009310000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
2009390000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
2009410000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
2009490000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
2009500000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
2009610000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
2009690000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
2009710000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
2009790000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
2009801000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
2009802000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
2009803000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
2009809000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
2009900000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
2101110000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
2101120000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
2101200000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2101300000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
2102100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2102200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2102300000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2103100000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2103200000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2103300000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2103901000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2103909000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2104101000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
2104109000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
2104200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
2105000000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
2106100000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2106901000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2106909010	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2106909020	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2106909030	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2106909090	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2201100010	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
2201100020	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
2201900000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
2202100000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
2202900000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2203001000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
2203009000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
2204100000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
2204210000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
2204290010	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
2204290090	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
2204300000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
2205100000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
2205900000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
2206001000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
2206009000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
2207101000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2207109000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2207200000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2208200000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
2208300000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
2208400000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
2208500000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
2208600000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
2208700000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
2208900000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
2209001000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2209009000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2301100000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2301200000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2302100000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2302200000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2302300000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2302400000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2302500000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2303100000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2303200000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2303300000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2304000000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2305000000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2306100000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2306200000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2306300000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2306410000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2306490000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2306500000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2306600000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2306700000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2306900000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2307000000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2308000000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2309100000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
2309901000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2309909000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
2401100000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
2401200000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
2401300000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
2402100000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
2402200000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
2402900000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
2403100000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
2403910000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
2403990000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
2501001000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2501002000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2501003000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2501009000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2502000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2503000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2504100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2504900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2505100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2505900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2506100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2506210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2506290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2507000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2508100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2508200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2508300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2508400000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2508500000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2508600000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2508700000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2509000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2510100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2510200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2511100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2511200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2512000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2513110000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2513190000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2513200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2514000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2515110000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2515120000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2515200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2516110000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2516120000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2516210000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2516220000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2516900000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2517100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2517200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2517300000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2517410000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2517490000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2518100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2518200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2518300000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2519100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2519900000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2520100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2520200000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2521000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2522100000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2522200000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2522300000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2523100000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
2523210000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
2523290000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
2523300000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
2523900000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
2524000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2525100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2525200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2525300000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2526100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2526200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2528100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2528900000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2529100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2529210000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2529220000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2529300000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2530100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2530200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2530900000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2601111000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2601112000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2601113000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2601119000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2601120000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2601200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2602000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2603000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2604000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2605000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2606000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2607000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2608000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2609000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2610000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2611000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2612100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2612200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2613100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2613900000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2614000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2615100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2615900000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2616100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2616901000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2616909000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2617100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2617900000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2618000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2619000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2620110000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2620190000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2620210000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2620290000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2620300000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2620400000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2620600000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2620910000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2620990000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2621000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2621900000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2701110000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2701120000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2701190000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2701200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2702100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2702200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2703000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2704000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2705000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2706000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2707100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2707200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2707300000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2707400000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2707500000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2707600000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2707910000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2708100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2708200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2709000000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2710111000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2710112100	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2710112200	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2710113000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2710114000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
2710115000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
2710119000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
2710191100	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
2710191200	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
2710191900	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
2710192100	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
2710192200	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
2710192300	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
2710192400	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
2710192500	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
2710193100	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
2710193200	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
2710193300	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
2710193900	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
2710910000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
2710990000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
2711110000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2711120000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
2711130000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
2711140000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
2711190000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
2711210000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
2711290000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
2712100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2712200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2712900000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2713110000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2713120000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2713200000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
2713900000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
2714100000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
2714900000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
2715000000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
2716000000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2801100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2801200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2801300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2802000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2803000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2804100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2804210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2804290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2804300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2804400000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2804500000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2804610000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2804690000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2804700000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2804800000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2804900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2805110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2805120000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2805190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2805300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2805400000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2806100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2806200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2807000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2808000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2809100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2809200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2810000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2811110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2811190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2811210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2811220000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2811230000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2811290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2812100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2812900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2813100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2813900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2814100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2814200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2815110000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2815120000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2815200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2815300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2816100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2816200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2816300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2816400000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2817000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2818100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2818200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2818300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2819100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2819900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2820100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2820900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2821100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2821200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2822000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2823000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2824100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2824200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2824900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2825100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2825200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2825300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2825400000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2825500000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2825600000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2825700000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2825800000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2825900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2826110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2826120000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2826190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2826200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2826300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2826900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2827100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2827200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2827310000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2827320000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2827330000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2827340000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2827350000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2827360000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2827390000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2827410000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2827490000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2827510000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2827590000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2827600000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2828100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2828901000	10	A	1/01/2013	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2828909000	10	A	1/01/2013	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2829110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2829190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2829900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2830100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2830200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2830300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2830900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2831100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2831900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2832100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2832200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2832300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2833110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2833190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2833210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2833220000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2833230000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2833240000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2833250000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2833260000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2833270000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2833290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2833300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2833400000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2834100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2834210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2834290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2835100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2835220000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2835230000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2835240000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2835250000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2835260000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2835290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2835310000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2835390000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2836100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2836200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2836300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2836400000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2836500000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2836600000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2836700000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2836910000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2836920000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2836990000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2837110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2837190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2837200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2838000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2839110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2839190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2839200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2839900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2840110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2840190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2840200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2840300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2841100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2841200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2841300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2841500000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2841600000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2841610000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2841700000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2841800000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2841900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2842100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2842900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2843100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2843210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2843290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2843300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2843900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2844100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2844200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2844300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2844400000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2844500000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2845100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2845900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2846100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2846900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2847000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2848000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2849100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2849200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2849900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2850000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2851000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2901100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2901210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2901220000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2901230000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2901240000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2901290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2902110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2902190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2902200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2902300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2902410000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2902420000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2902430000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2902440000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2902500000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2902600000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2902700000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2902900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2903110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2903120000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2903130000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2903140000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2903150000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2903190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2903210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2903220000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2903230000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2903290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2903300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2903410000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2903420000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2903430000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2903440000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2903450000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2903460000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2903470000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2903490000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2903510000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2903520000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2903590000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2903610000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2903620000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2903690000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2904100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2904200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2904900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2905110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2905120000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2905130000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2905140000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2905150000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2905160000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2905170000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2905190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2905220000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2905290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2905310000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2905320000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2905390000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2905410000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2905420000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2905430000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2905440000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2905450000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2905490000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2905510000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2905590000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2906110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2906120000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2906130000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2906140000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2906190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2906210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2906290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2907110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2907120000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2907130000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2907140000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2907150000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2907190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2907210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2907220000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2907230000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2907290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2908100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2908200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2908900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2909110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2909190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2909200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2909300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2909410000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2909420000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2909430000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2909440000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2909490000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2909500000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2909600000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2910100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2910200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2910300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2910900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2911000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2912110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2912120000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2912130000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2912190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2912210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2912290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2912300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2912410000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2912420000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2912490000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2912500000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2912600000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2913000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2914110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2914120000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2914130000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2914190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2914210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2914220000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2914230000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2914290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2914310000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2914390000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2914400000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2914500000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2914610000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2914690000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2914700000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2915110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2915120000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2915130000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2915210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2915220000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2915230000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2915240000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2915290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2915310000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2915320000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2915330000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2915340000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2915350000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2915390000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2915400000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2915500000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2915600000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2915700000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2915900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2916110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2916120000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2916140000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2916150000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2916190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2916200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2916310000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2916320000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2916330000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2916340000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2916350000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2916390000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2917110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2917120000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2917130000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2917140000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2917190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2917200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2917310000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2917320000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2917330000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2917340000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2917350000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2917360000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2917370000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2917390000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2918110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2918120000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2918130000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2918140000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2918150000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2918160000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2918190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2918210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2918220000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2918230000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2918290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2918300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2918900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2919000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2920100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2920900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2921110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2921120000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2921190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2921210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2921220000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2921290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2921300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2921410000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2921420000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2921430000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2921440000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2921450000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2921460000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2921490000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2921510000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2921590000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2922110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2922120000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2922130000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2922140000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2922190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2922210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2922220000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2922290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2922310000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2922390000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2922410000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2922420000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2922430000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2922440000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2922490000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2922500000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2923100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2923200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2923900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2924110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2924190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2924210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2924220000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2924230000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2924240000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2924290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2925110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2925120000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2925190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2925200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2926100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2926200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2926300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2926900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2927000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2928000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2929100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2929900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2930100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2930200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2930300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2930400000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2930900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2931000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2932110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2932120000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2932130000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2932190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2932210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2932290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2932910000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2932920000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2932930000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2932940000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2932950000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2932990000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2933110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2933190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2933210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2933290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2933310000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2933320000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2933330000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2933390000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2933410000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2933490000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2933510000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2933520000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2933530000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2933540000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2933550000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2933590000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2933610000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2933690000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2933710000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2933720000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2933790000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2933910000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2933990000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2934100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2934200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2934300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2934910000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2934990000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2935000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2936100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2936210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2936220000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2936230000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2936240000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2936250000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2936260000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2936270000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2936280000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2936290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2936900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2937110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2937120000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2937190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2937210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2937220000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2937230000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2937290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2937310000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2937390000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2937400000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2937500000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2937900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2938100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2938900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2939110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2939190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2939210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2939290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2939300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2939410000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2939420000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2939430000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2939490000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2939510000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2939590000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2939610000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2939620000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2939630000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2939690000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2939910000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2939990000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2940000000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2941100000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2941200000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2941300000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2941400000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2941500000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2941900000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2942000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3001100000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3001200000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3001900000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3002100000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3002200000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3002300000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
3002901000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3002909000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3003100000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3003200000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3003310000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3003390000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3003400000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3003900000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3004100000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3004200000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3004310000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3004320000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3004390000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3004400000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3004500000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3004900000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3005100000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3005900000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3006100000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3006200000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3006300000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3006400000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3006500000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3006600000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
3006700000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3006800000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3101000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3102100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3102210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3102290000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3102300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3102400000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3102500000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3102600000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3102700000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3102800000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3102900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3103100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3103200000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3103900000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3104100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3104200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3104300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3104900000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3105100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3105200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3105300000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3105400000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
3105510000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3105590000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3105600000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3105900000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3201100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3201200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3201900000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3202100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3202900000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3203001000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3203009000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3204110000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3204120000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3204130000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3204140000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3204150000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3204160000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3204170000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3204190000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3204200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3204900000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3205000000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3206110000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3206190000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
320620000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
320630000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3206410000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3206420000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3206430000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3206490000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3206500000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3207100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3207200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3207300000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3207400000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3208100000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3208201000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3208202000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3208209000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3208901000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3208902000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3208909000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3209101000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3209102000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3209901000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3209902000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3210001000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3210002000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
3210009000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3211000000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3212100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3212900000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3213100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3213900000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3214101000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3214102000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3214900000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3215110000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3215190000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3215900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3301110000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3301120000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3301130000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3301140000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3301190000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3301210000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3301220000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3301230000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3301240000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3301250000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3301260000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3301291000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
3301299000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3301300000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3301900000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3302100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3302901000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
3302909000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
3303001000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3303002000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3303009000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3304100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3304200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3304300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3304910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3304990000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
3305100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3305200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3305300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3305900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3306100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3306200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3306900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3307100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3307200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3307300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
3307410000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3307490000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3307900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3401111000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
3401119000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3401191000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3401192000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3401199000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3401200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3401300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3402110000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
3402120000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
3402130000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
3402190000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
3402200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3402900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3403110000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
3403190000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
3403910000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
3403990000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
3404100000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3404200000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3404900000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3405100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
3405200000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3405300000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3405400000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3405900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3406000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3407000000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3501100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3501900000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3502110000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3502190000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3502200000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3502900000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3503000000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3504000000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3505100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3505200000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3506100000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3506910000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3506990000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3507100000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3507900000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3601000000	5	C	1/01/2021	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0
3602001000	5	C	1/01/2021	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0
3602009000	5	C	1/01/2021	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
3603000000	5	C	1/01/2021	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0
3604100000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
3604900000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
3605000000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
3606100000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
3606900000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
3701100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3701200000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3701300000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3701910000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3701990000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3702100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3702200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3702310000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3702320000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3702390000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3702410000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3702420000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3702430000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3702440000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3702510000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3702520000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3702530000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3702540000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
3702550000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3702560000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3702910000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3702930000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3702940000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3702950000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3703100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3703200000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3703900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3704000000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3705100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3705200000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3705900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3706101000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3706109000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3706901000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3706909000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3707100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3707900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3801100000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3801200000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3801300000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3801900000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3802100000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
3802900000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3803000000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3804000000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3805100000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3805200000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3805900000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3806100000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3806200000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3806300000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3806900000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3807000000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3808101000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3808109000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
3808200000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
3808300000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
3808400000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
3808900000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
3809100000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
3809910000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
3809920000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
3809930000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
3810100000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3810900000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
3811110000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3811190000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3811210000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3811290000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3811900000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3812100000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3812200000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3812300000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3813000000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3814000000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3815110000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3815120000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3815190000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3815900000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3816000000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3817000000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3818000000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3819000000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3820000000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3821000000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3822000000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3823110000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3823120000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3823130000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
3823190000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3823700000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3824100000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3824200000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3824300000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3824400000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3824500000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3824600000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3824710000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3824790000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3824901000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3824902000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3824909000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
3825100000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
3825200000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
3825300000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
3825410000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
3825490000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
3825500000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
3825610000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
3825690000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
3825700000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
3901100000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3901200000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
3901300000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3901900000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3902100000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
3902200000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3902300000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3902900000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3903110000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3903190000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3903200000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3903300000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3903900000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3904100000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3904210000	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
3904220000	5	C	1/01/2021	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0
3904300000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3904400000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3904500000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3904610000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3904690000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3904900000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3905120000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3905190000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3905200000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3905290000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
3905300000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3905910000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3905990000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3906100000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3906900000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3907100000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3907200000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3907300000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3907400000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3907500000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3907600000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3907910000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3907990000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3908100000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3908900000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3909100000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3909200000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3909300000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3909400000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3909500000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3910000000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3911100000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3911900000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3912110000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
3912120000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3912200000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3912310000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3912390000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3912900000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3913100000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3913900000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3914000000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3915100000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3915200000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3915300000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3915900000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3916100000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3916200000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3916900000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3917100000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3917211000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
3917219000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
3917221000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
3917229000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
3917231000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
3917239000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
3917291000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
3917299000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
3917310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3917320000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3917330000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3917390000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3917401000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3917409000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3918100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3918900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3919100000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3919900000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3920100000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3920200000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3920300000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3920430000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3920490000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3920510000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3920590000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3920610000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3920620000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3920630000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3920690000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3920710000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3920720000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3920730000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
3920790000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3920910000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3920920000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3920930000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3920940000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3920990000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3921110000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3921120000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3921130000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3921140000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3921190000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3921900000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3922100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3922200000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3922900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3923100000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
3923210000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
3923290000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
3923300010	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
3923300090	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
3923400010	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
3923400090	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
3923500000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
3923900000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
3924100000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3924901000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3924902000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3924909000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3925100000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3925200000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3925300000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3925900000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3926100000	20	A	1/01/2012	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3926200000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3926300000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3926400000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3926901000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3926909000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
4001100000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4001210000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4001220000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4001290000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4001300000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4002110000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4002190000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4002200000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4002310000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4002390000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
4002410000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4002490000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4002510000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4002590000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4002600000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4002700000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4002800000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4002910000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4002990000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4003000000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4004000000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4005100000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4005200000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4005910000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4005990000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4006100000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4006900000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4007000000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4008111000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4008119000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4008190000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4008211000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4008219000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4008290000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
4009110000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4009120000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4009210000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4009220000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4009310000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4009320000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4009410000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4009420000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4010110000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4010120000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4010130000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4010190000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4010310000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4010320000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4010330000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4010340000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4010350000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4010360000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4010390000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4011100000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4011200000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
4011300000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4011610000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4011620000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
4011630000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4011690000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4011920000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4011930000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4011940000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4011990000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4012110000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
4012120000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
4012130000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
4012190000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
4012201000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
4012209000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
4012900000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
4013100000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4013200000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4013900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4014100000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4014901000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4014902000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4014909000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4015110000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4015190000	20	A	1/01/2010	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4015900000	20	A	1/01/2010	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4016100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
4016910000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4016920000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4016930000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4016940000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4016950000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4016990000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4017000000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4101200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4101500000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4101900000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4102100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4102210000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4102290000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4103100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4103200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4103300000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4103900000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4104110000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4104190000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4104410000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4104490000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4105100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4105300000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4106210000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
4106220000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4106310000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4106320000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4106400000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4106910000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4106920000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4107110000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4107120000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4107190000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4107910000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4107920000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4107990000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4108000000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4109000000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4110000000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4111000000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4112000000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4113100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4113200000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4113300000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4113900000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4114100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4114200000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4115100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
4115200000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4201000000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4202110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
4202120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
4202191000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
4202192000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
4202199000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
4202210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
4202220000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
4202290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
4202310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
4202320000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
4202390000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
4202910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
4202920000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
4202990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
4203100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
4203210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
4203290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
4203300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
4203400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
4204000000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
4205000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
4206100000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
420690000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
430110000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
430130000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
430160000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
430170000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
430180000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
430190000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
430211000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
430213000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
430219000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
430220000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
430230000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
430310000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
430390000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
430400000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
440110000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
440121000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
440122000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
440130000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
440200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
440310000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
440320000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
440341000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
440349000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
4403910000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4403920000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4403990000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4404100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4404200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4405000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4406100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4406900000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4407100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4407240000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4407250000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4407260000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4407290000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4407910000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4407920000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4407990000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4408100000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4408310000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4408390000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4408900000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4409100000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4409200000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4410210000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4410290000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
4410310000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4410320000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4410330000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4410390000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4410900000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4411110000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4411190000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4411210000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4411290000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4411310000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4411390000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4411910000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4411990000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4412130000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4412140000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4412190000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4412220000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4412230000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4412290000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4412920000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4412930000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4412990000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4413000000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4414000000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
4415100000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4415200000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4416000000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4417000000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4418100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4418200000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4418300000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4418400000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4418500000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4418900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4419000000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4420100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4420900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4421100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4421901000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4421909000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4501100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4501900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4502000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4503100000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4503900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4504100000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4504900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4601200000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
4601910000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4601991000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4601999000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4602100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4602900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4701000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4702000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4703110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4703190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4703210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4703290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4704110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4704190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4704210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4704290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4705000000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4706100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4706200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4706910000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4706920000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4706930000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4707100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4707200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4707300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
4707900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4801000000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4802100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4802200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4802300000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4802400000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4802540000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4802550000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4802560000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4802570000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4802580000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4802610000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4802620000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4802690000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4803000000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4804110000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4804190000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4804210000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4804290000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4804310000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4804390000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4804410000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4804420000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4804490000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
4804510000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4804520000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4804590000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4805110000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4805120000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4805190000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4805240000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4805250000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4805300000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4805400000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4805500000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4805910000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4805920000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4805930000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4806100000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4806200000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4806300000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4806400000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4807000000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
4808100000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
4808200000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
4808300000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
4808900000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
4809100000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
4809200000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4809900000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4810130000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4810140000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4810190000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
4810220000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4810290000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4810310000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4810320000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4810390000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4810920000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
4810990000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4811100000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4811410000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4811490000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4811510000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4811590000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4811600000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4811900000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4812000000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4813100000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4813200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4813900000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4814100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
4814200000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4814300000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4814900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4815000000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4816100000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4816200000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4816300000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4816900000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4817100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
4817200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
4817300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
4818100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
4818200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
4818300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
4818400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
4818500000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
4818900000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
4819100000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
4819200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
4819300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
4819400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
4819500000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
4819600000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
4820100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
4820200000	20	A	1/01/2012	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4820300000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4820400000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4820500000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4820901000	20	A	1/01/2012	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4820909000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4821100000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4821900000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4822100000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4822900000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4823120000	10	A	1/01/2013	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4823190000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4823200000	10	A	1/01/2013	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4823400000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4823600000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4823700000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
4823900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
4901100000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4901910000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4901991000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4901999000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4902100000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4902900000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
4903000000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4904000000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4905100000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4905910000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4905990000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4906000000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4907000000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4908100000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4908900000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4909000000	20	A	1/01/2012	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4910000000	20	A	1/01/2012	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4911100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4911910000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4911991000	20	A	1/01/2012	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4911999000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5001000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5002000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5003100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5003900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5004000000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5005000000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5006000000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5007100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5007200000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
5007900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5101110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5101190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5101210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5101290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5101300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5102110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5102190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5102200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5103100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5103200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5103300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5104000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5105100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5105210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5105290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5105310000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5105390000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5105400000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5106100000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5106200000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5107100000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5107200000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5108100000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
5108200000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5109100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5109900000	20	A	1/01/2010	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5110000000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5111110000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5111190000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5111200000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5111300000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5111900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5111900090	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5112110000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5112190000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5112200000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5112300000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5112900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5113000000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5201001000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
5201009000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
5202100000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
5202910000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
5202990000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
5203001000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
5203009000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
5204110000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
5204190000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5204200000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5205110000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5205120000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5205130000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5205140000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5205150000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5205210000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5205220000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5205230000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5205240000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5205260000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5205270000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5205280000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5205310000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5205320000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5205330000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5205340000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5205350000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5205410000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5205420000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5205430000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5205440000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5205460000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
5205470000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5205480000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5206110000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5206120000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5206130000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5206140000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5206150000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5206210000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5206220000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5206230000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5206240000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5206250000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5206310000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5206320000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5206330000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5206340000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5206350000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5206410000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5206420000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5206430000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5206440000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5206450000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5207100000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5207901000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
5207909000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5208110000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5208120000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5208130000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5208190000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5208210000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5208220000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5208230000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5208291000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5208299000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5208310000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5208320000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5208330000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5208391000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5208399000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5208410000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5208420000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5208430000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5208490000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5208511000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5208519000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5208521000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5208529000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5208530000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
5208590000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5209110000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5209120000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5209190000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5209210000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5209220000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5209291000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5209299000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5209310000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5209320000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5209391000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5209399000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5209410000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5209420000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5209430000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5209490000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5209511000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5209519000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5209520000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5209590000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5210110000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5210120000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5210190000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5210220000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
5210290000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5210310000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5210390000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5210410000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5210420000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5210490000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5210511000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5210519000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5210520000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5210590000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5211110000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5211120000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5211190000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5211210000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5211220000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5211290000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5211310000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5211320000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5211390000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5211410000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5211420000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5211430000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5211490000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5211511000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
5211519000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5211590000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5212110000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5212120000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5212130000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5212140000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5212150000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5212210000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5212220000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5212230000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5212240000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5212250000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5301100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5301210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5301290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5301300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5302100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5302900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5303100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5303900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5304100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5304900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5305110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5305190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
5305210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5305290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5305900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5306100000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5306200000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5307100000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5307200000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5308100000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5308200000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5308901000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5308909000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5309110000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5309190000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5309210000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5309290000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5310100000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5310900000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5311000000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5401100000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5401200010	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5401200090	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5402100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5402200000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5402310000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
5402320000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5402330000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5402390000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5402410000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5402420000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5402430000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5402490000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5402510000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5402520000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5402590000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5402610000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5402620000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5402690000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5403100000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5403200000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5403310000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5403320000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5403330000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5403390000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5403410000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5403420000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5403490000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5404100000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5404900000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
5405000000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5406100000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5406200000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5407100000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5407200000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5407300000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5407410000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5407420000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5407430000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5407440000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5407510000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5407520000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5407530000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5407540000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5407610000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5407690000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5407710000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5407720000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5407730000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5407740000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5407810000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5407820000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5407830000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5407840000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
5407910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5407920000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5407930000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5407940000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5408100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5408210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5408220000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5408230000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5408240000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5408310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5408320000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5408330000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5408340000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5501100000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5501200000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5501300000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5501900000	10	B	1/01/2016	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0
5502000000	5	B	1/01/2017	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0
5503100000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5503200000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5503300000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5503400000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5503900000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5504100000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
5504900000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5505100000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5505200000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5506100000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5506200000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5506300000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5506900000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5507000000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5508100000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5508200000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5509110000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5509120000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5509210000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5509220000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5509310000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5509320000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5509410000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5509420000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5509510000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5509520000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5509530000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5509590000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5509610000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5509620000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
5509690000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5509910000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5509920000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5509990000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5510110000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5510120000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5510200000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5510300000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5510900000	10	B	1/01/2018	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0
5511100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5511200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5511300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5512110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5512191000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5512199000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5512210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5512291000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5512299000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5512910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5512991000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5512999000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5513110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5513120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5513130000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
5513190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5513210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5513220000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5513230000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5513290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5513310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5513320000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5513330000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5513390000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5513410000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5513420000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5513430000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5513490000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5514110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5514120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5514130000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5514190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5514210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5514220000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5514230000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5514290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5514310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5514320000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5514330000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
5514390000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5514410000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5514420000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5514430000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5514490000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5515110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5515120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5515130000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5515190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5515210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5515220000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5515290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5515910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5515920000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5515990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5516110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5516120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5516130000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5516140000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5516210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5516220000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5516230000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5516240000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5516310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
5516320000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5516330000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5516340000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5516410000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5516420000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5516430000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5516440000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5516910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5516920000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5516930000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5516940000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5601100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5601210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5601220000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5601290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5601300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5602100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5602210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5602290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5602900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5603110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5603120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5603130000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5603140000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
5603910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5603920000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5603930000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5603940000	20	B	1/01/2017	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0
5604100000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5604200000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5604900000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5605000000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5606000000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5607100000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5607210000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5607290000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5607410000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5607490000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5607500000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5607900000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5608110000	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
5608190000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
5608901000	5	C	1/01/2023	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	0
5608909000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
5609000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5701100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5701900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5702100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
5702200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5702310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5702320000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5702390000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5702410000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5702420000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5702490000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5702510000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5702520000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5702590000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5702910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5702920000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5702990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5703100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5703200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5703300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5703900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5704100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5704900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5705000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5801100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5801210000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5801220000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5801230000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
5801240000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5801250000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5801260000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5801310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5801320000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5801330000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5801340000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5801350000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5801360000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5801900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5802110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5802190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5802200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5802300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5803100000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5803900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5804100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5804210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5804290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5804300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5805000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5806100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5806200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5806310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
5806320000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5806390000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5806400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5807100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5807900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5808100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5808900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5809000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5810100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5810910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5810920000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5810990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5811000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5901100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5901900000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5902100000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5902200000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5902900000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5903100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5903200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5903900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5904100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5904900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5905000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
5906100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5906910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5906990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5907000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5908000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5909000000	20	A	1/01/2012	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5910000000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5911100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5911200000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5911310000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5911320000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5911400000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5911900000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6001100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6001210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6001220000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6001290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6001910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6001920000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6001990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6002400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6002900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6003100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
6003200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6003300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6003400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6003900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6004100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6004900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6005100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6005210000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6005220000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6005230000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6005240000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6005310000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6005320000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6005330000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6005340000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6005410000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6005420000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6005430000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6005440000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6005900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6006100000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6006210000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6006220000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6006230000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
6006240000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6006310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6006320000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6006330000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6006340000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6006410000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6006420000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6006430000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6006440000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6006900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6101100000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
6101200000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
6101300000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
6101900000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
6102100000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
6102200000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
6102300000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
6102900000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
6103110000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6103120000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6103190000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6103210000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6103220000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6103230000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
6103290000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6103310000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6103320000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6103330000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6103390000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6103410000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6103420000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6103430000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
6103490000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
6104110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
6104120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
6104130000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
6104190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
6104210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
6104220000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6104230000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
6104290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
6104310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
6104320000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6104330000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
6104390000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
6104410000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
6104420000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
6104430000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
6104440000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6104490000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6104510000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6104520000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6104530000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6104590000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6104610000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6104620000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6104630000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6104690000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6105100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6105200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6105900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6106100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6106200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6106900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6107110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6107120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6107190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6107210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6107220000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6107290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6107910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6107920000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
6107990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6108110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6108190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6108210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6108220000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6108290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6108310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6108320000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6108390000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6108910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6108920000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6108990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6109100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6109900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6110110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6110120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6110190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6110200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6110300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6110900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6111 100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6111200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6111300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6111900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
6112110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6112120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6112190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6112200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6112310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6112390000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6112410000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6112490000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6113000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6114100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6114200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6114300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6114900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6115100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6115120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6115190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6115200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6115910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6115920000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6115930000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6115990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6116100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6116910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6116920000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
6116930000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6116990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6117100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6117200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6117800000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6117900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6201110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6201120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6201130000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6201190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6201910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6201920000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6201930000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6201990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6202110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6202120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6202130000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6202190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6202910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6202920000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6202930000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6202990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6203110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6203120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
6203190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6203210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6203220000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6203230000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6203290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6203310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6203320000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6203330000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6203390000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6203410000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6203420000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6203430000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6203490000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6204110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6204120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6204130000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6204190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6204210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6204220000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6204230000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6204290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6204310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6204320000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6204330000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
6204390000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6204410000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6204420000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6204430000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6204440000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6204490000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6204510000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6204520000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6204530000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6204590000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6204610000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6204620000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6204630000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6204690000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6205100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6205200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6205300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6205900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6206100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6206200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6206300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6206400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6206900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6207110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
6207190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6207210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6207220000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6207290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6207910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6207920000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6207990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6208110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6208190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6208210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6208220000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6208290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6208910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6208920000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6208990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6209100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6209200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6209300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6209900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6210100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6210200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6210300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6210400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6210500000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
6211110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6211120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6211200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6211310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6211320000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6211330000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6211390000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6211410000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6211420000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6211430000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6211490000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6212100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6212200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6212300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6212900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6213100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6213200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6213900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6214100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6214200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6214300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6214400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6214900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6215100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
6215200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6215900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6216000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6217100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6217900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6301100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6301200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6301300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6301400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6301900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6302100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6302210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6302220000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6302290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6302310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6302320000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6302390000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6302400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6302510000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6302520000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6302530000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6302590000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6302600000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6302910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
6302920000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6302930000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6302990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6303110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6303120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6303190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6303910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6303920000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6303990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6304110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6304190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6304910010	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6304910090	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6304920000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6304930000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6304990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6305100000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6305200000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6305320000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6305330000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6305390000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6305900000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6306110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6306120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
6306190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6306210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6306220000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6306290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6306310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6306390000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6306410000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6306490000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6306910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6306990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6307100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6307200000	20	B	1/01/2016	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0
6307900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6308000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6309000000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6310100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6310900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6401100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6401910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6401920000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6401990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6402120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6402190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6402200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
6402300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6402910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6402990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6403120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6403190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6403200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6403300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6403400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6403510000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6403590000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6403910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6403990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6404110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6404190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6404200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6405100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6405200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6405900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6406100000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
6406200000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
6406910000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
6406991000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
6406992000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
6406999000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
6501000000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
6502000000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
6503000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6504000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6505100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6505900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6506100000	10	B	1/01/2018	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0
6506910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6506920000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6506990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6507000000	10	B	1/01/2018	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0
6601100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6601910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6601990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6602000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6603100000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
6603200000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
6603900000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
6701000000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6702100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6702900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6703000000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6704110000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6704190000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
6704200000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6704900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6801000000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6802100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6802210000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6802220000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6802230000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6802290000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6802910000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6802920000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6802930000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6802991000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6802999000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6803000000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6804100000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6804210000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6804220000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6804230000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6804300000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6805100000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6805200000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6805300000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6806100000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6806200000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
6806900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6807100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6807900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6808000000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6809110000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6809190000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6809900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6810110000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6810190000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6810910000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6810990000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6811100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6811200000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6811301000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6811309000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6811900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6812500000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6812600000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6812700000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6812900000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6813100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6813900000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6814100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6814900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
6815100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6815200000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6815910000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6815990000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6901000000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6902100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6902200000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6902900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6903100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6903200000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6903900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6904100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6904900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6905100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6905900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6906000000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6907100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6907900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6908100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6908900000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6909110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6909120000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6909190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6909900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
6910100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6910900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
6911100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
6911900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
6912001000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6912009000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6913100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6913900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6914100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6914900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7001000000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7002100000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7002200000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7002310000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7002320000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7002390000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7003120000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7003190000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7003200000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7003300000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7004200000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7004900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7005100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7005210000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
7005290000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7005300000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7006000000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7007110000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7007190000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7007210000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7007290000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7008000000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7009101000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7009109000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7009910000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7009920000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7010100000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7010200000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7010901100	10	A	1/01/2013	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7010901200	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7010901900	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7010902100	10	A	1/01/2013	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7010902200	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7010902900	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7010903100	10	A	1/01/2013	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7010903200	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7010903900	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7010904100	10	A	1/01/2013	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
7010904200	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7010904900	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7011100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7011200000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7011900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7012000000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7013100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7013210000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7013290000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7013310000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7013320000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7013390000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7013910000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7013990000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7014000000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7015100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7015900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7016100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7016900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7017100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7017200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7017900000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7018100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
7018200000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7018900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7019110000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7019120000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7019190000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7019310000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7019320000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7019390000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7019400000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7019510000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7019520000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7019590000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7019900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7020000000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7101100000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
7101210000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
7101220000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
7102100000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
7102210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7102290000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7102310000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
7102390000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
7103100000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
7103910000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
7103990000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
7104100000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
7104200000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
7104900000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
7105100000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
7105900000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
7106100000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
7106910000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
7106920000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
7107000000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
7108110000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
7108120000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
7108130000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
7108200000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
7109000000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
7110110000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
7110190000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
7110210000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
7110290000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
7110310000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
7110390000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
7110410000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
7110490000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
7111000000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
711230000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
7112910000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
7112920000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
7112990000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
7113110000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
7113190000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
7113200000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
7114110000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
7114190000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
7114200000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
7115100000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
7115900000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
7116100000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
7116200000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
7117110000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
7117190000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
7117900000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
7118100000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
7118900000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7201100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7201200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7201500000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7202110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7202190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
7202210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7202290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7202300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7202410000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7202490000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7202500000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7202600000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7202700000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7202800000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7202910000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7202920000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7202930000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7202990000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7203100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7203900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7204100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7204210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7204290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7204300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7204410000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7204490000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7204500000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7205100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7205210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
7205290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7206100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7206900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7207110000	5	C	1/01/2021	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0
7207120000	5	C	1/01/2021	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0
7207190000	5	C	1/01/2021	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0
7207200000	5	C	1/01/2021	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0
7208100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7208250000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7208260000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7208270000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7208360000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7208370000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7208380000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7208390000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7208400000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7208510000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7208520000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7208530000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7208540000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7208900000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7209150000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7209160000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7209170000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
7209180000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7209250000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7209260000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7209270000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7209280000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7209900000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7210110000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7210120000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7210200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7210300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7210410000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
7210490010	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
7210490090	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
7210500000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7210610010	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
7210610090	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7210690010	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7210690090	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7210700010	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7210700090	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
7210900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7211130000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
7211140000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
7211190000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
7211230000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
7211290000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
7211900000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
7212100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7212200000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
7212300000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
7212400000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
7212500000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
7212600000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
7213100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7213200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7213910000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7213990000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7214100000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
7214200000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
7214300000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
7214910000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
7214990000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
7215100000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
7215500000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
7215900000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
7216100000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
7216210000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
7216220000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
7216310000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
7216320000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
7216330000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
7216400000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
7216500000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
7216610000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
7216690000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
7216910000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
7216990000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
7217100000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
7217200000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
7217300000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
7217900000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
7218100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7218910000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7218990000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7219110000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7219120000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7219130000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7219140000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7219210000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7219220000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7219230000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7219240000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
7219310000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7219320000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7219330000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7219340000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7219350000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7219900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7220110000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7220120000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7220200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7220900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7221000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7222110000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7222190000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7222200000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7222300000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7222400000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7223000000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7224100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7224900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7225110000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7225190000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7225200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7225300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7225400000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
7225500000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7225910000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7225920000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7225990000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7226110000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7226190000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7226200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7226910000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7226920000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7226930000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7226940000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7226990000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7227100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7227200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7227900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7228100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7228200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7228300000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7228400000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7228500000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7228600000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7228700000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7228800000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7229100000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
7229200000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7229900000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7301100000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7301200000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7302100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7302300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7302400000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7302900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7303001000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
7303009000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7304100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7304210000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7304290000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7304311000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7304312000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7304319000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7304391000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7304392000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7304399000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7304411000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7304419000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7304491000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7304499000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7304511000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
7304519000	20	A	1/01/2012	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7304591000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7304599000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7304900000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7305110000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7305120000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7305190000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7305200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7305311000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7305319000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7305391000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7305399000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7305901000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7305909000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7306100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7306200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7306301000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
7306309000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7306401000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7306409000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7306501000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7306509000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
7306600000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
7306900000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
7307111000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7307119000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7307190000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7307210000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7307220000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7307230000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7307290000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7307910000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7307920000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7307930000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7307990000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7308100000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
7308201000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
7308209000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
7308300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7308400000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
7308901000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
7308909010	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7308909090	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
7309001000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
7309009000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
7310100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7310210000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
7310290000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
731100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7312101000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
7312109000	20	B	1/01/2017	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0
7312900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7313000000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
7314120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7314130000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7314140000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7314190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7314200000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
7314310000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
7314390000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
7314390090	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
7314410000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
7314420000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
7314490000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7314500000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
7315111000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
7315119000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7315120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7315190000	10	B	1/01/2018	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0
7315200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7315810000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7315820000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
7315890000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7315900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7316000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7317000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7318110000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
7318120000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
7318130000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7318140000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7318150000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
7318160000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7318190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7318210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7318220000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7318230000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7318240000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7318290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7319100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7319200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7319300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7319900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7320100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7320200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7320900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7321111000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
7321119000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7321121000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7321129000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7321130000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7321810000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7321820000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7321830000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7321900000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
7322110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7322190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7322900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7323100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7323910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7323920000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7323930000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7323940000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7323991000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7323999000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7324100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7324210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7324290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7324901000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7324902000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7324909000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
7325100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7325910000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
7325991000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7325999000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7326110000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
7326190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7326200010	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
7326200090	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7326901000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7326909000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7401100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7401200000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
7402000000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7403110000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7403120000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7403130000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7403190000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7403210000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7403220000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7403230000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7403290000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7404000000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7405000000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7406100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
7406200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7407100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7407210000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7407220000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7407290000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7408110000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
7408190000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
7408210000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
7408220000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
7408290000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
7409110000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
7409190000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
7409210000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
7409290000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
7409310000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
7409390000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
7409400000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
7409900000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
7410110000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
7410120000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
7410210000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
7410220000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
7411100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7411210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
7411220000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7411290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7412100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7412200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7413000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7414200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7414900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7415100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7415210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7415290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7415330000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7415390000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7416000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7417000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7418110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7418190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7418200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7419100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7419910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7419991000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7419992000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7419999000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7501100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7501200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
7502100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7502200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7503000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7504000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7505110000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7505120000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7505210000	20	A	1/01/2010	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7505220000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7506100000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7506200000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7507110000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7507120000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7507200000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7508100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7508900010	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7508900090	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7601100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7601200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7602000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7603100000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7603200000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7604100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7604210000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7604290000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
7605110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7605190000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7605210000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7605290000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7606111000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
7606119000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0
7606121000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
7606129000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0
7606911000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
7606919000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0
7606921000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
7606929000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0
7607110000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0
7607190000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0
7607200000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0
7608100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
7608200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
7609000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
7610100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
7610900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
7611000000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0
7612100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
7612900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
7613000000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
7614100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7614900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7615110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7615190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7615200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7616100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7616910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7616991000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7616999000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7801100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7801910000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7801990000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7802000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7803000000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7804110000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7804190000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7804200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7805000000	20	A	1/01/2012	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7806000000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7901110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7901120000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7901200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7902000000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7903100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
7903900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7904000000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7905000000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7906000000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7907000010	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7907000090	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8001100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8001200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8002000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8003000000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8004000000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8005000000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8006000000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8007000000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8101100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8101940000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8101950000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8101960000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8101970000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8101990000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8102100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8102940000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8102950000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8102960000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8102970000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8102990000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8103200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8103300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8103900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8104110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8104190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8104200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8104300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8104900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8105200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8105300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8105900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8106000000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8107200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8107300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8107900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8108200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8108300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8108900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8109200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8109300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8109900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8110100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
811020000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
811090000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
811100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8112120000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8112130000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8112190000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8112210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8112220000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8112290000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8112300000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8112400000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8112510000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8112520000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8112590000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8112920000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8112990000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8113000000	20	A	1/01/2012	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8201100000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
8201200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
8201300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
8201400000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
8201500000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
8201600000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
8201900000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8202100000	20	A	1/01/2010	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8202200000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8202310000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8202390000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8202400000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8202910000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8202990000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8203100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8203200000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8203300000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8203400000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8204110000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8204120000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8204200000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8205100000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8205200000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8205300000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8205400000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8205510000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8205590000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8205600000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8205700000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8205800000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8205900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
820600000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8207130000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8207190000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8207200000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8207300000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8207400000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8207500000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8207600000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8207700000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8207800000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8207900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8208100000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8208200000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8208300000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8208400000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8208900000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8209000000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8210000000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8211100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8211910000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8211920000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8211930000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8211940000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8211950000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8212100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8212200000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8212900010	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8212900090	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8213000000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8214100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8214200000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8214900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8215100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8215200000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8215910000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8215990000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8301100000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8301200000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8301300000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8301400000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8301500000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8301600000	10	A	1/01/2013	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8301700000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8302100000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8302200000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8302300000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8302410000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8302420000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8302490000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8302500000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8302600000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8303000000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8304000000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8305100000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8305200000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8305900000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8306100000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8306210000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8306290000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8306300000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8307101000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8307109000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8307900000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8308100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8308200000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8308900000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8309100000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8309900000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8310000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8311100000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
8311200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8311300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8311900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8401100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8401200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8401300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8401400000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8402110000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8402120000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8402190000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8402200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8402900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8403100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8403900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8404100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8404200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8404900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8405100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8405900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8406100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8406810000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8406820000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8406900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8407100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8407210000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8407290000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8407310010	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8407310090	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8407320010	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8407320090	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8407340000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8407900000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8408100000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8408200000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8408900000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8409100000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8409910000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8409990000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8410110000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8410120000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8410130000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8410900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8411110000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8411120000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8411210000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8411220000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8411810000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8411820000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8411910000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8411990000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8412100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8412210000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8412290000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8412310000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8412390000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8412800000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8412900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8413110000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8413190000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8413200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8413300000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8413400000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8413500000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8413600000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8413700000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8413810000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8413820000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8413911000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8413912000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8413919000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8413920000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8414100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8414201000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8414209000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8414300010	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8414300090	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8414400000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8414510000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8414590000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8414600000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8414800000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8414900000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8415100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8415200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8415810000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8415820000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8415830000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8415900010	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
8415900090	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8416100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8416200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8416300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8416900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8417100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8417200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8417800000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8417900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
841810000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
841821000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
841822000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
841829000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
841830000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
841840000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
841850000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
841861000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
841869000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
841891000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
841899000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
841911000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
841919100	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
841919900	20	B	1/01/2016	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0
841920000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
841931000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
841932000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
841939000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
841940000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
841950000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
841960000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
841981000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
841989000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
841990000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8420100000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8420910000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8420990000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8421110000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8421120000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8421190000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8421210000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8421220000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8421230000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8421290000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8421310000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8421390000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8421910000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8421990000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8422110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8422190000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
8422200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8422300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8422400000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8422900000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
8423100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8423200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8423300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8423810000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8423820000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8423890000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8423900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8424100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8424200000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8424300000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8424811000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8424812000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8424819000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8424890000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8424900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8425110000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8425190000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8425200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8425310000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8425390000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8425410000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8425420000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8425490000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8426110000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8426120000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8426190000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8426200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8426300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8426410000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8426490000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8426910000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8426990000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8427100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8427200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8427900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8428100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8428200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8428310000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8428320000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8428330000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8428390000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8428400000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8428500000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8428600000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8428900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8429110000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8429190000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8429200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8429300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8429400000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8429510000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8429520000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8429590000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8430100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8430200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8430310000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8430390000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8430410000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8430490000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8430500000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8430610000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8430690000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8431100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8431200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8431310000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8431390000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8431410000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8431420000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8431430000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8431490000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8432100000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8432210000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8432290000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8432300000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8432400000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8432800000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
843290000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8433110000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8433190000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8433200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8433300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8433400000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8433510000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8433520000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8433530000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8433590000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8433600000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8433900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8434100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8434200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8434900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8435100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8435900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8436100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8436210000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8436290000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8436800000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8436910000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8436990000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8437100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8437800000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8437900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8438100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8438200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8438300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8438400000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8438500000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8438600000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8438800000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8438900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8439100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8439200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8439300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8439910000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8439990000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8440100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8440900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8441100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8441200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8441300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8441400000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8441800000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8441900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8442100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8442200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8442300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8442400000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8442500000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8443110000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8443120000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8443130000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8443190000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8443210000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8443290000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8443300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8443510000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8443590000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8443600000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8443900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8444000000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8445110000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8445120000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8445130000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8445190000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8445200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8445300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8445400000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8445900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8446100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8446210000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8446290000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8446300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8447110000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8447120000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8447200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8447900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8447900010	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8448110000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8448190000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8448200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8448310000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8448320000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8448330000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8448390000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8448410000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8448420000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8448490000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8448510000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8448590000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8449000000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8450110000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8450120000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8450190000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8450200000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
8450900000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
8451100000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
8451210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8451290000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
8451300000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
8451400000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
8451500000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
8451800000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
8451900000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
8452100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8452210000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8452290000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8452300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8452400000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8452900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8453100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8453200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8453800000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8453900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8454100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8454200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8454300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8454900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8455100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8455210000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8455220000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8455300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8455900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8456100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8456200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8456300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8456910000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8456990000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8457100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8457200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8457300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8458110000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8458190000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8458910000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8458990000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8459100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8459210000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8459290000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8459310000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8459390000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8459400000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8459510000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8459590000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8459610000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8459690000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8459700000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8460110000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8460190000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8460210000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8460290000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8460310000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8460390000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8460400000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8460900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8461200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8461300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8461400000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8461500000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8461900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8462100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8462210000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8462290000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8462310000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8462390000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8462410000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8462490000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8462910000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8462990000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8463100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8463200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8463300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8463900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8464100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8464200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8464900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8465100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8465910000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8465920000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8465930000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8465940000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8465950000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8465960000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8465990000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8466100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8466200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8466300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8466910000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8466920000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8466930000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8466940000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8467110000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8467190000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8467210000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8467220000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8467290000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8467810000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8467890000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8467910000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8467920000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8467990000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8468100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8468200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8468800000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8468900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8469110000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8469120000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8469200000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8469300000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8470100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8470210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8470290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8470300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8470400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8470500000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8470900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8471100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8471300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8471410000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8471490000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8471500000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8471600000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8471700000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8471800000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8471900000	5	B	1/01/2018	5	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0
8472100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8472200000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8472300000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8472900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8473100000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8473210000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8473290000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8473300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8473400000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8473500000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8474100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8474200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8474310000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8474320000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8474390000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8474800000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8474900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8475100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8475210000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8475290000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8475900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8476210000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8476290000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8476810000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8476890000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8476900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8477100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8477200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8477300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8477400000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8477510000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8477590000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8477800000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8477900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8478100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8478900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8479100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8479200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8479300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8479400000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8479500000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8479600000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8479810000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8479820000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8479890000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8479900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8480100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8480200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8480300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8480410000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8480490000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8480500000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8480600000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8480710000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8480790000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8481100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8481200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8481300000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8481400000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8481800000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8481900000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8482100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8482200000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8482300000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8482400000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8482500000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8482800000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8482910000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8482990000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8483100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8483200000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8483300000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8483400000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8483500000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8483600000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8483900000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8484100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8484200000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8484900000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8485100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8485900000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8501100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8501200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8501310000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8501320000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8501330000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8501340000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8501400000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8501510000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8501520000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8501530000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8501610000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8501620000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8501630000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8501640000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8502110000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8502120000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8502130000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8502200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8502310000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8502390000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8502400000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8503000000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8504100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8504210000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8504220000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8504230000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8504310000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8504320000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8504330000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8504340000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8504400000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8504500000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8504900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8505110000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8505190000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8505201000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8505209000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8505300000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8505900000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8506101100	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8506101900	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8506300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8506400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8506500000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8506600000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8506800000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8506900000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
8507100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8507200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8507300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8507400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8507800000	20	B	1/01/2017	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0
8507900000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8509100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8509200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8509300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8509400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8509800000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8509900000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8510100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8510200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8510300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8510900000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8511100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8511200000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8511300000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8511400000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8511500000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8511800000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8511900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8512100000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8512200000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8512300000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8512400000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8512900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8513100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8513900000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8514100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8514200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8514300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8514400000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8514900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8515110000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8515190000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8515210000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8515290000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8515310000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8515390000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8515800000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8515900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8516100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
8516210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
8516290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
8516310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
8516320000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
8516330000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
8516400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
8516500000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
8516600000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8516710000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8516720000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8516790000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8516800000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8516900000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0
8517110000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0
8517190000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0
8517210000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0
8517220000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0
8517300000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
8517500000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0
8517800000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0
8517900000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
8518100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8518210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8518220000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8518290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8518300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8518400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8518500000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8518900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8519100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8519210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8519290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8519310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8519390000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8519400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8519920000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8519930000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8519990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8520100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8520200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8520320000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8520330000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8520390000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8520900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8521100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8521900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8522100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8522900000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8523110000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8523120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8523130000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8523200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8523300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8523900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8524100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8524310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8524320000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8524390000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8524400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8524510000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8524520000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8524530000	20	B	1/01/2017	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0
8524600000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8524910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8524990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8525100000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
8525200000	5	C	1/01/2021	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0
8525300000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
8525400000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
8526100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8526910000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8526920000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8527120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8527130000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8527191000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8527199000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8527210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8527290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8527310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8527320000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8527391000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8527399000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
8527900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
8528121100	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8528121900	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
8528131100	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8528131900	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
8528210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
8528220000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
8528300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
8529100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0
8529900000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
8530100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8530800000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8530900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8531100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8531200000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8531800000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8531900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8532100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8532210000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8532220000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8532230000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8532240000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8532250000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8532290000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8532300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8532900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8533100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8533210000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8533290000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8533310000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8533390000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8533400000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8533900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8534000000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8535100000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8535210000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8535290000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8535300000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8535400000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8535900000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8536100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8536200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8536300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8536410000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8536490000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8536500000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8536610000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8536690000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8536900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8537100000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
8537200000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
8538100000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
8538900000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
8539100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8539210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8539220000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8539290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8539310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8539320000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8539390000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8539410000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8539490000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8539900000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8540110000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8540120000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8540200000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
8540400000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8540500000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8540600000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8540710000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8540720000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8540790000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8540810000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8540890000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8540910000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
8540990000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8541100000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8541210000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8541290000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8541300000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8541400000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8541500000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8541600000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8541900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8542100000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
8542210000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8542290000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8542600000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8542700000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8542900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8543110000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8543190000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8543200000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8543300000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8543400000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8543810000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8543890000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8543900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8544110000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8544190000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8544200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8544300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8544410000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8544490010	10	A	1/01/2013	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8544490090	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8544510000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8544590000	20	B	1/01/2017	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0
8544600000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8544700000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8545110000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8545190000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8545200000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8545901000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8545909000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8546100000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8546200000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8546900000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8547100000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8547200000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8547900000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8548100000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
8548900000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8601100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8601200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8602100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8602900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8603100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8603900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8604000000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8605000000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8606100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8606200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8606300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8606910000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8606920000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8606990000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8607110000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8607120000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8607190000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8607210000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8607290000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8607300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8607910000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8607990000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8608000000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8609000000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8701100000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8701200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8701300000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8701900000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8702101100	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
8702101200	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
8702101300	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
8702102000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
8702901100	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
8702901200	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
8702901300	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
8702902000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
8703100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8703210000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
8703221100	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
8703221200	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
8703221900	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
8703222100	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
8703222200	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
8703222900	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8703231100	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
8703231200	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
8703231900	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
8703232100	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
8703232200	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
8703232900	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
8703241100	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
8703241200	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
8703241900	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
8703242100	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
8703242200	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
8703242900	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
8703311100	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
8703311200	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
8703311900	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
8703312100	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
8703312200	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
8703312900	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
8703321100	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
8703321200	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
8703321900	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
8703322100	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
8703322200	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
8703322900	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8703331100	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
8703331200	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
8703331900	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
8703332100	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
8703332200	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
8703332900	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
8703900000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
8704100000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8704211100	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
8704211900	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
8704212000	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
8704221100	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
8704221900	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
8704222000	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
8704231100	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
8704231900	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
8704232000	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
8704311100	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
8704311900	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
8704312000	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
8704321100	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
8704321900	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
8704322000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
8704900000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8705100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8705200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8705300000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8705400000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8705900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8706001100	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8706001200	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8706001300	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8706001400	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8706009000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8707101000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8707109000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8707901100	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8707901200	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8707901300	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8707909000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
8708100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8708210000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8708290000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8708310000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8708390000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8708400000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8708500000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8708600000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8708700000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8708800000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8708910000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8708920000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8708930000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8708940000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8708990000	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
8709110000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8709190000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8709900000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8710000000	20	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8711101000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8711109000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
8711201000	5	C	1/01/2021	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0
8711209000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
8711301000	5	C	1/01/2021	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0
8711309000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
8711401000	5	C	1/01/2021	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0
8711409000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
8711501000	5	C	1/01/2021	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0
8711509000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
8711901000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8711909000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
8712000000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8713100000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8713900000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8714110010	5	C	1/01/2021	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0
8714110090	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
8714190010	5	C	1/01/2021	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0
8714190090	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
8714200000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8714910010	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8714910090	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
8714920010	5	C	1/01/2021	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0
8714920090	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
8714930010	5	C	1/01/2021	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0
8714930090	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
8714940010	5	C	1/01/2021	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0
8714940090	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
8714950010	5	C	1/01/2021	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0
8714950090	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
8714960010	5	C	1/01/2021	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0
8714960090	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
8714990010	5	C	1/01/2021	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0
8714990090	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
8715000000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
8716100000	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
8716200000	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8716310000	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
8716391000	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
8716392100	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
8716392200	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
8716392300	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
8716399000	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
8716400000	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
8716801000	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
8716802000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
8716809000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
8716901000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8716902000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8716909000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8801100000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8801900000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8802110000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8802120000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8802200000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8802300000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8802400000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8802600000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8803100000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8803200000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8803300000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8803900000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8804000000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8805100000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8805210000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8805290000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8901101100	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8901101200	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8901109000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8901200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8901300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8901901100	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8901901200	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8901909000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8902001000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8902002000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8902003100	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8902003900	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8902004100	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8902004900	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8902009000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8903100000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
8903910000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
8903920000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8903990000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
8904000000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8905100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8905200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8905900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8906100000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8906900000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8907100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8907900000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8908000000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9001100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9001200000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9001300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9001401000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9001409000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9001501000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9001509000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9001900000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9002110000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9002190000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9002200000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9002900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9003110000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9003190000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
9003900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9004100000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9004901000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9004909000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9005100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9005800000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9005900000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9006100000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9006200000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9006300000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9006400000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9006510000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9006520000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9006530000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9006590000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9006610000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9006620000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9006690000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9006910000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9006990000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9007110000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9007190000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9007200000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9007910000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
9007920000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9008100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9008200000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9008300000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9008400000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9008900000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9009110000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9009120000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9009210000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9009220000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9009300000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9009910000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9009920000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9009930000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9009990000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9010100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9010410000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9010420000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9010490000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9010500000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9010600000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9010900000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9011100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9011200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
9011800000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9011900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9012100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9012900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9013100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9013200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9013800000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9013900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9014100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9014200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9014800000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9014900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9015100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9015200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9015300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9015400000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9015800000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9015900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9016000000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9017100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9017200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9017300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9017800000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9017900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
9018110000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9018120000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9018130000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9018140000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9018190000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9018200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9018310000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9018320000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9018390000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9018410000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9018490000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9018500000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9018900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9019100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9019200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9020000000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9021100000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9021210000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9021290000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9021310000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9021390000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9021400000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9021500000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9021900000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
9022120000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9022130000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9022140000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9022190000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9022210000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9022290000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9022300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9022900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9023000000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9024100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9024800000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9024900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9025110000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9025190000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9025800000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9025900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9026100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9026200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9026800000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9026900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9027100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9027200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9027300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9027400000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
9027500000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9027800000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9027900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9028100000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9028200000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9028300000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9028900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9029100000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9029200000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9029900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9030100000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9030200000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9030310000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9030390000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9030400000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9030820000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9030830000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9030890000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9030900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9031100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9031200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9031300000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9031410000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9031490000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
9031800000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9031900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9032100000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9032200000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9032810000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9032890000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9032900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9033000000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9101110000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9101120000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9101190000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9101210000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9101290000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9101910000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9101990000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9102110000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9102120000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9102190000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9102210000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9102290000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9102910000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9102990000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9103100000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9103900000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
910400000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9105110000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9105190000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9105210000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9105290000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9105910000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9105990000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9106100000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9106900000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9107000000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9108110000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9108120000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9108190000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9108200000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9108900000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9109110000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9109190000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9109900000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9110110000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9110120000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9110190000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9110900000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9111100000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9111200000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
9111800000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9111900000	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
9112200000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9112900000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9113100000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9113200000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9113900000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9114100000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9114200000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9114300000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9114400000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9114900000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9201100000	10	A	1/01/2013	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9201200000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9201900000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9202100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9202900000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9203000000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9204100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9204200000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9205100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9205900000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9206000000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9207100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
9207900000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9208100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9208900000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9209100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9209200000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9209300000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9209910000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9209920000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9209930000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9209940000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9209990000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9301110000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9301190000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9301200000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9301901100	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9301901200	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9301901300	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9301901900	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9301902000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9301903100	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9301903900	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9301909000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9302001000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9302002100	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
9302002900	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9302003000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9303100000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9303201100	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9303201200	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9303201900	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9303202000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9303301000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9303302000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9303900000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9304000000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9305101000	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
9305102000	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
9305103000	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
9305104000	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
9305105000	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
9305106000	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
9305107000	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
9305108000	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
9305210000	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
9305291000	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
9305292000	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
9305293000	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
9305294000	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
9305295000	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
9305296000	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
9305297000	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
9305298000	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
9305911100	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
9305911200	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
9305911300	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
9305911400	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
9305911500	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
9305911600	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
9305911700	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
9305911800	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
9305911900	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
9305990000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9306100010	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9306100050	5	C	1/01/2021	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0
9306210010	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9306210050	5	C	1/01/2021	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0
9306290000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9306300010	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9306300090	5	C	1/01/2021	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0
9306900000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9307000000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9401100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
9401200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9401300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9401400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9401500000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9401610000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9401690000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9401710000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9401790000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9401800000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9401900000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
9402100010	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9402100090	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9402900000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
9403100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9403200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9403300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9403400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9403500000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9403600000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9403700000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9403800000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9403900000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
9404100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9404210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
9404290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9404300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9404900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9405100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9405200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9405300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9405400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9405500000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9405600000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9405910000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
9405920000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
9405990000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
9406000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9501000000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9502100000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9502910000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9502990000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9503100000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9503200000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9503300000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9503410000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9503490000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9503500000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9503600000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
9503700000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9503800000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9503900000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9504100000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9504200000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9504300000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9504400000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9504900000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9505100000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9505900000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9506110000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9506120000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9506190000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9506210000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9506290000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9506310000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9506320000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9506390000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9506400000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9506510000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9506590000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9506610000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9506620000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9506690000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
9506700000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9506910000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9506990000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9507100000	5	C	1/01/2021	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0
9507200000	5	C	1/01/2021	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0
9507300000	5	C	1/01/2021	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0
9507900000	5	C	1/01/2021	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0
9508100000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9508900000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9601100000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9601900000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9602000000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9603100000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9603210000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9603290000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9603300000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9603400000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9603500000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9603900000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9604000000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9605000000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9606100000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9606210000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9606220000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
9606290000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9606300000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9607110000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9607190000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9607200000	10	C	1/01/2023	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0
9608100000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
9608200000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9608310000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9608390000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9608400000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9608500000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9608600000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9608910000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9608990010	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9608990090	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9609100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9609200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9609900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9610000000	20	A	1/01/2012	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9611000000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9612100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9612200000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9613100000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9613200000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0

▼B

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
961380000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
961390000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
961420000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
961490000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9615110000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9615190000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
961590000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
961610000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
961620000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
961700000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
961800000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9701100000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9701900000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9702000000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9703000000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9704000000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9705000000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9706000000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0



PROTOCOLE

Relatif à l'assistance administrative mutuelle en matière douanière

Article 1

Définitions

Aux fins du présent protocole, on entend par:

- a) «législation douanière», toute disposition légale ou réglementaire régissant l'importation, l'exportation, le transit des marchandises et leur placement sous tout autre régime ou procédure douaniers, y compris les mesures d'interdiction, de restriction et de contrôle;
- b) «autorité requérante», une autorité administrative compétente qui a été désignée à cette fin par une partie et qui formule une demande d'assistance sur la base du présent protocole;
- c) «autorité requise», une autorité administrative compétente qui a été désignée à cette fin par une partie et qui reçoit une demande d'assistance sur la base du présent protocole;
- d) «données à caractère personnel», toutes les informations se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable;
- e) «opération contraire à la législation douanière», toute violation ou tentative de violation de la législation douanière.

Article 2

Portée

1. Les parties se prêtent mutuellement assistance, dans les domaines relevant de leur compétence, selon les modalités et dans les conditions prévues par le présent protocole, pour garantir que la législation douanière est correctement appliquée, notamment en vue de prévenir, rechercher, et poursuivre les opérations contraires à la législation douanière.
2. L'assistance en matière douanière prévue par le présent protocole s'applique à toute autorité administrative des parties compétente pour l'application du présent protocole. Elle ne préjuge pas des dispositions régissant l'assistance mutuelle en matière pénale. De même, elle ne s'applique pas aux renseignements recueillis en vertu de pouvoirs exercés à la demande d'une autorité judiciaire, sauf accord de celle-ci.
3. L'assistance en matière de recouvrement de droits, taxes ou contraventions n'est pas couverte par le présent protocole.

Article 3

Assistance sur demande

1. À la demande de l'autorité requérante, l'autorité requise communique à celle-ci tout renseignement utile lui permettant de veiller à ce que la législation douanière soit correctement appliquée, notamment les renseignements concernant les agissements constatés ou projetés qui constituent ou sont susceptibles de constituer des opérations contraires à la législation douanière.

▼B

2. À la demande de l'autorité requérante, l'autorité requise informe celle-ci sur le point de savoir:

- a) si des marchandises exportées du territoire d'une des parties ont été régulièrement importées dans le territoire d'une autre partie, en précisant, le cas échéant, le régime douanier sous lequel les marchandises ont été placées;
- b) si des marchandises importées dans le territoire d'une des parties ont été régulièrement exportées du territoire de l'autre partie, en précisant, le cas échéant, le régime douanier appliqué aux marchandises.

3. À la demande de l'autorité requérante, l'autorité requise prend les mesures nécessaires, dans le cadre de ses dispositions légales ou réglementaires, pour assurer qu'une surveillance est exercée sur:

- a) les personnes physiques ou morales dont il y a lieu raisonnablement de croire qu'elles commettent ou ont commis des opérations contraires à la législation douanière;
- b) les lieux où des dépôts de marchandises sont constitués ou sont susceptibles de l'être dans des conditions telles qu'il y a lieu raisonnablement de croire que ces marchandises ont pour but d'être utilisées dans des opérations contraires à la législation douanière;
- c) les marchandises transportées ou susceptibles de l'être dans des conditions telles qu'il y a lieu raisonnablement de croire qu'elles ont pour but d'être utilisées dans des opérations contraires à la législation douanière;
- d) les moyens de transport qui sont ou peuvent être utilisés dans des conditions telles qu'il y a lieu raisonnablement de croire qu'ils ont pour but d'être utilisés dans des opérations contraires à la législation douanière.

*Article 4***Assistance spontanée**

Les parties se prêtent mutuellement assistance, de leur propre initiative, conformément à leurs dispositions légales ou réglementaires, si elles considèrent que cela est nécessaire à l'application correcte de la législation douanière, en particulier en fournissant les renseignements qu'elles obtiennent se rapportant:

- a) à des agissements qui sont ou qui leur paraissent être des opérations contraires à la législation douanière et qui peuvent intéresser une autre partie;
- b) aux nouveaux moyens ou méthodes utilisés pour effectuer les opérations contraires à la législation douanière;
- c) aux marchandises dont on sait qu'elles font l'objet d'opérations contraires à la législation douanière;

▼B

- d) aux personnes physiques ou morales dont il y a lieu raisonnablement de croire qu'elles sont ou ont été impliquées dans des opérations contraires à la législation douanière;
- e) aux moyens de transport dont il y a lieu raisonnablement de croire qu'ils ont été, sont ou peuvent être utilisés pour effectuer des opérations contraires à la législation douanière.

*Article 5***Communication/notification**

1. À la demande de l'autorité requérante, l'autorité requise prend, conformément aux dispositions légales ou réglementaires applicables à celle-ci, toutes les mesures nécessaires pour:

— communiquer tout document ou

— notifier toute décision

émanant de l'autorité requérante et entrant dans le domaine d'application du présent protocole, à un destinataire résidant ou établi sur le territoire de l'autorité requise.

2. Les demandes de communication de documents et de notification de décisions doivent être établies par écrit dans une langue officielle de l'autorité requise ou dans une langue acceptable pour cette autorité.

*Article 6***Forme et substance des demandes d'assistance**

1. Les demandes formulées en vertu du présent protocole sont présentées par écrit. Elles sont accompagnées des documents jugés utiles pour permettre d'y répondre. Lorsque l'urgence de la situation l'exige, les demandes orales peuvent être acceptées, mais elles doivent immédiatement être confirmées par écrit.

2. Les demandes présentées conformément au paragraphe 1 comportent les renseignements suivants:

- a) l'autorité requérante;
- b) la mesure demandée;
- c) l'objet et le motif de la demande;
- d) les dispositions légales ou réglementaires et les autres éléments juridiques concernés;
- e) des indications aussi précises et complètes que possible sur les personnes physiques ou morales qui font l'objet des enquêtes;
- f) un résumé des faits pertinents et des enquêtes déjà effectuées.

▼B

3. Les demandes sont établies dans une langue officielle de l'autorité requise ou dans une langue acceptable pour cette autorité. Cette exigence ne s'applique pas aux documents qui accompagnent la demande visée au paragraphe 1.

4. Si une demande ne répond pas aux conditions formelles exposées ci-avant, il est possible de demander qu'elle soit corrigée ou complétée; entre-temps des mesures conservatoires peuvent être ordonnées.

*Article 7***Exécution des demandes**

1. Pour répondre à une demande d'assistance, l'autorité requise procède, dans les limites de sa compétence et de ses ressources, comme si elle agissait pour son propre compte ou à la demande d'autres autorités de la même partie, en fournissant les renseignements dont elle dispose déjà et en procédant ou faisant procéder aux enquêtes appropriées. Cette disposition s'applique également à toute autre autorité à laquelle la demande a été adressée par l'autorité requise en vertu du présent protocole lorsque celle-ci ne peut pas agir seule.

2. Les demandes d'assistance sont satisfaites conformément aux dispositions légales ou réglementaires de la partie requise.

3. Les fonctionnaires dûment autorisés d'une partie peuvent, avec l'accord de l'autre partie en cause et dans les conditions prévues par celle-ci, être présents et recueillir, dans les bureaux de l'autorité requise ou de toute autre autorité concernée conformément au paragraphe 1, des renseignements relatifs à des agissements qui constituent ou sont susceptibles de constituer des opérations contraires à la législation douanière et dont l'autorité requérante a besoin aux fins du présent protocole.

4. Les fonctionnaires dûment autorisés d'une partie peuvent, avec l'accord de l'autre partie en cause et dans les conditions prévues par celle-ci, être présents aux enquêtes effectuées sur le territoire de cette dernière.

*Article 8***Forme sous laquelle les renseignements doivent être communiqués**

1. L'autorité requise communique les résultats des enquêtes à l'autorité requérante par écrit et accompagnés de tout document, de toute copie certifiée, ou de tout autre objet pertinent.

2. Cette information peut être fournie sous forme informatique.

3. Les originaux de documents ne sont transmis que sur demande lorsque des copies certifiées s'avèrent insuffisantes. Ces originaux sont restitués dès que possible.

▼B*Article 9***Dérogations à l'obligation de prêter assistance**

1. L'assistance peut être refusée ou peut être soumise à la satisfaction de certaines conditions ou besoins, dans les cas où une partie estime que l'assistance dans le cadre du présent protocole:
 - a) est susceptible de porter atteinte à la souveraineté de la Côte d'Ivoire ou d'un État membre appelé à prêter assistance au titre du présent protocole; ou
 - b) est susceptible de porter atteinte à l'ordre public, à leur sécurité, ou à d'autres intérêts essentiels notamment dans les cas visés à l'article 10, paragraphe 2; ou
 - c) implique une violation d'un secret industriel, commercial ou professionnel.
2. L'assistance peut être reportée par l'autorité requise au motif qu'elle interférerait dans une enquête, une poursuite judiciaire ou une procédure en cours. En pareil cas, l'autorité requise consulte l'autorité requérante pour déterminer si l'assistance peut être donnée sous réserve des modalités ou conditions que l'autorité requise peut exiger.
3. Si l'autorité requérante sollicite une assistance qu'elle ne pourrait elle-même fournir si elle lui était demandée, elle attire l'attention sur ce fait dans sa demande. Il appartient alors à l'autorité requise de décider de la manière dont elle doit répondre à cette demande.
4. Dans les cas visés aux paragraphes 1 et 2, la décision de l'autorité requise et les raisons qui l'expliquent doivent être communiquées sans délai à l'autorité requérante.

*Article 10***Échange d'information et confidentialité**

1. Toute information communiquée, sous quelque forme que ce soit, en application du présent protocole, revêt un caractère confidentiel ou restreint, selon les règles applicables dans chaque partie. Elle est couverte par l'obligation du secret professionnel et bénéficie de la protection accordée par les lois applicables en la matière sur le territoire de la partie qui l'a reçue, ainsi que par les dispositions correspondantes s'appliquant aux instances communautaires.
2. Les données à caractère personnel ne peuvent être échangées que si la partie qui pourrait les recevoir s'engage à protéger ces données d'une façon au moins équivalente à celle applicable au cas particulier dans la partie susceptible de les fournir. A cette fin, les parties se communiquent des informations présentant les règles applicables dans les parties, y compris, le cas échéant, les règles de droit en vigueur dans les États membres de la Communauté.

▼B

3. L'utilisation, dans le cadre d'actions judiciaires ou administratives engagées suite à la constatation d'opérations contraires à la législation douanière, d'informations obtenues en vertu du présent protocole, est considérée comme étant aux fins du présent protocole. Dès lors, les parties peuvent faire état, à titre de preuve, dans leurs procès-verbaux, rapports et témoignages ainsi qu'au cours des procédures et poursuites devant les tribunaux, des renseignements recueillis et des documents consultés conformément aux dispositions du présent protocole. L'autorité compétente qui a fourni ces informations ou a donné accès aux documents est avisée d'une telle utilisation.

4. Les informations recueillies sont utilisées uniquement aux fins du présent protocole. Lorsqu'une partie souhaite utiliser de telles informations à d'autres fins, elle doit obtenir l'accord écrit préalable de l'autorité qui les a fournies. Cette utilisation est alors soumise aux restrictions imposées par cette autorité.

*Article 11***Experts et témoins**

Un agent d'une autorité requise peut être autorisé à comparaître, dans les limites fixées par l'autorisation qui lui a été accordée, comme expert ou témoin dans le cadre d'actions judiciaires ou administratives engagées dans les domaines relevant du présent protocole, et à produire les objets, documents ou copies certifiées de ceux-ci qui peuvent être nécessaires à la procédure. La demande de comparution doit indiquer avec précision l'autorité judiciaire ou administrative devant laquelle cet agent doit comparaître, et dans quelle affaire, à quel titre et en quelle qualité l'agent sera entendu.

*Article 12***Frais d'assistance**

Les parties renoncent de part et d'autre à toute réclamation portant sur le remboursement des frais résultant de l'application du présent protocole, sauf en ce qui concerne, le cas échéant, les dépenses concernant les experts et témoins, et celles concernant les interprètes et traducteurs qui ne dépendent pas des services publics.

*Article 13***Mise en œuvre**

1. La mise en œuvre du présent protocole est confiée d'une part aux autorités douanières de la Côte d'Ivoire et d'autre part aux services compétents de la Commission des Communautés européennes et, le cas échéant, aux autorités douanières des États membres de la Communauté européenne. Ils décident de toutes les mesures et dispositions pratiques nécessaires pour son application, en tenant compte des règles en vigueur notamment dans le domaine de la protection des données. Ils peuvent proposer aux instances compétentes les modifications qui devraient, selon eux, être apportées au présent protocole.

▼B

2. Les parties se consultent et s'informent mutuellement des modalités d'application qui sont adoptées conformément aux dispositions du présent protocole.

*Article 14***Autres accords**

1. Tenant compte des compétences respectives de la Communauté européenne, et de ses États membres, les dispositions du présent protocole:

- n'affectent pas les obligations des parties en vertu de tout autre accord ou convention international(e);
- sont considérées comme complémentaires à celles d'accords relatifs à l'assistance mutuelle qui ont ou qui pourront être conclus entre des États membres individuels de la Communauté européenne et la Côte d'Ivoire;
- n'affectent pas les dispositions communautaires relatives à la communication entre les services compétents de la Commission des Communautés européennes et les autorités douanières des États membres de la Communauté européenne de toute information obtenue dans les domaines couverts par le présent protocole qui pourrait présenter un intérêt communautaire.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les dispositions du présent protocole priment sur celles de tout accord bilatéral en matière d'assistance mutuelle qui a ou qui pourrait être conclu entre des États membres individuels de la Communauté européenne et la Côte d'Ivoire dans la mesure où les dispositions de ces derniers sont incompatibles avec celles du présent protocole.

3. En ce qui concerne les questions se rapportant à l'application du présent protocole, les parties se consultent afin de résoudre la question dans le cadre du Comité APE établi par l'article 73 de l'accord de partenariat économique d'étape entre la Côte d'Ivoire et la Communauté européenne et ses États membres.

▼ M2**PROTOCOLE N° 1****concernant la définition de la notion de «produits originaires» et les méthodes de coopération administrative**

SOMMAIRE

TITRE I:	Dispositions générales
Article	
1.	Définitions
TITRE II:	Définition de la notion de «produits originaires»
Articles	
2.	Conditions générales
3.	Produits entièrement obtenus
4.	Produits suffisamment ouverts ou transformés
5.	Ouvraisons ou transformations insuffisantes
6.	Ouvraison ou transformation de matières importées dans l'Union européenne en franchise douanière
7.	Cumul de l'origine
8.	Cumul avec d'autres pays bénéficiant d'un accès en franchise douanière et hors quota au marché de l'Union européenne
9.	Unité à prendre en considération
10.	Accessoires, pièces de rechange et outillages
11.	Assortiments
12.	Éléments neutres
13.	Séparation comptable
TITRE III:	Conditions territoriales
Articles	
14.	Principe de territorialité
15.	Non-altération
16.	Expositions
TITRE IV	Preuve de l'origine
Articles	
17.	Conditions générales
18.	Procédure de délivrance d'un certificat de circulation des marchandises EUR.1
19.	Certificats de circulation des marchandises EUR.1 délivrés a posteriori
20.	Délivrance d'un duplicata du certificat de circulation des marchandises EUR.1
21.	Conditions d'établissement d'une déclaration d'origine
22.	Exportateur agréé

▼ M2

- 23. Validité de la preuve de l'origine
- 24. Production de la preuve de l'origine
- 25. Importation par envois échelonnés
- 26. Exemptions de la preuve de l'origine
- 27. Procédure d'information pour les besoins du cumul
- 28. Documents probants
- 29. Conservation des preuves de l'origine et des documents probants
- 30. Discordances et erreurs formelles
- 31. Montants exprimés en euros

TITRE V: Coopération administrative

Articles

- 32. Conditions administratives permettant aux produits de bénéficier de l'accord
- 33. Notification des autorités douanières
- 34. Autres méthodes de coopération administrative
- 35. Contrôle de la preuve de l'origine
- 36. Contrôle de la déclaration du fournisseur
- 37. Règlement des différends
- 38. Sanctions
- 39. Zones franches
- 40. Dérogations

TITRE VI: Ceuta et Melilla

Articles

- 41. Conditions spéciales
- 42. Conditions particulières

TITRE VII: Dispositions finales

Articles

- 43. Révision et application des règles d'origine
- 44. Annexes
- 45. Mise en œuvre du protocole
- 46. Dispositions transitoires relatives aux marchandises en transit ou en entrepôt

ANNEXES AU PROTOCOLE N° 1

- ANNEXE I: Notes introductives relatives à la liste figurant à l'annexe II du protocole

▼ **M2**

ANNEXE II:	Liste des ouvraisons ou transformations à appliquer aux matières non originaires pour que le produit transformé puisse obtenir le caractère originaire
ANNEXE II-A:	Dérogations à la liste d'ouvraisons ou transformations à appliquer aux matières non originaires pour que le produit transformé puisse obtenir le caractère originaire
ANNEXE III:	Formulaire de certificat de circulation des marchandises EUR.1
ANNEXE IV:	Déclaration d'origine
ANNEXE V-A:	Déclaration du fournisseur concernant les produits ayant le caractère originaire à titre préférentiel
ANNEXE V-B:	Déclaration du fournisseur concernant les produits n'ayant pas le caractère originaire à titre préférentiel
ANNEXE VI:	Fiche de renseignements
ANNEXE VII:	Formulaire de demande de dérogation
ANNEXE VIII:	Pays et territoires d'outre-mer
ANNEXE IX:	Produits visés à l'article 7, paragraphe 4, du protocole
DÉCLARATION COMMUNE concernant la Principauté d'Andorre	
DÉCLARATION COMMUNE concernant la République de Saint-Marin	

TITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES*Article 1***Définitions**

Aux fins du présent protocole, on entend par:

- a) «fabrication», toute ouvraison ou transformation, y compris l'assemblage ou les opérations spécifiques;
- b) «matière», tout ingrédient, toute matière première, tout composant ou toute partie, etc., utilisé dans la fabrication du produit;
- c) «produit», le produit obtenu, même s'il est destiné à être utilisé ultérieurement au cours d'une autre opération de fabrication;
- d) «marchandises», les matières et les produits;
- e) «valeur en douane», la valeur déterminée conformément à l'accord sur la mise en œuvre de l'article VII de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de 1994 (accord de l'OMC sur la valeur en douane);

▼ M2

- f) «prix départ usine», le prix payé pour le produit au fabricant de l'Union européenne ou de la Côte d'Ivoire dans l'entreprise duquel s'est effectuée la dernière ouvraison ou transformation, y compris la valeur de toutes les matières mises en œuvre et déduction faite de toutes les taxes intérieures payées qui sont ou peuvent être restituées lorsque le produit obtenu est exporté;
- g) «valeur des matières», la valeur en douane au moment de l'importation des matières non originaires mises en œuvre ou, si elle n'est pas connue ou ne peut être établie, le premier prix vérifiable payé pour les matières dans l'Union européenne ou en Côte d'Ivoire;
- h) «valeur des matières originaires», la valeur de ces matières telle que définie au point g) appliqué mutatis mutandis;
- i) «valeur ajoutée», le prix départ usine des produits, diminué de la valeur en douane des matières importées de pays tiers dans l'Union européenne, les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ci-après dénommés «États ACP») ayant appliqué un accord de partenariat économique (APE) au moins à titre provisoire, ou les PTOM; si la valeur en douane n'est pas connue ou ne peut être établie, est pris en compte le premier prix vérifiable payé pour les matières dans l'Union européenne ou en Côte d'Ivoire;
- j) «chapitres» et «positions», les chapitres et les positions à quatre chiffres utilisés dans la nomenclature qui constitue le système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (ci-après dénommé «système harmonisé» ou «SH»);
- k) «classé», le terme faisant référence au classement d'un produit ou d'une matière dans une position déterminée;
- l) «envoi», les produits envoyés simultanément par un même exportateur à un même destinataire ou transportés sous le couvert d'un document de transport unique de l'exportateur au destinataire ou, en l'absence d'un tel document, couverts par une facture unique;
- m) «territoires», les territoires, y compris les eaux territoriales;
- n) «PTOM», les pays et territoires d'outre-mer tels qu'ils sont définis à l'annexe VIII du présent protocole;
- o) «comité», le comité spécial en matière de douanes et de facilitation du commerce visé à l'article 34 de l'accord de partenariat économique d'étape entre la Côte d'Ivoire, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part (ci-après dénommé «l'accord»), sauf disposition contraire.

▼ M2

TITRE II

DÉFINITION DE LA NOTION DE «PRODUITS ORIGINAIRES»

*Article 2***Conditions générales**

1. Aux fins de l'accord, les produits suivants sont considérés comme produits originaires de l'Union européenne:
 - a) les produits entièrement obtenus dans l'Union européenne au sens de l'article 3 du présent protocole;
 - b) les produits obtenus dans l'Union européenne et contenant des matières qui n'y ont pas été entièrement obtenues, à condition que ces matières aient fait l'objet, dans l'Union européenne, d'ouvrasons ou de transformations suffisantes au sens de l'article 4 du présent protocole.
2. Aux fins de l'accord, les produits suivants sont considérés comme produits originaires de la Côte d'Ivoire:
 - a) les produits entièrement obtenus en Côte d'Ivoire au sens de l'article 3 du présent protocole;
 - b) les produits obtenus en Côte d'Ivoire et contenant des matières qui n'y ont pas été entièrement obtenues, à condition que ces matières aient fait l'objet, en Côte d'Ivoire, d'ouvrasons ou de transformations suffisantes au sens de l'article 4 du présent protocole.

*Article 3***Produits entièrement obtenus**

1. Sont considérés comme entièrement obtenus en Côte d'Ivoire ou dans l'Union européenne:
 - a) les animaux vivants qui y sont nés et élevés;
 - b) les produits minéraux extraits de leurs sols ou de leurs fonds de mer ou d'océan;
 - c) les produits du règne végétal qui y sont récoltés;
 - d) les produits provenant d'animaux vivants qui y font l'objet d'un élevage;
 - (e) (i) les produits de la chasse ou de la pêche qui y sont pratiqués;
(ii) les produits de l'aquaculture, y inclus la mariculture, lorsque les animaux y sont élevés à partir des œufs, de frai, de larves ou des alevins;
 - f) les produits de la pêche maritime et autres produits tirés de la mer en dehors des eaux territoriales de l'Union européenne ou de la Côte d'Ivoire par leurs navires;

▼ M2

- g) les produits fabriqués à bord de leurs navires-usines, exclusivement à partir de produits visés au point f);
- h) les articles usagés ne pouvant servir qu'à la récupération des matières premières;
- i) les déchets provenant d'opérations manufacturières qui y sont effectuées;
- j) les produits extraits du sol ou du sous-sol marin situé hors de leurs eaux territoriales, pour autant qu'elles aient des droits exclusifs d'exploitation sur ce sol ou sous-sol;
- k) les marchandises qui sont fabriquées exclusivement à partir de produits visés aux points a) à j).

2. Les expressions «leurs navires» et «leurs navires-usines» employées au paragraphe 1, points f) et g), ne sont applicables qu'aux navires et navires-usines:

- a) qui sont immatriculés ou enregistrés dans un État membre de l'Union européenne ou en Côte d'Ivoire; et
- b) qui battent pavillon d'un État membre de l'Union européenne ou de la Côte d'Ivoire; et
- c) qui respectent l'une des conditions suivantes:
 - i) ils appartiennent au moins à 50 pour cent à des ressortissants d'un État membre de l'Union européenne et/ou de la Côte d'Ivoire; ou
 - ii) ils appartiennent à des sociétés:
 - dont le siège social et le lieu d'activité économique principal sont situés dans l'un des États membres de l'Union européenne ou en Côte d'Ivoire; et
 - qui sont détenues à au moins 50 pour cent par un ou plusieurs États membres de l'Union européenne et/ou la Côte d'Ivoire, ou par des collectivités publiques ou des ressortissants d'un ou de plusieurs de ces États.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2 du présent article, à la demande de la Côte d'Ivoire, des navires affrétés ou pris en crédit-bail par la Côte d'Ivoire sont traités comme «son navire» ou «ses navires» pour des activités de pêche dans sa zone économique exclusive, à condition qu'une offre ait été faite au préalable aux opérateurs économiques de l'Union européenne et que les modalités de mise en œuvre définies au préalable par le comité soient respectées. Le comité s'assure du respect des conditions établies dans le présent paragraphe.

4. Les conditions visées au paragraphe 2 du présent article peuvent être remplies en Côte d'Ivoire ainsi que dans les États relevant de différents accords de partenariat économique avec lesquels le cumul est applicable. Dans ces cas, les produits sont considérés comme étant originaires de l'État du pavillon.

▼ M2*Article 4***Produits suffisamment ouverts ou transformés**

1. Aux fins de l'application de l'article 2 du présent protocole, les produits non entièrement obtenus sont considérés comme suffisamment ouverts ou transformés lorsque les conditions indiquées dans la liste figurant à l'annexe II du présent protocole sont remplies.
2. Aux fins de l'application de l'article 2 du présent protocole, et nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent article, les produits indiqués dans l'annexe II-A du présent protocole peuvent être considérés comme suffisamment ouverts ou transformés lorsque les conditions indiquées dans cette annexe sont remplies. Sans préjudice des dispositions de l'article 43, paragraphe 2, du présent protocole, l'annexe II-A du présent protocole s'applique uniquement aux exportations de la Côte d'Ivoire, et pendant une période de cinq (5) ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent protocole.
3. Les conditions visées aux paragraphes 1 et 2 du présent article indiquent, pour tous les produits couverts par l'accord, l'ouvroison ou la transformation qui doit être effectuée sur les matières non originaires mises en œuvre dans la fabrication de ces produits et s'appliquent exclusivement à ces matières. Il s'ensuit que, si un produit qui a acquis le caractère originaire en remplissant les conditions fixées dans une des listes pour ce même produit est mis en œuvre dans la fabrication d'un autre produit, les conditions applicables au produit dans lequel il est incorporé ne lui sont pas applicables, et il n'est pas tenu compte des matières non originaires qui peuvent avoir été mises en œuvre dans sa fabrication.
4. Par dérogation aux paragraphes 1 et 2 du présent article, les matières non originaires qui, conformément aux conditions fixées à l'annexe II et à l'annexe II-A du présent protocole pour un produit déterminé, ne doivent pas être mises en œuvre dans la fabrication de ce produit peuvent néanmoins l'être, à condition que:
 - a) leur valeur totale n'excède pas 10 pour cent du prix départ usine du produit pour les produits de l'Union européenne, et 15 pour cent du prix départ usine du produit pour les produits de la Côte d'Ivoire;
 - b) l'application du présent paragraphe n'entraîne pas un dépassement du ou des pourcentages indiqués dans la liste en ce qui concerne la valeur maximale des matières non originaires.
5. Les dispositions du paragraphe 4 du présent article ne s'appliquent pas aux produits des chapitres 50 à 63 du système harmonisé.
6. Les paragraphes 1 à 5 du présent article s'appliquent sous réserve de l'article 5 du présent protocole.

*Article 5***Ouvraisons ou transformations insuffisantes**

1. Les ouvraisons ou transformations suivantes sont considérées comme insuffisantes pour conférer le caractère originaire, que les conditions de l'article 4 du présent protocole soient ou non remplies:

▼ M2

- a) les manipulations destinées à assurer la conservation en l'état des produits pendant leur transport et leur stockage;
- b) les opérations simples de dépoussiérage, de criblage, de triage, de classement, d'assortiment (y compris la composition de jeux de marchandises), de lavage, de nettoyage, de peinture, de polissage, de découpage;
- c) l'élimination d'oxyde, d'huile, de peinture ou d'autres revêtements;
- (d) (i) les changements d'emballage et les divisions et réunions de colis;

(ii) la simple mise en bouteilles, en flacons, en canettes, en sacs, en étuis, en boîtes, sur cartes, sur planchettes, etc., ainsi que toutes autres opérations simples de conditionnement;
- e) l'apposition sur les produits eux-mêmes ou sur leurs emballages de marques, d'étiquettes, de logos ou d'autres signes distinctifs similaires;
- f) le simple mélange de produits, même d'espèces différentes, le mélange de sucre et de toute matière;
- g) la simple réunion de parties en vue de constituer un produit complet;
- h) le simple démontage de produits en parties;
- i) le repassage ou le pressage des textiles;
- j) le dépanouillage, le blanchiment partiel ou complet, le lissage et le glaçage des céréales ou du riz;
- k) les opérations consistant dans l'addition de colorants ou d'arômes au sucre ou dans la formation de morceaux de sucre; la mouture totale ou partielle du sucre cristallisé;
- l) l'épluchage, le dénoyautage ou l'écorçage des fruits et des légumes;
- m) l'aiguisage, le simple broyage ou le simple coupage;
- n) le cumul de deux ou plusieurs opérations visées aux points a) à m);
- o) l'abattage des animaux.

2. Toutes les opérations effectuées soit dans l'Union européenne, soit en Côte d'Ivoire, sur un produit déterminé, seront considérées conjointement pour déterminer si l'ouvrage ou la transformation subie par ce produit doit être jugée insuffisante au sens du paragraphe 1 du présent article.

▼ M2*Article 6***Ouvraison ou transformation de matières importées dans l'Union européenne en franchise douanière**

1. Sans préjudice des dispositions de l'article 2 du présent protocole, les matières non originaires qui peuvent être importées dans l'Union européenne en franchise de droits de douane en application des tarifs conventionnels du régime de la nation la plus favorisée (NPF), conformément à son tarif douanier commun défini à l'annexe I du règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil ⁽¹⁾, sont considérées comme des matières originaires de la Côte d'Ivoire lorsqu'elles sont incorporées à un produit obtenu dans ce pays, dès lors qu'elles y ont fait l'objet d'ouvrains ou de transformations allant au-delà de celles qui sont visées à l'article 5, paragraphe 1, du présent protocole.

2. Les certificats de circulation des marchandises EUR.1 (case 7) ou les déclarations d'origine délivrés en vertu du paragraphe 1 du présent article portent la mention suivante:

— «Application de l'art. 6, para. 1, du protocole n° 1 à l'APE Côte d'Ivoire-UE».

3. L'Union européenne notifie chaque année au comité la liste des matières auxquelles s'appliquent les dispositions du présent article. Une fois notifiée, la liste est publiée par la Commission européenne au *Journal officiel de l'Union européenne* (série C), ainsi que par la Côte d'Ivoire selon ses propres procédures.

4. Le cumul prévu au présent article ne s'applique pas aux matières qui, au moment de leur importation dans l'Union européenne, sont soumises à des droits antidumping ou compensateurs lorsqu'elles proviennent d'un pays soumis à ces droits antidumping ou compensateurs.

*Article 7***Cumul de l'origine**

1. Sans préjudice des dispositions de l'article 2 du présent protocole, les matières originaires de l'une des parties, d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest ⁽²⁾ qui bénéficient d'un accès en franchise douanière et hors quota au marché de l'Union européenne, d'autres États ACP ayant appliqué un APE au moins à titre provisoire ou des PTOM sont considérées comme originaires de l'autre partie lorsqu'elles sont incorporées à un produit qui y est obtenu dès lors que les ouvrains ou transformations effectuées dans cette partie vont au-delà des opérations visées à l'article 5, paragraphe 1, du présent protocole.

Lorsque les ouvrains ou transformations effectuées dans la partie concernée ne vont pas au-delà des opérations visées à l'article 5, paragraphe 1, du présent protocole, le produit obtenu n'est considéré comme originaire de

⁽¹⁾ Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun (JO L 256 du 7.9.1987, p. 1), y compris toutes les modifications ultérieures.

⁽²⁾ Les autres pays de l'Afrique de l'Ouest sont: le Bénin, le Burkina, le Cap-Vert, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Liberia, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, le Sierra Leone et le Togo.

▼ M2

cette partie que si la valeur ajoutée qui y est apportée est supérieure à la valeur des matières utilisées originaires de n'importe lequel des autres pays ou territoires. Si tel n'est pas le cas, le produit obtenu est considéré comme originaire du pays ou territoire qui a fourni la plus forte valeur en matières originaires utilisées pour la fabrication du produit final.

L'origine des matières originaires d'autres États ACP ayant appliqué un APE au moins à titre provisoire et des PTOM est déterminée conformément aux règles d'origine applicables dans le cadre des accords préférentiels entre l'Union européenne et ces pays, et conformément aux dispositions de l'article 28 du présent protocole.

2. Sans préjudice des dispositions de l'article 2 du présent protocole, les ouvraisons et les transformations effectuées dans l'une des parties, dans d'autres États ACP ayant appliqué un APE au moins à titre provisoire ou dans les PTOM sont considérées comme ayant été effectuées dans l'autre partie dès lors que les matières font l'objet d'ouvraisons ou de transformations ultérieures qui vont au-delà des opérations visées à l'article 5, paragraphe 1, du présent protocole.

Lorsque les ouvraisons ou transformations effectuées dans l'une des parties ne vont pas au-delà des opérations visées à l'article 5, paragraphe 1, du présent protocole, le produit obtenu n'est considéré comme originaire de cette partie que si la valeur ajoutée qui y est apportée est supérieure à la valeur des matières utilisées dans n'importe lequel desdits pays ou territoires. Si tel n'est pas le cas, le produit obtenu est considéré comme originaire du pays ou territoire qui a fourni la plus forte valeur en matières utilisées pour la fabrication du produit final.

L'origine du produit fini est déterminée conformément aux règles d'origine du présent protocole et aux dispositions de son article 28.

3. Le cumul prévu aux paragraphes 1 et 2 du présent article ne peut être appliqué pour les autres pays de l'Afrique de l'Ouest qui bénéficient d'un accès en franchise douanière et hors quota au marché de l'Union européenne, pour les autres États ACP ayant appliqué un APE au moins à titre provisoire et pour les PTOM que si:

- a) la partie destinataire et tous les pays ou territoires participant à l'acquisition du caractère originaire ont conclu un accord ou un arrangement de coopération administrative garantissant la bonne application du présent article et comprenant une référence à l'utilisation des preuves de l'origine appropriées;
- b) la Côte d'Ivoire et l'Union européenne se fournissent mutuellement, par l'intermédiaire de la Commission européenne et de la Commission Nationale APE, les détails des accords de coopération administrative avec les autres pays ou territoires visés au présent article. La date à laquelle le cumul prévu au présent article peut être appliqué pour les pays et territoires énumérés au présent article qui ont rempli les conditions nécessaires est publiée par la Commission européenne au *Journal officiel de l'Union européenne* (série C), ainsi que par la Côte d'Ivoire selon ses propres procédures.

▼ M2

4. Le cumul prévu au présent article ne peut être appliqué qu'après le 1^{er} octobre 2015 aux produits énumérés dans la liste figurant à l'annexe IX du présent protocole, lorsque les matières utilisées pour la fabrication de ces produits sont originaires ou que l'ouvrage ou la transformation interviennent dans un autre État ACP ayant appliqué un APE au moins à titre provisoire.

5. Le cumul prévu au présent article ne s'applique pas aux matières:

- a) relevant des positions 1604 et 1605 du système harmonisé qui sont originaires des États du Pacifique signataires d'un APE au titre de l'article 6, paragraphe 6, du protocole II à l'accord de partenariat intérimaire entre la Communauté européenne, d'une part, et les États du Pacifique, d'autre part ⁽³⁾;
- b) relevant des positions 1604 et 1605 du système harmonisé qui sont originaires des États du Pacifique signataires d'un APE au titre de toute disposition à venir d'un APE global conclu entre l'Union européenne et les États ACP du Pacifique;
- c) originaires de la République d'Afrique du Sud qui ne peuvent pas être importées directement dans l'Union européenne en franchise douanière et hors quota.

6. L'Union européenne notifie chaque année au comité la liste des matières visées par les dispositions du paragraphe 5, point c), du présent article. Une fois notifiée, ladite liste est publiée par la Commission européenne au *Journal officiel de l'Union européenne* (série C), ainsi que par la Côte d'Ivoire selon ses propres procédures.

Article 8

Cumul avec d'autres pays bénéficiant d'un accès en franchise douanière et hors quota au marché de l'Union européenne

1. Sans préjudice des dispositions de l'article 2 du présent protocole, les matières originaires de pays et de territoires:

- a) qui bénéficient du «régime spécial en faveur des pays les moins avancés» dans le cadre du schéma de préférences tarifaires généralisées (ci-après dénommé «SPG») de l'Union européenne; ou
- b) qui bénéficient d'un accès en franchise douanière et hors quota au marché de l'Union européenne en vertu des dispositions générales du SPG,

sont considérées comme des matières originaires de la Côte d'Ivoire lorsqu'elles sont incorporées à un produit obtenu dans ce pays.

Il n'est pas nécessaire que ces matières y aient fait l'objet d'ouvrages ou de transformations suffisantes, dès lors qu'elles y ont fait l'objet d'ouvrages ou de transformations allant au-delà de celles qui sont visées à l'article 5, paragraphe 1, du présent protocole. S'il contient également des matières non originaires, tout produit auquel ces matières sont incorporées doit faire l'objet d'ouvrages ou de transformations suffisantes, conformément aux dispositions de l'article 4 du présent protocole, pour être considéré comme originaire de la Côte d'Ivoire.

⁽³⁾ Voir la décision 2009/729/CE du Conseil du 13 juillet 2009 relative à la signature et à l'application provisoire de l'accord de partenariat intérimaire entre la Communauté européenne, d'une part, et les États du Pacifique, d'autre part (JO L 272 du 16.10.2009, p. 1).

▼ M2

1.2. L'origine des matières des autres pays ou territoires concernés est déterminée conformément aux règles d'origine applicables dans le cadre du SPG de l'Union européenne, et conformément aux dispositions de l'article 27 du présent protocole.

1.3. Le cumul prévu au présent paragraphe ne s'applique pas aux matières:

- a) qui, au moment de leur importation dans l'Union européenne, sont soumises à des droits antidumping ou compensateurs lorsqu'elles proviennent d'un pays soumis à ces droits antidumping ou compensateurs;
- b) qui relèvent de sous-positions tarifaires du système harmonisé 3302 10 et 3501 10;
- c) qui relèvent des produits à base de thon classés dans le chapitre 3 du système harmonisé couverts par le SPG de l'Union européenne;
- d) pour lesquelles les préférences tarifaires sont supprimées (graduation) ou suspendues (clause de sauvegarde) dans le cadre du SPG de l'Union européenne.

2. Sur notification de la Côte d'Ivoire, sans préjudice des dispositions de l'article 2 du présent protocole et dans le respect des dispositions des paragraphes 2.1, 2.2 et 5 du présent article, les matières originaires de pays ou territoires qui bénéficient d'accords ou d'arrangements prévoyant un accès en franchise douanière et hors quota au marché de l'Union européenne sont considérées comme des matières originaires de la Côte d'Ivoire. La notification est transmise par la Côte d'Ivoire à l'Union européenne par l'intermédiaire de la Commission européenne. Le cumul reste applicable tant que les conditions de son octroi sont remplies. Il n'est pas nécessaire que les matières concernées aient fait l'objet d'ouvrages ou de transformations suffisantes, dès lors qu'elles ont fait l'objet d'ouvrages ou de transformations allant au-delà de celles qui sont visées à l'article 5, paragraphe 1, du présent protocole.

2.1. L'origine des matières des autres pays ou territoires concernés est déterminée conformément aux règles d'origine applicables dans le cadre des accords ou arrangements préférentiels entre l'Union européenne et ces pays et territoires, et conformément aux dispositions de l'article 28 du présent protocole.

2.2. Le cumul prévu au présent paragraphe ne s'applique pas aux matières:

- a) qui relèvent des chapitres 1 à 24 du système harmonisé ou figurent dans la liste de produits présentée à l'annexe 1, paragraphe 1, point ii)), de l'accord de l'OMC sur l'agriculture inclus dans le GATT de 1994;
- b) qui, au moment de leur importation dans l'Union européenne, sont soumises à des droits antidumping ou compensateurs lorsqu'elles proviennent d'un pays soumis à ces droits antidumping ou compensateurs;
- c) qui, en vertu d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et un pays tiers, sont soumises à des mesures commerciales et à des mesures de sauvegarde, ou à toute autre mesure qui refuse l'accès de tels produits au marché de l'Union européenne en franchise douanière et sans contingent.

▼ **M2**

3. L'Union européenne notifie chaque année au comité la liste des matières et des pays auxquels s'appliquent les dispositions du paragraphe 1 du présent article. Une fois notifiée, la liste est publiée par la Commission européenne au *Journal officiel de l'Union européenne* (série C), ainsi que par la Côte d'Ivoire selon ses propres procédures. La Côte d'Ivoire notifie chaque année au comité les matières auxquelles a été appliqué le cumul prévu aux paragraphes 1 et 2 du présent article.

4. Les certificats de circulation des marchandises EUR.1 (case 7) ou les déclarations d'origine délivrés en vertu des paragraphes 1 et 2 du présent article portent la mention suivante:

— «Application de l'art. 8, para. 1 ou 2, du protocole n° 1 à l'APE Côte d'Ivoire-UE».

5. Le cumul prévu aux paragraphes 1 et 2 du présent article ne peut être appliqué qu'aux conditions suivantes:

- a) tous les pays participant à l'acquisition du caractère originaire ont conclu un accord ou un arrangement de coopération administrative garantissant la bonne application du présent article et comprenant une référence à l'utilisation des preuves de l'origine appropriées;
- b) la Côte d'Ivoire fournit à l'Union européenne, par l'intermédiaire de la Commission européenne, les détails des accords de coopération administrative avec les autres pays ou territoires visés au présent article. La Commission européenne publie au *Journal officiel de l'Union européenne* (série C) la date à laquelle le cumul prévu au présent article peut être appliqué pour les pays ou territoires mentionnés au présent article qui ont rempli les conditions nécessaires.

Article 9

Unité à prendre en considération

1. L'unité à prendre en considération pour l'application du présent protocole est le produit retenu comme unité de base pour la détermination du classement fondée sur la nomenclature du système harmonisé.

Il s'ensuit que:

- a) lorsqu'un produit composé d'un groupe ou assemblage d'articles est classé aux termes du système harmonisé dans une seule position, l'ensemble constitue l'unité à prendre en considération;
- b) lorsqu'un envoi est composé d'un certain nombre de produits identiques classés sous la même position du système harmonisé, les dispositions du présent protocole s'appliquent à chacun de ces produits considérés individuellement.

2. Lorsque, par application de la règle générale n° 5 du système harmonisé, les emballages sont classés avec le produit qu'ils contiennent, ils doivent être considérés comme formant un tout avec le produit aux fins de la détermination de l'origine.

▼ M2*Article 10***Accessoires, pièces de rechange et outillages**

Les accessoires, pièces de rechange et outillages livrés avec un matériel, une machine, un appareil ou un véhicule, qui font partie de l'équipement normal et sont compris dans le prix ou ne sont pas facturés à part, sont considérés comme formant un tout avec le matériel, la machine, l'appareil ou le véhicule considéré.

*Article 11***Assortiments**

Les assortiments, au sens de la règle générale n° 3 du système harmonisé, sont considérés comme originaires, à condition que tous les articles entrant dans leur composition soient originaires. Toutefois, un assortiment composé d'articles originaires et non originaires est considéré comme originaire dans son ensemble, à condition que la valeur des articles non originaires n'excède pas 15 pour cent du prix départ usine de l'assortiment.

*Article 12***Éléments neutres**

Pour déterminer si un produit est originaire, il n'est pas nécessaire de déterminer l'origine des éléments suivants qui pourraient être utilisés dans sa fabrication:

- a) énergie et combustibles;
- b) installations et équipements;
- c) machines et outils;
- d) marchandises qui n'entrent pas et ne sont pas destinées à entrer dans la composition finale du produit.

*Article 13***Séparation comptable**

1. Lorsque la tenue de stocks distincts de matières fongibles originaires et non-originaires entraîne un coût ou des difficultés matérielles considérables, les autorités douanières peuvent, à la demande écrite des intéressés, autoriser le recours à la méthode dite de la «séparation comptable» (ci-après dénommée «méthode»), pour gérer de tels stocks.

2. La méthode s'applique également au sucre brut sans addition d'aromatants ou de colorants et destiné à être raffiné, originaire et non-originaire, des sous-positions 1701 12, 1701 13 et 1701 14 du système harmonisé, qui est physiquement combiné ou mélangé en Côte d'Ivoire ou dans l'Union européenne avant exportation, respectivement, vers l'Union européenne ou vers la Côte d'Ivoire.

3. La méthode garantit qu'à tout moment, le nombre de produits obtenus qui pourraient être considérés comme originaires de la Côte d'Ivoire ou de l'Union européenne est le même que celui qui aurait été obtenu s'il y avait eu séparation physique des stocks.

▼ M2

4. Les autorités douanières peuvent subordonner l'octroi de l'autorisation visée aux paragraphes 1 et 2 du présent article aux conditions qu'elles estiment appropriées.
5. La méthode est appliquée et son utilisation est enregistrée conformément aux principes de comptabilité généralement admis dans le pays où le produit a été fabriqué.
6. Le bénéficiaire de la méthode peut, selon le cas, établir ou demander des preuves de l'origine pour la quantité de produits qui peuvent être considérés comme originaires. À la demande des autorités douanières, le bénéficiaire est tenu de fournir une déclaration sur la façon dont les quantités ont été gérées.
7. Les autorités douanières contrôlent l'utilisation faite de l'autorisation et peuvent révoquer celle-ci, dès lors que le bénéficiaire en fait un usage abusif de quelque façon que ce soit ou ne remplit pas l'une des autres conditions fixées dans le présent protocole.
8. Pour les besoins des paragraphes 1 et 2 du présent article, les termes «matières fongibles» ou «produits fongibles» désignent des matières ou produits de même genre et de même qualité commerciale, possédant les mêmes caractéristiques techniques et physiques, et qui ne peuvent être distingués les uns des autres aux fins d'en déterminer l'origine.

TITRE III

CONDITIONS TERRITORIALES

*Article 14***Principe de territorialité**

1. Les conditions énoncées au titre II du présent protocole en ce qui concerne l'acquisition du caractère originaire doivent être remplies sans interruption en Côte d'Ivoire ou dans l'Union européenne, sous réserve des articles 6, 7 et 8 du présent protocole.
2. Lorsque des marchandises originaires exportées de la Côte d'Ivoire ou de l'Union européenne vers un autre pays y sont retournées, sous réserve des articles 6, 7 et 8 du présent protocole, elles doivent être considérées comme étant non originaires, à moins qu'il puisse être démontré à la satisfaction des autorités douanières:
 - a) que les marchandises retournées sont les mêmes que celles qui ont été exportées; et
 - b) qu'elles n'ont pas subi d'opérations au-delà de ce qui est nécessaire pour assurer leur conservation en l'état pendant qu'elles étaient dans ce pays ou qu'elles étaient exportées.
3. L'acquisition du caractère originaire dans les conditions énoncées au titre II du présent protocole n'est pas affectée par une ouvraison ou transformation effectuée en dehors de l'Union européenne ou de la Côte d'Ivoire sur les produits exportés de l'Union européenne ou de la Côte d'Ivoire et ultérieurement réimportés, à condition que:
 - a) lesdits produits soient entièrement obtenus dans l'Union européenne ou en Côte d'Ivoire ou qu'ils y aient subi, avant leur exportation, une ouvraison ou transformation allant au-delà des opérations visées à l'article 5 du présent protocole; et

▼ M2

b) qu'il puisse être démontré à la satisfaction des autorités douanières:

- i) que les ouvraisons ou transformations effectuées en dehors de l'Union européenne ou de la Côte d'Ivoire ont été réalisées sous le régime de perfectionnement passif ou des régimes similaires;
- ii) que les marchandises réimportées résultent de l'ouvrage ou de la transformation des produits exportés; et
- iii) que l'ensemble des coûts accumulés en dehors de la Côte d'Ivoire ou de l'Union européenne, y compris la valeur des matières qui y sont ajoutées, n'excède pas 10 pour cent du prix départ usine du produit final pour lequel le caractère originaire est allégué.

4. Pour les marchandises remplissant les conditions du paragraphe 3 du présent article, l'ensemble des coûts accumulés en dehors de la Côte d'Ivoire ou de l'Union européenne, y compris la valeur des matières qui y sont ajoutées, est assimilé à de la matière non originaire. La détermination du caractère originaire de la marchandise se fait alors par application des règles fixées à l'annexe II du présent protocole en cumulant la valeur totale des matières non originaires utilisées tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Union européenne ou de la Côte d'Ivoire.

5. Les paragraphes 3 et 4 du présent article ne s'appliquent pas aux produits qui ne peuvent être considérés comme suffisamment ouvrés ou transformés qu'en application de la tolérance générale de l'article 4, paragraphe 4, du présent protocole.

6. Les paragraphes 3 et 4 du présent article ne s'appliquent pas aux produits relevant des chapitres 50 à 63 du système harmonisé.

Article 15

Non-altération

1. Les produits déclarés en vue de leur mise en libre pratique dans une partie doivent être ceux qui ont été exportés à partir de l'autre partie dont ils sont considérés comme étant originaires. Ils doivent n'avoir subi aucune modification ou transformation d'aucune sorte, ni fait l'objet d'aucune opération autre que celles qui sont nécessaires pour assurer leur conservation en l'état ou pour l'ajout ou l'apposition de marques, d'étiquettes, de cachets ou de toute documentation afin d'assurer le respect des exigences nationales de la partie importatrice, avant d'être déclarés en vue de leur mise en libre pratique.

2. Il est possible de procéder à l'entreposage des produits ou des envois lorsqu'ils restent sous la surveillance des autorités douanières du ou des pays de transit.

3. Sans préjudice du titre V, le fractionnement des envois peut avoir lieu lorsque cela est effectué par l'exportateur ou sous sa responsabilité, et que les produits restent sous la surveillance des autorités douanières du ou des pays de transit.

▼ **M2**

4. Le respect des paragraphes 1 à 3 est présumé, à moins que les autorités douanières n'aient des raisons de croire le contraire; en pareil cas, les autorités douanières peuvent demander au déclarant de fournir des preuves du respect desdits paragraphes, qui peuvent être apportées par tout moyen, y compris des documents de transport contractuels tels que des connaissements ou des preuves factuelles basées sur le marquage ou la numérotation des emballages, ou toute preuve liée aux biens eux-mêmes.

*Article 16***Expositions**

1. Les produits originaires envoyés pour être exposés dans un pays ou territoire autre que ceux visés aux articles 6, 7 et 8 du présent protocole avec lesquels le cumul est applicable et qui sont vendus, à la fin de l'exposition, en vue d'être importés dans l'Union européenne ou en Côte d'Ivoire sont admis à l'importation au bénéfice des dispositions de l'accord, pour autant qu'il soit démontré à la satisfaction des autorités douanières:

- a) qu'un exportateur a expédié ces produits depuis la Côte d'Ivoire ou depuis l'Union européenne vers le pays de l'exposition et les y a exposés;
- b) que cet exportateur a vendu les produits ou les a cédés à un destinataire en Côte d'Ivoire ou dans l'Union européenne;
- c) que les produits ont été expédiés durant l'exposition ou immédiatement après dans l'état où ils ont été expédiés en vue de l'exposition; et
- d) que, depuis le moment où ils ont été expédiés en vue de l'exposition, les produits n'ont pas été utilisés à des fins autres que la présentation à cette exposition.

2. Une preuve de l'origine doit être délivrée ou établie conformément aux dispositions du titre IV du présent protocole et produite dans les conditions normales aux autorités douanières du pays d'importation. La désignation et l'adresse de l'exposition doivent y être indiquées. Au besoin, il peut être demandé une preuve documentaire supplémentaire des conditions dans lesquelles les produits ont été exposés.

3. Le paragraphe 1 du présent article est applicable à toutes les expositions, foires ou manifestations publiques analogues à caractère commercial, industriel, agricole ou artisanal, autres que celles qui sont organisées à des fins privées dans des locaux ou magasins commerciaux et qui ont pour objet la vente de produits étrangers, pendant lesquelles les produits en question restent sous le contrôle de la douane.

TITRE IV

PREUVE DE L'ORIGINE*Article 17***Conditions générales**

1. Les produits originaires de l'Union européenne, lors de leur importation en Côte d'Ivoire, sont admis au bénéfice de l'accord sur présentation, dans les cas visés à l'article 22, paragraphe 1, du présent protocole, d'une déclaration d'origine établie par l'exportateur sur une facture, un bon de livraison ou tout autre document commercial, décrivant les produits concernés d'une

▼ M2

manière suffisamment détaillée pour pouvoir les identifier (ci-après dénommée «déclaration d'origine»). Le texte de la déclaration d'origine figure à l'annexe IV.

2. Les produits originaires de la Côte d'Ivoire, lors de leur importation dans l'Union européenne, sont admis au bénéfice des dispositions de l'accord sur présentation:

a) soit d'un certificat de circulation des marchandises EUR.1, dont le modèle figure à l'annexe III du présent protocole;

b) soit, dans les cas visés à l'article 22, paragraphe 1, du présent protocole, d'une déclaration d'origine dont le texte figure à l'annexe IV du présent protocole.

3. Le paragraphe 2, point a), est applicable pendant un délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur du présent protocole. À l'expiration de ce délai, seul le paragraphe 2, point b), sera applicable.

4. Par dérogation aux dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, les produits originaires au sens du présent protocole sont admis, dans les cas visés dans son article 26, au bénéfice de l'accord sans qu'il soit nécessaire de produire aucun des documents décrits auxdits paragraphes 1 et 2.

5. Aux fins d'appliquer les dispositions du présent titre, les exportateurs s'efforcent d'utiliser une langue commune à la fois à la Côte d'Ivoire et à l'Union européenne.

*Article 18***Procédure de délivrance d'un certificat de circulation des marchandises EUR.1**

1. Le certificat de circulation des marchandises EUR.1 est délivré par les autorités douanières du pays d'exportation sur demande écrite établie par l'exportateur ou, sous la responsabilité de celui-ci, par son représentant habilité.

2. À cet effet, l'exportateur ou son représentant habilité remplissent le certificat de circulation des marchandises EUR.1 et le formulaire de demande dont les modèles figurent à l'annexe III du présent protocole. Ces formulaires sont remplis conformément aux dispositions du présent protocole. Les formulaires remplis à la main doivent être complétés à l'encre et en caractères d'imprimerie. Les produits doivent être désignés dans la case réservée à cet effet, sans interligne. Lorsque la case n'est pas complètement remplie, un trait horizontal doit être tiré en dessous de la dernière ligne de la désignation, l'espace non utilisé devant être bâtonné.

3. L'exportateur sollicitant la délivrance d'un certificat de circulation des marchandises EUR.1 doit pouvoir présenter à tout moment, à la demande des autorités douanières du pays d'exportation où le certificat de circulation des marchandises EUR.1 est délivré, tous les documents appropriés prouvant le caractère originaire des produits concernés, ainsi que le respect des autres conditions prévues par le présent protocole.

▼ **M2**

4. Un certificat de circulation des marchandises EUR.1 est délivré par les autorités douanières d'un État membre de l'Union européenne ou de la Côte d'Ivoire si les produits concernés peuvent être considérés comme des produits originaires de l'Union européenne, de la Côte d'Ivoire ou de l'un des autres pays ou territoires visés aux articles 6, 7 et 8 du présent protocole et remplissent les autres conditions prévues par le présent protocole.

5. Les autorités douanières délivrant des certificats EUR.1 prennent toutes les mesures nécessaires afin de contrôler le caractère originaire des produits et de vérifier si toutes les autres conditions prévues par le présent protocole sont remplies. À cet effet, elles sont habilitées à exiger toutes les pièces justificatives et à procéder à toute inspection de la comptabilité de l'exportateur ou à tout autre contrôle qu'elles jugent utile. Les autorités douanières chargées de la délivrance des certificats EUR.1 doivent aussi veiller à ce que les formulaires visés au paragraphe 2 du présent article soient dûment complétés. Elles vérifient notamment si le cadre réservé à la désignation des produits a été rempli de façon à exclure toute possibilité d'adjonctions frauduleuses.

6. La date de délivrance du certificat de circulation des marchandises EUR.1 doit être indiquée dans la case 11 du certificat.

7. Un certificat de circulation des marchandises EUR.1 est délivré par les autorités douanières et tenu à la disposition de l'exportateur dès que l'exportation réelle est effectuée ou assurée.

*Article 19***Certificats de circulation des marchandises EUR.1 délivrés a posteriori**

1. Nonobstant l'article 18, paragraphe 7, du présent protocole, un certificat de circulation des marchandises EUR.1 peut, à titre exceptionnel, être délivré après l'exportation des produits auxquels il se rapporte:

- a) s'il n'a pas été délivré au moment de l'exportation par suite d'erreurs, d'omissions involontaires ou de circonstances particulières; ou
- b) s'il est démontré, à la satisfaction des autorités douanières, qu'un certificat de circulation des marchandises EUR.1 a été délivré mais n'a pas été accepté à l'importation pour des raisons techniques.

2. Pour l'application du paragraphe 1 du présent article, l'exportateur doit indiquer dans sa demande le lieu et la date de l'exportation des produits auxquels le certificat de circulation des marchandises EUR.1 se rapporte, ainsi que les raisons de sa demande.

3. Les autorités douanières ne peuvent délivrer un certificat de circulation des marchandises EUR.1 a posteriori qu'après avoir vérifié si les indications contenues dans la demande de l'exportateur sont conformes à celles du dossier correspondant.

4. Les certificats de circulation des marchandises EUR.1 délivrés a posteriori doivent être revêtus de la mention suivante:

«DÉLIVRÉ A POSTERIORI».

▼M2

5. La mention visée au paragraphe 4 du présent article est apposée dans la case «Observations» du certificat de circulation des marchandises EUR.1.

*Article 20***Délivrance d'un duplicata du certificat de circulation des marchandises EUR.1**

1. En cas de vol, de perte ou de destruction d'un certificat de circulation des marchandises EUR.1, l'exportateur peut réclamer un duplicata aux autorités douanières qui l'ont délivré sur la base des documents d'exportation qui sont en leur possession.

2. Le duplicata ainsi délivré doit être revêtu de la mention suivante:

«DUPLICATA».

3. La mention visée au paragraphe 2 du présent article est apposée dans la case «Observations» du duplicata du certificat de circulation des marchandises EUR.1.

4. Le duplicata, sur lequel doit être reproduite la date du certificat de circulation des marchandises EUR.1 original, prend effet à cette date.

*Article 21***Conditions d'établissement d'une déclaration d'origine**

1. La déclaration d'origine peut être établie:

a) dans les cas visés à l'article 17, paragraphe 1, par un exportateur enregistré en conformité avec les dispositions pertinentes du droit de l'Union européenne;

b) dans les cas visés à l'article 17, paragraphe 2, point b):

— dans un délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur du présent protocole, par un exportateur agréé au sens de l'article 22;

— à l'expiration dudit délai, par un exportateur enregistré en conformité avec les dispositions pertinentes du droit ivoirien;

c) par tout exportateur pour tout envoi constitué d'un ou de plusieurs colis contenant des produits originaires dont la valeur totale n'excède pas 6 000 EUR.

2. Une déclaration d'origine peut être établie si les produits concernés peuvent être considérés comme des produits originaires de la Côte d'Ivoire, de l'Union européenne ou de l'un des autres pays visés aux articles 6, 7 et 8 du présent protocole, et remplissent les autres conditions prévues par le présent protocole.

▼ M2

3. L'exportateur établissant une déclaration d'origine doit pouvoir présenter à tout moment, à la demande des autorités douanières du pays d'exportation, tous les documents appropriés établissant le caractère originaire des produits concernés et apportant la preuve que les autres conditions prévues par le présent protocole sont remplies.

4. L'exportateur établit la déclaration d'origine en dactylographiant ou imprimant sur la facture, le bon de livraison ou tout autre document commercial la déclaration dont le texte figure à l'annexe IV du présent protocole, en utilisant l'une des versions linguistiques de cette annexe, conformément aux dispositions de droit interne du pays d'exportation. Si la déclaration est établie à la main, elle doit l'être à l'encre et en caractères d'imprimerie.

5. Les déclarations d'origine portent la signature manuscrite originale de l'exportateur. Toutefois, un exportateur enregistré tel qu'il est défini au paragraphe 1 du présent article, ou un exportateur agréé au sens de l'article 22 du présent protocole n'est pas tenu de signer ces déclarations, à condition de présenter aux autorités douanières du pays d'exportation un engagement écrit par lequel il accepte la responsabilité entière de toute déclaration d'origine l'identifiant, comme si elle avait été signée de sa propre main.

6. Une déclaration d'origine peut être établie par l'exportateur lorsque les produits auxquels elle se rapporte sont exportés ou après exportation, pour autant que sa présentation dans le pays d'importation n'intervienne pas plus de deux (2) ans après l'importation des produits auxquels elle se rapporte.

*Article 22***Exportateur agréé**

1. Les autorités douanières du pays d'exportation peuvent autoriser tout exportateur effectuant fréquemment des exportations de produits couverts par les dispositions relatives à la coopération commerciale de l'accord, offrant, à la satisfaction des autorités douanières, toutes garanties pour contrôler le caractère originaire des produits et remplissant toutes les autres conditions du présent protocole, à établir des déclarations d'origine, quelle que soit la valeur des produits concernés.

2. Les autorités douanières peuvent subordonner l'octroi du statut d'exportateur agréé à toutes conditions qu'elles estiment appropriées.

3. Les autorités douanières attribuent à l'exportateur agréé un numéro d'autorisation douanière, qui doit figurer sur la déclaration d'origine.

4. Les autorités douanières contrôlent l'usage qui est fait de l'autorisation par l'exportateur agréé.

5. Les autorités douanières peuvent révoquer l'autorisation à tout moment. Elles doivent le faire lorsque l'exportateur agréé n'offre plus les garanties visées au paragraphe 1, ne remplit plus les conditions visées au paragraphe 2 du présent article ou abuse d'une manière quelconque de l'autorisation.

▼ M2*Article 23***Validité de la preuve de l'origine**

1. Une preuve de l'origine est valable pendant dix (10) mois à compter de la date de délivrance dans le pays d'exportation et doit être produite dans ce même délai aux autorités douanières du pays d'importation.
2. Les preuves de l'origine qui sont produites aux autorités douanières du pays d'importation après expiration du délai de présentation prévu au paragraphe 1 du présent article peuvent être acceptées aux fins de l'application du régime préférentiel lorsque le non-respect du délai est dû à des circonstances exceptionnelles.
3. En dehors de ces cas de présentation tardive, les autorités douanières du pays d'importation peuvent accepter les preuves de l'origine lorsque les produits leur ont été présentés avant l'expiration dudit délai.

*Article 24***Production de la preuve de l'origine**

Les preuves de l'origine sont produites aux autorités douanières du pays d'importation conformément aux procédures applicables dans ce pays. Ces autorités peuvent exiger la traduction d'une preuve de l'origine. Elles peuvent également exiger que la déclaration d'importation soit accompagnée d'une déclaration par laquelle l'importateur atteste que les produits remplissent les conditions requises pour l'application de l'accord.

*Article 25***Importation par envois échelonnés**

Lorsque, à la demande de l'importateur et aux conditions fixées par les autorités douanières du pays d'importation, les produits démontés ou non montés, au sens de la règle générale n° 2 a) du système harmonisé, relevant des sections XVI et XVII ou des positions n^{os} 7308 et 9406 du système harmonisé, sont importés par envois échelonnés, une seule preuve de l'origine est produite aux autorités douanières lors de l'importation du premier envoi.

*Article 26***Exemptions de la preuve de l'origine**

1. Sont admis comme produits originaires, sans qu'il y ait lieu de produire une preuve de l'origine, les produits qui font l'objet de petits envois adressés à des particuliers par des particuliers ou qui sont contenus dans les bagages personnels des voyageurs, pour autant qu'il s'agisse d'importations dépourvues de tout caractère commercial, dès lors qu'elles sont déclarées comme répondant aux conditions du présent protocole et qu'il n'existe aucun doute quant à la sincérité d'une telle déclaration. En cas d'envoi par la poste, cette déclaration peut être faite sur la déclaration en douane CN22/CN23 ou sur une feuille annexée à ce document.

▼ M2

2. Sont considérées comme dépourvues de tout caractère commercial les importations qui présentent un caractère occasionnel et qui portent uniquement sur des produits réservés à l'usage personnel ou familial des destinataires ou des voyageurs, ces produits ne devant traduire, par leur nature et leur quantité, aucune préoccupation d'ordre commercial.

3. En outre, la valeur globale de ces produits ne peut pas excéder 500 EUR en ce qui concerne les petits envois, ou 1 200 EUR en ce qui concerne le contenu des bagages personnels des voyageurs.

*Article 27***Procédure d'information pour les besoins du cumul**

1. Lorsque l'article 7, paragraphe 1, du présent protocole est appliqué, la preuve du caractère originaire, au sens du présent protocole, des matières provenant de la Côte d'Ivoire, de l'Union européenne, d'un autre État ACP ayant appliqué un APE au moins à titre provisoire ou d'un PTOM est administrée par un certificat de circulation des marchandises EUR.1, par une déclaration d'origine, ou par la déclaration du fournisseur, dont un modèle figure à l'annexe V-A du présent protocole, fournie par l'exportateur de la Côte d'Ivoire ou de l'Union européenne d'où proviennent les matières.

2. Lorsque l'article 7, paragraphe 1, du présent protocole est appliqué, la preuve de l'ouvrage ou de la transformation effectuée en Côte d'Ivoire, dans l'Union européenne, dans un autre État ACP ayant appliqué un APE au moins à titre provisoire ou dans un PTOM est administrée par la déclaration du fournisseur, dont un modèle figure à l'annexe V-B du présent protocole, fournie par l'exportateur de la Côte d'Ivoire ou de l'Union européenne d'où proviennent les matières.

3. Lorsque l'article 8, paragraphe 1, du présent protocole est appliqué, les pièces justificatives à fournir pour prouver l'origine sont déterminées conformément aux règles applicables aux pays bénéficiaires du SPG ⁽⁴⁾.

4. Lorsque l'article 8, paragraphe 2, du présent protocole est appliqué, les pièces justificatives à fournir pour prouver l'origine sont déterminées conformément aux règles établies dans les arrangements ou dans les accords concernés.

5. Une déclaration du fournisseur distincte doit être établie par celui-ci pour chaque envoi de marchandises, soit sur la facture commerciale relative à cet envoi, soit sur une annexe à cette facture, ou encore sur un bulletin de livraison ou sur tout document commercial se rapportant à cet envoi dans lequel la description des matières concernées est suffisamment détaillée pour permettre leur identification.

6. La déclaration du fournisseur peut être établie sur un formulaire pré-imprimé.

⁽⁴⁾ Voir le règlement (CEE) n° 2454/93 de la Commission du 2 juillet 1993 fixant certaines dispositions d'application du règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil établissant le code des douanes communautaire (JO L 253 du 11.10.1993, p. 1).

▼ M2

7. Les déclarations du fournisseur portent la signature manuscrite originale du fournisseur. Toutefois, lorsque la facture et la déclaration du fournisseur sont établies par ordinateur, la déclaration du fournisseur ne doit pas nécessairement être signée à la main si l'identification de l'employé responsable de la société de fourniture est faite à la satisfaction des autorités douanières de l'État dans lequel est établie la déclaration du fournisseur. Lesdites autorités douanières peuvent fixer des conditions pour l'application du présent paragraphe.

8. Les déclarations du fournisseur sont produites aux autorités douanières du pays d'exportation où est demandée la délivrance du certificat de circulation des marchandises EUR.1.

9. Le fournisseur qui établit une déclaration doit pouvoir produire à tout moment, à la demande des autorités douanières du pays dans lequel la déclaration est établie, tous les documents appropriés établissant que les informations qu'elle contient sont correctes.

10. Les déclarations du fournisseur et les fiches de renseignements délivrées avant la date d'entrée en vigueur du présent protocole conformément à l'article 26 du protocole n° 1 de l'accord de Cotonou restent valables.

*Article 28***Documents probants**

Les documents visés à l'article 18, paragraphe 3, et à l'article 21, paragraphe 3, du présent protocole destinés à établir que les produits couverts par un certificat de circulation des marchandises EUR.1 ou une déclaration d'origine peuvent être considérés comme des produits originaires de la Côte d'Ivoire, de l'Union européenne ou de l'un des autres pays ou territoires visés aux articles 6, 7 et 8 du présent protocole et satisfont aux autres conditions du présent protocole, peuvent notamment se présenter sous les formes suivantes:

- a) preuve directe des opérations effectuées par l'exportateur ou le fournisseur afin d'obtenir les marchandises concernées, contenue, par exemple, dans ses comptes ou sa comptabilité interne;
- b) documents établissant le caractère originaire des matières mises en œuvre, délivrés ou établis en Côte d'Ivoire, dans l'Union européenne ou dans l'un des autres pays ou territoires visés aux articles 6, 7 et 8 du présent protocole où ces documents sont utilisés conformément au droit interne;
- c) documents établissant l'ouvrage ou la transformation des matières subie en Côte d'Ivoire, dans l'Union européenne ou dans l'un des autres pays ou territoires visés aux articles 6, 7 et 8 du présent protocole, établis ou délivrés en Côte d'Ivoire, dans l'Union européenne ou dans l'un des autres pays ou territoires visés auxdits articles 6, 7 et 8 où ces documents sont utilisés conformément au droit interne;

▼ M2

- d) certificats de circulation des marchandises EUR.1 ou déclarations d'origine établissant le caractère originaire des matières mises en œuvre, délivrés ou établis en Côte d'Ivoire, dans l'Union européenne ou dans l'un des autres pays ou territoires visés aux articles 6, 7 et 8 du présent protocole, conformément à celui-ci.

*Article 29***Conservation des preuves de l'origine et des documents probants**

1. L'exportateur sollicitant la délivrance d'un certificat de circulation des marchandises EUR.1 doit conserver pendant trois (3) ans au moins les documents visés à l'article 18, paragraphe 3, du présent protocole.

2. L'exportateur établissant une déclaration d'origine doit conserver pendant trois (3) ans au moins la copie de ladite déclaration d'origine, de même que les documents visés à l'article 21, paragraphe 3, du présent protocole.

3. Le fournisseur établissant une déclaration d'origine conserve pendant trois (3) ans au moins les copies de la déclaration et de la facture, du bon de livraison ou de tout autre document commercial auquel la déclaration est annexée, de même que les documents visés à l'article 27, paragraphe 9, du présent protocole.

4. Les autorités douanières du pays d'exportation qui délivrent un certificat de circulation des marchandises EUR.1 doivent conserver pendant trois (3) ans au moins le formulaire de demande visé à l'article 18, paragraphe 2, du présent protocole.

5. Les autorités douanières du pays d'importation doivent conserver pendant trois (3) ans au moins les certificats de circulation des marchandises EUR.1 et les déclarations d'origine qui leur sont présentés.

*Article 30***Discordances et erreurs formelles**

1. La constatation de légères discordances entre les mentions portées sur une preuve de l'origine et celles portées sur les documents produits au bureau de douane en vue de l'accomplissement des formalités d'importation des produits n'entraîne pas ipso facto la non-validité de la preuve de l'origine, s'il est dûment établi que ce document correspond au produit présenté.

2. Les erreurs formelles manifestes telles que les fautes de frappe dans une preuve de l'origine n'entraînent pas le refus du document si ces erreurs ne sont pas de nature à mettre en doute l'exactitude des déclarations contenues dans ledit document.

▼ **M2***Article 31***Montants exprimés en euros**

1. Pour l'application des dispositions de l'article 21, paragraphe 1, point b) et de l'article 26, paragraphe 3, du présent protocole, lorsque les produits sont facturés dans une monnaie autre que l'euro, les montants exprimés dans la monnaie nationale de la Côte d'Ivoire, des États membres de l'Union européenne ou des autres pays ou territoires visés aux articles 6, 7 et 8 du présent protocole, équivalents aux montants en euros, sont fixés annuellement par chacun des pays concernés.
2. Un envoi bénéficie des dispositions de l'article 22, paragraphe 1, point b), ou de l'article 27, paragraphe 3, du présent protocole sur la base de la monnaie dans laquelle la facture est libellée, selon le montant fixé par le pays concerné.
3. Les montants à utiliser dans une quelconque monnaie nationale sont la contre-valeur dans cette monnaie des montants exprimés en euros au premier jour ouvrable du mois d'octobre. Ces montants sont communiqués à la Commission européenne le 15 octobre au plus tard et sont appliqués au 1^{er} janvier de l'année suivante. La Commission européenne notifie les montants considérés à tous les pays concernés.
4. Un pays peut arrondir au niveau supérieur ou inférieur le montant résultant de la conversion dans sa monnaie nationale d'un montant exprimé en euros. Le montant arrondi ne peut différer de plus de 5 pour cent du montant résultant de la conversion. Un pays peut maintenir inchangée la contre-valeur dans sa monnaie nationale d'un montant exprimé en euros si, au moment de l'adaptation annuelle prévue au paragraphe 3 du présent article, la conversion de ce montant se traduit, avant toute opération d'arrondi, par une augmentation de moins de 15 pour cent de sa contre-valeur en monnaie nationale. La contre-valeur en monnaie nationale peut être maintenue inchangée si la conversion se traduit par une diminution de cette contre-valeur.
5. Les montants exprimés en euros font l'objet d'un réexamen par le comité sur demande de l'Union européenne ou de la Côte d'Ivoire. Lors de ce réexamen, le comité examine l'opportunité de préserver les effets des limites concernées en termes réels. À cette fin, il est habilité à décider de modifier les montants exprimés en euros.

TITRE V

COOPÉRATION ADMINISTRATIVE*Article 32***Conditions administratives permettant aux produits de bénéficier de l'accord**

Les produits originaires de la Côte d'Ivoire ou de l'Union européenne au sens du présent protocole bénéficient, au moment de la déclaration d'importation en douane, des préférences résultant de l'accord uniquement à la condition qu'ils aient été exportés à partir de la date à laquelle le pays d'exportation respecte les dispositions prévues aux articles 33, 34 et 45 du présent protocole.

Les parties contractantes notifient les informations visées à l'article 33 du présent protocole.

▼ M2*Article 33***Notification des autorités douanières**

1. La Côte d'Ivoire et les États membres de l'Union européenne se communiquent mutuellement, par l'intermédiaire de la Commission européenne et de la Commission Nationale APE, les adresses des autorités douanières compétentes pour la délivrance et la vérification des certificats de circulation des marchandises EUR.1, des déclarations d'origine et des déclarations du fournisseur, ainsi que les spécimens des empreintes des cachets utilisés dans les bureaux de douane pour la délivrance de ces certificats.

Les certificats de circulation des marchandises EUR.1, ainsi que les déclarations d'origine ou les déclarations du fournisseur, sont acceptés pour l'application du traitement préférentiel à partir de la date à laquelle ces informations sont reçues par la Commission européenne et la Commission Nationale APE.

2. La Côte d'Ivoire et les États membres de l'Union européenne s'informent mutuellement, de façon immédiate, de tout changement concernant les informations visées au paragraphe 1 du présent article.

3. Les autorités visées au paragraphe 1 du présent article agissent sous l'autorité du gouvernement du pays concerné. Les autorités chargées du contrôle et de la vérification appartiennent aux autorités gouvernementales du pays concerné.

*Article 34***Autres méthodes de coopération administrative**

1. Afin de garantir une application correcte du présent protocole, l'Union européenne, la Côte d'Ivoire et les autres pays visés aux articles 6, 7 et 8 du présent protocole assureront, par l'entremise de leurs administrations douanières respectives, le contrôle de l'authenticité des certificats de circulation des marchandises EUR.1, des déclarations d'origine ou des déclarations du fournisseur et de l'exactitude des renseignements fournis dans lesdits documents. En outre, la Côte d'Ivoire et les États membres de l'Union européenne:

- a) se fournissent mutuellement la coopération administrative nécessaire dans le cas d'une demande de suivi de la bonne gestion et du contrôle du présent protocole dans le pays concerné, y compris les visites sur place;
- b) vérifient, conformément à l'article 35 du présent protocole, le caractère originaire des produits et le respect des autres conditions prévues par le présent protocole.

2. Les autorités consultées fournissent tout renseignement utile sur les conditions dans lesquelles le produit a été élaboré, en indiquant notamment les conditions dans lesquelles les règles d'origine ont été respectées en Côte d'Ivoire, dans l'Union européenne et dans les autres pays visés aux articles 6, 7 et 8 du présent protocole.

▼ M2*Article 35***Contrôle de la preuve de l'origine**

1. Le contrôle a posteriori des preuves de l'origine est effectué sur la base d'une analyse des risques, par sondage ou chaque fois que les autorités douanières du pays d'importation ont des doutes fondés en ce qui concerne l'authenticité de ces documents, le caractère originaire des produits concernés ou le respect des autres conditions prévues par le présent protocole.

2. Pour l'application du paragraphe 1 du présent article, les autorités douanières du pays d'importation renvoient le certificat de circulation des marchandises EUR.1 et la facture, si elle a été présentée, la déclaration d'origine ou une copie de ces documents aux autorités douanières du pays d'exportation en indiquant, le cas échéant, les motifs de fond ou de forme qui justifient la demande de contrôle. À l'appui de leur demande de contrôle a posteriori, elles fournissent tous les documents et tous les renseignements obtenus qui font penser que les mentions portées sur la preuve de l'origine sont inexactes.

3. Le contrôle est effectué par les autorités douanières du pays d'exportation. À cet effet, celles-ci sont habilitées à exiger toutes les pièces justificatives et à procéder à toute inspection de la comptabilité de l'exportateur ou à tout autre contrôle qu'elles jugent utile.

4. Si les autorités douanières du pays d'importation décident de surseoir à l'octroi du traitement préférentiel au produit concerné dans l'attente des résultats du contrôle, elles offrent à l'importateur la mainlevée des produits, sous réserve des mesures conservatoires jugées nécessaires.

5. Les autorités douanières sollicitant le contrôle sont informées dans les meilleurs délais de ses résultats. Ceux-ci doivent indiquer clairement si les documents sont authentiques et si les produits concernés peuvent être considérés comme des produits originaires de la Côte d'Ivoire, de l'Union européenne ou de l'un des autres pays visés aux articles 6, 7 et 8 du présent protocole et remplissent les autres conditions prévues par le présent protocole.

6. En cas de doutes fondés, et en l'absence de réponse à l'expiration d'un délai de dix (10) mois après la date de la demande de contrôle, ou si la réponse ne comporte pas de renseignements suffisants pour déterminer l'authenticité du document en cause ou l'origine réelle des produits, les autorités douanières qui sollicitent le contrôle refusent le bénéfice des préférences, sauf en cas de circonstances exceptionnelles.

7. Les parties se réfèrent à l'article 7 du protocole n° 2 relatif à l'assistance administrative mutuelle en matière douanière pour les enquêtes conjointes relatives aux preuves de l'origine à l'accord.

*Article 36***Contrôle de la déclaration du fournisseur**

1. Le contrôle des déclarations du fournisseur sera fait sur la base d'une analyse des risques, par sondage ou chaque fois que les autorités douanières du pays où ces déclarations ont été utilisées pour délivrer un certificat de circulation des marchandises EUR.1 ou établir une déclaration d'origine ont des doutes fondés en ce qui concerne l'authenticité du document ou l'exactitude des renseignements fournis dans ce document.

▼ M2

2. Les autorités douanières auxquelles une déclaration du fournisseur est soumise peuvent demander aux autorités douanières de l'État dans lequel la déclaration a été établie la délivrance d'une fiche de renseignements, dont le modèle figure à l'annexe VI du présent protocole. Alternativement, les autorités de certification auxquelles une déclaration du fournisseur est soumise peuvent demander à l'exportateur de produire une fiche de renseignements délivrée par les autorités douanières de l'État dans lequel la déclaration a été établie.

Un exemplaire de la fiche de renseignements est conservé par le bureau qui l'a délivré pendant au moins trois (3) ans.

3. Les autorités douanières sollicitant le contrôle sont informées dans les meilleurs délais de ses résultats. Ceux-ci doivent indiquer clairement si les informations figurant dans la déclaration du fournisseur sont correctes et permettre de déterminer si, et dans quelle mesure, la déclaration du fournisseur peut être prise en considération pour délivrer un certificat de circulation des marchandises EUR.1 ou pour établir une déclaration d'origine.

4. Le contrôle est effectué par les autorités douanières du pays où a été établie la déclaration du fournisseur. À cet effet, elles sont habilitées à exiger toutes les pièces justificatives et à procéder à toute inspection de la comptabilité du fournisseur ou tout autre contrôle qu'elles estiment utile afin de vérifier l'exactitude de la déclaration du fournisseur.

5. Tout certificat de circulation des marchandises EUR.1 ou toute déclaration d'origine, délivré(e) ou établi(e) sur la base d'une déclaration inexacte du fournisseur, est considéré(e) comme non valable.

*Article 37***Règlement des différends**

1. Lorsque des différends naissent à l'occasion des contrôles visés aux articles 35 et 36 du présent protocole qui ne peuvent être réglés entre les autorités douanières ayant sollicité le contrôle et les autorités douanières responsables de sa réalisation ou soulèvent une question d'interprétation du présent protocole, ces différends sont soumis au comité.

2. Dans tous les cas, le règlement des litiges entre l'importateur et les autorités douanières du pays d'importation s'effectue conformément à la législation de ce pays.

*Article 38***Sanctions**

Des sanctions sont appliquées à toute personne qui établit ou fait établir un document contenant des données inexactes en vue de faire admettre un produit au bénéfice du régime préférentiel.

▼ M2*Article 39***Zones franches**

1. La Côte d'Ivoire et l'Union européenne prennent toutes les mesures nécessaires pour éviter que les produits qui sont échangés sous le couvert d'une preuve de l'origine ou d'une déclaration du fournisseur et qui séjournent, au cours de leur transport, dans une zone franche située sur leur territoire n'y fassent l'objet de substitutions ou de manipulations autres que les manipulations usuelles destinées à assurer leur conservation en l'état.

2. Par dérogation au paragraphe 1 du présent article, lorsque des produits originaires de la Côte d'Ivoire ou de l'Union européenne importés dans une zone franche sous couvert d'une preuve de l'origine subissent un traitement ou une transformation, les autorités douanières compétentes délivrent un nouveau certificat de circulation des marchandises EUR.1 à la demande de l'exportateur, si le traitement ou la transformation auxquels il a été procédé sont conformes aux dispositions du présent protocole.

*Article 40***Dérogations**

1. Des dérogations au présent protocole peuvent être adoptées par le comité lorsque le développement d'industries existantes ou l'implantation d'industries nouvelles en Côte d'Ivoire le justifient. À cet effet, la Côte d'Ivoire, avant ou en même temps que la saisine dudit comité, informe l'Union européenne de sa demande, sur la base d'un dossier justificatif établi conformément au paragraphe 2 du présent article. L'Union européenne accède à toutes les demandes de la Côte d'Ivoire qui sont dûment justifiées au sens du présent article et qui ne peuvent causer un grave préjudice à une industrie établie de l'Union européenne.

2. Afin de faciliter l'examen des demandes de dérogation par le comité, la Côte d'Ivoire, au moyen du formulaire figurant à l'annexe VII du présent protocole, fournit à l'appui de sa demande des renseignements aussi complets que possible, notamment sous les points suivants:

- a) dénomination du produit fini;
- b) nature et quantité de matières originaires de pays tiers;
- c) nature et quantité de matières originaires de la Côte d'Ivoire ou des États ou territoires mentionnés à l'article 7 du présent protocole ou les matières qui y ont été transformées;
- d) méthodes de fabrication;
- e) valeur ajoutée;
- f) effectifs employés dans l'entreprise concernée;
- g) volume escompté des exportations vers l'Union européenne;
- h) autres possibilités d'approvisionnement en matières premières;

▼ M2

- i) justification de la durée demandée en fonction des recherches effectuées pour trouver de nouvelles sources d'approvisionnement;
- j) autres observations.

Ces mêmes dispositions s'appliquent en ce qui concerne les prorogations éventuelles.

Le comité peut modifier le formulaire.

3. L'examen des demandes tient compte en particulier:

- a) du niveau de développement ou de la situation géographique de la Côte d'Ivoire;
- b) des cas où l'application des règles d'origine existantes affecterait sensiblement la capacité, pour une industrie existante en Côte d'Ivoire, de poursuivre ses exportations vers l'Union européenne, et particulièrement des cas où cette application pourrait entraîner des cessations d'activités;
- c) des cas spécifiques où il peut être clairement démontré que d'importants investissements dans une industrie pourraient être découragés par les règles d'origine et où une dérogation favorisant la réalisation d'un programme d'investissement permettrait de satisfaire, par étapes, à ces règles.

4. Dans tous les cas, il devra être examiné si les règles en matière d'origine cumulative ne permettent pas de résoudre le problème.

5. Il est tenu compte tout spécialement, dans l'examen au cas par cas des demandes, de la possibilité de conférer le caractère originaire à des produits dans la composition desquels entrent des matières originaires de pays en développement voisins ou faisant partie des pays les moins développés ou de pays en développement avec lesquels la Côte d'Ivoire a des relations particulières, à condition qu'une coopération administrative puisse être établie.

6. Le comité prend toutes les dispositions nécessaires pour qu'une décision intervienne dans les meilleurs délais, et en tout cas soixante-quinze (75) jours ouvrables au plus tard après la réception de la demande par le coprésident de l'Union européenne dudit comité. Si l'Union européenne n'informe pas la Côte d'Ivoire de sa position concernant la demande dans ce délai, la demande est considérée comme acceptée.

- 7. (a) Les dérogations sont valables pour une période de cinq (5) ans en général, à déterminer par le comité.
- b) La décision de dérogation peut prévoir des reconductions sans qu'une nouvelle décision du comité soit nécessaire, à condition que la Côte d'Ivoire apporte, trois (3) mois avant la fin de chaque période, la preuve qu'il ne peut toujours pas satisfaire aux dispositions du présent protocole auxquelles il a été dérogé.

▼ **M2**

S'il est fait objection à la prorogation, le comité examine cette objection dans les meilleurs délais et décide ou non d'une nouvelle prorogation de la dérogation. Il procède selon les conditions prévues au paragraphe 7 du présent article. Toutes les mesures utiles sont prises pour éviter des interruptions dans l'application de la dérogation.

- c) Au cours des périodes visées aux points a) et b), le comité peut procéder à un réexamen des conditions d'application de la dérogation s'il s'avère qu'un changement important est intervenu dans les éléments de fait en ayant motivé l'adoption. À l'issue de cet examen, il peut décider de modifier les termes de sa décision quant au champ d'application de la dérogation ou à toute autre condition précédemment fixée.

8. Nonobstant les paragraphes 1 à 7 du présent article, des dérogations automatiques concernant les conserves de thon et les longes de thon de SH 1604 ne sont octroyées que durant une période de deux (2) ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent protocole, dans les limites d'un contingent annuel dégressif de 2 000 tonnes la première année, d'un contingent de 1 000 tonnes la deuxième année pour les conserves et d'un contingent annuel de 200 tonnes pour les longes.

TITRE VI

CEUTA ET MELILLA

*Article 41***Conditions spéciales**

1. L'expression «Union européenne» utilisée dans le présent protocole ne couvre pas Ceuta et Melilla.

2. Les produits originaires de la Côte d'Ivoire bénéficient à tous égards, lors de leur importation à Ceuta et Melilla, du même régime douanier que celui qui est appliqué aux produits originaires du territoire douanier de l'Union européenne en vertu du protocole n° 2 à l'acte d'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise aux Communautés européennes. La Côte d'Ivoire accorde aux importations de produits couverts par l'accord et originaires de Ceuta et Melilla le même régime douanier que celui qu'elle accorde aux produits importés de l'Union européenne et originaires de celle-ci.

3. Pour l'application du paragraphe 2 du présent article concernant les produits originaires de Ceuta et Melilla, le présent protocole s'applique mutatis mutandis, sous réserve des conditions particulières définies à l'article 42 du présent protocole.

*Article 42***Conditions particulières**

1. Sous réserve qu'ils aient été transportés conformément aux dispositions de l'article 15 du présent protocole, sont considérés comme:

1) produits originaires de Ceuta et Melilla:

a) les produits entièrement obtenus à Ceuta et Melilla;

▼ M2

- b) les produits obtenus à Ceuta et Melilla dans la fabrication desquels sont entrés des produits autres que ceux visés au point a), à condition que:
- i) lesdits produits aient fait l'objet d'ouvrasons ou de transformations suffisantes au sens de l'article 4 du présent protocole; ou que
 - ii) ces produits soient originaires de la Côte d'Ivoire ou de l'Union européenne, pour autant qu'ils aient été soumis à des ouvraisons ou transformations allant au-delà des opérations visées à l'article 5 du présent protocole;
- 2) produits originaires de la Côte d'Ivoire:
- a) les produits entièrement obtenus en Côte d'Ivoire;
 - b) les produits obtenus en Côte d'Ivoire dans la fabrication desquels sont entrés des produits autres que ceux visés au point a), à condition que:
 - i) lesdits produits aient fait l'objet d'ouvrasons ou de transformations suffisantes au sens de l'article 4 du présent protocole; ou que
 - ii) ces produits soient originaires, au sens du présent protocole, de Ceuta et Melilla ou de l'Union européenne, pour autant qu'ils aient été soumis à des ouvraisons ou transformations allant au-delà des opérations visées à l'article 5 du présent protocole.
2. Ceuta et Melilla sont considérés comme un seul territoire.
3. L'exportateur ou son représentant habilité est tenu d'apposer les mentions «...» et «Ceuta et Melilla» dans la case 2 du certificat de circulation des marchandises EUR.1 ou dans la déclaration d'origine. De plus, dans le cas de produits originaires de Ceuta et Melilla, le caractère originaire doit être indiqué dans la case 4 du certificat de circulation des marchandises EUR.1 ou dans la déclaration d'origine.
4. Les autorités douanières espagnoles sont chargées d'assurer à Ceuta et Melilla l'application du présent protocole.

TITRE VII

DISPOSITIONS FINALES

*Article 43***Révision et application des règles d'origine**

1. Conformément aux dispositions de l'article 73 de l'accord, le Comité APE peut, chaque fois que la Côte d'Ivoire ou l'Union européenne le demande, examiner l'application des dispositions du présent protocole et leurs effets économiques en vue de les adapter ou de les modifier si nécessaire. Le Comité APE tient compte, entre autres éléments, de l'incidence, sur les règles d'origine, des évolutions technologiques.

▼ M2

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent article, le présent protocole et ses annexes doivent être réexaminés et, le cas échéant, révisés avant la fin d'une période de cinq (5) ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent protocole, conformément aux obligations de l'article 14 de l'accord. Ce réexamen porte également sur l'annexe II-A du présent protocole afin de pouvoir décider de sa reconduction éventuelle.

3. Conformément à l'article 34 de l'accord, le comité surveille la mise en œuvre et la gestion des dispositions du présent protocole et prend des décisions concernant, entre autres:

- a) le cumul, dans les conditions prévues à l'article 8 du présent protocole;
- b) les dérogations aux dispositions du présent protocole, dans les conditions prévues à l'article 40 de celui-ci;
- c) la dérogation automatique concernant les conserves de thon et les longes de thon prévue à l'article 40, paragraphe 8, du présent protocole dans les conditions prévues à l'article 40 de celui-ci;
- d) une prolongation de la période de trois ans visée à l'article 21, paragraphe 1, point b), du présent protocole fondée sur des preuves que la Côte d'Ivoire n'est pas prête à mettre en œuvre la législation sur les exportateurs enregistrés;
- e) le seuil de 6 000 EUR visé à l'article 21, paragraphe 1, point c), du présent protocole.

*Article 44***Annexes**

Les annexes du présent protocole font partie intégrante de celui-ci.

*Article 45***Mise en œuvre du présent protocole**

L'Union européenne et la Côte d'Ivoire prennent, chacune en ce qui la concerne, les mesures nécessaires à la mise en œuvre du présent protocole, y compris:

- a) les mesures nationales et régionales nécessaires à la mise en œuvre et au respect des règles et procédures établies dans le présent protocole, notamment les mesures nécessaires à l'application des articles relatifs au cumul;
- b) la mise en place des structures et systèmes administratifs nécessaires à la gestion et au contrôle adéquats de l'origine des produits.

▼ M2*Article 46***Dispositions transitoires relatives aux marchandises en transit ou en entrepôt**

Les marchandises qui satisfont aux dispositions du présent protocole et qui, à la date d'entrée en vigueur de celui-ci, sont en transit ou se trouvent en dépôt temporaire, en entrepôt douanier ou en zone franche dans l'Union européenne ou en Côte d'Ivoire peuvent être admises au bénéfice des dispositions de l'accord, sous réserve de la production, dans un délai de dix (10) mois à compter de cette date, aux autorités douanières de l'État d'importation, d'un certificat de circulation des marchandises EUR.1 établi a posteriori par les autorités douanières de l'État d'exportation ainsi que des preuves du respect de l'article 15 du présent protocole.

▼ M2

ANNEXE I

NOTES INTRODUCTIVES RELATIVES À LA LISTE FIGURANT À
L'ANNEXE II DU PROTOCOLE*Note 1:*

La liste figurant à l'annexe II du présent protocole définit, pour tous les produits, les conditions requises pour que ces produits puissent être considérés comme suffisamment ouvrés ou transformés au sens de l'article 4 dudit protocole.

Note 2:

1. Les deux premières colonnes de la liste décrivent le produit obtenu. La première colonne précise le numéro de la position ou du chapitre du système harmonisé, et la seconde la désignation des marchandises figurant dans le système pour cette position ou ce chapitre. En face des mentions portées dans les deux premières colonnes, une règle est énoncée dans les colonnes 3 ou 4. Lorsque, dans certains cas, le numéro de la première colonne est précédé d'un «ex», cela indique que la règle figurant dans les colonnes 3 ou 4 ne s'applique qu'à la partie de la position décrite dans la colonne 2.
2. Lorsque plusieurs numéros de position sont regroupés dans la colonne 1 ou qu'un numéro de chapitre y est mentionné, et que les produits figurant dans la colonne 2 sont, en conséquence, désignés en termes généraux, la règle correspondante énoncée dans les colonnes 3 ou 4 s'applique à tous les produits qui, dans le cadre du système harmonisé, sont classés dans les différentes positions du chapitre concerné ou dans les positions qui y sont regroupées.
3. Lorsque la liste comporte différentes règles applicables à différents produits relevant d'une même position, chaque tiret comporte la désignation relative à la partie de la position faisant l'objet de la règle correspondante dans les colonnes 3 ou 4.
4. Lorsqu'en face des mentions figurant dans les deux premières colonnes, une règle est prévue dans les colonnes 3 et 4, l'exportateur a le choix d'appliquer la règle énoncée dans la colonne 3 ou dans la colonne 4. Lorsque aucune règle n'est prévue dans la colonne 4, la règle énoncée dans la colonne 3 doit être appliquée.

Note 3:

1. Les dispositions de l'article 4 du présent protocole concernant les produits qui ont acquis le caractère originaire et qui sont mis en œuvre dans la fabrication d'autres produits s'appliquent, que ce caractère ait été acquis dans l'usine où ces produits sont mis en œuvre ou dans une autre usine de l'Union européenne ou en Côte d'Ivoire.

Par exemple:

Un moteur du n° 8407, pour lequel la règle prévoit que la valeur des matières non originaires susceptibles d'être mises en œuvre ne doit pas excéder 40 pour cent du prix départ usine, est fabriqué à partir d'ébauches de forge en aciers alliés du n° ex 7224.

Si cette ébauche a été obtenue dans l'Union européenne par forgeage d'un lingot non originaire, elle a déjà acquis le caractère de produit originaire en application de la règle prévue dans la liste pour les produits du n° ex 7224. Cette ébauche peut, dès lors, être prise en considération comme produit originaire dans le calcul de la valeur du moteur, qu'elle ait été fabriquée dans la même usine que le moteur ou dans une autre usine de l'Union européenne. La valeur du lingot non originaire ne doit donc pas être prise en compte lorsqu'il est procédé à la détermination de la valeur des matières non originaires utilisées.

▼ M2

2. La règle figurant dans la liste fixe le degré minimal d'ouvrison ou de transformation à effectuer; il en résulte que les ouvrisons ou transformations allant au-delà confèrent, elles aussi, le caractère originaire et que, à l'inverse, les ouvrisons ou transformations restant en deçà de ce seuil ne confèrent pas le caractère originaire. En d'autres termes, si une règle prévoit que des matières non originaires se trouvant à un stade d'élaboration déterminé peuvent être utilisées, l'utilisation de telles matières se trouvant à un stade moins avancé est, elle aussi, autorisée, alors que l'utilisation de telles matières se trouvant à un stade plus avancé ne l'est pas.
3. Sans préjudice de la note 3.2, lorsqu'une règle indique que des matières de toute position peuvent être utilisées, les matières de la même position que le produit peuvent aussi être utilisées, sous réserve, toutefois, des restrictions particulières susceptibles d'être aussi énoncées dans la règle. Toutefois, l'expression «fabrication à partir de matières de toute position, y compris à partir des autres matières du n° ...» implique que seules des matières classées dans la même position que le produit dont la désignation est différente de celle du produit telle qu'elle apparaît dans la colonne 2 de la liste peuvent être utilisées.
4. Lorsqu'une règle de la liste précise qu'un produit peut être fabriqué à partir de plusieurs matières, cela signifie qu'une ou plusieurs de ces matières peuvent être utilisées. Elle n'implique évidemment pas que toutes ces matières doivent être utilisées simultanément.

Par exemple:

La règle applicable aux tissus des nos 5208 à 5212 prévoit que des fibres naturelles peuvent être utilisées et que des matières chimiques, entre autres, peuvent l'être également. Cette règle n'implique pas que les fibres naturelles et les matières chimiques doivent être utilisées simultanément; il est possible d'utiliser l'une ou l'autre de ces matières, ou même les deux ensemble.

5. Lorsqu'une règle prévoit, dans la liste, qu'un produit doit être fabriqué à partir d'une matière déterminée, cette condition n'empêche évidemment pas l'utilisation d'autres matières qui, en raison de leur nature même, ne peuvent pas satisfaire à la règle (voir également la note 6.3 en ce qui concerne les textiles).

Par exemple:

La règle relative aux produits alimentaires préparés du n° 1904 qui exclut expressément l'utilisation des céréales et de leurs dérivés n'interdit évidemment pas l'emploi de sels minéraux, de matières chimiques ou d'autres additifs dans la mesure où ils ne sont pas obtenus à partir de céréales.

Toutefois, cette règle ne s'applique pas aux produits qui, bien qu'ils ne puissent pas être fabriqués à partir de matières spécifiées dans la liste, peuvent l'être à partir d'une matière de même nature à un stade antérieur de fabrication.

Par exemple:

Dans le cas d'un vêtement de l'ex chapitre 62 du système harmonisé fabriqué à partir de non-tissés, s'il est prévu que ce type d'article peut uniquement être obtenu à partir de fils non originaires, il n'est pas possible d'employer des tissus non tissés, même s'il est établi que les non-tissés ne peuvent normalement pas être obtenus à partir de fils. Dans de tels cas, la matière qu'il convient d'utiliser est celle située à l'état d'ouvrison qui est immédiatement antérieur aux fils, c'est-à-dire à l'état de fibres.

▼ M2

6. S'il est prévu, dans une règle de la liste, deux pourcentages concernant la valeur maximale de matières non originaires pouvant être utilisées, ces pourcentages ne peuvent pas être additionnés. Il s'ensuit que la valeur maximale de toutes les matières non originaires utilisées ne peut jamais excéder le plus élevé des pourcentages considérés. Il va de soi que les pourcentages spécifiques qui s'appliquent à des produits particuliers ne doivent pas être dépassés par suite de ces dispositions.

Note 4:

1. L'expression «fibres naturelles», lorsqu'elle est utilisée dans la liste, se rapporte aux fibres autres que les fibres artificielles ou synthétiques et doit être limitée aux fibres dans tous les états où elles peuvent se trouver avant la filature, y compris les déchets, et, sauf dispositions contraires, elle couvre les fibres qui ont été cardées, peignées ou autrement travaillées pour la filature mais non filées.
2. L'expression «fibres naturelles» couvre le crin du n° 0511, la soie des n°s 5002 et 5003 ainsi que la laine, les poils fins et les poils grossiers des n°s 5101 à 5105, les fibres de coton des n°s 5201 à 5203 et les autres fibres d'origine végétale des n°s 5301 à 5305.
3. Les expressions «pâtes textiles», «matières chimiques» et «matières destinées à la fabrication du papier» utilisées dans la liste désignent les matières non classées dans les chapitres 50 à 63 du système harmonisé, qui peuvent être utilisées en vue de fabriquer des fibres ou des fils synthétiques ou artificiels ou des fibres ou des fils de papier.
4. L'expression «fibres synthétiques ou artificielles discontinues» utilisée dans la liste couvre les câbles de filaments, les fibres discontinues et les déchets de fibres synthétiques ou artificielles discontinues des n°s 5501 à 5507.

Note 5:

1. Lorsqu'il est fait référence à la présente note introductive pour un produit déterminé de la liste, les conditions exposées dans la colonne 3 ne doivent pas être appliquées aux différentes matières textiles de base qui sont utilisées dans la fabrication de ce produit lorsque, considérées ensemble, elles représentent 10 pour cent ou moins du poids total de toutes les matières textiles de base utilisées (voir également les notes 5.3 et 5.4 ci-dessous).
2. Toutefois, la tolérance mentionnée dans la note 5.1 s'applique uniquement aux produits mélangés qui ont été obtenus à partir de deux ou plusieurs matières textiles de base.

Les matières textiles de base sont les suivantes:

- la soie;
- la laine;
- les poils grossiers;
- les poils fins;
- le crin;
- le coton;
- les matières servant à la fabrication du papier et le papier;
- le lin;
- le chanvre;

▼ M2

- le jute et les autres fibres libériennes;
- le sisal et les autres fibres textiles du genre agave;
- le coco, l'abaca, la ramie et les autres fibres textiles végétales;
- les filaments synthétiques;
- les filaments artificiels;
- les filaments conducteurs électriques;
- les fibres synthétiques discontinues de polypropylène;
- les fibres synthétiques discontinues de polyester;
- les fibres synthétiques discontinues de polyamide;
- les fibres synthétiques discontinues de polyacrylonitrile;
- les fibres synthétiques discontinues de polyimide;
- les fibres synthétiques discontinues de polytétrafluoroéthylène;
- les fibres synthétiques discontinues de polysulfure de phénylène;
- les fibres synthétiques discontinues de polychlorure de vinyle;
- les autres fibres synthétiques discontinues;
- les fibres artificielles discontinues de viscose;
- les autres fibres artificielles discontinues;
- les fils de polyuréthanes segmentés avec des segments souples de polyéthers même guipés;
- les fils de polyuréthanes segmentés avec des segments souples de polyesters même guipés;
- les produits du n° 5605 (filés métalliques et fils métallisés) formés d'une âme consistant, soit en une bande mince d'aluminium, soit en une pellicule de matière plastique recouverte ou non de poudre d'aluminium, d'une largeur n'excédant pas 5 mm, cette âme étant insérée par collage entre deux pellicules de matière plastique à l'aide d'une colle transparente ou colorée;
- les autres produits du n° 5605.

Par exemple:

Un fil du n° 5205 obtenu à partir de fibres de coton du n° 5203 et de fibres synthétiques discontinues du n° 5506 est un fil mélangé. C'est pourquoi des fibres synthétiques discontinues non originaires qui ne satisfont pas aux règles d'origine (qui exigent la fabrication à partir de matières chimiques ou de pâtes textiles) peuvent être utilisées jusqu'à une valeur de 10 pour cent en poids du fil.

Par exemple:

Un tissu de laine du n° 5112 obtenu à partir de fils de laine du n° 5107 et de fils de fibres synthétiques discontinues du n° 5509 est un tissu mélangé. C'est pourquoi des fils synthétiques qui ne satisfont pas aux règles d'origine (qui exigent la fabrication à partir de matières chimiques ou de pâtes textiles) ou des fils de laine qui ne satisfont pas aux règles d'origine (qui exigent la fabrication à partir de fibres naturelles non cardées ni peignées ou autrement travaillées pour la filature) ou une combinaison de ces deux types de fils peuvent être utilisés à condition que leur poids total n'excède pas 10 pour cent du poids du tissu.

▼ M2

Par exemple:

Une surface textile touffetée du n° 5802 obtenue à partir de fils de coton du n° 5205 et d'un tissu de coton du n° 5210 est considérée comme étant un produit mélangé uniquement si le tissu de coton est lui-même un tissu mélangé ayant été fabriqué à partir de fils classés dans deux positions différentes ou si les fils de coton utilisés sont eux-mêmes mélangés.

Par exemple:

Si la même surface touffetée est fabriquée à partir de fils de coton du n° 5205 et d'un tissu synthétique du n° 5407, il est alors évident que les deux fils utilisés sont deux matières textiles différentes et que la surface textile touffetée est par conséquent un produit mélangé.

3. Dans le cas des produits incorporant des «fils de polyuréthanes segmentés avec des segments souples de polyéthers même guipés», cette tolérance est de 20 pour cent en ce qui concerne les fils.
4. Dans le cas des produits formés «d'une âme consistant soit en une bande mince d'aluminium, soit en une pellicule de matière plastique recouverte ou non de poudre d'aluminium, d'une largeur n'excédant pas 5 mm, cette âme étant insérée par collage entre deux pellicules de matière plastique», cette tolérance est de 30 pour cent en ce qui concerne cette âme.

Note 6:

1. Pour les produits textiles confectionnés qui font l'objet, dans la liste, d'une note en bas de page renvoyant à la présente note introductive, des garnitures ou des accessoires en matières textiles, qui ne répondent pas à la règle fixée dans la colonne 3 de la liste pour le produit confectionné concerné, peuvent être utilisés à condition que leur poids n'excède pas 10 pour cent du poids total des matières textiles incorporées dans leur fabrication.

Les garnitures et les accessoires en matières textiles concernés sont ceux classés dans les chapitres 50 à 63 du système harmonisé. Les doublures et les toiles tailleur ne sont pas considérées comme des garnitures et des accessoires.

2. Les garnitures, les accessoires et les autres produits utilisés qui contiennent des matières textiles n'ont pas à satisfaire aux conditions exposées dans la colonne 3, même si elles ne sont pas couvertes par la note 3.5.
3. Conformément aux dispositions de la note 3.5, les garnitures, accessoires ou autres produits non originaires qui ne contiennent pas de matières textiles peuvent, dans tous les cas, être librement utilisés lorsqu'ils ne peuvent pas être fabriqués à partir des matières qui sont mentionnées dans la colonne 3 de la liste.

Par exemple ⁽¹⁾, si une règle dans la liste prévoit, pour un article particulier en matière textile, comme une blouse, que des fils doivent être utilisés, cela n'interdit pas l'utilisation d'articles en métal, tels que des boutons, puisque ces derniers ne peuvent pas être fabriqués à partir de matières textiles.

4. Lorsqu'une règle de pourcentage s'applique, la valeur des garnitures et accessoires doit être prise en considération dans le calcul de la valeur des matières non originaires incorporées.

⁽¹⁾ Le présent exemple est uniquement donné à titre explicatif. Il n'est pas juridiquement contraignant.

▼ M2

Note 7:

1. Les «traitements définis», au sens des n^{os} ex 2707, 2713 à 2715, ex 2901, ex 2902 et ex 3403 sont les suivants:
 - a) la distillation sous vide;
 - b) la redistillation par un procédé de fractionnement très poussé ⁽²⁾;
 - c) le craquage;
 - d) le reformage;
 - e) l'extraction par solvants sélectifs;
 - f) le traitement comportant l'ensemble des opérations suivantes: traitement à l'acide sulfurique concentré ou à l'oléum ou à l'anhydride sulfurique, neutralisation par des agents alcalins, décoloration et épuration par la terre active par sa nature, la terre activée, le charbon actif ou la bauxite;
 - g) la polymérisation;
 - h) l'alkylation;
 - i) l'isomérisation.
2. Les «traitements définis», au sens des n^{os} 2710 à 2712, sont les suivants:
 - a) la distillation sous vide;
 - b) la redistillation par un procédé de fractionnement très poussé ⁽³⁾;
 - c) le craquage;
 - d) le reformage;
 - e) l'extraction par solvants sélectifs;
 - f) le traitement comportant l'ensemble des opérations suivantes: traitement à l'acide sulfurique concentré ou à l'oléum ou à l'anhydride sulfurique, neutralisation par des agents alcalins, décoloration et épuration par la terre active par sa nature, la terre activée, le charbon actif ou la bauxite;
 - g) la polymérisation;
 - h) l'alkylation;
 - i) l'isomérisation;
 - j) la désulfuration, avec emploi d'hydrogène, uniquement en ce qui concerne les huiles lourdes relevant du n^o ex 2710, conduisant à une réduction d'au moins 85 pour cent de la teneur en soufre des produits traités (méthode ASTM D 1266-59 T);
 - k) le déparaffinage par un procédé autre que la simple filtration, uniquement en ce qui concerne les produits relevant du n^o 2710;

⁽²⁾ Voir note explicative complémentaire 5 b) du chapitre 27 de la nomenclature combinée.

⁽³⁾ Voir note explicative complémentaire 5 b) du chapitre 27 de la nomenclature combinée.

▼ M2

- l) le traitement à l'hydrogène, autre que la désulfuration, uniquement en ce qui concerne les huiles lourdes relevant du n° ex 2710, dans lequel l'hydrogène participe activement à une réaction chimique réalisée à une pression supérieure à 20 bars et à une température supérieure à 250 °C à l'aide d'un catalyseur. Les traitements de finition à l'hydrogène d'huiles lubrifiantes relevant du n° ex 2710 ayant notamment comme but d'améliorer la couleur ou la stabilité (par exemple «hydrofinishing» ou décoloration) ne sont, en revanche, pas considérés comme des traitements définis;
 - m) la distillation atmosphérique, uniquement en ce qui concerne les «fuel oils» relevant du n° ex 2710, à condition que ces produits distillent en volume, y compris les pertes, moins de 30 pour cent à 300 °C, d'après la méthode ASTM D 86;
 - n) le traitement par l'effluve électrique à haute fréquence, uniquement en ce qui concerne les huiles lourdes autres que le gazole et les «fuel oils» du n° ex 2710.
3. Au sens des n^{os} ex 2707, 2713 à 2715, ex 2901, ex 2902 et ex 3403, les opérations simples telles que le nettoyage, la décantation, le dessalage, la séparation de l'eau, le filtrage, la coloration, le marquage, l'obtention d'une teneur en soufre donnée par mélange de produits ayant des teneurs en soufre différentes, toutes combinaisons de ces opérations ou des opérations similaires ne confèrent pas l'origine.

▼M2

ANNEXE II

Liste des ouvraisons ou transformations à appliquer aux matières non originaires pour que le produit transformé puisse obtenir le caractère originaire

Les produits mentionnés dans la liste ci-après ne sont pas tous couverts par l'accord. Il est donc nécessaire de consulter les autres parties de l'accord.

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
Chapitre 1	Animaux vivants	Tous les animaux du chapitre 1 utilisés doivent être entièrement obtenus	
Chapitre 2	Viandes et abats comestibles	Fabrication dans laquelle toutes les matières des chapitres 1 et 2 utilisées doivent être entièrement obtenues	
ex Chapitre 3	Poissons et crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques	Fabrication dans laquelle toutes les matières du chapitre 3 utilisées doivent être entièrement obtenues	
0304	Filets de poissons et autre chair de poissons (même hachée), frais, réfrigérés ou congelés	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières du chapitre 3 utilisées ne doit pas excéder 15 % du prix départ usine du produit	
0305	Poissons séchés, salés ou en saumure; poissons fumés, même cuits avant ou pendant le fumage; farines, poudres et agglomérés sous forme de pellets de poisson, propres à l'alimentation humaine	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières du chapitre 3 utilisées ne doit pas excéder 15 % du prix départ usine du produit	
0306	Crustacés, même décortiqués, vivants, frais, réfrigérés, congelés, séchés, salés ou en saumure; crustacés, même décortiqués, fumés, même cuits avant ou pendant le fumage; crustacés non décortiqués, cuits à l'eau ou à la vapeur, même réfrigérés, congelés, séchés, salés ou en saumure; farines, poudres et agglomérés sous forme de pellets de crustacés, propres à l'alimentation humaine	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières du chapitre 3 utilisées ne doit pas excéder 15 % du prix départ usine du produit	

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
0307	Mollusques, même séparés de leur coquille, vivants, frais, réfrigérés, congelés, séchés, salés ou en saumure; mollusques, même décortiqués, fumés, même cuits avant ou pendant le fumage; farines, poudres et agglomérés sous forme de pellets de mollusques, propres à l'alimentation humaine	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières du chapitre 3 utilisées ne doit pas excéder 15 % du prix départ usine du produit	
0308	Invertébrés aquatiques autres que les crustacés et mollusques, vivants, frais, réfrigérés, congelés, séchés, salés ou en saumure; invertébrés aquatiques autres que les crustacés et mollusques, fumés, même cuits avant ou pendant le fumage; farines, poudres et agglomérés sous forme de pellets d'invertébrés aquatiques autres que les crustacés et mollusques, propres à l'alimentation humaine	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières du chapitre 3 utilisées ne doit pas excéder 15 % du prix départ usine du produit	
ex Chapitre 4	Lait et produits de la laiterie; œufs d'oiseaux; miel naturel; produits comestibles d'origine animale, non dénommés ni compris ailleurs; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle toutes les matières du chapitre 4 utilisées doivent être entièrement obtenues	
0403	Babeurre, lait et crème caillés, yoghourt, képhir et autres laits et crèmes fermentés ou acidifiés, même concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants ou aromatisés ou additionnés de fruits ou de cacao	Fabrication dans laquelle: <ul style="list-style-type: none"> — toutes les matières du chapitre 4 utilisées doivent être entièrement obtenues; — les jus de fruits (à l'exclusion des jus d'ananas, de limes, de limettes ou de pamplemousse) du n° 2009 utilisés doivent être déjà originaires; et — la valeur des matières du chapitre 17 utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit 	
ex Chapitre 5	Autres produits d'origine animale, non dénommés ni compris ailleurs; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle toutes les matières du chapitre 5 utilisées doivent être entièrement obtenues	
ex 0502	Soies de porc ou de sanglier, préparées	Nettoyage, désinfection, triage et redressage de soies de porc ou de sanglier	

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
Chapitre 6	Plantes vivantes et produits de la floriculture	Fabrication dans laquelle: — toutes les matières du chapitre 6 utilisées doivent être entièrement obtenues; et — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit	
Chapitre 7	Légumes, plantes racines et tubercules alimentaires	Fabrication dans laquelle toutes les matières du chapitre 7 utilisées doivent être entièrement obtenues	
Chapitre 8	Fruits comestibles; écorces d'agrumes ou de melons	Fabrication dans laquelle: — tous les fruits utilisés doivent être entièrement obtenus; et — la valeur des matières du chapitre 17 utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit	
ex Chapitre 9	Café, thé, maté et épices; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle toutes les matières du chapitre 9 utilisées doivent être entièrement obtenues	
0901	Café, même torréfié ou décaféiné; coques et pellicules de café; succédanés du café contenant du café, quelles que soient les proportions du mélange	Fabrication à partir de matières de toute position	
0902	Thé, même aromatisé	Fabrication à partir de matières de toute position	
ex 0910	Mélanges d'épices	Fabrication à partir de matières de toute position	
Chapitre 10	Céréales	Fabrication dans laquelle toutes les matières du chapitre 10 utilisées doivent être entièrement obtenues	
ex Chapitre 11	Produits de la minoterie; malt; amidons et féculés; inuline; gluten de froment; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle les légumes, les céréales, les tubercules et les racines du n° 0714 ou les fruits utilisés doivent être entièrement obtenus	

▼M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
ex 1106	Farines, semoules et poudres des légumes à cosse secs du n° 0713, écosés	Séchage et mouture de légumes à cosse du n° 0708	
Chapitre 12	Graines et fruits oléagineux; graines, semences et fruits divers; plantes industrielles ou médicinales; pailles et fourrages	Fabrication dans laquelle toutes les matières du chapitre 12 utilisées doivent être entièrement obtenues	
1301	Gomme laque; gommés, résines, gommés-résines et oléorésines (baumes, par exemple), naturelles	Fabrication dans laquelle la valeur des matières du n° 1301 utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit	
1302	Sucs et extraits végétaux; matières pectiques, pectinates et pectates; agar-agar et autres mucilages et épaississants dérivés de végétaux, même modifiés: - mucilages et épaississants dérivés de végétaux, même modifiés - autres	Fabrication à partir de mucilages et d'épaississants non modifiés Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit	
Chapitre 14	Matières à tresser et autres produits d'origine végétale, non dénommés ni compris ailleurs	Fabrication dans laquelle toutes les matières du chapitre 14 utilisées doivent être entièrement obtenues	
ex Chapitre 15	Graisses et huiles animales ou végétales; produits de leur dissociation; graisses alimentaires élaborées; cires d'origine animale ou végétale; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	
1501	Graisses de porc (y compris le saindoux) et graisses de volailles, autres que celles du n° 0209 ou du n° 1503: - graisses d'os ou de déchets - autres	Fabrication à partir de matières de toute position, à l'exclusion des matières des nos 0203, 0206 ou 0207 ou des os du n° 0506 Fabrication à partir des viandes ou des abats comestibles des animaux de l'espèce porcine des n°s 0203 ou 0206, ou des viandes ou des abats comestibles de volailles du n° 0207	

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
1502	Graisses des animaux des espèces bovine, ovine ou caprine, autres que celles du n° 1503: - graisses d'os ou de déchets - autres	Fabrication à partir de matières de toute position, à l'exclusion des matières des n°s 0201, 0202, 0204 ou 0206 ou des os du n° 0506	Fabrication dans laquelle toutes les matières du chapitre 2 utilisées doivent être entièrement obtenues
1504	Graisses et huiles et leurs fractions, de poissons ou de mammifères marins, même raffinées, mais non chimiquement modifiées: - fractions solides - autres	Fabrication à partir de matières de toute position, y compris à partir des autres matières du n° 1504	Fabrication dans laquelle toutes les matières des chapitres 2 et 3 utilisées doivent être entièrement obtenues
ex 1505	Lanoline raffinée	Fabrication à partir de graisse de suint du n° 1505	
1506	Autres graisses et huiles animales et leurs fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées: - fractions solides - autres	Fabrication à partir de matières de toute position, y compris à partir des autres matières du n° 1506	Fabrication dans laquelle toutes les matières du chapitre 2 utilisées doivent être entièrement obtenues
1507 à 1515	Huiles végétales et leurs fractions: - huiles de soja, d'arachide, de palme, de coco (de coprah), de palmiste ou de babassu, de tung (d'abrasin), d'oléococca et d'oïtica, cire de myrica, cire du Japon, fractions de l'huile de jojoba et huiles destinées à des usages techniques ou industriels autres que la fabrication de produits pour l'alimentation humaine - fractions solides, à l'exclusion de celles de l'huile de jojoba	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	Fabrication à partir des autres matières des n°s 1507 à 1515

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
1516	- autres Graisses et huiles animales ou végétales et leurs fractions, partiellement ou totalement hydrogénées, interestérifiées, réestérifiées ou élaïdinisées, même raffinées, mais non autrement préparées	Fabrication dans laquelle toutes les matières végétales utilisées doivent être entièrement obtenues Fabrication dans laquelle: — toutes les matières du chapitre 2 utilisées doivent être entièrement obtenues; et — toutes les matières végétales utilisées doivent être entièrement obtenues. Toutefois, des matières des n ^{os} 1507, 1508, 1511 et 1513 peuvent être utilisées	
1517	Margarine; mélanges ou préparations alimentaires de graisses ou d'huiles animales ou végétales ou de fractions de différentes graisses ou huiles du présent chapitre, autres que les graisses et huiles alimentaires et leurs fractions du n ^o 1516	Fabrication dans laquelle: — toutes les matières des chapitres 2 et 4 utilisées doivent être entièrement obtenues; et — toutes les matières végétales utilisées doivent être entièrement obtenues. Toutefois, des matières des n ^{os} 1507, 1508, 1511 et 1513 peuvent être utilisées	
Chapitre 16	Préparations de viandes, de poissons ou de crustacés, de mollusques ou d'autres invertébrés aquatiques	Fabrication à partir des animaux du chapitre 1	
1604 et 1605	Préparations et conserves de poissons; caviar et ses succédanés préparés à partir d'œufs de poisson; Crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques, préparés ou conservés	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières du chapitre 3 utilisées ne doit pas excéder 15 % du prix départ usine du produit	
ex Chapitre 17	Sucres et sucreries; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	
ex 1701	Sucres de canne ou de betterave et saccharose chimiquement pur, à l'état solide, additionnés d'aromatisants ou de colorants	Fabrication dans laquelle la valeur des matières du chapitre 17 utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit.	

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
1702	<p>Autres sucres, y compris le lactose, le maltose, le glucose et le fructose (lévulose) chimiquement purs, à l'état solide; sirops de sucres sans addition d'aromatants ou de colorants; succédanés du miel, même mélangés de miel naturel; sucres et mélasses caramélisés:</p> <p>- maltose ou fructose chimiquement purs</p> <p>- autres sucres, à l'état solide, additionnés d'aromatants ou de colorants</p> <p>- autres</p>	<p>Fabrication à partir de matières de toute position, y compris à partir des autres matières du n° 1702</p> <p>Fabrication dans laquelle la valeur des matières du chapitre 17 utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit.</p> <p>Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être déjà originaires</p>	
ex 1703	Mélasses résultant de l'extraction ou du raffinage du sucre, additionnées d'aromatants ou de colorants	Fabrication dans laquelle la valeur des matières du chapitre 17 utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit.	
1704	Sucrieries sans cacao (y compris le chocolat blanc)	<p>Fabrication dans laquelle:</p> <ul style="list-style-type: none"> — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; et — la valeur des matières du chapitre 17 utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit 	
Chapitre 18	Cacao et ses préparations	<p>Fabrication dans laquelle:</p> <ul style="list-style-type: none"> — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; et — la valeur des matières du chapitre 17 utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit 	

▼M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
1901	<p>Extraits de malt; préparations alimentaires de farines, gruaux, semoules, amidons, féculés ou extraits de malt, ne contenant pas de cacao ou contenant moins de 40 % en poids de cacao calculés sur une base entièrement dégraissée, non dénommées ni comprises ailleurs; préparations alimentaires de produits des n^{os} 0401 à 0404, ne contenant pas de cacao ou contenant moins de 5 % en poids de cacao calculés sur une base entièrement dégraissée, non dénommées ni comprises ailleurs:</p> <p>- extraits de malt</p> <p>- autres</p>	<p>Fabrication à partir des céréales du chapitre 10</p> <p>Fabrication dans laquelle:</p> <ul style="list-style-type: none"> — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; et — la valeur des matières du chapitre 17 utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit 	
1902	<p>Pâtes alimentaires, même cuites ou farcies (de viande ou d'autres substances) ou bien autrement préparées, telles que spaghetti, macaroni, nouilles, lasagnes, gnocchi, ravioli, cannelloni; couscous, même préparé:</p> <p>- contenant en poids 20 % ou moins de viandes, d'abats, de poissons, de crustacés ou de mollusques</p> <p>- contenant en poids plus de 20 % de viandes, d'abats, de poissons, de crustacés ou de mollusques</p>	<p>Fabrication dans laquelle les céréales et leurs dérivés utilisés (à l'exclusion du blé dur et de ses dérivés) doivent être entièrement obtenus</p> <p>Fabrication dans laquelle:</p> <ul style="list-style-type: none"> — les céréales et leurs dérivés utilisés (à l'exclusion du blé dur et de ses dérivés) doivent être entièrement obtenus; et — toutes les matières des chapitres 2 et 3 utilisées doivent être entièrement obtenues 	

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
1903	Tapioca et ses succédanés préparés à partir de féculs sous forme de flocons, grumeaux, grains perlés, criblures ou formes similaires	Fabrication à partir de matières de toute position, à l'exclusion de la fécule de pommes de terre du n° 1108	
1904	Produits à base de céréales obtenus par soufflage ou grillage (corn flakes, par exemple); céréales autres que le maïs, en grains ou sous forme de flocons ou d'autres grains travaillés (à l'exception de la farine, du gruau, et de la semoule), précuites ou autrement préparées, non dénommées ni comprises ailleurs	Fabrication: — à partir de matières de toute position, à l'exclusion des matières du n° 1806; — dans laquelle les céréales et la farine (à l'exclusion du blé dur et de ses dérivés ainsi que du maïs de la variété <i>Zea mays</i> L.) utilisées doivent être entièrement obtenues; et — dans laquelle la valeur des matières du chapitre 17 utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit	
1905	Produits de la boulangerie, de la pâtisserie ou de la biscuiterie, même additionnés de cacao; hosties, cachets vides des types utilisés pour médicaments, pains à cacheter, pâtes séchées de farine, d'amidon ou de fécule en feuilles et produits similaires	Fabrication à partir de matières de toute position, à l'exclusion des matières du chapitre 11	
ex Chapitre 20	Préparations de légumes, de fruits ou d'autres parties de plantes; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle les fruits et les légumes utilisés doivent être entièrement obtenus	
ex 2001	Ignames, patates douces et parties comestibles similaires de plantes, d'une teneur en poids d'amidon ou de fécule égale ou supérieure à 5 %, préparés ou conservés au vinaigre ou à l'acide acétique	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	
ex 2004 et ex 2005	Pommes de terre sous forme de farines, semoules ou flocons, préparées ou conservées autrement qu'au vinaigre ou à l'acide acétique	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	
2006	Légumes, fruits, écorces de fruits et autres parties de plantes, confits au sucre (égouttés, glacés ou cristallisés)	Fabrication dans laquelle la valeur des matières du chapitre 17 utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit.	

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
2007	Confitures, gelées, marmelades, purées et pâtes de fruits, obtenues par cuisson, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants	Fabrication dans laquelle: — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; et — la valeur des matières du chapitre 17 utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit	
ex 2008	- Fruits à coques, sans addition de sucre ou d'alcool - Beurre d'arachide; mélanges à base de céréales; cœurs de palmier; maïs - Autres à l'exclusion des fruits (y compris les fruits à coques), cuits autrement qu'à l'eau ou à la vapeur, sans addition de sucre, congelés	Fabrication dans laquelle la valeur des fruits à coques et des graines oléagineuses originaires des n ^{os} 0801, 0802 et 1202 à 1207 utilisés doit excéder 60 % du prix départ usine du produit Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit Fabrication dans laquelle: — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; et — la valeur des matières du chapitre 17 utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit	
2009	Jus de fruits (y compris les moûts de raisins) ou de légumes, non fermentés, sans addition d'alcool, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants	Fabrication dans laquelle: — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; et — la valeur des matières du chapitre 17 utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit	

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originales conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
ex Chapitre 21	Préparations alimentaires diverses; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	
2101	Extraits, essences et concentrés de café, de thé ou de maté et préparations à base de ces produits ou à base de café, thé ou maté; chicorée torréfiée et autres succédanés torréfiés du café et leurs extraits, essences et concentrés	Fabrication dans laquelle: — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; et — la chicorée utilisée doit être entièrement obtenue	
2103	Préparations pour sauces et sauces préparées; condiments et assaisonnements composés; farine de moutarde et moutarde préparée: - préparations pour sauces et sauces préparées; condiments et assaisonnements composés - farine de moutarde et moutarde préparée	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit. Toutefois, la farine de moutarde ou la moutarde préparée peuvent être utilisées Fabrication à partir de matières de toute position	
ex 2104	Préparations pour soupes, potages ou bouillons; soupes, potages ou bouillons préparés	Fabrication à partir de matières de toute position, à l'exclusion des légumes préparés ou conservés des n ^{os} 2002 à 2005	
2106	Préparations alimentaires non dénommées ni comprises ailleurs	Fabrication dans laquelle: — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; et — la valeur des matières du chapitre 17 utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit	
ex Chapitre 22	Boissons, liquides alcooliques et vinaigres; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle: — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; et	

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
2202	Eaux, y compris les eaux minérales et les eaux gazéifiées, additionnées de sucre ou d'autres édulcorants ou aromatisées, et autres boissons non alcooliques, à l'exclusion des jus de fruits ou de légumes du n° 2009	<p>— le raisin ou les matières dérivées du raisin utilisés doivent être entièrement obtenus</p> <p>Fabrication dans laquelle:</p> <p>— toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit;</p> <p>— la valeur des matières du chapitre 17 utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit; et</p> <p>— les jus de fruits utilisés (à l'exclusion des jus d'ananas, de limes ou de limettes et de pamplemousse) doivent être déjà originaires</p>	
2207	Alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de 80 % vol ou plus; alcool éthylique et eaux-de-vie dénaturés de tous titres	<p>Fabrication:</p> <p>— à partir de matières non classées dans le n° 2207 ou 2208; et</p> <p>— dans laquelle le raisin ou les matières dérivées du raisin utilisés doivent être entièrement obtenus ou dans laquelle, si toutes les autres matières utilisées sont déjà originaires, de l'arak peut être utilisé dans une proportion n'excédant pas 5 % en volume</p>	
2208	Alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de moins de 80 % vol; eaux-de-vie, liqueurs et autres boissons spiritueuses	<p>Fabrication:</p> <p>— à partir de matières non classées dans le n° 2207 ou 2208; et</p> <p>— dans laquelle le raisin ou les matières dérivées du raisin utilisés doivent être entièrement obtenus ou dans laquelle, si toutes les autres matières utilisées sont déjà originaires, de l'arak peut être utilisé dans une proportion n'excédant pas 5 % en volume</p>	

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)
ex Chapitre 23	Résidus et déchets des industries alimentaires; aliments préparés pour animaux; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit
ex 2301	Farines de baleine; farines, poudres et agglomérés sous forme de pellets, de poissons ou de crustacés, de mollusques ou d'autres invertébrés aquatiques, impropres à l'alimentation humaine	Fabrication dans laquelle toutes les matières des chapitres 2 et 3 utilisées doivent être entièrement obtenues
ex 2303	Résidus de l'amidonnerie du maïs (à l'exclusion des eaux de trempes concentrées), d'une teneur en protéines, calculée sur la matière sèche, supérieure à 40 % en poids	Fabrication dans laquelle le maïs utilisé doit être entièrement obtenu
ex 2306	Tourteaux et autres résidus solides de l'extraction de l'huile d'olive, contenant plus de 3 % d'huile d'olive	Fabrication dans laquelle les olives utilisées doivent être entièrement obtenues
2309	Préparations des types utilisés pour l'alimentation des animaux	Fabrication dans laquelle: <ul style="list-style-type: none"> — les céréales, le sucre, les mélasses, la viande ou le lait utilisés doivent être déjà originaires; et — toutes les matières du chapitre 3 utilisées doivent être entièrement obtenues
ex Chapitre 24	Tabacs et succédanés de tabac fabriqués; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle toutes les matières du chapitre 24 utilisées doivent être entièrement obtenues
ex 2402	Cigares (y compris ceux à bouts coupés), cigarillos et cigarettes, en tabac ou en succédanés de tabac	Fabrication dans laquelle 70 % au moins en poids des tabacs non fabriqués ou des déchets de tabac du n° 2401 utilisés doivent être déjà originaires
ex 2403	Tabac à fumer	Fabrication dans laquelle 70 % au moins en poids des tabacs non fabriqués ou des déchets de tabac du n° 2401 utilisés doivent être déjà originaires
ex Chapitre 25	Sel; soufre; terres et pierres; plâtres, chaux et ciments; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originales conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
ex 2504	Graphite naturel cristallin, enrichi de carbone, purifié et broyé	Enrichissement de la teneur en carbone, purification et broyage du graphite brut cristallin	
ex 2515	Marbres, simplement débités, par sciage ou autrement, en blocs ou en plaques de forme carrée ou rectangulaire, d'une épaisseur n'excédant pas 25 cm	Débitage, par sciage ou autrement, de marbres (même si déjà sciés) d'une épaisseur excédant 25 cm	
ex 2516	Granite, porphyre, basalte, grès et autres pierre de taille ou de construction simplement débités, par sciage ou autrement, en blocs ou en plaques de forme carrée ou rectangulaire, d'une épaisseur n'excédant pas 25 cm	Débitage, par sciage ou autrement, de pierres (même si déjà sciées) d'une épaisseur excédant 25 cm	
ex 2518	Dolomite calcinée	Calcination de dolomite non calcinée	
ex 2519	Carbonate de magnésium naturel (magnésite) broyé et mis en récipients hermétiques et oxyde de magnésium, même pur, à l'exclusion de la magnésie électrofondue et de la magnésie calcinée à mort (frittée)	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit. Toutefois, le carbonate de magnésium naturel (magnésite) peut être utilisé	
ex 2520	Plâtres spécialement préparés pour l'art dentaire	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit	
ex 2524	Fibres d'amiante	Fabrication à partir de minerais d'amiante (concentré d'asbeste)	
ex 2525	Mica en poudre	Moulage de mica ou de déchets de mica	
ex 2530	Terres colorantes, calcinées ou pulvérisées	Calcination ou moulage de terres colorantes	
Chapitre 26	Minerais, scories et cendres	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	
ex Chapitre 27	Combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leur distillation; matières bitumineuses; cires minérales; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
ex 2707	Huiles dans lesquelles les constituants aromatiques prédominent en poids par rapport aux constituants non aromatiques, similaires aux huiles minérales obtenues par distillation de goudrons de houille de haute température, distillant plus de 65 % de leur volume jusqu'à 250 °C (y compris les mélanges d'essence de pétrole et de benzol), destinées à être utilisées comme carburants ou comme combustibles	Opérations de raffinage et/ou un ou plusieurs traitements spécifiques ⁽¹⁾	Autres opérations, dans lesquelles toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit. Toutefois, des matières classées dans la même position que le produit peuvent être utilisées, à condition que leur valeur n'excède pas 50 % du prix départ usine du produit
ex 2709	Huiles brutes de minéraux bitumineux	Distillation pyrogénée des minéraux bitumineux	
2710	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, autres que les huiles brutes; préparations non dénommées ni comprises ailleurs, contenant en poids 70 % ou plus d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux et dont ces huiles constituent l'élément de base	Opérations de raffinage et/ou un ou plusieurs traitements spécifiques ⁽²⁾	Autres opérations, dans lesquelles toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit. Toutefois, des matières classées dans la même position que le produit peuvent être utilisées, à condition que leur valeur n'excède pas 50 % du prix départ usine du produit
2711	Gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux	Opérations de raffinage et/ou un ou plusieurs traitements spécifiques ⁽³⁾	Autres opérations, dans lesquelles toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit. Toutefois, des matières classées dans la même position que le produit peuvent être utilisées, à condition que leur valeur n'excède pas 50 % du prix départ usine du produit
2712	Vaseline; paraffine, cire de pétrole microcristalline, slack wax, ozokérite, cire de lignite, cire de tourbe, autres cires minérales et produits similaires obtenus par synthèse ou par d'autres procédés, même colorés	Opérations de raffinage et/ou un ou plusieurs traitement(s) spécifique(s) ⁽⁴⁾	Autres opérations, dans lesquelles toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit. Toutefois, des matières classées dans la même position que le produit peuvent être utilisées, à condition que leur valeur n'excède pas 50 % du prix départ usine du produit

⁽¹⁾ Les traitements spécifiques sont exposés dans les notes introductives 7.1 et 7.3.

⁽²⁾ Les traitements spécifiques sont exposés dans la note introductive 7.2.

⁽³⁾ Les traitements spécifiques sont exposés dans la note introductive 7.2.

⁽⁴⁾ Les traitements spécifiques sont exposés dans la note introductive 7.2.

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originares conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
2713	Coke de pétrole, bitume de pétrole et autres résidus des huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux	Opérations de raffinage et/ou un ou plusieurs traitements spécifiques ⁽⁵⁾	Autres opérations, dans lesquelles toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit. Toutefois, des matières classées dans la même position que le produit peuvent être utilisées, à condition que leur valeur n'excède pas 50 % du prix départ usine du produit
2714	Bitumes et asphaltes, naturels; schistes et sables bitumineux; asphaltites et roches asphaltiques	Opérations de raffinage et/ou un ou plusieurs traitements spécifiques ⁽⁶⁾	Autres opérations, dans lesquelles toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit. Toutefois, des matières classées dans la même position que le produit peuvent être utilisées, à condition que leur valeur n'excède pas 50 % du prix départ usine du produit
2715	Mélanges bitumineux à base d'asphalte ou de bitume naturels, de bitume de pétrole, de goudron minéral ou de brai de goudron minéral (mastics bitumineux, cut-backs, par exemple)	Opérations de raffinage et/ou un ou plusieurs traitements spécifiques ⁽⁷⁾	Autres opérations, dans lesquelles toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit. Toutefois, des matières classées dans la même position que le produit peuvent être utilisées, à condition que leur valeur n'excède pas 50 % du prix départ usine du produit
ex Chapitre 28	Produits chimiques inorganiques; composés inorganiques ou organiques de métaux précieux, d'éléments radioactifs, de métaux de terres rares ou d'isotopes; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit. Toutefois, des matières classées dans la même position que le produit peuvent être utilisées, à condition que leur valeur n'excède pas 20 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit

⁽⁵⁾ Les traitements spécifiques sont exposés dans les notes introductives 7.1 et 7.3.⁽⁶⁾ Les traitements spécifiques sont exposés dans les notes introductives 7.1 et 7.3.⁽⁷⁾ Les traitements spécifiques sont exposés dans les notes introductives 7.1 et 7.3.

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
ex 2805	«Mischmetall»	Fabrication par traitement électrolytique ou thermique dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit	
ex 2811	Trioxyde de soufre	Fabrication à partir de dioxyde de soufre	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit
ex 2833	Sulfate d'aluminium	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit	
ex 2840	Perborate de sodium	Fabrication à partir de tétraborate de disodium pentahydrate	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit
ex 2852	Composés de mercure d'éthers internes et leurs dérivés halogénés, sulfonés, nitrés ou nitrosés	Fabrication à partir de matières de toute position. Toutefois, la valeur des matières du n° 2909 utilisées ne doit pas excéder 20 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit
	Composés de mercure d'acides nucléiques et leurs sels, de constitution chimique définie ou non; autres composés hétérocycliques	Fabrication à partir de matières de toute position. Toutefois, la valeur des matières des n°s 2932, 2933 et 2934 utilisées ne doit pas excéder 20 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit
	Composés de mercure de réactifs de diagnostic ou de laboratoire sur un support, réactifs de diagnostic ou de laboratoire préparés, même présentés sur un support, autres que ceux des n°s 3002 ou 3006; matériaux de référence certifiés	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit	

▼M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
	<p>Acides nucléiques et leurs sels, de constitution chimique définie ou non; autres composés hétérocycliques</p> <p>Composés de mercure des produits chimiques et préparations des industries chimiques ou des industries connexes (y compris celles consistant en mélanges de produits naturels), non dénommés ni compris ailleurs</p>	<p>Fabrication à partir de matières de toute position. Toutefois, la valeur des matières des n^{os} 2932, 2933 et 2934 utilisées ne doit pas excéder 20 % du prix départ usine du produit</p> <p>Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit</p>	<p>Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit</p>
ex Chapitre 29	Produits chimiques organiques; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit. Toutefois, des matières classées dans la même position que le produit peuvent être utilisées, à condition que leur valeur n'excède pas 20 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit
ex 2901	Hydrocarbures acycliques utilisés comme carburants ou comme combustibles	Opérations de raffinage et/ou un ou plusieurs traitements spécifiques ⁽⁸⁾	Autres opérations, dans lesquelles toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit. Toutefois, des matières classées dans la même position que le produit peuvent être utilisées, à condition que leur valeur n'excède pas 50 % du prix départ usine du produit
ex 2902	Cyclanes et cyclènes (à l'exclusion des azulènes), benzène, toluène et xylène, utilisés comme carburants ou comme combustibles	Opérations de raffinage et/ou un ou plusieurs traitements spécifiques ⁽⁹⁾	Autres opérations, dans lesquelles toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit. Toutefois, des matières de la même position que le produit peuvent être utilisées, à condition que leur valeur n'excède pas 50 % du prix départ usine de produit

⁽⁸⁾ Les traitements spécifiques sont exposés dans les notes introductives 7.1 et 7.3.⁽⁹⁾ Les traitements spécifiques sont exposés dans les notes introductives 7.1 et 7.3.

▼M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originales conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
ex 2905	Alcoolates métalliques des alcools de la présente position et de l'éthanol	Fabrication à partir de matières de toute position, y compris à partir des autres matières du n° 2905. Toutefois, les alcoolates métalliques de la présente position peuvent être utilisés, à condition que leur valeur n'excède pas 20 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit
2915	Acides monocarboxyliques acycliques saturés et leurs anhydrides, halogénures, peroxydes et peroxyacides; leurs dérivés halogénés, sulfonés, nitrés ou nitrosés	Fabrication à partir de matières de toute position. Toutefois, la valeur des matières des n°s 2915 et 2916 utilisées ne doit pas excéder 20 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit
ex 2932	Éthers internes et leurs dérivés halogénés, sulfonés, nitrés ou nitrosés	Fabrication à partir de matières de toute position. Toutefois, la valeur des matières du n° 2909 utilisées ne doit pas excéder 20 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit
	Acétals cycliques et héli-acétals internes et leurs dérivés halogénés, sulfonés, nitrés ou nitrosés	Fabrication à partir de matières de toute position	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit
2933	Composés hétérocycliques à hétéroatome(s) d'azote exclusivement	Fabrication à partir de matières de toute position. Toutefois, la valeur des matières des n°s 2932 et 2933 utilisées ne doit pas excéder 20 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit
2934	Acides nucléiques et leurs sels; autres composés hétérocycliques	Fabrication à partir de matières de toute position. Toutefois, la valeur des matières des n°s 2932, 2933 et 2934 utilisées ne doit pas excéder 20 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit
2939 80	Alcaloïdes d'origine non végétale Composés hétérocycliques à hétéroatome(s) d'azote exclusivement	Fabrication à partir de matières de toute position. Toutefois, la valeur des matières des n°s 2932 et 2933 utilisées ne doit pas excéder 20 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit

▼M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
3003 et 3004	-- constituants du sang à l'exclusion des antisérums, de l'hémoglobine, des globulines du sang et des sérum-globulines	Fabrication à partir de matières de toute position, y compris à partir des autres matières du n° 3002. Toutefois, les matières visées ci-contre peuvent être utilisées, à condition que leur valeur n'excède pas 20 % du prix départ usine du produit	
	-- hémoglobine, globulines du sang et sérum-globulines	Fabrication à partir de matières de toute position, y compris à partir des autres matières du n° 3002. Toutefois, les matières visées ci-contre peuvent être utilisées, à condition que leur valeur n'excède pas 20 % du prix départ usine du produit	
	-- autres	Fabrication à partir de matières de toute position, y compris à partir des autres matières du n° 3002. Toutefois, les matières visées ci-contre peuvent être utilisées, à condition que leur valeur n'excède pas 20 % du prix départ usine du produit	
	Composés hétérocycliques à hétéroatome(s) d'azote exclusivement	Fabrication à partir de matières de toute position. Toutefois, la valeur des matières des n°s 2932 et 2933 utilisées ne doit pas excéder 20 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit
	Acides nucléiques et leurs sels, de constitution chimique définie ou non; autres composés hétérocycliques	Fabrication à partir de matières de toute position. Toutefois, la valeur des matières des n°s 2932, 2933 et 2934 utilisées ne doit pas excéder 20 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit
	Médicaments (à l'exclusion des produits des n°s 3002, 3005 ou 3006): - obtenus à partir d'amicacin du n° 2941	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit. Toutefois, des matières des n°s 3003 ou 3004 peuvent être utilisées, à condition que leur valeur, au total, n'excède pas 20 % du prix départ usine du produit	

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
ex 3006	- autres Appareillages identifiables de stomie en plastique	Fabrication dans laquelle: — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit. Toutefois, des matières des n ^{os} 3003 ou 3004 peuvent être utilisées, à condition que leur valeur, au total, n'excède pas 20 % du prix départ usine du produit; et — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit	
ex Chapitre 31 ex 3105	Engrais; à l'exclusion de: Engrais minéraux ou chimiques contenant deux ou trois éléments fertilisants: azote, phosphore et potassium; autres engrais; produits du présent chapitre présentés soit en tablettes ou formes similaires, soit en emballages d'un poids brut n'excédant pas 10 kg, à l'exclusion de: - nitrate de sodium - cyanamide calcique - sulfate de potassium - sulfate de magnésium et de potassium	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit. Toutefois, des matières classées dans la même position que le produit peuvent être utilisées, à condition que leur valeur n'excède pas 20 % du prix départ usine du produit Fabrication dans laquelle: — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit. Toutefois, des matières de la même position que le produit peuvent être utilisées, à condition que leur valeur n'excède pas 20 % du prix départ usine du produit; et — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
ex Chapitre 32	Extraits tannants ou tinctoriaux; tanins et leurs dérivés; pigments et autres matières colorantes; peintures et vernis; mastics; encres; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit. Toutefois, des matières classées dans la même position que le produit peuvent être utilisées, à condition que leur valeur n'excède pas 20 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit
ex 3201	Tanins et leurs sels, éthers, esters et autres dérivés	Fabrication à partir d'extraits tannants d'origine végétale	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit
3205	Laques colorantes; préparations visées à la note 3 du présent chapitre, à base de laques colorantes ⁽¹⁰⁾	Fabrication à partir de matières de toute position, à l'exclusion des matières des n ^{os} 3203, 3204 et 3205. Toutefois, des matières du n ^o 3205 peuvent être utilisées, à condition que leur valeur n'excède pas 20 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit
ex Chapitre 33	Huiles essentielles et résinoïdes; produits de parfumerie ou de toilette préparés et préparations cosmétiques; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit. Toutefois, des matières classées dans la même position que le produit peuvent être utilisées, à condition que leur valeur n'excède pas 20 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit
3301	Huiles essentielles (déterpénées ou non), y compris celles dites «concrètes» ou «absolues»; résinoïdes; oléorésines d'extraction; solutions concentrées d'huiles essentielles dans les graisses, les huiles fixes, les cires ou matières analogues, obtenues par enfleurage ou macération; sous-produits terpéniques résiduels de la déterpénation des huiles essentielles; eaux distillées aromatiques et solutions aqueuses d'huiles essentielles	Fabrication à partir des matières de toute position, y compris à partir des matières reprises dans un autre «groupe» ⁽¹¹⁾ de la présente position. Toutefois, les matières du même groupe peuvent être utilisées, à condition que leur valeur n'excède pas 20 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit

⁽¹⁰⁾ La note 3 du chapitre 32 précise qu'il s'agit des préparations à base de matières colorantes des types utilisés pour colorer toute matière ou bien destinées à entrer comme ingrédients dans la fabrication de préparations colorantes, à condition qu'elles ne soient pas classées dans une autre position du chapitre 32.

⁽¹¹⁾ On entend par «groupe», toute partie du libellé de la présente position reprise entre deux points-virgules.

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
ex Chapitre 34	Savons, agents de surface organiques, préparations pour lessives, préparations lubrifiantes, cires artificielles, cires préparées, produits d'entretien, bougies et articles similaires, pâtes à modeler, «cires pour l'art dentaire» et compositions pour l'art dentaire à base de plâtre; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit. Toutefois, des matières classées dans la même position que le produit peuvent être utilisées, à condition que leur valeur n'excède pas 20 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit
ex 3403	Préparations lubrifiantes contenant moins de 70 % en poids d'huiles de pétrole ou d'huiles obtenues à partir de minéraux bitumineux	Opérations de raffinage et/ou un ou plusieurs traitements spécifiques ⁽¹²⁾	Autres opérations, dans lesquelles toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit. Toutefois, des matières classées dans la même position que le produit peuvent être utilisées, à condition que leur valeur n'excède pas 50 % du prix départ usine du produit
3404	Cires artificielles et cires préparées: - à base de paraffines, de cires de pétrole ou de minéraux bitumineux, de résidus paraffineux - autres	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit. Toutefois, des matières classées dans la même position que le produit peuvent être utilisées, à condition que leur valeur n'excède pas 50 % du prix départ usine du produit Fabrication à partir de matières de toute position, à l'exclusion des: — huiles hydrogénées ayant le caractère des cires du n° 1516; — acides gras de constitution chimique non définie et des alcools gras industriels ayant le caractère des cires du n° 3823; et — matières du n° 3404 Ces matières peuvent toutefois être utilisées, à condition que leur valeur n'excède pas 20 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit

⁽¹²⁾ Les traitements spécifiques sont exposés dans les notes introductives 7.1 et 7.3.

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
ex Chapitre 35	Matières albuminoïdes; produits à base d'amidons ou de féculés modifiés; colles, enzymes; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit. Toutefois, des matières classées dans la même position que le produit peuvent être utilisées, à condition que leur valeur n'excède pas 20 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit
3505	Dextrine et autres amidons et féculés modifiés (les amidons et féculés estérifiés ou étherifiés, par exemple); colles à base d'amidons ou de féculés, de dextrine ou d'autres amidons ou féculés modifiés: - amidons et féculés étherifiés ou estérifiés - autres	Fabrication à partir de matières de toute position, y compris à partir des autres matières du n° 3505 Fabrication à partir de matières de toute position, à l'exclusion des matières du n° 1108	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit
ex 3507	Enzymes préparées, non dénommées ni comprises ailleurs	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit	
Chapitre 36	Poudres et explosifs; articles de pyrotechnie; allumettes; alliages pyrophoriques; matières inflammables	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit. Toutefois, des matières classées dans la même position que le produit peuvent être utilisées, à condition que leur valeur n'excède pas 20 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit
ex Chapitre 37	Produits photographiques ou cinématographiques; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit. Toutefois, des matières classées dans la même position que le produit peuvent être utilisées, à condition que leur valeur n'excède pas 20 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originares conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
3701	<p>Plaques et films plans, photographiques, sensibilisés, non impressionnés, en autres matières que le papier, le carton ou les textiles; films photographiques plans à développement et tirage instantanés, sensibilisés, non impressionnés, même en chargeurs:</p> <p>- films couleur pour appareils photographiques à développement instantané</p> <p>- autres</p>	<p>Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente des nos 3701 ou 3702. Toutefois, des matières du n° 3702 peuvent être utilisées, à condition que leur valeur n'exécède pas 30 % du prix départ usine du produit</p> <p>Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente des n^{os} 3701 ou 3702. Toutefois, des matières des n^{os} 3701 et 3702 peuvent être utilisées, à condition que leur valeur n'exécède pas 20 % du prix départ usine du produit</p>	<p>Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit</p> <p>Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit</p>
3702	Pellicules photographiques sensibilisées, non impressionnées, en rouleaux, en autres matières que le papier, le carton ou les textiles; pellicules photographiques à développement et tirage instantanés, en rouleaux, sensibilisées, non impressionnées	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente des n ^{os} 3701 ou 3702	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit
3704	Plaques, pellicules, films, papiers, cartons et textiles, photographiques, impressionnés, mais non développés	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente des n ^{os} 3701 à 3704	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit
ex Chapitre 38	Produits divers des industries chimiques; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit. Toutefois, des matières classées dans la même position que le produit peuvent être utilisées, à condition que leur valeur n'exécède pas 20 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originales conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
ex 3801	<p>- Graphite colloïdal en suspension dans l'huile et graphite semi-colloïdal; pâtes carbonées pour électrodes</p> <p>- Graphite en pâte consistant en un mélange de graphite dans une proportion de plus de 30 % en poids, et d'huiles minérales</p>	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit	
		Fabrication dans laquelle la valeur des matières de la position 3403 utilisées ne doit pas excéder 20 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit
ex 3803	Tall oil raffiné	Raffinage du tall oil brut	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit
ex 3805	Essence de papeterie au sulfate, épurée	Épuration comportant la distillation ou le raffinage d'essence de papeterie au sulfate, brute	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit
ex 3806	Gommes esters	Fabrication à partir d'acides résiniques	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit
ex 3807	Poix noire (brai ou poix de goudron végétal)	Distillation de goudron de bois	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit
3808	Insecticides, antirongeurs, fongicides, herbicides, inhibiteurs de germination et régulateurs de croissance pour plantes, désinfectants et produits similaires, présentés dans des formes ou emballages de vente au détail ou à l'état de préparations ou sous forme d'articles tels que rubans, mèches et bougies soufrés et papier tue-mouches	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine des produits	
3809	Agents d'apprêt ou de finissage, accélérateurs de teinture ou de fixation de matières colorantes et autres produits et préparations (parements préparés et préparations pour le mordantage, par exemple) des types utilisés dans l'industrie textile, l'industrie du papier, l'industrie du cuir ou les industries similaires, non dénommés ni compris ailleurs	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine des produits	

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
3810	Préparations pour le décapage des métaux; flux à souder ou à braser et autres préparations auxiliaires pour le soudage ou le brasage des métaux; pâtes et poudres à souder ou à braser composées de métal et d'autres produits; préparations des types utilisés pour l'enrobage ou le fourrage des électrodes ou des baguettes de soudage	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine des produits	
3811	Préparations antidétonantes, inhibiteurs d'oxydation, additifs peptisants, améliorants de viscosité, additifs anticorrosifs et autres additifs préparés, pour huiles minérales (y compris l'essence) ou pour autres liquides utilisés aux mêmes fins que les huiles minérales: - additifs préparés pour lubrifiants contenant des huiles de pétrole ou des huiles obtenues à partir de minéraux bitumineux - autres	Fabrication dans laquelle la valeur des matières de la position 3811 utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit	
3812	Préparations dites «accélérateurs de vulcanisation»; plastifiants composites pour caoutchouc ou matières plastiques, non dénommés ni compris ailleurs; préparations antioxydantes et autres stabilisateurs composites pour caoutchouc ou matières plastiques	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit	
3813	Compositions et charges pour appareils extincteurs; grenades et bombes extinctrices	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit	
3814	Solvants et diluants organiques composites, non dénommés ni compris ailleurs; préparations conçues pour enlever les peintures ou les vernis	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit	
3818	Éléments chimiques dopés en vue de leur utilisation en électronique, sous forme de disques, plaquettes ou formes analogues; composés chimiques dopés en vue de leur utilisation en électronique	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit	

▼M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
3819	Liquides pour freins hydrauliques et autres liquides préparés pour transmissions hydrauliques, ne contenant pas d'huiles de pétrole ni de minéraux bitumineux ou en contenant moins de 70 % en poids	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit	
3820	Préparations antigel et liquides préparés pour dégivrage	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit	
ex 3821	Milieux de culture préparés pour l'entretien des micro-organismes (y compris les virus et les organismes similaires) ou des cellules végétales, humaines ou animales	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit	
3822	Réactifs de diagnostic ou de laboratoire sur tout support et réactifs de diagnostic ou de laboratoire préparés, même présentés sur un support, autres que ceux des n ^{os} 3002 ou 3006; matériaux de référence certifiés	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit	
3823	Acides gras monocarboxyliques industriels; huiles acides de raffinage; alcool gras industriels:	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	
	- acides gras monocarboxyliques industriels; huiles acides de raffinage		
3824	Liants préparés pour moules ou noyaux de fonderie; produits chimiques et préparations des industries chimiques ou des industries connexes (y compris celles consistant en mélanges de produits naturels), non dénommés ni compris ailleurs; produits résiduels des industries chimiques ou des industries connexes, non dénommés ni compris ailleurs:	Fabrication à partir de matières de toute position, y compris à partir des autres matières du n ^o 3823	
	- les produits suivants de la présente position: - - liants préparés pour moules ou noyaux de fonderie, à base de produits résineux naturels - - acides naphthéniques, leurs sels insolubles dans l'eau et leurs esters - - sorbitol autre que celui du n ^o 2905	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit. Toutefois, des matières classées dans la même position que le produit peuvent être utilisées, à condition que leur valeur n'excède pas 20 % du prix départ usine du produit	

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
	<ul style="list-style-type: none"> - - sulfonates de pétrole, à l'exclusion des sulfonates de pétrole de métaux alcalins, d'ammonium ou d'éthanolamines; acides sulfoniques d'huiles de minéraux bitumineux, thiophénés, et leurs sels - - échangeurs d'ions - - compositions absorbantes pour parfaire le vide dans les tubes ou valves électriques - - oxydes de fer alcalinisés pour l'épuration des gaz - - eaux ammoniacales et crude ammoniac provenant de l'épuration du gaz d'éclairage - - acides sulfonaphéniques et leurs sels insolubles dans l'eau et leurs esters - - huiles de fusel et huile de Dippel - - mélanges de sels ayant différents anions - - pâtes à base de gélatine pour reproductions graphiques, même sur un support en papier ou en matières textiles - autres 	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit	
3826	Biodiesel et ses mélanges, ne contenant pas d'huiles de pétrole ni de minéraux bitumineux ou en contenant moins de 70 % en poids	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit	
3901 à 3915	<p>Matières plastiques sous formes primaires; déchets, rognures et débris de matières plastiques; à l'exclusion des produits des n^{os} ex 3907 et 3912 pour lesquels les règles applicables sont exposées ci-après:</p> <ul style="list-style-type: none"> - produits d'homopolymérisation d'addition dans lesquels la part d'un monomère représente plus de 99 % en poids de la teneur totale du polymère 	<p>Fabrication dans laquelle:</p> <ul style="list-style-type: none"> — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit; et — la valeur des matières du chapitre 39 utilisées ne doit pas excéder 20 % du prix départ usine du produit ⁽¹³⁾ 	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 25 % du prix départ usine du produit

⁽¹³⁾ Pour les produits qui sont constitués de matières classées, d'une part, dans les positions n^{os} 3901 à 3906 et, d'autre part, dans les positions n^{os} 3907 à 3911, la présente disposition s'applique uniquement à la catégorie des produits qui prédomine en poids.

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
	- autres	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières du chapitre 39 utilisées ne doit pas excéder 20 % du prix départ usine du produit ⁽¹⁴⁾	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 25 % du prix départ usine du produit
ex 3907	- Copolymères obtenus à partir de copolymères polycarbonates et copolymères acrylonitrilebutadiène-styrène (ABS)	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit. Toutefois, des matières de la même position que le produit peuvent être utilisées, à condition que leur valeur n'excède pas 50 % du prix départ usine du produit ⁽¹⁵⁾	
	- Polyester	Fabrication dans laquelle la valeur des matières du chapitre 39 utilisées ne doit pas excéder 20 % du prix départ usine du produit et/ou fabrication à partir de polycarbonate de tétrabromo (bisphénol A)	
3912	Cellulose et ses dérivés chimiques, non dénommés ni compris ailleurs, sous formes primaires	Fabrication dans laquelle la valeur des matières de la même position que le produit ne doit pas excéder 20 % du prix départ usine du produit	
3916 à 3921	Demi-produits et ouvrages en matières plastiques, à l'exclusion des produits des n ^{os} ex 3916 ex 3917, ex 3920 et ex 3921 pour lesquels les règles applicables sont exposées ci-après:		
	- produits plats travaillés autrement qu'en surface ou découpés sous une forme autre que carrée ou rectangulaire; autres produits travaillés autrement qu'en surface	Fabrication dans laquelle la valeur des matières du chapitre 39 utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit.	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 25 % du prix départ usine du produit
	- autres:		

⁽¹⁴⁾ Pour les produits qui sont constitués de matières classées, d'une part, dans les positions n^{os} 3901 à 3906 et, d'autre part, dans les positions n^{os} 3907 à 3911, la présente disposition s'applique uniquement à la catégorie des produits qui prédomine en poids.

⁽¹⁵⁾ Pour les produits qui sont constitués de matières classées, d'une part, dans les positions n^{os} 3901 à 3906 et, d'autre part, dans les positions n^{os} 3907 à 3911, la présente disposition s'applique uniquement à la catégorie des produits qui prédomine en poids.

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originales conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
	- - produits d'homopolymérisation d'addition dans lesquels la part d'un monomère représente plus de 99 % en poids de la teneur totale du polymère	Fabrication dans laquelle: — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit; et — la valeur des matières du chapitre 39 utilisées ne doit pas excéder 20 % du prix départ usine du produit ⁽¹⁶⁾	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 25 % du prix départ usine du produit
	- - autres	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières du chapitre 39 utilisées ne doit pas excéder 20 % du prix départ usine du produit ⁽¹⁷⁾	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 25 % du prix départ usine du produit
ex 3916 et ex 3917	Profilés et tubes	Fabrication dans laquelle: — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit; et — la valeur des matières de la même position que le produit ne doit pas excéder 20 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 25 % du prix départ usine du produit
ex 3920	- Feuilles ou pellicules d'ionomères	Fabrication à partir d'un sel partiel de thermoplastique qui est un copolymère d'éthylène et de l'acide métacrylique partiellement neutralisé avec des ions métalliques, principalement de zinc et de sodium	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 25 % du prix départ usine du produit
	- Feuilles en cellulose régénérée, en polyamides ou en polyéthylène	Fabrication dans laquelle la valeur des matières de la même position que le produit ne doit pas excéder 20 % du prix départ usine du produit	

⁽¹⁶⁾ Pour les produits qui sont constitués de matières classées, d'une part, dans les positions n^{os} 3901 à 3906 et, d'autre part, dans les positions n^{os} 3907 à 3911, la présente disposition s'applique uniquement à la catégorie des produits qui prédomine en poids.

⁽¹⁷⁾ Pour les produits qui sont constitués de matières classées, d'une part, dans les positions n^{os} 3901 à 3906 et, d'autre part, dans les positions n^{os} 3907 à 3911, la présente disposition s'applique uniquement à la catégorie des produits qui prédomine en poids.

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
ex 3921	Bandes métallisées en matières plastiques	Fabrication à partir de bandes hautement transparentes en polyester d'une épaisseur inférieure à 23 microns ⁽¹⁸⁾	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 25 % du prix départ usine du produit
3922 à 3926	Ouvrages en matières plastiques	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit	
ex Chapitre 40	Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	
ex 4001	Plaques de crêpe de caoutchouc pour semelles	Laminage de feuilles de crêpe de caoutchouc naturel	
4005	Caoutchouc mélangé, non vulcanisé, sous formes primaires ou en plaques, feuilles ou bandes	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées, à l'exclusion du caoutchouc naturel, ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit	
4012	Pneumatiques rechapés ou usagés en caoutchouc; bandages, bandes de roulement pour pneumatiques et «flaps» en caoutchouc: - pneumatiques et bandages (pleins ou creux), rechapés en caoutchouc - autres	Rechapage de pneumatiques ou de bandages (pleins ou creux) usagés Fabrication à partir de matières de toute position, à l'exclusion des matières des n ^{os} 4011 ou 4012	
ex 4017	Ouvrages en caoutchouc durci	Fabrication à partir de caoutchouc durci	
ex Chapitre 41	Peaux brutes (autres que les pelleteries) et cuirs; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	
ex 4102	Peaux brutes d'ovins, délainées	Délainage des peaux d'ovins	
4104 à 4106	Cuirs et peaux épilés et peaux d'animaux dépourvus de poils, tannés ou en croûte, même refendus, mais non autrement préparés	Retannage de peaux ou de cuirs prêtannés	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit

⁽¹⁸⁾ Les bandes suivantes sont considérées comme hautement transparentes: bandes dont le trouble optique-mesuré selon ASTM-D 1003-16 par le néphélomètre de Gardner (facteur de trouble) - est inférieur à 2 %.

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
4107, 4112 et 4113	Cuirs préparés après tannage ou après dessèchement et cuirs et peaux parcheminés, épilés, et cuirs préparés après tannage et cuirs et peaux parcheminés, d'animaux dépourvus de poils, même refendus, autres que ceux du n° 4114	Retannage de peaux ou de cuirs prêtannés	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit
ex 4114	Cuirs et peaux vernis ou plaqués; cuirs et peaux métallisés	Fabrication à partir des cuirs ou des peaux des n°s 4104 à 4107, 4112 ou 4113, à condition que leur valeur n'excède pas 50 % du prix départ usine du produit	
Chapitre 42	Ouvrages en cuir; articles de bourrellerie ou de sellerie; articles de voyage, sacs à main et contenants similaires; ouvrages en boyaux	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	
ex Chapitre 43	Pelleteries et fourrures; pelleteries factices; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	
ex 4302	Pelleteries tannées ou apprêtées, assemblées: - nappes, sacs, croix, carrés et présentations similaires - autres	Blanchiment ou teinture, avec coupe et assemblage de peaux tannées ou apprêtées, non assemblées Fabrication à partir de peaux tannées ou apprêtées, non assemblées	
4303	Vêtements, accessoires du vêtement et autres articles en pelleteries	Fabrication à partir de peaux tannées ou apprêtées, non assemblées du n° 4302	
ex Chapitre 44	Bois, charbon de bois et ouvrages en bois; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	
ex 4403	Bois simplement équarris	Fabrication à partir de bois bruts, même écorcés ou simplement dégrossis	
ex 4407	Bois sciés ou dédosés longitudinalement, tranchés ou déroulés, d'une épaisseur excédant 6 mm, rabotés, poncés ou collés par jointure digitale	Rabotage, ponçage ou collage par jointure digitale	

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
ex 4408	Feuilles de placage et feuilles pour contre-plaqués d'une épaisseur n'excédant pas 6 mm, jointées, et autres bois sciés longitudinalement, tranchés ou déroulés, d'une épaisseur n'excédant pas 6 mm, rabotés, poncés ou collés par jointure digitale	Jointage, rabotage, ponçage ou collage par jointure digitale	
ex 4409	Bois, profilés, tout au long d'une ou plusieurs rives ou faces, même rabotés, poncés ou collés par jointure digitale: - poncés ou collés par jointure digitale - Baguettes et moulures	Ponçage ou collage par jointure digitale Transformation sous formes de baguettes ou de moulures	
ex 4410 à ex 4413	Baguettes et moulures en bois pour meubles, cadres, décors intérieurs, conduites électriques et similaires	Transformation sous formes de baguettes ou de moulures	
ex 4415	Caisnes, caissettes, cageots, cylindres et emballages similaires, en bois	Fabrication à partir de planches non coupées à dimension	
ex 4416	Futailles, cuves, baquets et autres ouvrages de tonnellerie et leurs parties, en bois	Fabrication à partir de merrains, même sciés sur les deux faces principales, mais non autrement travaillés	
ex 4418	- Ouvrages de menuiserie et pièces de charpente pour construction, en bois - Baguettes et moulures	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit. Toutefois, des panneaux cellulaires en bois ou des bardeaux («shingles» et «shakes») peuvent être utilisés Transformation sous formes de baguettes ou de moulures	
ex 4421	Bois préparés pour allumettes; chevilles en bois pour chaussures	Fabrication à partir de bois de toute position, à l'exclusion des bois filés du n° 4409	
ex Chapitre 45 4503	Liège et ouvrages en liège; à l'exclusion de: Ouvrages en liège naturel	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit Fabrication à partir du liège du n° 4501	

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
Chapitre 46	Ouvrages de sparterie ou de vannerie	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	
Chapitre 47	Pâtes de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques; papier ou carton à recycler (déchets et rebuts)	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	
ex Chapitre 48	Papiers et cartons; ouvrages en pâte de cellulose, en papier ou en carton; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	
ex 4811	Papiers et cartons simplement réglés, lignés ou quadrillés	Fabrication à partir de produits servant à la fabrication du papier du chapitre 47	
4816	Papiers carbone, papiers dits «autocopiants» et autres papiers pour duplication ou reports (autres que ceux du n° 4809), stencils complets et plaques offset, en papier, même conditionnés en boîtes	Fabrication à partir de produits servant à la fabrication du papier du chapitre 47	
4817	Enveloppes, cartes-lettres, cartes postales non illustrées et cartes pour correspondance, en papier ou carton; boîtes, pochettes et présentations similaires, en papier ou carton, renfermant un assortiment d'articles de correspondance	Fabrication dans laquelle: — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; et — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit	
ex 4818	Papier hygiénique	Fabrication à partir de produits servant à la fabrication du papier du chapitre 47	
ex 4819	Boîtes, sacs, pochettes, cornets et autres emballages en papier, carton, ouate de cellulose ou nappes de fibres de cellulose	Fabrication dans laquelle: — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; et — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit	

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originales conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
ex 4820	Blocs de papier à lettre	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit	
ex 4823	Autres papiers, cartons, ouate de cellulose et nappes de fibres de cellulose découpés à format	Fabrication à partir de produits servant à la fabrication du papier du chapitre 47	
ex Chapitre 49	Produits de l'édition, de la presse ou des autres industries graphiques; textes manuscrits ou dactylographiés et plans; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	
4909	Cartes postales imprimées ou illustrées; cartes imprimées comportant des vœux ou des messages personnels, même illustrées, avec ou sans enveloppes, garnitures ou applications	Fabrication à partir de matières de toute position, à l'exclusion des matières des nos 4909 ou 4911	
4910	Calendriers de tous genres, imprimés, y compris les blocs de calendrier à effeuiller: - calendriers dits «perpétuels» ou calendriers dont le bloc interchangeable est monté sur un support qui n'est pas en papier ou en carton - autres	Fabrication dans laquelle: — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; et — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit Fabrication à partir de matières de toute position, à l'exclusion des matières des nos 4909 ou 4911	
ex Chapitre 50	Soie; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	
ex 5003	Déchets de soie (y compris les cocons non dévidables, les déchets de fils et les effilochés), cardés ou peignés	Cardage ou peignage de déchets de soie	

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
5004 à ex 5006	Fils de soie et fils de déchets de soie	Fabrication à partir ⁽¹⁹⁾ : — de soie grège ou de déchets de soie cardée ou peignée ou autrement travaillée pour la filature; — d'autres fibres naturelles non cardées ni peignées ou autrement travaillées pour la filature; — de matières chimiques ou de pâtes textiles; ou — de matières servant à la fabrication du papier	
5007	Tissus de soie ou de déchets de soie	Fabrication à partir de fils ⁽²⁰⁾	Impression accompagnée d'au moins deux opérations de préparation ou de finissage (telles que lavage, blanchiment, mercerisage, thermofixage, lainage, calandrage, opération de rétrécissement, fini permanent, décatissage, imprégnation, stoppage et épincetage), à condition que la valeur des tissus non imprimés utilisés n'excède pas 47,5 % du prix départ usine du produit
ex Chapitre 51	Laine, poils fins ou grossiers; fils et tissus de crin; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	
5106 à 5110	Fils de laine, de poils fins ou grossiers ou de crin	Fabrication à partir ⁽²¹⁾ : — de soie grège ou de déchets de soie cardée ou peignée ou autrement travaillée pour la filature; — de fibres naturelles non cardées ni peignées ou autrement travaillées pour la filature; — de matières chimiques ou de pâtes textiles; ou — de matières servant à la fabrication du papier	

⁽¹⁹⁾ Les conditions particulières applicables aux produits constitués d'un mélange de matières textiles sont exposées dans la note introductive 5.

⁽²⁰⁾ Les conditions particulières applicables aux produits constitués d'un mélange de matières textiles sont exposées dans la note introductive 5.

⁽²¹⁾ Les conditions particulières applicables aux produits constitués d'un mélange de matières textiles sont exposées dans la note introductive 5.

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
5111 à 5113	Tissus de laine, de poils fins ou grossiers ou de crin	Fabrication à partir de fils ⁽²²⁾	Impression accompagnée d'au moins deux opérations de préparation ou de finissage (telles que lavage, blanchiment, mercerisage, thermofixage, lainage, calandrage, opération de rétrécissement, fini permanent, décatissage, imprégnation, stoppage et épincetage), à condition que la valeur des tissus non imprimés utilisés n'excède pas 47,5 % du prix départ usine du produit
ex Chapitre 52	Coton; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	
5204 à 5207	Fils de coton	Fabrication à partir ⁽²³⁾ : — de soie grège ou de déchets de soie cardée ou peignée ou autrement travaillée pour la filature; — de fibres naturelles non cardées ni peignées ou autrement travaillées pour la filature; — de matières chimiques ou de pâtes textiles; ou — de matières servant à la fabrication du papier	
5208 à 5212	Tissus de coton	Fabrication à partir de fils ⁽²⁴⁾	Impression accompagnée d'au moins deux opérations de préparation ou de finissage (telles que lavage, blanchiment, mercerisage, thermofixage, lainage, calandrage, opération de rétrécissement, fini permanent, décatissage, imprégnation, stoppage et épincetage), à condition que la valeur des tissus non imprimés utilisés n'excède pas 47,5 % du prix départ usine du produit

⁽²²⁾ Les conditions particulières applicables aux produits constitués d'un mélange de matières textiles sont exposées dans la note introductive 5.

⁽²³⁾ Les conditions particulières applicables aux produits constitués d'un mélange de matières textiles sont exposées dans la note introductive 5.

⁽²⁴⁾ Les conditions particulières applicables aux produits constitués d'un mélange de matières textiles sont exposées dans la note introductive 5.

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originales conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
ex Chapitre 53	Autres fibres textiles végétales; fils de papier et tissus de fils de papier; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	
5306 à 5308	Fils d'autres fibres textiles végétales; fils de papier	Fabrication à partir ⁽²⁵⁾ : — de soie grège ou de déchets de soie cardée ou peignée ou autrement travaillée pour la filature; — de fibres naturelles non cardées ni peignées ou autrement travaillées pour la filature; — de matières chimiques ou de pâtes textiles; ou — de matières servant à la fabrication du papier	
5309 à 5311	Tissus d'autres fibres textiles végétales; tissus de fils de papier	Fabrication à partir de fils ⁽²⁶⁾	Impression accompagnée d'au moins deux opérations de préparation ou de finissage (telles que lavage, blanchiment, mercerisage, thermofixage, lainage, calandrage, opération de rétrécissement, fini permanent, décatissage, imprégnation, stoppage et épincetage), à condition que la valeur des tissus non imprimés utilisés n'excède pas 47,5 % du prix départ usine du produit
5401 à 5406	Fils, monofilaments et fils de filaments synthétiques ou artificiels	Fabrication à partir ⁽²⁷⁾ : — de soie grège ou de déchets de soie cardée ou peignée ou autrement travaillée pour la filature;	

⁽²⁵⁾ Les conditions particulières applicables aux produits constitués d'un mélange de matières textiles sont exposées dans la note introductive 5.

⁽²⁶⁾ Les conditions particulières applicables aux produits constitués d'un mélange de matières textiles sont exposées dans la note introductive 5.

⁽²⁷⁾ Les conditions particulières applicables aux produits constitués d'un mélange de matières textiles sont exposées dans la note introductive 5.

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originales conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
5407 et 5408	Tissus de fils de filaments synthétiques ou artificiels	<ul style="list-style-type: none"> — de fibres naturelles non cardées ni peignées ou autrement travaillées pour la filature; — de matières chimiques ou de pâtes textiles; ou — de matières servant à la fabrication du papier Fabrication à partir de fils ⁽²⁸⁾	Impression accompagnée d'au moins deux opérations de préparation ou de finissage (telles que lavage, blanchiment, mercerisage, thermofixage, lainage, calandrage, opération de rétrécissement, fini permanent, décatissage, imprégnation, stoppage et épincetage), à condition que la valeur des tissus non imprimés utilisés n'excède pas 47,5 % du prix départ usine du produit
5501 à 5507 5508 à 5511	Fibres synthétiques ou artificielles discontinues Fils à coudre de fibres synthétiques ou artificielles discontinues	Fabrication à partir de matières chimiques ou de pâtes textiles Fabrication à partir ⁽²⁹⁾ : <ul style="list-style-type: none"> — de soie grège ou de déchets de soie cardée ou peignée ou autrement travaillée pour la filature; — de fibres naturelles non cardées ni peignées ou autrement travaillées pour la filature; — de matières chimiques ou de pâtes textiles; ou — de matières servant à la fabrication du papier 	

⁽²⁸⁾ Les conditions particulières applicables aux produits constitués d'un mélange de matières textiles sont exposées dans la note introductive 5.

⁽²⁹⁾ Les conditions particulières applicables aux produits constitués d'un mélange de matières textiles sont exposées dans la note introductive 5.

▼M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
5512 à 5516	Tissus de fibres synthétiques ou artificielles discontinues	Fabrication à partir de fils ⁽³⁰⁾	Impression accompagnée d'au moins deux opérations de préparation ou de finissage (telles que lavage, blanchiment, mercerisage, thermofixage, lainage, calandrage, opération de rétrécissement, fini permanent, décatissage, imprégnation, stoppage et épincetage), à condition que la valeur des tissus non imprimés utilisés n'excède pas 47,5 % du prix départ usine du produit
ex Chapitre 56 5602 5604	Ouates, feutres et non-tissés; fils spéciaux; ficelles, cordes et cordages; articles de corderie; à l'exclusion de: Feutres, même imprégnés, enduits, recouverts ou stratifiés: - feutres aiguilletés - autres Fils et cordes de caoutchouc, recouverts de textiles; fils textiles, lames et formes similaires des n ^{os} 5404 ou 5405, imprégnés, enduits, recouverts ou gainés de caoutchouc ou de matière plastique:	Fabrication à partir ⁽³¹⁾ : — de fils de coco; — de fibres naturelles; — de matières chimiques ou de pâtes textiles; ou — de matières servant à la fabrication du papier Fabrication à partir ⁽³²⁾ : — de fibres naturelles; ou — de matières chimiques ou de pâtes textiles Fabrication à partir ⁽³³⁾ : — de fibres naturelles ; — de fibres artificielles discontinues; ou — de matières chimiques ou de pâtes textiles	

⁽³⁰⁾ Les conditions particulières applicables aux produits constitués d'un mélange de matières textiles sont exposées dans la note introductive 5.

⁽³¹⁾ Les conditions particulières applicables aux produits constitués d'un mélange de matières textiles sont exposées dans la note introductive 5.

⁽³²⁾ Les conditions particulières applicables aux produits constitués d'un mélange de matières textiles sont exposées dans la note introductive 5.

⁽³³⁾ Les conditions particulières applicables aux produits constitués d'un mélange de matières textiles sont exposées dans la note introductive 5.

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
5605	<p>- fils et cordes de caoutchouc, recouverts de textiles</p> <p>- autres</p> <p>Filés métalliques et fils métallisés, même guipés, constitués par des fils textiles, des lames ou formes similaires des n^{os} 5404 ou 5405, combinés avec du métal sous forme de fils, de lames ou de poudres, ou recouverts de métal</p>	<p>Fabrication à partir de fils ou de cordes de caoutchouc, non recouverts de matières textiles</p> <p>Fabrication à partir ⁽³⁴⁾:</p> <ul style="list-style-type: none"> — de fibres naturelles non cardées ni peignées ou autrement travaillées pour la filature; — de matières chimiques ou de pâtes textiles; ou — de matières servant à la fabrication du papier <p>Fabrication à partir ⁽³⁵⁾:</p> <ul style="list-style-type: none"> — de fibres naturelles; — de fibres synthétiques ou artificielles discontinues non cardées ni peignées ou autrement travaillées pour la filature; — de matières chimiques ou de pâtes textiles; ou — de matières servant à la fabrication du papier 	
5606	<p>Fils guipés, lames et formes similaires des n^{os} 5404 ou 5405 guipés, autres que ceux du n^o 5605 et autres que les fils de crins guipés; fils de chenille; fils dits «de chaînette»</p>	<p>Fabrication à partir ⁽³⁶⁾:</p> <ul style="list-style-type: none"> — de fibres naturelles; — de fibres synthétiques ou artificielles discontinues non cardées ni peignées ou autrement travaillées pour la filature; — de matières chimiques ou de pâtes textiles; ou — de matières servant à la fabrication du papier 	
Chapitre 57	<p>Tapis et autres revêtements de sol en matières textiles:</p> <p>- en feutres à l'aiguille</p>	<p>Fabrication à partir ⁽³⁷⁾:</p> <ul style="list-style-type: none"> — de fibres naturelles; ou — de matières chimiques ou de pâtes textiles <p>Toutefois, de la toile de jute peut être utilisée en tant que support.</p>	

⁽³⁴⁾ Les conditions particulières applicables aux produits constitués d'un mélange de matières textiles sont exposées dans la note introductive 5.

⁽³⁵⁾ Les conditions particulières applicables aux produits constitués d'un mélange de matières textiles sont exposées dans la note introductive 5.

⁽³⁶⁾ Les conditions particulières applicables aux produits constitués d'un mélange de matières textiles sont exposées dans la note introductive 5.

⁽³⁷⁾ Les conditions particulières applicables aux produits constitués d'un mélange de matières textiles sont exposées dans la note introductive 5.

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
	<p>- en autres feutres</p> <p>- Autres</p>	<p>Fabrication à partir ⁽³⁸⁾:</p> <p>— de fibres naturelles, non cardées ni peignées ou autrement travaillées pour la filature; ou</p> <p>— de matières chimiques ou de pâtes textiles</p> <p>Fabrication à partir de fils ⁽³⁹⁾.</p> <p>Toutefois, de la toile de jute peut être utilisée en tant que support.</p>	
ex Chapitre 58	Tissus spéciaux; surfaces textiles touffées, dentelles; tapisseries; passementeries, broderies; à l'exclusion de:	Fabrication à partir de fils ⁽⁴⁰⁾	Impression accompagnée d'au moins deux opérations de préparation ou de finissage (telles que lavage, blanchiment, mercerisage, thermofixage, lainage, calandrage, opération de rétrécissement, fini permanent, décatissage, imprégnation, stoppage et épincetage), à condition que la valeur des tissus non imprimés utilisés n'excède pas 47,5 % du prix départ usine du produit
5805	Tapisseries tissées à la main (genre Gobelins, Flandres, Aubusson, Beauvais et similaires) et tapisseries à l'aiguille (au petit point, au point de croix, par exemple), même confectionnées	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	
5810	Broderies en pièces, en bandes ou en motifs	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit	

⁽³⁸⁾ Les conditions particulières applicables aux produits constitués d'un mélange de matières textiles sont exposées dans la note introductive 5.

⁽³⁹⁾ Les conditions particulières applicables aux produits constitués d'un mélange de matières textiles sont exposées dans la note introductive 5.

⁽⁴⁰⁾ Les conditions particulières applicables aux produits constitués d'un mélange de matières textiles sont exposées dans la note introductive 5.

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
5901	Tissus enduits de colle ou de matières amylacées, des types utilisés pour la reliure, le cartonnage, la gainerie ou usages similaires; toiles à calquer ou transparentes pour le dessin; toiles préparées pour la peinture; bougran et tissus similaires raidis des types utilisés pour la chapellerie	Fabrication à partir de fils	
5902	Nappes tramées pour pneumatiques obtenues à partir de fils à haute ténacité de nylon ou d'autres polyamides, de polyesters ou de rayonne viscosse	Fabrication à partir de fils	
5903	Tissus imprégnés, enduits ou recouverts de matière plastique ou stratifiés avec de la matière plastique, autres que ceux du n° 5902	Fabrication à partir de fils	Impression accompagnée d'au moins deux opérations de préparation ou de finissage (telles que lavage, blanchiment, mercerisage, thermodéfixage, lainage, calandrage, opération de rétrécissement, fini permanent, décatissage, imprégnation, stoppage et épincetage), à condition que la valeur des tissus non imprimés utilisés n'excède pas 47,5 % du prix départ usine du produit
5904	Linoléums, même découpés; revêtements de sol consistant en un enduit ou un recouvrement appliqué sur un support textile, même découpés	Fabrication à partir de fils ⁽⁴¹⁾	
5905	Revêtements muraux en matières textiles	Fabrication à partir de fils	Impression accompagnée d'au moins deux opérations de préparation ou de finissage (telles que lavage, blanchiment, mercerisage, thermodéfixage, lainage, calandrage, opération de rétrécissement, fini permanent, décatissage, imprégnation, stoppage et épincetage), à condition que la valeur des tissus non imprimés utilisés n'excède pas 47,5 % du prix départ usine du produit

⁽⁴¹⁾ Les conditions particulières applicables aux produits constitués d'un mélange de matières textiles sont exposées dans la note introductive 5.

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
5906	Tissus caoutchoutés, autres que ceux du n° 5902	Fabrication à partir de fils	
5907	Autres tissus imprégnés, enduits ou recouverts; toiles peintes pour décors de théâtres, fonds d'atelier ou usages analogues	Fabrication à partir de fils Impression accompagnée d'au moins deux opérations de préparation ou de finissage (telles que lavage, blanchiment, mercerisage, thermo-fixage, lainage, calandrage, opération de rétrécissement, fini permanent, décatissage, imprégnation, stoppage et épincetage), à condition que la valeur des tissus non imprimés utilisés n'exécède pas 47,5 % du prix départ usine du produit	
5908	Mèches tissées, tressées ou tricotées, en matières textiles, pour lampes, réchauds, briquets, bougies ou similaires; manchons à incandescence et étoffes tubulaires tricotées servant à leur fabrication, même imprégnés: - manchons à incandescence, imprégnés - Autres	Fabrication à partir d'étoffes tubulaires tricotées	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit
5909 à 5911	Produits et articles textiles pour usages techniques: - Disques et couronnes à polir, autres qu'en feutre, du n° 5911 - Tissus, feutrés ou non, des types communément utilisés sur les machines à papier ou pour d'autres usages techniques, même imprégnés ou enduits, tubulaires ou sans fin, à chaînes et/ou à trames simples ou multiples, ou tissés à plat, à chaînes et/ou à trames multiples du n° 5911 - Autres	Fabrication à partir de fils ou de déchets de tissus ou de chiffons du n° 6310	Fabrication à partir de fils ⁽⁴²⁾ Fabrication à partir de fils ⁽⁴³⁾

⁽⁴²⁾ Les conditions particulières applicables aux produits constitués d'un mélange de matières textiles sont exposées dans la note introductive 5.

⁽⁴³⁾ Les conditions particulières applicables aux produits constitués d'un mélange de matières textiles sont exposées dans la note introductive 5.

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
Chapitre 60	Étoffes de bonneterie	Fabrication à partir de fils ⁽⁴⁴⁾	
Chapitre 61	Vêtements et accessoires du vêtement, en bonneterie: - obtenus par assemblage par couture ou autrement de deux ou plusieurs pièces de bonneterie qui ont été découpées en forme ou obtenues directement en forme - autres	Fabrication à partir de tissus Fabrication à partir de fils ⁽⁴⁵⁾	
ex Chapitre 62 6213 et 6214	Vêtements et accessoires du vêtement, autres qu'en bonneterie; à l'exclusion de: Mouchoirs, pochettes, châles, écharpes, foulards, cache-nez, cache-col, mantilles, voiles et voilettes et articles similaires: - brodés - autres	Fabrication à partir de tissus Fabrication à partir de fils ⁽⁴⁶⁾ Fabrication à partir de fils ⁽⁴⁸⁾	Fabrication à partir de tissus non brodés dont la valeur n'excède pas 40 % du prix départ usine du produit ⁽⁴⁷⁾ Confection suivie par une impression accompagnée d'au moins deux opérations de préparation ou de finissage (telles que lavage, blanchiment, mercerisage, thermo-fixage, lainage, calandrage, opération de rétrécissement, fini permanent, décatissage, imprégnation, stoppage et épincetage), à condition que la valeur des marchandises non imprimées des positions n ^{os} 6213 et 6214 utilisées n'excède pas 47,5 % du prix départ usine du produit

⁽⁴⁴⁾ Les conditions particulières applicables aux produits constitués d'un mélange de matières textiles sont exposées dans la note introductive 5.

⁽⁴⁵⁾ Les conditions particulières applicables aux produits constitués d'un mélange de matières textiles sont exposées dans la note introductive 5.

⁽⁴⁶⁾ Voir note introductive 6.

⁽⁴⁷⁾ Voir note introductive 6.

⁽⁴⁸⁾ Les conditions particulières applicables aux produits constitués d'un mélange de matières textiles sont exposées dans la note introductive 5.

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originares conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
6217	<p>Autres accessoires confectionnés du vêtement; parties de vêtements ou d'accessoires du vêtement, autres que celles du n° 6212:</p> <p>- brodés</p> <p>- équipements antifeu en tissus recouverts d'une feuille de polyester aluminisée</p> <p>- Triplures pour cols et poignets, découpées</p>	<p>Fabrication à partir de fils ⁽⁴⁹⁾</p> <p>Fabrication à partir de fils ⁽⁵¹⁾</p> <p>Fabrication dans laquelle:</p> <ul style="list-style-type: none"> — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; et — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit 	<p>Fabrication à partir de tissus non brodés dont la valeur n'excède pas 40 % du prix départ usine du produit ⁽⁵⁰⁾</p> <p>Fabrication à partir de tissus non recouverts dont la valeur n'excède pas 40 % du prix départ usine du produit ⁽⁵²⁾</p>
ex Chapitre 63 6301 à 6304	<p>Autres articles textiles confectionnés; assortiments; friperie et chiffons; à l'exclusion de:</p> <p>Couvertures, linge de lit, etc.; rideaux, etc.; autres articles d'ameublement:</p> <p>- en feutre, en non-tissés</p>	<p>Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit</p> <p>Fabrication à partir ⁽⁵³⁾:</p> <ul style="list-style-type: none"> — de fibres naturelles; ou — de matières chimiques ou de pâtes textiles 	

⁽⁴⁹⁾ Voir note introductive 6.⁽⁵⁰⁾ Voir note introductive 6.⁽⁵¹⁾ Voir note introductive 6.⁽⁵²⁾ Voir note introductive 6.⁽⁵³⁾ Voir note introductive 6.

▼M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
	- autres: - - brodés - - autres	Fabrication à partir de fils ⁽⁵⁴⁾ , ⁽⁵⁵⁾	Fabrication à partir de tissus (autres qu'en bonneterie) non brodés dont la valeur n'excède pas 40 % du prix départ usine du produit
6305	Sacs et sachets d'emballage	Fabrication à partir de fils ⁽⁵⁶⁾ , ⁽⁵⁷⁾	
6306	Bâches et stores d'extérieur; tentes; voiles pour embarcations, planches à voile ou chars à voile; articles de campement	Fabrication à partir de tissus	
6307	Autres articles confectionnés, y compris les patrons de vêtements	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	
6308	Assortiments composés de pièces de tissus et de fils, même avec accessoires, pour la confection de tapis, de tapisseries, de nappes de table ou de serviettes brodées, ou d'articles textiles similaires, en emballages pour la vente au détail	Chaque article qui constitue l'assortiment doit respecter la règle qui s'y appliquerait s'il n'était pas ainsi présenté en assortiment. Toutefois, des articles non originaires peuvent être incorporés, à condition que leur valeur cumulée n'excède pas 25 % du prix départ usine de l'assortiment	
ex Chapitre 64	Chaussures, guêtres et articles analogues; à l'exclusion de:	Fabrication à partir de matières de toute position, à l'exclusion des assemblages formés de dessus de chaussures fixés aux semelles premières ou à d'autres parties inférieures du n° 6406	

⁽⁵⁴⁾ Les conditions particulières applicables aux produits constitués d'un mélange de matières textiles sont exposées dans la note introductive 5.

⁽⁵⁵⁾ Voir note introductive 6 pour les articles en bonneterie non élastique ni caoutchoutée obtenus par couture ou assemblage de morceaux d'étoffes de bonneterie (découpés ou tricotés directement en forme).

⁽⁵⁶⁾ Les conditions particulières applicables aux produits constitués d'un mélange de matières textiles sont exposées dans la note introductive 5.

⁽⁵⁷⁾ Voir note introductive 6 pour les articles en bonneterie non élastique ni caoutchoutée obtenus par couture ou assemblage de morceaux d'étoffes de bonneterie (découpés ou tricotés directement en forme).

⁽⁵⁸⁾ Les conditions particulières applicables aux produits constitués d'un mélange de matières textiles sont exposées dans la note introductive 5.

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
6406	Parties de chaussures (y compris les dessus même fixés à des semelles autres que les semelles extérieures); semelles intérieures amovibles, talonnettes et articles similaires amovibles; guêtres, jambières et articles similaires, et leurs parties	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	
ex Chapitre 65	Coiffures et parties de coiffures; à l'exclusion des:	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	
6505	Chapeaux et autres coiffures en bonneterie ou confectionnés à l'aide de dentelles, de feutre ou d'autres produits textiles, en pièces (mais non en bandes), même garnis; résilles et filets à cheveux en toutes matières, même garnis	Fabrication à partir de fils ou de fibres textiles ⁽⁵⁹⁾	
ex Chapitre 66	Parapluies, ombrelles, parasols, cannes, cannes-sièges, fouets, cravaches et leurs parties; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	
6601	Parapluies, ombrelles et parasols (y compris les parapluies-cannes, les parasols de jardin et articles similaires)	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit	
Chapitre 67	Plumes et duvet apprêtés et articles en plumes ou en duvet; fleurs artificielles; ouvrages en cheveux	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	
ex Chapitre 68	Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica ou matières analogues; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	
ex 6803	Ouvrages en ardoise naturelle ou agglomérée (ardoisine)	Fabrication à partir d'ardoise travaillée	
ex 6812	Ouvrages en amiante ou en mélanges à base d'amiante ou en mélanges à base d'amiante et de carbonate de magnésium	Fabrication à partir de matières de toute position	
ex 6814	Ouvrages en mica, y compris le mica aggloméré ou reconstitué, sur un support en papier, en carton ou en autres matières	Fabrication à partir de mica travaillé (y compris le mica aggloméré ou reconstitué)	

⁽⁵⁹⁾ Les conditions particulières applicables aux produits constitués d'un mélange de matières textiles sont exposées dans la note introductive 5.

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
Chapitre 69	Produits céramiques	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	
ex Chapitre 70	Verre et ouvrages en verre; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	
ex 7003 ex 7004 et ex 7005	Verre à couches non réfléchissantes	Fabrication à partir des matières du n° 7001	
7006	Verre des n°s 7003, 7004 ou 7005, courbé, biseauté, gravé, percé, émaillé ou autrement travaillé, mais non encadré ni associé à d'autres matières:		
	- plaques de verre (substrats), recouvertes d'une couche de métal diélectrique, semi-conductrices selon les standards du SEMII ⁽⁶⁰⁾	Fabrication à partir des matières du n° 7006	
	- autres	Fabrication à partir des matières du n° 7001	
7007	Verre de sécurité, consistant en verres trempés ou formés de feuilles contrecolées	Fabrication à partir des matières du n° 7001	
7008	Vitrages isolants à parois multiples	Fabrication à partir des matières du n° 7001	
7009	Miroirs en verre, même encadrés, y compris les miroirs rétroviseurs	Fabrication à partir des matières du n° 7001	
7010	Bonbonnes, bouteilles, flacons, bocaux, pots, emballages tubulaires, ampoules et autres récipients de transport ou d'emballage, en verre; bocaux à conserves en verre; bouchons, couvercles et autres dispositifs de fermeture, en verre	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	Taille d'objets en verre, à condition que la valeur de l'objet en verre non taillé n'excède pas 50 % du prix départ usine du produit

⁽⁶⁰⁾ SEMII- Semiconductor Equipment and Materials Institute Incorporated.

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
7013	Objets en verre pour le service de la table, pour la cuisine, la toilette, le bureau, l'ornementation des appartements ou usages similaires, autres que ceux des n ^{os} 7010 ou 7018	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	Taille d'objets en verre, à condition que la valeur de l'objet en verre non taillé n'excède pas 50 % du prix départ usine du produit ou Décoration à la main (à l'exclusion de l'impression sérigraphique) d'objets en verre soufflés à la bouche, à condition que la valeur de l'objet en verre soufflé n'excède pas 50 % du prix départ usine du produit
ex 7019	Ouvrages (à l'exclusion des fils) en fibres de verre	Fabrication à partir: — mèches, stratifils (rovings) ou fils, non colorés, coupés ou non; et — laine de verre	
ex Chapitre 71	Perles fines ou de culture, pierres gemmes ou similaires, métaux précieux, plaqués ou doublés de métaux précieux et ouvrages en ces matières; bijouterie de fantaisie; monnaies; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	
ex 7101	Perles fines ou de culture assorties et enfilées temporairement pour la facilité du transport	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit	
ex 7102, ex 7103 et ex 7104	Pierres gemmes (précieuses ou fines) et pierres synthétiques ou reconstituées, travaillées	Fabrication à partir de pierres gemmes (précieuses ou fines), ou pierres synthétiques ou reconstituées, brutes	
7106, 7108 et 7110	Métaux précieux:		

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
	- sous formes brutes	Fabrication à partir de matières qui ne sont pas classées dans les n ^{os} 7106, 7108 ou 7110	Séparation électrolytique, thermique ou chimique de métaux précieux des n ^{os} 7106, 7108 ou 7110 ou Alliage des métaux précieux des n ^{os} 7106, 7108 ou 7110 entre eux ou avec des métaux communs
	- sous formes mi-ouvrées ou en poudre	Fabrication à partir de métaux précieux, sous formes brutes	
ex 7107, ex 7109 et ex 7111	Métaux plaqués ou doublés de métaux précieux, sous formes mi-ouvrées	Fabrication à partir de métaux plaqués ou doublés de métaux précieux, sous formes brutes	
7116	Ouvrages en perles fines de culture, en pierres gemmes ou en pierres synthétiques ou reconstituées	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit	
7117	Bijouterie de fantaisie	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	Fabrication à partir de parties en métaux communs, non dorés, ni argentés, ni platinés, à condition que la valeur de toutes les matières utilisées n'excède pas 50 % du prix départ usine du produit
ex Chapitre 72	Fonte, fer et acier; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	
7207	Demi-produits en fer ou en aciers non alliés	Fabrication à partir des matières des n ^{os} 7201, 7202, 7203, 7204 ou 7205	
7208 à 7216	Produits laminés plats, fil machine, barres, profilés, en fer ou en aciers non alliés	Fabrication à partir des aciers en lingots ou autres formes primaires du n ^o 7206	
7217	Fils en fer ou en aciers non alliés	Fabrication à partir des demi-produits en autres aciers alliés du n ^o 7207	
ex 7218, 7219 à 7222	Demi-produits, produits laminés plats, fil machine, barres et profilés en aciers inoxydables	Fabrication à partir des aciers inoxydables en lingots ou autres formes primaires du n ^o 7218	

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
7223 ex 7224, 7225 à 7228 7229	Fils en aciers inoxydables Demi-produits, produits laminés plats et fil machine, barres et profilés, en autres aciers alliés; barres creuses pour le forage en aciers alliés ou non alliés Fils en autres aciers alliés	Fabrication à partir des demi-produits en autres aciers alliés du n° 7218 Fabrication à partir des aciers en lingots ou autres formes primaires des n° ^{os} 7206, 7218 ou 7224 Fabrication à partir des demi-produits en autres aciers alliés du n° 7224	
ex Chapitre 73 ex 7301 7302 7304, 7305 et 7306 ex 7307 7308	Ouvrages en fonte, fer ou acier; à l'exclusion de: Palplanches Éléments de voies ferrées, en fonte, fer ou acier: rails, contre-rails et crémaillères, aiguilles, pointes de cœur, tringles d'aiguillage et autres éléments de croisement ou changement de voies, traverses, éclisses, coussinets, coins, selles d'assise, plaques de serrage, plaques et barres d'écartement et autres pièces spécialement conçues pour la pose, le jointement ou la fixation des rails Tubes, tuyaux et profilés creux, en fer (à l'exclusion de la fonte) ou en acier Accessoires de tuyauterie en aciers inoxydables (ISO n° X5CrNiMo 1712) consistant en plusieurs pièces Constructions et parties de constructions (ponts et éléments de ponts, portes d'écluses, tours, pylônes, piliers, colonnes, charpentes, toitures, portes et fenêtres et leurs cadres, chambranles et seuils, rideaux de fermeture, balustrades, par exemple), en fonte, fer ou acier, à l'exception des constructions préfabriquées du n° 9406; tôles, barres, profilés, tubes et similaires, en fonte, fer ou acier, préparés en vue de leur utilisation dans la construction	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit Fabrication à partir des matières du n° 7206 Fabrication à partir des matières du n° 7206 Fabrication à partir des matières des n° ^{os} 7206, 7207, 7218 ou 7224 Tournage, perçage, alésage, filetage, ébavurage et sablage d'ébauches forgées dont la valeur ne doit pas excéder 35 % du prix départ usine du produit Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit. Toutefois, les profilés obtenus par soudage du n° 7301 ne peuvent pas être utilisés	

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originales conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
ex 7315	Chaînes antidérapantes	Fabrication dans laquelle la valeur des matières de la position 7315 utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit	
ex Chapitre 74	Cuivre et ouvrages en cuivre; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle: <ul style="list-style-type: none"> — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; et — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit 	
7401	Mattes de cuivre; cuivre de ciment (précipité de cuivre)	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	
7402	Cuivre non affiné; anodes en cuivre pour affinage électrolytique	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	
7403	Cuivre affiné et alliages de cuivre sous forme brute:		
	- cuivre affiné	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	
	- alliages de cuivre et cuivre affiné contenant d'autres éléments, sous forme brute	Fabrication à partir de cuivre affiné, sous forme brute, ou de déchets et débris de cuivre	
7404	Déchets et débris de cuivre	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	
7405	Alliages mères de cuivre	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originares conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
ex 7616	Ouvrages en aluminium autres que toiles métalliques (y compris les toiles continues ou sans fin), grillages et treillis, en fils métalliques, de tôles ou bandes déployées, en aluminium	Fabrication dans laquelle: — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit. Toutefois, peuvent être utilisés des toiles métalliques (y compris les toiles continues ou sans fin), des grillages et treillis, en fils métalliques, des tôles ou bandes déployées, en aluminium; et — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit	
Chapitre 77	Réservé pour une utilisation future éventuelle dans le système harmonisé		
ex Chapitre 78 7801 7802	Plomb et ouvrages en plomb; à l'exclusion de: Plomb sous forme brute - plomb affiné - autres Déchets et débris de plomb	Fabrication dans laquelle: — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; et — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit Fabrication à partir de plomb d'œuvre Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit. Toutefois, les déchets et débris du n° 7802 ne peuvent pas être utilisés Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
ex Chapitre 79	Zinc et ouvrages en zinc; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle: — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; et — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit	
7901	Zinc sous forme brute	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit. Toutefois, les déchets et débris du n° 7902 ne peuvent pas être utilisés	
7902	Déchets et débris de zinc	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	
ex Chapitre 80	Étain et ouvrages en étain; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle: — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; et — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit	
8001	Étain sous forme brute	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit. Toutefois, les déchets et débris du n° 8002 ne peuvent pas être utilisés	
8002 et 8007	Déchets et débris d'étain; autres articles en étain	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
Chapitre 81	<p>Autres métaux communs; cermets; ouvrages en ces matières:</p> <p>- autres métaux communs, ouvrés; ouvrages en autres métaux communs</p> <p>- autres</p>	<p>Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées classées dans la même position que le produit ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit</p>	<p>Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit</p>
ex Chapitre 82	Outils et outillage, articles de coutellerie et couverts de table, en métaux communs; parties de ces articles, en métaux communs; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	
8206	Outils d'au moins deux des n ^{os} 8202 à 8205, conditionnés en assortiments pour la vente au détail	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente des n ^{os} 8202 à 8205. Toutefois, des outils des n ^{os} 8202 à 8205 peuvent être utilisés dans la composition de l'assortiment, à condition que leur valeur n'excède pas 15 % du prix départ usine de cet assortiment	
8207	Outils interchangeables pour outillage à main, mécaniques ou non, ou pour machines-outils (à emboutir, à estamper, à poinçonner, à tarauder, à fileter, à percer, à aléser, à brocher, à fraiser, à tourner, à visser, par exemple), y compris les filières pour l'étrépage ou le filage (extrusion) des métaux ainsi que les outils de forage ou de sondage	<p>Fabrication dans laquelle:</p> <ul style="list-style-type: none"> — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; et — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit 	

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)
8208	Couteaux et lames tranchantes, pour machines ou pour appareils mécaniques	Fabrication dans laquelle: — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; et — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit
ex 8211	Couteaux (autres que ceux du n° 8208) à lame tranchante ou dentelée, y compris les serpettes fermantes	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit. Toutefois, des lames de couteau et des manches en métaux communs peuvent être utilisés
8214	Autres articles de coutellerie (tondeuses, fendoirs, couperets, hachoirs de boucher ou de cuisine et coupe-papier, par exemple); outils et assortiments d'outils de manucures ou de pédicures (y compris les limes à ongles)	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit. Toutefois, des manches en métaux communs peuvent être utilisés
8215	Cuillers, fourchettes, louches, écumoirs, pelles à tarte, couteaux spéciaux à poisson ou à beurre, pinces à sucre et articles similaires	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit. Toutefois, des manches en métaux communs peuvent être utilisés
ex Chapitre 83	Ouvrages divers en métaux communs; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit
ex 8302	Autres garnitures, ferrures et articles similaires pour bâtiments, et ferme-portes automatiques	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit. Toutefois, les autres matières du n° 8302 peuvent être utilisées, à condition que leur valeur n'excède pas 20 % du prix départ usine du produit

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
ex 8306	Statuettes et autres objets d'ornement, en métaux communs	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit. Toutefois, les autres matières du n° 8306 peuvent être utilisées, à condition que leur valeur n'excède pas 30 % du prix départ usine du produit	
ex Chapitre 84	Réacteurs nucléaires, chaudières, machines, appareils et engins mécaniques; parties de ces machines ou appareils; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle: — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; et — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	
ex 8401	Éléments de combustible nucléaire	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit fini	
8402	Chaudières à vapeur (générateurs de vapeur), autres que les chaudières pour le chauffage central conçues pour produire à la fois de l'eau chaude et de la vapeur à basse pression; chaudières dites «à eau surchauffée»	Fabrication dans laquelle: — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; et — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	
8403 et ex 8404	Chaudières pour le chauffage central, autres que celles du n° 8402 et appareils auxiliaires pour chaudières pour le chauffage central	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position autre que les n ^{os} 8403 ou 8404	
		Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 25 % du prix départ usine du produit	
		Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
8406	Turbines à vapeur	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	
8407	Moteurs à piston alternatif ou rotatif, à allumage par étincelles (moteurs à explosion)	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	
8408	Moteurs à piston, à allumage par compression (moteur diesel ou semi-diesel)	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	
8409	Parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux moteurs des n ^{os} 8407 ou 8408	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	
8411	Turboréacteurs, turbopropulseurs et autres turbines à gaz	Fabrication dans laquelle: — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit, et — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 25 % du prix départ usine du produit
8412	Autres moteurs et machines motrices	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	
ex 8413	Pompes volumétriques rotatives	Fabrication dans laquelle: — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; et — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 25 % du prix départ usine du produit

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
ex 8414	Ventilateurs industriels et similaires	Fabrication dans laquelle: — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; et — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 25 % du prix départ usine du produit
8415	Machines et appareils pour le conditionnement de l'air comprenant un ventilateur à moteur et des dispositifs propres à modifier la température et l'humidité, y compris ceux dans lesquels le degré hygrométrique n'est pas réglable séparément	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	
8418	Réfrigérateurs, congélateurs-conservateurs et autres matériels, machines et appareils pour la production du froid, à équipement électrique ou autre; pompes à chaleur autres que les machines et appareils pour le conditionnement de l'air du n° 8415	Fabrication dans laquelle: — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit; et la valeur de toutes les matières non originaires utilisées ne doit pas excéder la valeur des matières originaires utilisées	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 25 % du prix départ usine du produit
ex 8419	Machines pour les industries du bois, de la pâte à papier, du papier et du carton	Fabrication: — dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit; et — dans la limite indiquée ci-dessus, les matières classées dans la même position que le produit ne doivent être utilisées que jusqu'à concurrence de 25 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
8420	Calandres et laminoirs, autres que pour les métaux ou le verre, et cylindres pour ces machines	Fabrication: — dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit; et — dans la limite indiquée ci-dessus, les matières classées dans la même position que le produit ne doivent être utilisées que jusqu'à concurrence de 25 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit
8423	Appareils et instruments de pesage, y compris les bascules et balances à vérifier les pièces usinées, mais à l'exclusion des balances sensibles à un poids de 5 cg ou moins; poids pour toutes balances	Fabrication dans laquelle: — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; et — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 25 % du prix départ usine du produit
8425 à 8428	Machines et appareils de levage, de chargement, de déchargement ou de manutention	Fabrication: — dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit; et — dans la limite indiquée ci-dessus, les matières du n° 8431 ne peuvent être utilisées qu'à concurrence de 10 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit
8429	Boueurs (<i>bulldozers</i>), boueurs biais (<i>angledozers</i>), niveleuses, décapeuses (<i>scrapers</i>), pelles mécaniques, excavateurs, chargeuses et chargeuses-pelleteuses, compacteuses et rouleaux compresseurs, autopropulsés: - rouleaux compresseurs	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originales conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
	- autres	Fabrication: — dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit; et — dans la limite indiquée ci-dessus, les matières du n° 8431 ne peuvent être utilisées qu'à concurrence de 10 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit
8430	Autres machines et appareils de terrassement, nivellement, décapage, excavation, compactage, extraction ou forage de la terre, des minéraux ou des minerais; sonnettes de battage et machines pour l'arrachage des pieux; chasse-neige	Fabrication: — dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit; et — dans la limite indiquée ci-dessus, les matières du n° 8431 ne doivent être utilisées que jusqu'à concurrence de 10 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit
ex 8431	Parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux rouleaux compresseurs	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	
8439	Machines et appareils pour la fabrication de la pâte de matières fibreuses cellulose ou pour la fabrication ou le finissage du papier ou du carton	Fabrication: — dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit; et — dans la limite indiquée ci-dessus, les matières classées dans la même position que le produit ne doivent être utilisées que jusqu'à concurrence de 25 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
8441	Autres machines et appareils pour le travail de la pâte à papier, du papier ou du carton, y compris les coupeuses de tous types	Fabrication: — dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit; et — dans la limite indiquée ci-dessus, les matières classées dans la même position que le produit ne doivent être utilisées que jusqu'à concurrence de 25 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit
ex 8443	Machines et appareils de bureau (machines à écrire, machines à calculer, machines automatiques de traitement de l'information, duplicateurs, appareils à agraffer, par exemple)	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	
8444 à 8447	Machines de ces positions, utilisées dans l'industrie textile	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	
ex 8448	Machines et appareils auxiliaires pour les machines des n ^{os} 8444 et 8445	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	
8452	Machines à coudre, autres que les machines à coudre les feuillets du n ^o 8440; meubles, embases et couvercles spécialement conçus pour machines à coudre; aiguilles pour machines à coudre: - machines à coudre, piquant uniquement le point de navette, dont la tête pèse au plus 16 kg sans moteur ou 17 kg avec moteur	Fabrication: — dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit; — la valeur de toutes les matières non originaires utilisées dans l'assemblage de la tête (moteur exclu) ne doit pas excéder la valeur des matières originaires utilisées; et — les mécanismes de tension du fil, le mécanisme du crochet et le mécanisme zigzag doivent être originaires	

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
ex 8456, 8457 à 8465 et ex 8466	- autres Machines, machines-outils et leurs parties et accessoires, des n ^{os} 8456 à 8466; à l'exception de:	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	
8469 à 8472	- machines à découper par jet d'eau - parties et accessoires pour machines à découper par jet d'eau Machines et appareils de bureau (machines à écrire, machines à calculer, machines automatiques de traitement de l'informa- tion, duplicateurs, appareils àagrafer, par exemple)	Fabrication dans laquelle: — toutes les matières utili- sées doivent être clas- sées dans une position différente de celle du produit; et — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit
8480	Châssis de fonderie; plaques de fond pour moules; modèles pour moules; moules pour les métaux (autres que les lingotières), les carbures métalliques, le verre, les matières minérales, le caoutchouc ou les matières plastiques	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit	
8482	Roulements à billes, à galets, à rouleaux ou à aiguilles	Fabrication dans laquelle: — toutes les matières utili- sées doivent être clas- sées dans une position différente de celle du produit; et — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 25 % du prix départ usine du produit
8484	Joints métalloplastiques; jeux ou assorti- ments de joints de composition différente présentés en pochettes, enveloppes ou emballages analogues; joints d'étanchéité mécaniques.	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
ex 8486	<ul style="list-style-type: none"> - Machines-outils travaillant par enlèvement de toute matière et opérant par laser ou autre faisceau de lumière ou de photons, par ultrasons, par électroérosion, par procédés électrochimiques, par faisceaux d'électrons, par faisceaux ioniques ou par jet de plasma et leurs parties et accessoires - Machines-outils (y compris les presses) à rouler, cintrer, plier, dresser ou planer les métaux, leurs parties et accessoires - Machines-outils pour le travail de la pierre, des produits céramiques, du béton, de l'amiant-ciment ou de matières minérales similaires, ou pour le travail à froid du verre, leurs parties et accessoires - Instruments de traçage masqueurs conçus pour la production de masques à partir de substrats recouverts d'une résine photosensible; leurs parties et accessoires - Moules, pour le moulage par injection ou par compression - Machines et appareils de levage, manutention, chargement ou déchargement 	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	
		Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	
		Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	
		Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	
		Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit	
		Fabrication: <ul style="list-style-type: none"> — dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit; et — dans la limite indiquée ci-dessus, les matières du n° 8431 ne peuvent être utilisées qu'à concurrence de 10 % du prix départ usine du produit 	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit
8487	Parties de machines ou d'appareils, non dénommées ni comprises ailleurs dans le présent chapitre, ne comportant pas de connexions électriques, de parties isolées électriquement, de bobinages, de contacts ni d'autres caractéristiques électriques	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
ex Chapitre 85	Machines, appareils et matériels électriques et leurs parties; appareils d'enregistrement ou de reproduction du son; appareils d'enregistrement ou de reproduction des images et du son en télévision, et parties et accessoires de ces appareils; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; et — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit
8501	Moteurs et machines génératrices, électriques, à l'exclusion des groupes électrogènes	Fabrication: — dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit; et — dans la limite indiquée ci-dessus, les matières du n° 8503 ne peuvent être utilisées qu'à concurrence de 10 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit
8502	Groupes électrogènes et convertisseurs rotatifs électriques	Fabrication: — dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit; et — dans la limite indiquée ci-dessus, les matières des n°s 8501 ou 8503 ne peuvent être utilisées que si leur valeur cumulée n'excède pas 10 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit
ex 8504	Unités d'alimentation électrique du type utilisé avec les machines automatiques de traitement de l'information	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
ex 8517	Autres appareils pour la transmission ou la réception de la voix, d'images ou d'autres données, y compris les appareils pour la communication dans un réseau sans fil (tel qu'un réseau local ou étendu), autres que ceux des n ^{os} 8443, 8525, 8527 ou 8528	Fabrication: — dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit; et — la valeur de toutes les matières non originaires utilisées ne doit pas excéder la valeur des matières originaires utilisées	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 25 % du prix départ usine du produit
ex 8518	Microphones et leurs supports; haut-parleurs, même montés dans leurs enceintes; amplificateurs électriques d'audiofréquence; appareils électriques d'amplification du son	Fabrication: — dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit; et — la valeur de toutes les matières non originaires utilisées ne doit pas excéder la valeur des matières originaires utilisées	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 25 % du prix départ usine du produit
8519	Appareils d'enregistrement ou de reproduction du son	Fabrication: — dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit; et — la valeur de toutes les matières non originaires utilisées ne doit pas excéder la valeur des matières originaires utilisées	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit
8521	Appareils d'enregistrement ou de reproduction vidéophoniques	Fabrication: — dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit; et — la valeur de toutes les matières non originaires utilisées ne doit pas excéder la valeur des matières originaires utilisées	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
8522	Parties et accessoires reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinés aux appareils des n ^{os} 8519 ou 8521	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	
8523	<p>Disques, bandes, dispositifs de stockage rémanent des données à base de semi-conducteurs, «cartes intelligentes» et autres supports pour l'enregistrement du son ou pour enregistrements analogues, même enregistrés, y compris les matrices et moules galvaniques pour la fabrication des disques, à l'exclusion des produits du chapitre 37:</p> <p>- Disques, bandes, autres dispositifs de stockage rémanent des données et autres supports pour l'enregistrement du son ou pour enregistrements analogues, vierges, à l'exclusion des produits du chapitre 37</p> <p>- Disques, bandes, autres dispositifs de stockage rémanent des données et autres supports pour l'enregistrement du son ou pour enregistrements analogues, enregistrés, à l'exclusion des produits du chapitre 37</p> <p>- Matrices et moules galvaniques pour la fabrication des disques, à l'exclusion des produits du chapitre 37</p> <p>- Cartes à déclenchement par effet de proximité et cartes à puce comportant deux circuits électroniques intégrés ou plus</p>	<p>Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit</p> <p>Fabrication:</p> <p>— dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit; et</p> <p>— dans la limite indiquée ci-dessus, les matières du n^o 8523 ne peuvent être utilisées qu'à concurrence de 10 % du prix départ usine du produit</p> <p>Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit</p> <p>Fabrication dans laquelle</p> <p>— toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; et</p> <p>— la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit</p>	<p>Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit</p> <p>Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit</p>

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
	- Cartes à puce comportant un circuit électronique intégré	Fabrication: — dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit; et — dans la limite indiquée ci-dessus, les matières des nos 8541 ou 8542 ne peuvent être utilisées que si leur valeur cumulée n'excède pas 10 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 25 % du prix départ usine du produit
8525	Appareils d'émission pour la radiodiffusion ou la télévision, même incorporant un appareil de réception ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son; caméras de télévision; appareils photographiques numériques et caméscopes	Fabrication: — dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit; et — la valeur de toutes les matières non originaires utilisées ne doit pas excéder la valeur des matières originaires utilisées	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 25 % du prix départ usine du produit
8526	Appareils de radiodétection et de radiosondage (radars), appareils de radionavigation et appareils de radiotélécommande	Fabrication: — dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit; et — la valeur de toutes les matières non originaires utilisées ne doit pas excéder la valeur des matières originaires utilisées	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 25 % du prix départ usine du produit
8527	Appareils récepteurs pour la radiodiffusion, même combinés, sous une même enveloppe, à un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son ou à un appareil d'horlogerie	Fabrication: — dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit; et — la valeur de toutes les matières non originaires utilisées ne doit pas excéder la valeur des matières originaires utilisées	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 25 % du prix départ usine du produit

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
8528	<p>Moniteurs et projecteurs, n'incorporant pas d'appareil de réception de télévision; appareils récepteurs de télévision, même incorporant un appareil récepteur de radio-diffusion ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images:</p> <p>- Moniteurs et projecteurs, n'incorporant pas d'appareil de réception de télévision, des types exclusivement ou principalement destinés à une machine automatique de traitement de l'information du n° 8471</p> <p>- Autres moniteurs et projecteurs, n'incorporant pas d'appareil de réception de télévision; appareils récepteurs de télévision, même incorporant un appareil récepteur de radiodiffusion ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images</p>	<p>Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit</p> <p>Fabrication:</p> <p>— dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit; et</p> <p>— la valeur de toutes les matières non originaires utilisées ne doit pas excéder la valeur des matières originaires utilisées</p>	<p>Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 25 % du prix départ usine du produit</p>
8529	<p>Parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux appareils des n°s 8525 à 8528:</p> <p>- reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux appareils d'enregistrement ou de reproduction vidéophoniques</p> <p>- reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux moniteurs et projecteurs, n'incorporant pas d'appareil de réception de télévision, des types exclusivement ou principalement destinés à une machine automatique de traitement de l'information du n° 8471</p>	<p>Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit</p> <p>Fabrication dans laquelle:</p> <p>— toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; et</p> <p>— la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit</p>	<p>Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit</p>

▼M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
	- Autres	Fabrication: — dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit; et — la valeur de toutes les matières non originaires utilisées ne doit pas excéder la valeur des matières originaires utilisées	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 25 % du prix départ usine du produit
8535	Appareillage pour la coupure, le sectionnement, la protection, le branchement, le raccordement ou la connexion des circuits électriques, pour une tension excédant 1 000 V	Fabrication: — dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit; et — dans la limite indiquée ci-dessus, les matières du n° 8538 ne peuvent être utilisées qu'à concurrence de 10 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit
8536	Appareillage pour la coupure, le sectionnement, la protection, le branchement, le raccordement ou la connexion des circuits électriques pour une tension n'excédant pas 1 000 V; connecteurs pour fibres optiques, faisceaux ou câbles de fibres optiques: - Appareillage pour la coupure, le sectionnement, la protection, le branchement, le raccordement ou la connexion des circuits électriques pour une tension n'excédant pas 1 000 V - Connecteurs pour fibres optiques, faisceaux ou câbles de fibres optiques: - - en matières plastiques	Fabrication: — dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit; et — dans la limite indiquée ci-dessus, les matières du n° 8538 ne peuvent être utilisées qu'à concurrence de 10 % du prix départ usine du produit Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originales conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
	<p>-- en céramique</p> <p>-- en cuivre</p>	<p>Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit</p> <p>Fabrication dans laquelle:</p> <ul style="list-style-type: none"> — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit 	
8537	Tableaux, panneaux, consoles, pupitres, armoires et autres supports comportant plusieurs appareils des n ^{os} 8535 ou 8536, pour la commande ou la distribution électrique, y compris ceux incorporant des instruments ou appareils du chapitre 90, ainsi que les appareils de commande numérique autres que les appareils de commutation du n ^o 8517	<p>Fabrication:</p> <ul style="list-style-type: none"> — dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit; et — dans la limite indiquée ci-dessus, les matières du n^o 8538 ne peuvent être utilisées qu'à concurrence de 10 % du prix départ usine du produit 	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit
ex 8541	Diodes, transistors et dispositifs similaires à semi-conducteurs, à l'exclusion des disques (wafers) non encore découpés en microplaquettes	<p>Fabrication dans laquelle:</p> <ul style="list-style-type: none"> — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; et — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit 	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 25 % du prix départ usine du produit
8542	Circuits intégrés électroniques:		

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
	<p>- circuits intégrés monolithiques</p> <p>- puces multiples faisant partie de machines ou d'appareils, non dénommées ni comprises ailleurs dans le présent chapitre</p> <p>- autres</p>	<p>Fabrication:</p> <p>— dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit; et</p> <p>— dans la limite indiquée ci-dessus, les matières des n^{os} 8541 ou 8542 ne peuvent être utilisées que si leur valeur cumulée n'excède pas 10 % du prix départ usine du produit</p> <p>Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit</p> <p>Fabrication:</p> <p>— dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit; et</p> <p>— dans la limite indiquée ci-dessus, les matières des n^{os} 8541 ou 8542 ne peuvent être utilisées que si leur valeur cumulée n'excède pas 10 % du prix départ usine du produit</p>	<p>Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 25 % du prix départ usine du produit</p> <p>Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 25 % du prix départ usine du produit</p>
8544	Fils, câbles (y compris les câbles coaxiaux) et autres conducteurs isolés pour l'électricité (même laqués ou oxydés anodiquement), munis ou non de pièces de connexion; câbles de fibres optiques, constitués de fibres gainées individuellement, même comportant des conducteurs électriques ou munis de pièces de connexion	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
8545	Électrodes en charbon, balais en charbon, charbons pour lampes ou pour piles et autres articles en graphite ou en autre carbone, avec ou sans métal, pour usages électriques	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	
8546	Isolateurs en toutes matières pour l'électricité	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	
8547	Pièces isolantes, entièrement en matières isolantes ou comportant de simples pièces métalliques d'assemblage (douilles à pas de vis, par exemple) noyées dans la masse, pour machines, appareils ou installations électriques, autres que les isolateurs du n° 8546; tubes isolateurs et leurs pièces de raccordement, en métaux communs, isolés intérieurement	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	
8548	<p>Déchets et débris de piles, de batteries de piles et d'accumulateurs électriques; piles et batteries de piles électriques hors d'usage et accumulateurs électriques hors d'usage; parties électriques de machines ou d'appareils, non dénommées ni comprises ailleurs dans le présent chapitre:</p> <p>- Micro-assemblages électroniques</p> <p>- Autres</p>	<p>Fabrication:</p> <p>— dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit; et</p> <p>— dans la limite indiquée ci-dessus, les matières des n°s 8541 ou 8542 ne peuvent être utilisées que si leur valeur cumulée n'excède pas 10 % du prix départ usine du produit</p> <p>Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit</p>	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 25 % du prix départ usine du produit

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originales conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
ex Chapitre 86 8608	Véhicules et matériel pour voies ferrées ou similaires et leurs parties; appareils mécaniques (y compris électromécaniques) de signalisation pour voies de communications; à l'exclusion de: Matériel fixe de voies ferrées ou similaires; appareils mécaniques (y compris électromécaniques) de signalisation, de sécurité, de contrôle ou de commande pour voies ferrées ou similaires, routières ou fluviales, aires ou parcs de stationnement, installations portuaires ou aérodromes; leurs parties	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit Fabrication dans laquelle: — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; et — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit
ex Chapitre 87 8709 8710	Voitures automobiles, tracteurs, cycles et autres véhicules terrestres, leurs parties et accessoires; à l'exclusion de: Chariots automobiles non munis d'un dispositif de levage, des types utilisés dans les usines, les entrepôts, les ports ou les aéroports pour le transport des marchandises sur de courtes distances; chariots-tracteurs des types utilisés dans les gares; leurs parties Chars et automobiles blindées de combat, armés ou non; leurs parties	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit Fabrication dans laquelle: — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; et — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit Fabrication dans laquelle: — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; et — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
8711	<p>Motocycles (y compris les cyclomoteurs) et cycles équipés d'un moteur auxiliaire, avec ou sans side-cars; side-cars:</p> <p>- à moteur à piston alternatif, d'une cylindrée:</p> <p>-- n'excédant pas 50 cm³</p> <p>-- excédant 50 cm³</p> <p>- autres</p>	<p>Fabrication:</p> <p>— dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit; et</p> <p>— la valeur de toutes les matières non originaires utilisées ne doit pas excéder la valeur des matières originaires utilisées</p> <p>Fabrication:</p> <p>— dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit; et</p> <p>— la valeur de toutes les matières non originaires utilisées ne doit pas excéder la valeur des matières originaires utilisées</p> <p>Fabrication:</p> <p>— dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit; et</p> <p>— la valeur de toutes les matières non originaires utilisées ne doit pas excéder la valeur des matières originaires utilisées</p>	<p>Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 20 % du prix départ usine du produit</p> <p>Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 25 % du prix départ usine du produit</p> <p>Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit</p>

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
ex 8712	Bicyclettes qui ne comportent pas de roulement à billes	Fabrication à partir de matières de toute position, à l'exclusion des matières du n° 8714	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit
8715	Landaus, poussettes et voitures similaires pour le transport des enfants, et leurs parties	Fabrication dans laquelle: — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; et — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit
8716	Remorques et semi-remorques pour tous véhicules; autres véhicules non automobiles; leurs parties	Fabrication dans laquelle: — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; et — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit
ex Chapitre 88	Véhicules aériens, véhicules spatiaux et leurs parties; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit
ex 8804	Rotochutes	Fabrication à partir de matières de toute position, y compris à partir des autres matières du n° 8804	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit
8805	Appareils et dispositifs pour le lancement de véhicules aériens; appareils et dispositifs pour l'appontage de véhicules aériens et appareils et dispositifs similaires; appareils au sol d'entraînement au vol; leurs parties	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
Chapitre 89	Bateaux et autres engins flottants	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit. Toutefois, les coques du n° 8906 ne peuvent pas être utilisées	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit
ex Chapitre 90	Instruments et appareils d'optique, de photographie ou de cinématographie, de mesure, de contrôle ou de précision; instruments et appareils médico-chirurgicaux; leurs parties et accessoires; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle: — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; et — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit
9001	Fibres optiques et faisceaux de fibres optiques; câbles de fibres optiques autres que ceux du n° 8544; matières polarisantes en feuilles ou en plaques; lentilles (y compris les verres de contact), prismes, miroirs et autres éléments d'optique en toutes matières, non montés, autres que ceux en verre non travaillé optiquement	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	
9002	Lentilles, prismes, miroirs et autres éléments d'optiques en toutes matières, montés, pour instruments ou appareils, autres que ceux en verre non travaillé optiquement	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	
9004	Lunettes (correctrices, protectrices ou autres), et articles similaires	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	
ex 9005	Jumelles, longues-vues, télescopes optiques et leurs bâtis	Fabrication dans laquelle: — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit; et — la valeur de toutes les matières non originaires utilisées ne doit pas excéder la valeur des matières originaires utilisées	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
ex 9006	Appareils photographiques; appareils et dispositifs, y compris les lampes et tubes, pour la production de la lumière-éclair en photographie, à l'exclusion des lampes et tubes à allumage électrique	Fabrication dans laquelle: — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit; et — la valeur de toutes les matières non originaires utilisées ne doit pas excéder la valeur des matières originaires utilisées	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit
9007	Caméras et projecteurs cinématographiques, même incorporant des appareils d'enregistrement ou de reproduction du son	Fabrication dans laquelle: — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit; et — la valeur de toutes les matières non originaires utilisées ne doit pas excéder la valeur des matières originaires utilisées	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit
9011	Microscopes optiques, y compris les microscopes pour la photomicrographie, la cinéphotomicrographie ou la microprojection	Fabrication dans laquelle: — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit; et — la valeur de toutes les matières non originaires utilisées ne doit pas excéder la valeur des matières originaires utilisées	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
ex 9014	Autres instruments et appareils de navigation	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	
9015	Instruments et appareils de géodésie, de topographie, d'arpentage, de nivellement, de photogrammétrie, d'hydrographie, d'océanographie, d'hydrologie, de météorologie ou de géophysique, à l'exclusion des boussoles; télémètres	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	
9016	Balances sensibles à un poids de 5 cg ou moins, avec ou sans poids	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	
9017	Instruments de dessin, de traçage ou de calcul (machines à dessiner, pantographes, rapporteurs, étuis de mathématiques, règles et cercles à calcul, par exemple); instruments de mesures de longueurs, pour emploi à la main (mètres, micromètres, pieds à coulisse et calibres, par exemple), non dénommés ni compris ailleurs dans le présent chapitre	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	
9018	Instruments et appareils pour la médecine, la chirurgie, l'art dentaire ou l'art vétérinaire, y compris les appareils de scintigraphie et autres appareils électromédicaux ainsi que les appareils pour tests visuels: - Fauteuils de dentiste incorporant des appareils pour l'art dentaire	Fabrication à partir de matières de toute position, y compris à partir des autres matières du n° 9018	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit
	- Autres	Fabrication dans laquelle: — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; et — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 25 % du prix départ usine du produit

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originales conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
9019	Appareils de mécanothérapie; appareils de massage; appareils de psychotechnie; appareils d'ozonothérapie, d'oxygénothérapie, d'aérosolthérapie, appareils respiratoires de réanimation et autres appareils de thérapie respiratoire	Fabrication dans laquelle: — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; et — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 25 % du prix départ usine du produit
9020	Autres appareils respiratoires et masques à gaz, à l'exclusion des masques de protection dépourvus de mécanisme et d'élément filtrant amovible	Fabrication dans laquelle: — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; et — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 25 % du prix départ usine du produit
9024	Machines et appareils d'essais de dureté, de traction, de compression, d'élasticité ou d'autres propriétés mécaniques des matériaux (métaux, bois, textiles, papier, matières plastiques, par exemple)	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	
9025	Densimètres, aréomètres, pèse-liquides et instruments flottants similaires, thermomètres, pyromètres, baromètres, hygromètres et psychromètres, enregistreurs ou non, même combinés entre eux	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	
9026	Instruments et appareils pour la mesure ou le contrôle du débit, du niveau, de la pression ou d'autres caractéristiques variables des liquides ou des gaz (débitmètres, indicateurs de niveau, manomètres, compteurs de chaleur, par exemple), à l'exclusion des instruments et appareils des n ^{os} 9014, 9015, 9028 ou 9032	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	
9027	Instruments et appareils pour analyses physiques ou chimiques (polarimètres, réfractomètres, spectromètres, analyseurs de gaz ou de fumées, par exemple); instruments et appareils pour essais de viscosité, de porosité, de dilatation, de tension superficielle ou similaires ou pour mesures calorimétriques, acoustiques ou photométriques (y compris les indicateurs de temps de pose); microtomes	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
9028	<p>Compteurs de gaz, de liquides ou d'électricité, y compris les compteurs pour leur étalonnage:</p> <p>- Parties et accessoires</p> <p>- Autres</p>	<p>Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit</p> <p>Fabrication:</p> <p>— dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit; et</p> <p>— la valeur de toutes les matières non originaires utilisées ne doit pas excéder la valeur des matières originaires utilisées</p>	<p>Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit</p>
9029	Autres compteurs (compteurs de tours, compteurs de production, taximètres, totalisateurs de chemin parcouru, podomètres, par exemple); indicateurs de vitesse et tachymètres, autres que ceux des n ^{os} 9014 ou 9015; stroboscopes	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	
9030	Oscilloscopes, analyseurs de spectre et autres instruments et appareils pour la mesure ou le contrôle de grandeurs électriques); instruments et appareils pour la mesure ou la détection des radiations alpha, bêta, gamma, X, cosmiques ou autres radiations ionisantes	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	
9031	Instruments, appareils et machines de mesure ou de contrôle, non dénommés ni compris ailleurs dans le présent chapitre; projecteurs de profils	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	
9032	Instruments et appareils pour la régulation ou le contrôle automatiques	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	
9033	Parties et accessoires non dénommés ni compris ailleurs dans le présent chapitre, pour machines, appareils, instruments ou articles du chapitre 90	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
ex Chapitre 91	Horlogerie; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	
9105	Réveils, pendules, horloges et appareils d'horlogerie similaires, à mouvement autre que de montre	Fabrication: — dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit; et — la valeur de toutes les matières non originaires utilisées ne doit pas excéder la valeur des matières originaires utilisées	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit
9109	Mouvements d'horlogerie, complets et assemblés, autres que de montre	Fabrication: — dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit; et — la valeur de toutes les matières non originaires utilisées ne doit pas excéder la valeur des matières originaires utilisées	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit
9110	Mouvements d'horlogerie complets, non assemblés ou partiellement assemblés (chablons); mouvements d'horlogerie incomplets, assemblés; ébauches de mouvements d'horlogerie	Fabrication: — dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit; et — dans la limite indiquée ci-dessus, les matières du n° 9114 ne peuvent être utilisées qu'à concurrence de 10 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
9111	Boîtes de montres et leurs parties	Fabrication dans laquelle: — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; et — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit
9112	Cages et cabinets d'appareils d'horlogerie et leurs parties	Fabrication dans laquelle: — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; et — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit
9113	Bracelets de montres et leurs parties: - en métaux communs, même dorés ou argentés, ou en plaqués ou doublés de métaux précieux - Autres	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit	
Chapitre 92	Instruments de musique; parties et accessoires de ces instruments	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit	
Chapitre 93	Armes, munitions et leurs parties et accessoires	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit	

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
ex 9503	Autres jouets; modèles réduits et modèles similaires pour le divertissement, animés ou non; puzzles de tout genre	Fabrication dans laquelle: — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; et — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit	
ex 9506	Clubs de golf et parties de clubs	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit. Toutefois, des ébauches pour la fabrication de têtes de club de golf peuvent être utilisées	
ex Chapitre 96	Ouvrages divers; à l'exclusion de:	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	
ex 9601 et ex 9602	Ouvrages en matières animales, végétales ou minérales à tailler	Fabrication à partir de matières à tailler travaillées de ces positions	
ex 9603	Articles de brosse (à l'exclusion des balais et balayettes en botes liées, emmanchés ou non, et des pinceaux obtenus à partir de poils de martres ou d'écureuils), balais mécaniques pour emploi à la main, autres qu'à moteur; tampons et rouleaux à peindre; raclettes en caoutchouc ou en matières souples analogues	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit	
9605	Assortiments de voyage pour la toilette des personnes, la couture ou le nettoyage des chaussures ou des vêtements	Chaque article qui constitue l'assortiment doit respecter la règle qui s'y appliquerait s'il n'était pas ainsi présenté en assortiment. Toutefois, des articles non originaires peuvent être incorporés, à condition que leur valeur cumulée n'excède pas 15 % du prix départ usine de l'assortiment	

▼ M2

Position SH (1)	Désignation du produit (2)	Ouvraison ou transformation appliquée à des matières non originales conférant le caractère de produit originaire (3) ou (4)	
9606	Boutons et boutons-pression; formes pour boutons et autres parties de boutons ou de boutons-pression; ébauches de boutons	Fabrication dans laquelle: — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; et — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit	
9608	Stylos et crayons à bille; stylos et marqueurs à mèche feutre ou à autres pointes poreuses; stylos à plume et autres stylos; stylets pour duplicateurs; porte-mine; porte-plume, porte-crayon et articles similaires; parties (y compris les capuchons et les agrafes) de ces articles, à l'exclusion de celles du n° 9609	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit. Toutefois, des plumes à écrire ou des pointes pour plumes classées dans la même position peuvent être utilisées	
9612	Rubans encreurs pour machines à écrire et rubans encreurs similaires, encrés ou autrement préparés en vue de laisser des empreintes, même montés sur bobines ou en cartouches; tampons encreurs même imprégnés, avec ou sans boîte	Fabrication dans laquelle: — toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit; et — la valeur de toutes les matières utilisées ne doit pas excéder 50 % du prix départ usine du produit	
ex 9613	Briquets à système d'allumage piézo-électrique	Fabrication dans laquelle la valeur des matières de la position 9613 utilisées ne doit pas excéder 30 % du prix départ usine du produit	
ex 9614	Pipes et têtes de pipes	Fabrication à partir d'ébauches	
Chapitre 97	Objets d'art, de collection ou d'antiquité	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées doivent être classées dans une position différente de celle du produit	

▼ M2

ANNEXE II-A

Dérogations à la liste des ouvraisons ou transformations à appliquer aux matières non originaires pour que le produit transformé puisse obtenir le caractère originaire

Les produits mentionnés dans la liste peuvent ne pas tous être couverts par l'accord. Il est donc nécessaire de consulter les autres parties de l'accord.

DISPOSITIONS COMMUNES

1. Pour les produits repris au tableau ci-dessous, les règles suivantes peuvent également s'appliquer au lieu des règles indiquées à l'annexe II du présent protocole.
2. La preuve de l'origine délivrée ou établie conformément à cette annexe devra porter la mention suivante en français:

«Dérogation - Annexe II-A du protocole n° 1 - Matières de la position SH n° ... originaires de ... utilisées.».

Cette mention sera portée dans la case 7 des certificats de circulation EUR.1 visés à l'article 18 du présent protocole, ou sera ajoutée à la déclaration d'origine visée dans son article 21.

3. La Côte d'Ivoire et les États membres de l'Union européenne prendront les mesures nécessaires pour ce qui les concerne pour mettre en œuvre la présente annexe

Position SH	Désignation du produit	Dérogation particulière concernant l'ouvroison ou la transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire
Chapitre 2	Viandes et abats comestibles	Toutes les viandes et abats comestibles doivent être entièrement obtenus
Chapitre 4	Produits laitiers; œufs d'oiseaux, miel naturel, produits comestibles d'origine animale, non dénommés ni compris ailleurs	Fabrication dans laquelle: <ul style="list-style-type: none"> — toutes les matières du chapitre 4 utilisées sont entièrement obtenues; — la teneur en matières du chapitre 17 utilisées n'excède pas 40 % du poids du produit final
Chapitre 6	Plantes vivantes et produits de la floriculture; bulbes, racines et produits similaires; fleurs coupées et feuillages d'ornement	Fabrication dans laquelle toutes les matières du chapitre 6 utilisées sont entièrement obtenues ou Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées n'excède pas 50 % du prix départ usine du produit
0812 - 0814	Fruits conservés provisoirement; fruits séchés, autres que ceux des positions 0801 à 0806; Écorces d'agrumes ou de melons	Fabrication dans laquelle la teneur en matières du chapitre 8 utilisées n'excède pas 30 % du poids du produit final
Chapitre 9	Café, thé, maté et épices	Fabrication à partir de matières de toute position

▼ M2

Position SH	Désignation du produit	Dérogation particulière concernant l'ouvroison ou la transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire
1101 – 1104	Produits de la minoterie	Fabrication à partie de matières du chapitre 10, à l'exception du riz de la position 1006
1105-1109	Farine, semoule, poudre, flocons de pomme de terre, etc.; féculés et amidons; inuline; gluten de froment	Fabrication dans laquelle la teneur en matières non originaires n'excède pas 20 % en poids ou Fabrication à partir de matières du chapitre 10, à l'exception des matières de la position 1006, dans laquelle les matières de la position 0710 et de la sous-position 0710 10 utilisées sont entièrement obtenues
Chapitre 12	Graines et fruits oléagineux; graines, semences et fruits divers; plantes industrielles ou médicinales; pailles et fourrages	Fabrication à partir de matières de toute position excepté celle du produit
1301	Gomme laque; gommés, résines, gommés-résines et oléorésines (par exemple baumes), naturels	Fabrication à partir de matières de toute rubrique
1302	Sucs et extraits végétaux; matières pectiques, pectinates et pectates; agar-agar et autres mucilages et épaississants dérivés des végétaux, même modifiés: - Mucilages et épaississants dérivés de végétaux, modifiés	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées n'excède pas 70 % du prix départ usine du produit
1506	Autres graisses et huiles animales et leurs fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	Fabrication à partir de matières de toute position excepté celle du produit
ex 1507 à 1515	Huiles végétales et leurs fractions: - Huiles de soja, d'arachide, de palme, de coco (de coprah), de palmiste ou de babassu, de tung (d'abrasin), d'oléococca et d'oïtica, cire de myrica, cire du Japon, fractions de l'huile de jojoba et huiles destinées à des usages techniques ou industriels autres que la fabrication de produits pour l'alimentation humaine, excepté les huiles d'olive des positions 1509 et 1510	Fabrication à partir de matières de toute sous-position excepté celle du produit
1516	Graisses et huiles animales ou végétales et leurs fractions, partiellement ou totalement hydrogénées, interestérifiées, réestérifiées ou élaïdinisées, même raffinées mais non autrement préparées	Fabrication à partir de matières classées dans une position autre que celle du produit

▼M2

Position SH	Désignation du produit	Drogation particulière concernant l'ouvroison ou la transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire
Chapitre 18	Cacao et ses préparation	Fabrication: — à partir de matières de toute position excepté celle du produit; — dans laquelle la teneur en matières du chapitre 17 utilisées n'excède pas 40 % en poids du produit final
1901	Préparations alimentaires de farines, gruaux, semoules, amidons, féculés ou extraits de malt, contenant moins de 40 % en poids de cacao calculés sur une base entièrement dégraissée, non dénommées ni comprises ailleurs; préparations alimentaires de produits des n° 0401 à 0404, contenant moins de 5 % en poids de cacao calculés sur une base entièrement dégraissée, non dénommées ni comprises ailleurs	Fabrication: — à partir de matières de toute position excepté celle du produit; — dans laquelle la teneur en matières du chapitre 17 utilisées n'excède pas 40 % en poids du produit final
1902	Pâtes alimentaires, même cuites ou farcies (de viande ou d'autres substances) ou bien autrement préparées, telles que spaghetti, macaroni, nouilles, lasagnes, gnocchi, ravioli, cannelloni; couscous, même préparé	Fabrication dans laquelle — la teneur en matières du chapitre 11 utilisées n'excède pas 20 % en poids; — le poids des matières des chapitres 2 et 3 utilisées n'excède pas 20 % du poids du produit final
1903	Tapioca et ses succédanés préparés à partir de féculés, sous forme de flocons, grumeaux, grains perlés, criblures ou formes similaires: - avec une teneur en matières du n° 1108 13 (fécule de pommes de terre) inférieure ou égale à 30 % en poids	Fabrication à partir de matières de toute position, excepté celle du produit
1904	Produits à base de céréales obtenus par soufflage ou grillage (corn flakes, par exemple); céréales (autres que le maïs) en grains ou sous forme de flocons ou d'autres grains travaillés (à l'exception de la farine et de la semoule), précuites ou autrement préparées, non dénommées ni comprises ailleurs	Fabrication: — à partir de matières de toute position, excepté celles de la position 1806; — dans laquelle la teneur en matières du chapitre 11 utilisées n'excède pas 20 % en poids; — dans laquelle la teneur en matières du chapitre 17 utilisées n'excède pas 40 % en poids du produit final
1905	Produits de la boulangerie, de la pâtisserie ou de la biscuiterie, même additionnés de cacao; hosties, cachets vides des types utilisés pour médicaments, pains à cacheter, pâtes séchées de farine, d'amidon ou de fécule en feuilles et produits similaires	Fabrication dans laquelle la teneur en matières du chapitre 11 utilisées n'excède pas 20 % en poids

▼ M2

Position SH	Désignation du produit	Dérogation particulière concernant l'ouvraison ou la transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire
Ex Chapitre 20	Préparations de légumes, de fruits ou d'autres parties de plantes: à partir de matières autres que celles des positions 2002, 2003	Fabrication: — à partir de matières de toute position, excepté celle du produit; — dans laquelle la teneur en matières du chapitre 17 utilisées n'excède pas 40 % du poids du produit final ou Fabrication: — dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées n'excède pas 70 % du prix départ usine du produit; — dans laquelle la teneur en matières du chapitre 17 utilisées n'excède pas 40 % du poids du produit final
Chapitre 21	Préparations alimentaires diverses	Fabrication: — à partir de matières de toute position, excepté celle du produit; — dans laquelle la teneur en matières des chapitre 4 et 17 utilisées n'excède pas 40 % du poids du produit final ou Fabrication: — dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées n'excède pas 70 % du prix départ usine du produit; — dans laquelle la teneur en matières des chapitres 4 et 17 utilisées n'excède pas 40 % du poids du produit final
Chapitre 23	Résidus et déchets des industries alimentaires; aliments préparés pour animaux	Fabrication: — à partir de matières de toute position, excepté celle du produit; — dans laquelle la teneur en maïs ou en matières des chapitres 2, 4 et 17 utilisées n'excède pas 40 % du poids du produit final ou Fabrication: — dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées n'excède pas 70 % du prix départ usine du produit; — dans laquelle la teneur en maïs ou en matières des chapitres 2, 4 et 17 utilisées n'excède pas 40 % du poids du produit final

▼ M2

Position SH	Désignation du produit	Dérogation particulière concernant l'ouvraison ou la transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire
Chapitre 32	Extraits tannants ou tinctoriaux; tanins et leurs dérivés; pigments et autres matières colorantes; peintures et vernis; mastics; encres	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées sont classées dans une position autre que celle du produit. Cependant, des matières classées dans la même position peuvent être utilisées pour autant que leur valeur n'excède pas 20 % du prix départ usine du produit ou Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées n'excède pas 60 % du prix départ usine du produit
Chapitre 33	Huiles essentielles et résinoïdes; produits de parfumerie ou de toilette préparés et préparations cosmétiques	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées sont classées dans une position autre que celle du produit. Cependant, des matières classées dans la même position peuvent être utilisées pour autant que leur valeur n'excède pas 20 % du prix départ usine du produit ou Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées n'excède pas 60 % du prix départ usine du produit
Ex Chapitre 34	Savons, agents de surface organiques, préparations pour lessives, préparations lubrifiantes, cires artificielles, cires préparées, produits d'entretien, bougies et articles similaires, pâtes à modeler, «cires pour l'art dentaire» et compositions pour l'art dentaire à base de plâtre; sauf:	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées sont classées dans une position autre que celle du produit. Cependant, des matières classées dans la même position peuvent être utilisées pour autant que leur valeur n'excède pas 20 % du prix départ usine du produit ou Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées n'excède pas 70 % du prix départ usine du produit
ex 3404	Cires artificielles et cires préparées: - à base de paraffines, de cires de pétrole ou de minéraux bitumineux, de résidus paraffineux	Fabrication à partir de matières de toute position
Chapitre 35	Matières albuminoïdes; amidons modifiés; colles; enzymes	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées n'excède pas 60 % du prix départ usine du produit
Chapitre 36	Explosifs; produits pyrotechniques; allumettes; alliages pyrophoriques; matières inflammables	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées n'excède pas 60 % du prix départ usine du produit
Chapitre 37	Produits photographiques ou cinématographiques	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées n'excède pas 60 % du prix départ usine du produit

▼ M2

Position SH	Désignation du produit	Dérogation particulière concernant l'ouvroison ou la transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire
Chapitre 38	Produits divers des industries chimiques	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées sont classées dans une position autre que celle du produit. cependant, des matières classées dans la même position peuvent être utilisées pour autant que leur valeur n'excède pas 20 % du prix départ-usine du produit ou Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées n'excède pas 60 % du prix départ-usine du produit
Ex 3922 à 3926	Ouvrages en matières plastiques	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées sont classées dans une position autre que celle du produit
Ex Chapitre 41	Peaux (autres que les pelleteries) et cuirs	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées sont classées dans une position autre que celle du produit ou Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées n'excède pas 60 % du prix départ-usine du produit
4101-4103	Cuirs et peaux bruts de bovins (y compris les buffles) ou d'équidés (frais, ou salés, séchés, chaulés, picklés ou autrement conservés, mais non tannés ni parcheminés ni autrement préparés), même épilés ou refendus; peaux brutes d'ovins (fraîches, ou salées, séchées, chaulées, picklées ou autrement conservées, mais non tannées ni parcheminées, ni autrement préparées), même épilées ou refendues, autres que celles exclues par la note 1, point c), du chapitre 41; autres cuirs et peaux bruts (frais, ou salés, séchés, chaulés, picklés ou autrement conservés, mais non tannés ni parcheminés, ni autrement préparés), même épilés ou refendus, autres que ceux exclus par la note 1, point b) ou point c), du chapitre 41	Fabrication à partir de matières de toute position
4104-4106	Cuirs et peaux épilés et peaux d'animaux dépourvus de poils, tannés ou en croûte, même refendus, mais non autrement préparés	Retannage de peaux ou de cuirs prêtannés
Chapitre 42	Ouvrages en cuir; articles de bourrellerie ou de sellerie; articles de voyage, sacs à main et contenants similaires; ouvrages en boyau	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées sont classées dans une position autre que celle du produit ou Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées n'excède pas 60 % du prix départ-usine du produit

▼ M2

Position SH	Désignation du produit	Dérogation particulière concernant l'ouvraison ou la transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire
6307	Autres articles confectionnés, y compris les patrons de vêtements	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées n'excède pas 50 % du prix départ usine du produit
6308	Assortiments composés de pièces de tissus et de fils, même avec accessoires, pour la confection de tapis, de tapisseries, de nappes de table ou de serviettes brodées, ou d'articles textiles similaires, en emballages pour la vente au détail	Chacun des articles de l'assortiment doit respecter la règle qui lui serait applicable s'il n'était pas inclus dans l'assortiment. Cependant, la valeur des articles non originaires ne doit pas dépasser 35 % du prix départ usine de l'assortiment
ex Chapitre 64	Chaussures, guêtres et articles analogues	Fabrication à partir de matières de toute position, à l'exclusion des assemblages formés de dessus de chaussures fixés aux semelles premières ou à d'autres parties inférieures
Chapitre 69	Produits céramiques	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées sont classées dans une position autre que celle du produit ou Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées n'excède pas 50 % du prix départ usine du produit
Ex Chapitre 71	Perles fines ou de culture, pierres gemmes ou similaires, métaux précieux, plaqués ou doublés de métaux précieux et ouvrages en ces matières; bijouterie de fantaisie; monnaies, excepté:	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées sont classées dans une position autre que celle du produit ou Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées n'excède pas 60 % du prix départ usine du produit
7106, 7108 et 7110	Métaux précieux: - sous forme brute - sous formes mi-ouvrées ou en poudre	Fabrication à partir de matières de toute position excepté celles des positions 7106, 7108 et 7110 ou Séparation électrolytique, thermique ou chimique de métaux précieux des positions 7106, 7108 ou 7110 ou Fusion et/ou alliage de métaux précieux des positions 7106, 7108 ou 7110, entre eux ou avec des métaux communs Fabrication à partir de métaux précieux, sous formes brutes
7115	Autres ouvrages en métaux précieux ou en plaqués ou doublés de métaux précieux	Fabrication à partir de matières de toute position excepté celle du produit

▼ M2

Position SH	Désignation du produit	Dérogation particulière concernant l'ouvraison ou la transformation appliquée à des matières non originaires conférant le caractère de produit originaire
Chapitre 83	Ouvrages divers en métaux communs	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées sont classées dans une position autre que celle du produit ou Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées n'excède pas 50 % du prix départ usine du produit
ex 8302	Autres garnitures, ferrures et articles similaires pour bâtiments, et ferme-portes automatiques	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées sont classées dans une position autres que celle du produit. Cependant, les autres matières de la position n° 8302 peuvent être utilisées pour autant que leur valeur n'excède pas 30 % du prix départ usine du produit
ex 8306	Statuettes et autres objets d'ornement, en métaux communs	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées sont classées dans une position autre que celle du produit. Cependant, d'autres substances de la position 8306 peuvent être utilisées pour autant que leur valeur n'excède pas 40 % du prix départ usine du produit
Chapitre 84	Réacteurs nucléaires, chaudières, machines, appareils et engins mécaniques; leurs parties	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées sont classées dans une position autre que celle du produit ou Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées n'excède pas 50 % du prix départ usine du produit
Chapitre 85	Machines, appareils et matériels électriques et leurs parties; appareils d'enregistrement ou de reproduction des images et du son en télévision, et parties et accessoires de ces appareils	Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées n'excède pas 50 % du prix départ usine du produit
Chapitre 87	Voitures automobiles, tracteurs, cycles et autres véhicules terrestres, leurs parties et accessoires	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées sont classées dans une position autre que celle du produit ou Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées n'excède pas 50 % du prix départ usine du produit
Chapitre 94	Mobilier; articles de literie, matelas, sommiers, coussins et articles rembourrés similaires; appareils d'éclairage non dénommés ni compris ailleurs; lampes-réclames, enseignes lumineuses, plaques indicatrices lumineuses et articles similaires; constructions préfabriquées	Fabrication dans laquelle toutes les matières utilisées sont classées dans une position autre que celle du produit ou Fabrication dans laquelle la valeur de toutes les matières utilisées n'excède pas 60 % du prix départ usine du produit

▼ M2

ANNEXE III

FORMULAIRE DE CERTIFICAT DE CIRCULATION DES MARCHANDISES EUR.1

1. Le certificat de circulation des marchandises EUR. 1 est établi sur la base du formulaire dont le modèle figure dans la présente annexe. Ce formulaire est imprimé dans une ou plusieurs des langues dans lesquelles est rédigé l'accord. Le certificat est établi dans une de ces langues conformément au droit interne de l'État d'exportation. Les formulaires remplis à la main doivent être complétés à l'encre et en caractères d'imprimerie.
2. Le format du certificat est de 210 × 297 millimètres, une tolérance maximale de 8 millimètres en plus et de 5 millimètres en moins étant admise en ce qui concerne la longueur. Le papier à utiliser est un papier de couleur blanche sans pâtes mécaniques, collé pour écriture et pesant au minimum 60 grammes par mètre carré. Il est revêtu d'une impression de fond guillochée de couleur verte rendant apparente toute falsification par moyens mécaniques ou chimiques.
3. Les États d'exportation peuvent se réserver l'impression des certificats ou en confier le soin à des imprimeries ayant reçu leur agrément. Dans ce dernier cas, référence à cet agrément est faite sur chaque certificat. Chaque certificat est revêtu d'une mention indiquant le nom et l'adresse de l'imprimeur ou d'un signe permettant l'identification de celui-ci. Il porte en outre un numéro de série, imprimé ou non, destiné à l'individualiser.

▼ M2

CERTIFICAT DE CIRCULATION DES MARCHANDISES

1. Exportateur (<i>nom, adresse complète, pays</i>)	EUR.1 N° A 000.000		
	Consulter les notes au verso avant de remplir le formulaire		
3. Destinataire (<i>nom, adresse complète, pays</i>) (<i>mention facultative</i>)	2. Certificat utilisé dans les échanges préférentiels entre		
	et (<i>indiquer les pays, groupes de pays ou territoires concernés</i>)		
	4. Pays, groupe de pays ou territoire dont les produits sont considérés comme originaires	5. Pays, groupe de pays ou territoire de destination	
6. Informations relatives au transport (<i>mention facultative</i>)	7. Observations		
8. Numéro d'ordre; marques, numéros, nombre et nature du colis ⁽¹⁾; désignation des marchandises	9. Masse brute (kg) ou autre mesure (l, m³, etc.)	10. Factures (<i>mention facultative</i>)	
11. VISA DE LA DOUANE Déclaration certifiée conforme Document d'exportation ⁽²⁾ Formulaire à utiliser..... N°..... Bureau de douane	Cachet	12. DÉCLARATION DE L'EXPORTATEUR Je soussigné, déclare que les marchandises désignées ci-dessus remplissent les conditions requises pour l'obtention du présent certificat. Lieu et date..... (<i>Signature</i>)	
(<i>Signature</i>)			

⁽¹⁾ Pour les marchandises non emballées, indiquer le nombre d'objets ou mentionner «en vrac».⁽²⁾ À remplir seulement lorsque les règles nationales du pays ou territoire d'exportation l'exigent.

▼ M2

13. Demande de contrôle , à envoyer à: 	14. Résultat du contrôle Le contrôle effectué a permis de constater que le présent certificat (*) <input type="checkbox"/> a bien été délivré par le bureau de douane indiqué et que les mentions qu'il contient sont exactes. <input type="checkbox"/> ne répond pas aux conditions d'authenticité et de régularité requises (voir les remarques ci-annexées).
Le contrôle de l'authenticité et de la régularité du présent certificat est sollicité. (Lieu et date) Cachet (Signature) (Lieu et date) Cachet (Signature) (*) Cocher la case qui convient.

NOTES

1. Le certificat ne doit comporter ni grattages ni surcharges. Les modifications éventuelles qui y sont apportées doivent être effectuées en biffant les indications erronées et en ajoutant, le cas échéant, les indications voulues. Toute modification ainsi opérée doit être approuvée par celui qui a établi le certificat et visée par les autorités douanières du pays ou territoire de délivrance.
2. Les articles indiqués sur le certificat doivent se suivre sans interligne, et chaque article doit être précédé d'un numéro d'ordre. Une ligne horizontale doit être tracée immédiatement au-dessous du dernier article. Les espaces non utilisés doivent être bâtonnés de façon à rendre impossible toute adjonction ultérieure.
3. Les marchandises sont désignées selon les usages commerciaux, avec les précisions suffisantes pour en permettre l'identification.

▼ M2

DEMANDE DE CERTIFICAT DE CIRCULATION DES MARCHANDISES

1. Exportateur (<i>nom, adresse complète, pays</i>)	EUR.1 Nr. A 000.000
	Consulter les notes au verso avant de remplir le formulaire
3. Destinaire (<i>nom, adresse complète, pays</i>) (<i>mention facultative</i>)	2. Demande de certificat à utiliser dans les échanges préférentiels entre
	et
	(<i>indiquer les pays, groupes de pays ou territoires concernés</i>)
	4. Pays, groupe de pays ou territoire dont les produits sont considérés comme originaires
	5. Pays, groupe de pays ou territoire de destination
6. Informations relatives au transport (<i>mention facultative</i>)	7. Observations
8. Numéro d'ordre; marques, numéros, nombre et nature des colis ⁽¹⁾; désignation des marchandises	9. Masse brute (kg) ou autre mesure (l, m³, etc.)
	10. Factures (<i>mention facultative</i>)

⁽¹⁾ Pour les marchandises non emballées, indiquer le nombre d'objets ou mentionner «en vrac».

▼ **M2****DÉCLARATION DE L'EXPORTATEUR**

Je, soussigné, exportateur des marchandises désignées au recto,

DÉCLARE que ces marchandises remplissent les conditions requises pour l'obtention du certificat ci-annexé;

PRÉCISE les circonstances qui ont permis à ces marchandises de remplir ces conditions:

.....

PRÉSENTE les pièces justificatives suivantes ⁽¹⁾:

.....

M'ENGAGE à présenter, à la demande des autorités compétentes, toutes justifications supplémentaires que celles-ci jugeraient nécessaires en vue de la délivrance du certificat ci-annexé, ainsi qu'à accepter, le cas échéant, tout contrôle par lesdites autorités de ma comptabilité et des circonstances de la fabrication des marchandises susvisées;

DEMANDE la délivrance du certificat ci-annexé pour ces marchandises.

.....
 (Lieu et date)

.....
 (Signature)

⁽¹⁾ Par exemple: documents d'importation, certificats de circulation, déclarations du fabricant, etc., se référant aux produits mis en œuvre ou aux marchandises réexportées en l'état.

▼ **M2**

ANNEXE IV

DÉCLARATION D'ORIGINE

La déclaration d'origine, dont le texte figure ci-après, doit être établie compte tenu des notes figurant en bas de page. Il n'est toutefois pas nécessaire de reproduire ces notes.

Version bulgare

Износителят на продуктите, обхванати от този документ (митническо разрешение № ...⁽¹⁾) декларира, че освен където е отбелязано друго, тези продукти са с ... преференциален произход⁽²⁾.

Version espagnole

El exportador de los productos incluidos en el presente documento (autorización aduanera n.º ...⁽¹⁾) declara que, salvo indicación en sentido contrario, estos productos gozan d'un origen preferencial. ...⁽²⁾.

Version tchèque

Vývozce výrobků uvedených v tomto dokumentu (číslo povolení ...⁽¹⁾) prohlašuje, že kromě zřetelně označených, mají tyto výrobky preferenční původ v ...⁽²⁾.

Version danoise

Eksportøren af varer, der er omfattet af nærværende dokument, (toldmyndighedernes tilladelse nr. ...⁽¹⁾), erklærer, at varerne, medmindre andet tydeligt er angivet, har præferenceoprindelse i ...⁽²⁾.

Version allemande

Der Ausfüh­rer (Ermäch­tigter Ausfüh­rer; Bewilligungs-Nr. ...⁽¹⁾) der Waren, auf die sich dieses Handelspapier bezieht, erklärt, dass diese Waren, soweit nicht anderes angegeben, präferenzbegünstigte ...⁽²⁾ Ursprungswaren sind.

Version estonienne

Käesoleva dokumendiga hõlmatud toodete ekspordija (tolli luba nr. ...⁽¹⁾) deklareerib, et need tooted on ...⁽²⁾ sooduspäritoluga, välja arvatud juhul kui on selgelt näidatud teisiti.

Version grecque

Ο εξαγωγέας των προϊόντων που καλύπτονται από το παρόν έγγραφο (άδεια τελωνείου υπ' αριθ. ...⁽¹⁾) δηλώνει ότι, εκτός εάν δηλώνεται σαφώς άλλως, τα προϊόντα αυτά είναι προτιμησιακής καταγωγής ...⁽²⁾.

Version anglaise

The exporter of the products covered by this document (customs authorization No ...⁽¹⁾) declares that, except where otherwise clearly indicated, these products are of ...⁽²⁾ preferential origin.

Version française

L'exportateur des produits couverts par le présent document (autorisation douanière n° ...⁽¹⁾) déclare que, sauf indication claire du contraire, ces produits ont l'origine préférentielle ...⁽²⁾.

Version croate

Izvoznik proizvoda obuhvaćenih ovom ispravom (carinsko ovlaštenje br. ...⁽¹⁾) izjavljuje da su, osim ako je drukčije izričito navedeno, ovi proizvodi ...⁽²⁾ preferencijalnog podrijetla.

▼ M2

Version italienne

L'esportatore delle merci contemplate nel presente documento (autorizzazione doganale n ...⁽¹⁾) dichiara che, salvo indicazione contraria, le merci sono di origine preferenziale ...⁽²⁾.

Version lettone

To produktu eksportētājs, kuri ietverti šajā dokumentā (muitas atļauja Nr. ...⁽¹⁾), deklarē, ka, izņemot tur, kur ir citādi skaidri noteikts, šiem produktiem ir preferenciāla izcelsme no ...⁽²⁾.

Version lituanienne

Šiame dokumente išvardytų produktų eksportuotojas (muitinės liudijimo Nr ...⁽¹⁾) deklaruoja, kad, jeigu kitaip nenurodyta, tai yra ...⁽²⁾ preferencinės kilmės produktai.

Version hongroise

A jelen okmányban szereplő áruk exportőre (vámfelhatalmazási szám: ...⁽¹⁾) kijelentem, hogy eltérő jelzés hiányában az áruk kedvezményes ...⁽²⁾ származásúak.

Version maltaise

L-esportatur tal-prodotti koperti b'dan id-dokument (awtorizzazzjoni tad-dwana nru. ...⁽¹⁾) jiddikjara li, hliet fejn indikat b'mod ċar li mhux hekk, dawn il-prodotti huma ta' oriġini preferenzjali ...⁽²⁾.

Version néerlandaise

De exporteur van de goederen waarop dit document van toepassing is (douanevergunning nr. ...⁽¹⁾), verklaart dat, behoudens uitdrukkelijk andersluidende vermelding, deze goederen van preferentiële ... oorsprong zijn⁽²⁾.

Version polonaise

Eksporter produktów objętych tym dokumentem (upoważnienie władz celnych nr ...⁽¹⁾) deklaruje, że z wyjątkiem gdzie jest to wyraźnie określone, produkty te mają ...⁽²⁾ preferencyjne pochodzenie.

Version portugaise

O exportador dos produtos cobertos pelo presente documento (autorização aduaneira n.º ...⁽¹⁾), declara que, salvo expressamente indicado em contrário, estes produtos são de origem preferencial ...⁽²⁾.

Version roumaine

Exportatorul produselor ce fac obiectul acestui document (autorizația vamală nr. ...⁽¹⁾) declară că, exceptând cazul în care în mod expres este indicat altfel, aceste produse sunt de origine preferențială ...⁽²⁾.

Version slovène

Izvoznik blaga, zajetega s tem dokumentom (pooblastilo carinskih organov št ...⁽¹⁾) izjavlja, da, razen če ni drugače jasno navedeno, ima to blago preferencialno ...⁽²⁾ poreklo.

Version slovaque

Vývozca výrobkov uvedených v tomto dokumente (číslo povolenia ...⁽¹⁾) vyhlasuje, že okrem zreteľne označených, majú tieto výrobky preferenčný pôvod v ...⁽²⁾.

▼ **M2**

Version finnoise

Tässä asiakirjassa mainittujen tuotteiden viejä (tullin lupa n:o ...⁽¹⁾) ilmoittaa, että nämä tuotteet ovat, ellei toisin ole selvästi merkitty, etuuskohteluun oikeutettuja ... alkuperätuotteita⁽²⁾.

Version suédoise

Exportören av de varor som omfattas av detta dokument (tullmyndighetens tillstånd nr. ...⁽¹⁾) försäkrar att dessa varor, om inte annat tydligt markerats, har förmånsberättigande ... ursprung⁽²⁾.

.....⁽³⁾
(Lieu et date)

.....⁽⁴⁾
(Signature de l'exportateur; par ailleurs, le nom de la personne qui signe la déclaration doit être indiqué en toutes lettres)

- (1) Si la déclaration d'origine est établie par un exportateur agréé au sens de l'article 22 du présent protocole, le numéro d'autorisation de cet exportateur doit être mentionné ici. Si la déclaration d'origine n'est pas établie par un exportateur agréé, la mention figurant entre parenthèses est omise ou l'espace prévu est laissé en blanc.
- (2) L'origine des produits doit être indiquée. Au cas où la déclaration d'origine se rapporte, en totalité ou en partie, à des produits originaires de Ceuta et Melilla au sens de l'article 42 du présent protocole, l'exportateur est tenu de les identifier clairement, au moyen du signe «CM», dans le document sur lequel la déclaration est établie.
- (3) Ces indications sont facultatives si les informations figurent dans le document proprement dit.
- (4) Voir l'article 22, paragraphe 4, du présent protocole. Dans les cas où l'exportateur n'est pas tenu de signer, la dispense de signature dégage aussi de l'obligation d'indiquer le nom du signataire.

▼ M2

ANNEXE V-A

**DÉCLARATION DU FOURNISSEUR CONCERNANT LES PRODUITS
AYANT LE CARACTÈRE ORIGINAIRE À TITRE PRÉFÉRENTIEL**

Je soussigné, déclare que les marchandises énumérées dans la présente facture⁽¹⁾

ont été obtenues⁽²⁾ et satisfont aux règles d'origine régissant les échanges préférentiels entre la Côte d'Ivoire et l'Union européenne.

Je m'engage à fournir aux autorités douanières toute preuve complémentaire qu'elles jugeront nécessaire.

.....⁽³⁾

.....⁽⁴⁾

.....⁽⁵⁾

Note

Le texte susvisé, complété conformément aux notes de bas de page, constitue la déclaration du fournisseur. Les notes de bas de page ne doivent pas être reproduites.

(1) — Si seulement certaines des marchandises énumérées dans la facture sont concernées, elles doivent porter un signe ou une marque qui les distingue clairement et cette marque doit être mentionnée comme suit dans la déclaration: «..... énumérées dans la présente facture et portant la marque ont été obtenues»;

— s'il est fait usage d'un document autre que la facture ou une annexe à la facture (voir l'article 28, paragraphe 5, du présent protocole), la désignation du document considéré doit être mentionnée à la place du terme «facture».

(2) L'Union européenne, un État membre de l'Union européenne, la Côte d'Ivoire, un PTOM ou un autre État ACP ayant appliqué un APE au moins à titre provisoire. Lorsqu'il s'agit de la Côte d'Ivoire, d'un PTOM ou d'un autre État ACP ayant appliqué un APE au moins à titre provisoire, il doit être fait référence au bureau de douane de l'Union européenne détenant éventuellement le(s) certificat(s) EUR. 1 ou EUR. 2 considéré(s), en donnant le numéro du (des) certificat(s) ou formulaire(s) considéré(s) et, si possible, le numéro de déclaration en douane.

(3) Lieu et date.

(4) Nom et fonction dans la société.

(5) Signature.

▼ **M2**

ANNEXE V-B

**DÉCLARATION DU FOURNISSEUR CONCERNANT LES PRODUITS
N'AYANT PAS LE CARACTÈRE ORIGINAIRE À TITRE
PRÉFÉRENTIEL**

Je soussigné, déclare que les marchandises énumérées dans la présente facture⁽¹⁾ ont été obtenues⁽²⁾ et contiennent les éléments ou matériaux suivants non originaires de la Côte d'Ivoire, d'un autre État ACP ayant appliqué un APE au moins à titre provisoire, d'un PTOM ou de l'Union européenne dans le cadre des échanges préférentiels:

.....⁽³⁾⁽⁴⁾

.....⁽⁵⁾

.....

.....⁽⁶⁾

Je m'engage à fournir aux autorités douanières toute preuve complémentaire qu'elles jugeront nécessaire.

.....⁽⁷⁾⁽⁸⁾

.....⁽⁹⁾

Note

Le texte susvisé, complété conformément aux notes de bas de page, constitue la déclaration du fournisseur. Les notes de bas de page ne doivent pas être reproduites.

(1) — Si seulement certaines des marchandises énumérées dans la facture sont concernées, elles doivent porter un signe ou une marque qui les distingue clairement et cette marque doit être mentionnée comme suit dans la déclaration: «..... énumérées dans la présente facture et portant la marque ont été obtenues»;

— s'il est fait usage d'un document autre que la facture ou une annexe à la facture (voir l'article 28, paragraphe 5, du présent protocole), la désignation du document considéré doit être mentionnée à la place du terme «facture».

(2) L'Union européenne, un État membre de l'Union européenne, la Côte d'Ivoire, un PTOM ou un autre État ACP ayant appliqué un APE au moins à titre provisoire.

(3) La description du produit doit être donnée dans tous les cas. Elle doit être complète et suffisamment détaillée pour permettre de déterminer le classement tarifaire des marchandises considérées.

(4) La valeur en douane ne doit être indiquée que si elle est requise.

(5) Le pays d'origine ne doit être indiqué que s'il est demandé. Il doit s'agir d'une origine préférentielle, toutes les autres origines étant à qualifier de «pays tiers».

(6) Ajouter le membre de phrase suivant: «et ont subi la transformation suivante dans/en [l'Union européenne][État membre de l'Union européenne] [Côte d'Ivoire] [PTOM] [autre État ACP ayant appliqué un APE au moins à titre provisoire].....», ainsi qu'une description de la transformation effectuée si ce renseignement est exigé.

(7) Lieu et date.

(8) Nom et fonction dans la société.

(9) Signature.

▼ M2*ANNEXE VI***FICHE DE RENSEIGNEMENTS**

1. Le formulaire de fiche de renseignements dont le modèle figure dans la présente annexe est à utiliser; il est imprimé dans une ou plusieurs des langues officielles dans lesquelles l'accord est rédigé et conformément au droit interne de l'État d'exportation. Les fiches de renseignements sont établies dans une de ces langues; si elles sont établies à la main, elles doivent être remplies à l'encre et en caractères d'imprimerie. Elles doivent être revêtues d'un numéro de série, imprimé ou non, destiné à les identifier.
2. La fiche de renseignements doit être de format A4 (210 × 297 millimètres); toutefois, une tolérance maximale de 8 millimètres en plus ou de 5 millimètres en moins peut être admise en ce qui concerne la longueur. Le papier à utiliser est un papier de couleur blanche, collé pour écriture, sans pâtes mécaniques et pesant au minimum 65 grammes par mètre carré.
3. Les administrations nationales peuvent se réserver l'impression des formulaires ou en confier le soin à des imprimeries ayant reçu leur agrément. Dans ce dernier cas, une référence à cet agrément est faite sur chaque certificat. Le formulaire doit être revêtu du nom et de l'adresse de l'imprimeur ou d'un signe permettant l'identification de ce dernier.

▼ M2

1. Expéditeur ⁽¹⁾		FICHE DE RENSEIGNEMENTS pour l'obtention d'un CERTIFICAT DE CIRCULATION prévu dans le cadre des dispositions régissant les échanges entre L'UNION EUROPÉENNE et LA CÔTE D'IVOIRE		
2. Destinataire ⁽¹⁾				
3. Transformateur ⁽¹⁾		4. État dans lequel ont été effectuées les ouvraisons ou transformations		
6. Bureau de douane d'importation ⁽¹⁾		5. Pour usage officiel		
7. Document d'importation ⁽²⁾ modèle n° série du <table border="1" style="display: inline-table; vertical-align: middle;"> <tr> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> </tr> </table>				
MARCHANDISES AU MOMENT DE L'EXPÉDITION VERS L'ÉTAT DE DESTINATION				
8. Marques, numéros, nombre et nature des colis		9. Numéro du code du système harmonisé de codification et de désignation des marchandises (code SH)		10. Quantité ⁽³⁾
				11. Valeur ⁽⁴⁾
MARCHANDISES IMPORTÉES MISES EN ŒUVRE				
12. Numéro du code du système harmonisé de codification et de désignation des marchandises (code SH)		13. Pays d'origine	14. Quantité ⁽³⁾	15. Valeur ⁽²⁾⁽⁵⁾
16. Nature des ouvraisons ou transformations effectuées				
17. Observations				

▼ **M2**

<p>18. VISA DE LA DOUANE</p> <p>Déclaration certifiée conforme:</p> <p>Document</p> <p>Modèle.....n°</p> <p>Bureau de douane</p> <p>le <table border="1" style="display: inline-table; vertical-align: middle;"><tr><td style="width: 20px; height: 20px;"></td><td style="width: 20px; height: 20px;"></td><td style="width: 20px; height: 20px;"></td></tr></table> Cachet du bureau</p> <p>.....</p> <p>(Signature)</p>				<p>19. DÉCLARATION DE L'EXPÉDITEUR</p> <p>Je soussigné, déclare que les renseignements portés sur la présente fiche sont exacts.</p> <p>Fait à, le <table border="1" style="display: inline-table; vertical-align: middle;"><tr><td style="width: 20px; height: 20px;"></td><td style="width: 20px; height: 20px;"></td><td style="width: 20px; height: 20px;"></td></tr></table></p> <p>.....</p> <p>(Signature)</p>			

⁽¹⁾⁽²⁾⁽³⁾⁽⁴⁾⁽⁵⁾ Voir texte des notes au verso

▼ M2

DEMANDE DE CONTRÔLE	RÉSULTAT DU CONTRÔLE
Le fonctionnaire des douanes soussigné sollicite le contrôle de l'authenticité et de la régularité de la présente fiche de renseignements.	Le contrôle effectué par le fonctionnaire des douanes soussigné a permis de constater que la présente fiche de renseignements:
	a) a bien été délivrée par le bureau de douane indiqué et que les mentions qu'elle contient sont exactes (*). b) ne répond pas aux conditions d'authenticité et de régularité requises (voir les remarques ci-annexées) (*).
À....., le	À....., le
Cachet du bureau	Cachet du bureau
-----	-----
(Signature du fonctionnaire)	(Signature du fonctionnaire)
	(*) Rayer la mention inutile.

RENOIS DU RECTO

1. Nom ou raison sociale et adresse complète.
2. Mention facultative.
3. Kilogramme, hectolitre, mètre cube ou autres mesures.
4. Les emballages sont considérés comme faisant un tout avec les marchandises qu'ils contiennent. Cette disposition n'est toutefois pas applicable aux emballages qui ne sont pas d'un type usuel pour le produit emballé et qui ont une valeur d'utilisation propre d'un caractère durable, indépendamment de leur fonction d'emballage.
5. La valeur doit être indiquée conformément aux dispositions relatives aux règles d'origine.

▼ **M2**

ANNEXE VII

FORMULAIRE DE DEMANDE DE DÉROGATION

1. Dénomination commerciale du produit fini 1.1 Classification douanière (position SH)	2. Volume annuel escompté des exportations vers l'Union européenne (en poids, nombre de pièces, mètres ou autre unité)
3. Dénomination commerciale des matières utilisées originaires de pays tiers Classification douanière (position SH)	4. Volume annuel escompté des matières utilisées originaires de pays tiers
5. Valeur des matières utilisées originaires de pays tiers	6. Valeur départ usine du produit fini
7. Origine des matières en provenance de pays tiers	8. Raisons pour lesquelles la règle d'origine ne peut être satisfaite pour le produit fini
9. Dénomination commerciale des matières à utiliser originaires des pays ou territoires visés à l'article 7	10. Volume annuel escompté des matières utilisées originaires des pays ou territoires visés à l'article 7
11. Valeur des matières à utiliser originaires des pays ou territoires visés à l'article 7	12. Ouvraisons ou transformations effectuées (sans obtention de l'origine) dans les pays ou territoires visés à l'article 7
13. Durée de la dérogation demandée du au.....	14. Description détaillée des ouvraisons ou transformations effectuées en Côte d'Ivoire
15. Structure du capital social de l'entreprise concernée	16. Valeur des investissements réalisés/envisagés
17. Effectifs employés/prévus	18. Valeur ajoutée du fait des ouvraisons ou transformations effectuées en Côte d'Ivoire: 18.1 Main d'œuvre: 18.2 Frais généraux: 18.3 Autres:
19. Autres sources d'approvisionnement envisageables pour les matières utilisées	20. Solutions envisagées pour éviter à l'avenir la nécessité d'une dérogation
21. Observations	

NOTES

1. Si les cases prévues dans le formulaire ne sont pas suffisamment grandes pour y inscrire toutes les informations utiles, des feuillets supplémentaires peuvent être joints au formulaire. Dans ce cas, il convient d'indiquer «voir annexe» dans la case appropriée.
2. Dans la mesure du possible, des échantillons ou des illustrations (photographies, dessins, plans, catalogues, etc.) du produit final et des matériaux employés doivent être joints au formulaire.
3. Un formulaire doit être rempli pour chaque produit faisant l'objet de la demande.

Cases 3, 4, 5, 7: «Pays tiers» signifie tout pays qui n'est pas visé à l'article 7 du présent protocole.

Case 12: Si des matériaux provenant de pays tiers ont été ouvrés ou transformés dans les pays et territoires visés à l'article 7 du présent protocole sans obtenir l'origine, avant de subir une nouvelle transformation en Côte d'Ivoire demandant la dérogation, indiquer le type d'ouvrage ou de transformation effectuée dans les pays et territoires visés à l'article 7 du présent protocole.

▼ M2

- Case 13: Les dates à indiquer sont la date de début et la date de fin de la période pendant laquelle les certificats EUR. 1 peuvent être émis dans le cadre de la dérogation.
- Case 18: Indiquer soit le pourcentage de la valeur ajoutée par rapport au prix départ usine du produit, soit le montant en monnaie de la valeur ajoutée par unité de produit.
- Case 19: S'il existe d'autres sources d'approvisionnement en matériaux, indiquer lesquelles et, dans la mesure du possible, les motifs, de coût ou autres, pour lesquels ces sources ne sont pas utilisées.
- Case 20: Indiquer les investissements ou la diversification des sources d'approvisionnement qui sont envisagés pour que la dérogation ne soit nécessaire que pendant une période limitée.

▼ M2

ANNEXE VIII

PAYS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

On entend par «pays et territoires d'outre-mer», au sens du présent protocole, les pays et territoires suivants visés dans l'annexe II du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne:

(Cette liste ne préjuge pas du statut de ces pays et territoires, ni de l'évolution de celui-ci.)

1. Pays et territoires d'outre-mer du Royaume de Danemark:
 - le Groenland.
2. Pays et territoires d'outre-mer de la République française:
 - la Nouvelle-Calédonie et ses dépendances;
 - la Polynésie française;
 - Saint-Pierre-et-Miquelon;
 - Saint-Barthélemy;
 - les Terres australes et antarctiques françaises;
 - les îles Wallis-et-Futuna.
3. Pays et territoires d'outre-mer du Royaume des Pays-Bas:
 - Aruba;
 - Bonaire;
 - Curaçao;
 - Saba;
 - Sint Eustatius;
 - Sint Maarten.
4. Pays et territoires d'outre-mer du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:
 - Anguilla;
 - les Bermudes;
 - les îles Caymans;
 - les îles Falkland;
 - Géorgie du Sud et les îles Sandwich du Sud;
 - Montserrat;
 - Pitcairn;
 - Sainte-Hélène et ses dépendances;
 - le territoire de l'Antarctique britannique;
 - les territoires britanniques de l'océan Indien;
 - les îles Turks et Caicos;
 - les îles Vierges britanniques.

▼ M2

ANNEXE IX

PRODUITS VISÉS À L'ARTICLE 7, PARAGRAPHE 4, DU PROTOCOLE

CN-Code	Description
1701	Sucres de canne ou de betterave et saccharose chimiquement pur, à l'état solide.
1702	Autres sucres, y compris le lactose, le maltose, le glucose et le fructose (lévulose) chimiquement purs, à l'état solide; sirops de sucres sans addition d'aromatisants ou de colorants; succédanés du miel, même mélangés de miel naturel; sucres et mélasses caramélisés.
1704 90 99	Sucrieries sans cacao (y compris le chocolat blanc), ne contenant pas du cacao: - autres: -- autres: --- autres: ---- autres: ----- autres:
1806 10 30	Chocolat et autres préparations alimentaires contenant du cacao: - poudre de cacao avec addition de sucre ou d'autres édulcorants: -- d'une teneur en poids de saccharose (y compris le sucre interverti calculé en saccharose) ou d'isoglucose calculé également en saccharose, égale ou supérieure à 65 % et inférieure à 80 %
1806 10 90	Chocolat et autres préparations alimentaires contenant du cacao: - Poudre de cacao avec addition de sucre ou d'autres édulcorants: -- d'une teneur en poids de saccharose (y compris le sucre interverti calculé en saccharose) ou d'isoglucose calculé également en saccharose, égale ou supérieure à 80 %
1806 20 95	Chocolat et autres préparations alimentaires contenant du cacao: - autres préparations présentées soit en blocs ou en barres d'un poids excédant 2 kg, soit à l'état liquide ou pâteux ou en poudres, granulés ou formes similaires, en récipients ou en emballages immédiats, d'un contenu excédant 2 kg: -- autres: --- autres
1901 90 99	Extraits de malt; préparations alimentaires de farines, gruaux, semoules, amidons, féculés ou extraits de malt, ne contenant pas de cacao ou contenant moins de 40 % en poids de cacao calculés sur une base entièrement dégraissée, non dénommées ni comprises ailleurs; préparations alimentaires de produits des n ^{os} 0401 à 0404, ne contenant pas de cacao ou contenant moins de 5 % en poids de cacao calculés sur une base entièrement dégraissée, non dénommées ni comprises ailleurs: - autres: -- autres: --- autres
2101 12 98	Extraits, essences et concentrés de café, de thé ou de maté et préparations à base de ces produits ou à base de café, thé ou maté; chicorée torréfiée et autres succédanés torréfiés du café et leurs extraits, essences et concentrés: - Extraits, essences et concentrés de café et préparations à base de ces extraits, essences ou concentrés ou à base de café: -- Préparations à base d'extraits, essences ou concentrés ou à base de café: --- autres

▼ M2

CN-Code	Description
2101 20 98	Extraits, essences et concentrés de café, de thé ou de maté et préparations à base de ces produits ou à base de café, thé ou maté; chicorée torréfiée et autres succédanés torréfiés du café et leurs extraits, essences et concentrés: - Extraits, essences et concentrés de thé ou de maté et préparations à base de ces extraits, essences ou concentrés ou à base de thé ou de maté: - - préparations: - - - autres
2106 90 59	Préparations alimentaires non dénommées ni comprises ailleurs: - autres - - Sirops de sucre, aromatisés ou additionnés de colorants: - - - autres - - - - autres
2106 90 98	Préparations alimentaires non dénommées ni comprises ailleurs: - autres - - autres - - - autres
3302 10 29	Mélanges de substances odoriférantes et mélanges (y compris les solutions alcooliques) à base d'une ou de plusieurs de ces substances, des types utilisés comme matières de base pour l'industrie; autres préparations à base de substances odoriférantes, des types utilisés pour la fabrication de boissons: - des types utilisés pour les industries alimentaires ou des boissons: - - des types utilisés pour les industries des boissons: - - - Préparations contenant tous les agents aromatisants qui caractérisent une boisson: - - - - autres - - - - - autres

▼ M2

DÉCLARATION COMMUNE

concernant la Principauté d'Andorre

1. Les produits originaires de la Principauté d'Andorre relevant des chapitres 25 à 97 du système harmonisé seront acceptés par la Côte d'Ivoire comme originaires de l'Union européenne au sens de l'accord.
2. Le protocole n° 1 concernant la définition de la notion de «produits originaires» et les méthodes de coopération administrative s'appliquera mutatis mutandis aux fins de définir le caractère originaire des produits susmentionnés.

▼ M2

DÉCLARATION COMMUNE

concernant la République de Saint-Marin

1. Les produits originaires de la République de Saint-Marin seront acceptés par la Côte d'Ivoire comme originaires de l'Union européenne au sens de l'accord.
2. Le protocole n° 1 concernant la définition de la notion de «produits originaires» et les méthodes de coopération administrative s'appliquera mutatis mutandis aux fins de définir le caractère originaire des produits susmentionnés.